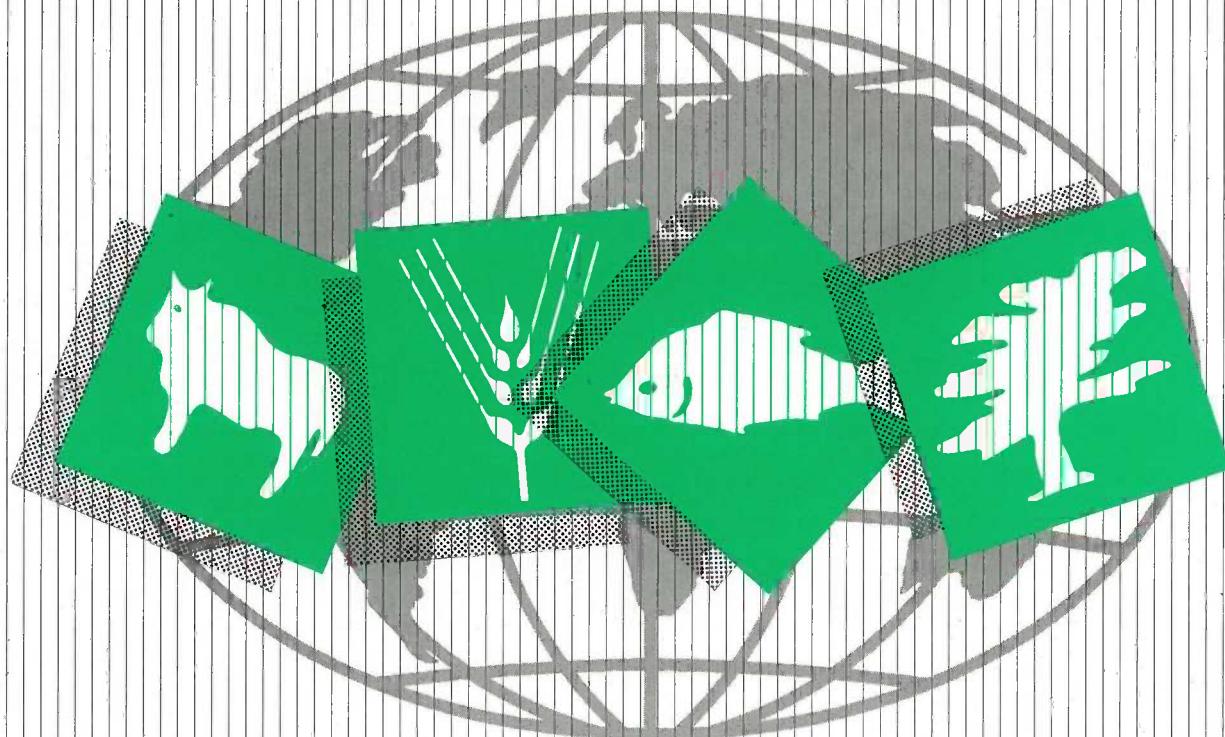


1987-88

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

**Situation mondiale - Situation région par région
Nouvelles priorités de la science et de la technologie
agricoles dans les pays en développement**



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Chapitres spéciaux

Depuis 1957, ce rapport présente chaque année, outre l'étude habituelle récente de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, un ou plusieurs chapitres spéciaux consacrés à des problèmes d'intérêt plus permanent. Les sujets ainsi traités ont été les suivants:

1957 Facteurs influençant les tendances de la consommation alimentaire. Changements survenus après la guerre dans certains facteurs institutionnels affectant l'agriculture.	1966 Agriculture et industrialisation. Le riz dans l'économie alimentaire mondiale.	1975 La deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement: examen et évaluation à mi-terme.
1958 Evolution de la situation alimentaire et agricole en Afrique au sud du Sahara. Le développement des industries forestières et ses répercussions sur les forêts du monde.	1967 Mesures propres à stimuler ou à décourager la production agricole dans les pays en voie de développement. Aménagement des ressources halieutiques.	1976 Énergie et agriculture.
1959 Revenus et niveaux de vie agricoles dans des pays à différents stades d'évolution économique. Etude de certains problèmes généraux de développement agricole dans les pays insuffisamment développés, à la lumière des enseignements de l'après-guerre.	1968 Progrès technique et relèvement de la productivité agricole dans les pays en voie de développement. L'amélioration de l'emmagasinage et sa contribution aux disponibilités alimentaires mondiales.	1977 Situation des ressources naturelles et de l'environnement au regard de l'alimentation et de l'agriculture.
1960 Les programmes de développement agricole.	1969 Programmes d'amélioration de la commercialisation agricole: quelques leçons tirées de l'expérience récente. Modernisation des institutions dans l'intérêt du développement forestier.	1978 Problèmes et stratégies des régions en développement.
1961 La réforme agraire et l'évolution des institutions. Vulgarisation, éducation et recherche agricoles en Afrique, en Asie et en Amérique latine.	1970 L'agriculture au seuil de la deuxième Décennie pour le développement.	1979 La foresterie et le développement rural.
1962 Le rôle des industries forestières dans la lutte contre le sous-développement économique. La production animale dans les pays insuffisamment développés.	1971 La pollution des eaux et ses effets sur les ressources biologiques aquatiques et sur les pêches.	1980 Les pêches maritimes à l'ère des nouvelles juridictions nationales.
1963 Principaux facteurs influant sur le développement de la productivité agricole. L'utilisation des engrangés: à la pointe du développement agricole.	1972 Education et formation en matière de développement. Comment accélérer la recherche agricole dans les pays en développement.	1981 Le paupérisme rural dans les pays en développement et les moyens d'y remédier.
1964 Nutrition protéique: besoins et perspectives. Les produits synthétiques et leurs effets sur le commerce des produits agricoles.	1973 L'emploi agricole dans les pays en développement.	1982 La production animale: aperçu mondial.
	1974 Population, approvisionnement alimentaire et développement agricole.	1983 La femme dans le développement agricole.
		1984 Urbanisation, agriculture et systèmes alimentaires.
		1985 Consommation d'énergie en agriculture. Aspects écologiques de la production alimentaire et agricole. Commercialisation.
		1986 Le financement du développement agricole.

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1987-1988

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE 1987-1988

**Situation mondiale - Situation région par région
Nouvelles priorités de la science et de la technologie
agricoles dans les pays en développement**

Matériel statistique préparé par la FAO sur la base des renseignements disponibles au 1^{er} mars 1988.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les expressions pays développés et pays en développement sont utilisées pour des raisons de commodité statistique et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement atteint par tel ou tel pays ou région.

Catalogage avant publication de la Bibliothèque
David Lubin

FAO, Rome (Italie)
La situation mondiale de l'alimentation et de
l'agriculture 1987-1988.
(Collection FAO: Agriculture, n° 21)

1. Agriculture 2. Production alimentaire 3. Commerce

I. Titre II. Série

FAO code: 70 AGRIS: E16 E70 1989
ISBN 92-5-202660-6
ISSN 0251-1460

Avant-propos

La situation de l'alimentation et de l'agriculture est particulièrement inquiétante à deux points de vue. Premièrement, malgré l'abondance des vivres à l'échelle mondiale, une grande partie de l'humanité souffre encore de faim et de malnutrition: le nombre de personnes gravement sous-alimentées est probablement de l'ordre de 500 millions, sans compter tous ceux dont l'activité et la capacité de production sont réduites parce qu'ils n'ont pas assez à manger. En plus, certains pays développés s'efforcent de réduire leur production alimentaire pour alléger leurs stocks.

Deuxièmement, les stocks mondiaux de vivres fondent comme neige au soleil. La croissance de la production alimentaire, après avoir ralenti en 1986, est devenue négative en 1987. La production céréalière, qui avait déjà baissé en 1987, diminuera encore en 1988, principalement à cause de la grave sécheresse qui a frappé l'Amérique du Nord. Ce sera la première fois depuis plus de 40 ans qu'elle diminue deux années de suite. Heureusement, en Asie, où de vastes zones ont souffert de la sécheresse ces dernières années, la mousson a été bonne (même si dans certains pays l'excès de pluie a provoqué des dégâts). Cependant, les stocks céréaliers ont rapidement diminué et à l'ouverture de la campagne de 1989, ils seront inférieurs au niveau minimal souhaitable. Ainsi, en l'espace de deux ans, la pléthore a cédé la place à une menace de pénurie.

Comme il est indiqué dans le chapitre sur la situation mondiale, la conjoncture macro-économique est restée défavorable à l'agriculture en 1987, malgré certains signes de rééquilibrage des marchés agricoles internationaux. Le taux de croissance économique, le plus faible enregistré depuis 1983, n'a pas suffi à maintenir la croissance de la production et des exportations du monde en développement. L'expansion en volume des exportations mondiales de marchandises, stimulée par la baisse des coûts du pétrole et par le réalignement des taux de change, n'a pas retrouvé l'élan des années 70. Les bénéfices du commerce ont été inégalement répartis entre les pays en développement. Pour les pays exportateurs de produits agricoles, l'année a été plutôt meilleure que 1986.

D'autres facteurs rendent très incertaines la conjoncture et les perspectives économiques: le déséquilibre persistant du commerce et des règlements internationaux; les conflits à propos des politiques commerciales; la concurrence effrénée entre exportateurs; le protectionnisme; les faibles prix d'exportation de certains produits agricoles. Le krach boursier du 19 octobre 1987 a été le symptôme le plus alarmant de l'incertitude et de l'instabilité dont continue à souffrir l'économie mondiale.

Depuis 1987, il apparaît clairement que, comme il est indiqué dans les pages qui suivent, l'endettement est le principal obstacle à la reprise de la croissance, particulièrement en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes. Beaucoup de pays en développement se dé-

battent pour adapter leurs économies à cette situation; pour cela, il leur faut souvent réduire de façon drastique leurs importations, y compris leurs achats de vivres, ou leurs programmes sociaux et leurs investissements dans le capital humain, essentiels pour leur développement futur. De plus, les prix réels des produits primaires, qui constituent l'essentiel des exportations des pays en développement endettés, sont longtemps restés déprimés comme jamais depuis 50 ans. Il est possible que la tendance se soit inversée en 1987, mais l'évolution de 1988 confirme que ces prix sont très instables.

La production agricole et alimentaire a diminué dans de nombreux pays développés en 1987 sous l'effet des conditions météorologiques et des politiques de réduction des excédents. La production alimentaire a aussi diminué dans beaucoup de pays en développement, ce qui est encore plus préoccupant. On estime que dans la région Asie-Pacifique, la production alimentaire par habitant a diminué de 2 pour cent en moyenne, et beaucoup plus dans certains pays où la mousson a été très mauvaise. En Afrique, après deux années plutôt encourageantes, la production alimentaire par habitant a chuté de près de 5 pour cent en 1987, et la situation de plusieurs pays est une fois de plus devenue une grave préoccupation pour la communauté mondiale. Le spectre séculaire des criquets et des sauteriaux a recommencé à hanter de vastes zones du continent, même si ses effets ont été enrayer par les interventions rapides des pays sinistrés et de la communauté internationale, coordonnées par la FAO. La situation est très inquiétante. Une vaste partie de la zone soudano-sahélienne est infestée et il est maintenant évident que l'effort ne devra pas se relâcher au cours des prochaines années. En revanche, dans la région Amérique latine-Caraïbes, la production alimentaire et agricole globale a nettement remonté en 1987, surtout dans le secteur céréalier; toutefois, le fardeau de la dette extérieure continue à freiner le développement économique.

La valeur des exportations de produits végétaux, animaux et forestiers a augmenté, et le commerce des produits de la pêche est resté dynamique. Mais, comme pour l'ensemble du commerce des marchandises, cette augmentation en valeur est principalement due à la dépréciation du dollar des Etats-Unis, et a surtout profité aux pays développés. En volume, les exportations mondiales de produits végétaux et animaux ont diminué et, pour l'ensemble des pays en développement, l'année a été morose et les termes de l'échange agricole sont restés très défavorables (ils ont baissé de près de 30 pour cent depuis 1980). Or, les pays du tiers monde ont besoin d'exporter pour se développer, créer des emplois et des revenus et assurer le service de leur dette. Leurs importations alimentaires ont diminué. Sans doute une partie de cette réduction est-elle due à l'amélioration des approvisionnements intérieurs, mais dans bien des cas, la nécessité d'assurer le service de la dette a joué un rôle tout aussi important.

Certaines tendances plus encourageantes, dans des domaines interdépendants, sont apparues en 1987 et se sont confirmées en 1988. Tout d'abord, les grands pays et groupes de pays industrialisés ont reconnu la nécessité de coordonner leurs politiques économiques pour maintenir une croissance non inflationniste, stabiliser les

taux de change et corriger certains déséquilibres persistants tels que le déficit commercial des Etats-Unis.

Deuxièmement, dans le même esprit, la communauté internationale reconnaît qu'il faut faire quelque chose pour résoudre le problème de la dette. Certains pays pourraient sans doute parvenir à ajuster leur économie de façon à résoudre peu à peu ce problème si l'activité économique mondiale, et en particulier les échanges, se développaient à un rythme assez rapide et si les diverses options pour la restructuration de la dette étaient envisagées dans une optique suffisamment constructive. Cet espoir est interdit à d'autres, et en particulier aux pays à bas revenu. Dans leur cas, la seule solution réaliste et humaine est l'allégement de la dette.

Il existe également un consensus sur la nécessité de rééquilibrer l'offre et la demande de produits agricoles grâce à un ajustement des politiques de soutien des pays industrialisés à économie de marché. Les excédents de produits agricoles, même en présence d'une demande insatisfaite dans beaucoup de pays en développement, provoquent le gaspillage de ressources précieuses, faussent les marchés et empoisonnent les relations commerciales. D'où l'importance du cycle de négociations commerciales multilatérales d'Uruguay qui ont été lancées en 1986 et qui sont allées bon train en 1987. L'agriculture et certains secteurs connexes tels que celui des produits tropicaux et des produits dérivés des ressources naturelles ont à juste titre fait l'objet d'une attention particulière au cours de ces négociations. Pour qu'elles puissent poursuivre sur leur lancée, il est essentiel qu'elles bénéficient d'un appui politique explicite de façon que l'examen à mi-parcours prévu pour la fin de 1988 aboutisse à des conclusions satisfaisantes.

La nécessité de protéger l'environnement est un autre domaine dans lequel un consensus s'est finalement dégagé. Il est possible que la mobilisation de l'opinion publique tienne aux menaces qui pèsent sur la planète, telles que l'effet de serre provoqué par les émissions, notamment de gaz carbonique, où les atteintes durables subies par la couche d'ozone. Dans ce domaine, l'année 1987 a été marquée par la publication de deux rapports: celui de la Commission mondiale de l'environnement et du développement et celui du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les perspectives jusqu'en l'an 2000 et au-delà. Accueillis avec énormément d'intérêt, ces rapports ont mis à l'ordre du jour le principe du développement durable, c'est-à-dire d'un développement qui améliore les conditions de vie de l'humanité sans détériorer ou détruire les écosystèmes dont dépend toute vie.

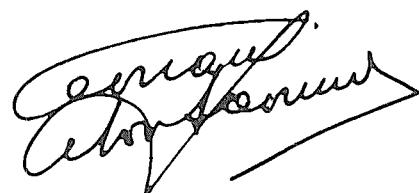
Une grande partie de ce que fait la FAO va dans le sens du développement durable, mais il faut éviter que ce principe ne devienne un vain mot et faire de la protection des ressources naturelles un élément clé de tous les projets et programmes de développement agricole et rural. La FAO s'y emploie en mettant au point un ensemble de politiques et en élaborant des directives opérationnelles dont pourront s'inspirer les Etats Membres.

Il est aussi apparu avec plus d'évidence que jamais en 1987 que beaucoup de pays, et pas seulement les pays en développement, doivent adapter la structure de leurs économies à un monde en pleine mutation. Toute-

fois, ce faisant, il ne faut pas oublier que le but ultime du développement est d'améliorer la qualité de la vie de tous, et surtout les perspectives offertes aux jeunes générations. Cet objectif ne doit pas être perdu de vue dans la course impitoyable à l'ajustement structurel, qui peut avoir des conséquences désastreuses pour les peuples pauvres et vulnérables.

Comme les précédentes, cette édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* contient un chapitre traitant d'un thème spécial. Cette année, il s'agit d'une analyse concise des priorités dans le domaine des sciences et techniques agricoles pour les pays en développement. Le contraste entre la situation alimentaire des pays développés et celle des pays en développement est choquant. D'un côté, l'abondance et même la pléthore; de l'autre côté, trop souvent, le besoin et la pénurie. Cette disparité s'explique pour une bonne part par l'énorme décalage entre les sciences et techniques employées dans les exploitations commerciales des pays industrialisés et les pratiques conservées par les agriculteurs de subsistance dans beaucoup de pays en développement. Cependant, dans l'ensemble, les connaissances scientifiques existent et les technologies nécessaires ont été mises au point. Mais elles ne sont pas toujours adaptées aux besoins des petits paysans et leur sont souvent inaccessibles. D'où la nécessité, pour la communauté mondiale de la recherche agronomique, de savoir modifier ses priorités. Au niveau international, elle s'y emploie au sein du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).

Parmi les nombreux enseignements qui peuvent être tirés de l'évolution de la situation alimentaire et agricole en 1987, une conclusion globale mérite d'être soulignée: dans un monde de plus en plus complexe, interdépendant et concurrentiel, il est impératif d'accorder d'urgence une plus grande priorité aux besoins des pauvres et des déshérités dans les programmes nationaux et internationaux de coopération et de développement.



Edouard Saouma
Directeur général

Table des matières

Avant-propos	v	
Sigles et abréviations	xii	
Note explicative	xiv	
<hr/>		
Chapitre 1		
SITUATION MONDIALE		
<hr/>		
L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE	3	
Vue d'ensemble	3	
Performances économiques	5	
<hr/>		
PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE	7	
Production par régions et groupes de pays	7	
Production produit par produit	11	
Engrais	11	
<hr/>		
PÊCHES	15	
Production	15	
Commerce	18	
Tendances en 1987	18	
Perspectives et enjeux	19	
<hr/>		
FORêTS	20	
Production et échanges en 1986	20	
Efforts de conservation	20	
Problèmes d'actualité	22	
<hr/>		
COMMERCE AGRICOLE	24	
Importations	24	
Exportations	25	
Termes de l'échange	27	
<hr/>		
APPORTS EXTÉRIEURS DE RESSOURCES À L'AGRICULTURE	30	
Apports publics	30	
Prêts privés	34	
Aide alimentaire	36	
ANNEXE 1.1 Evénements économiques, financiers et institutionnels récents intéressant l'agriculture	37	
<hr/>		

Chapitre 2	
SITUATION RÉGION PAR RÉGION	
AFRIQUE	
La première année du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique	45
Aide au développement et apport de ressources à l'agriculture	48
Programme de l'OUA et Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique: premières conclusions	49
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	
Dette extérieure, ajustement de l'économie et incidences sur l'agriculture	50
Le processus d'ajustement	51
L'impact des politiques macro-économiques sur l'agriculture	51
Les résultats du secteur agricole	52
EXTRÊME-ORIENT	
Les progrès devraient continuer	55
Situation économique	55
Agriculture	55

CHINE	
Réformes récentes et perspectives	59
Réforme des politiques agricoles	59
Problèmes de l'agriculture	59
Orientations futures	61
PROCHE-ORIENT	
Les politiques agricoles dans un contexte de dégradation économique	64
Evolution de l'économie	64
Politiques agricoles	64
Performances du secteur agricole	66
EUROPE ORIENTALE ET URSS	
Résultats généraux de l'économie en 1986	67
Production agricole en 1986 et 1987	67
PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ	
Amérique du Nord	71
Europe occidentale	72
Océanie	73
Japon	74

Chapitre 3
NOUVELLES PRIORITÉS
DE LA SCIENCE ET DE LA
TECHNOLOGIE AGRICOLES
DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

CONTRIBUTION DE LA SCIENCE	
ET DE LA TECHNOLOGIE	
AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE:	
LE PASSÉ	78
UN NOUVEAU DÉFI	80
LES PROBLÈMES À RÉSOUUDRE	82
Production végétale	82
Elevage	87
Forêts	91
Pêches	96
Aquaculture	98
LES CONDITIONS DE BASE	
DU PROGRÈS	99
La justification économique de la recherche	99
Le niveau de la recherche dans les pays en développement	99
Les types de recherche	101
Le transfert de technologies	102

TABLEAUX

7.1	Variation annuelle de certains indicateurs économiques et financiers, 1980-1987	4
7.2	Indices trimestriels des prix des exportations, 1985-1987	5
7.3	Production vivrière et non vivrière, 1985-1987	8
7.4	Variation de la production vivrière par habitant, 1986-1987	10
7.5	Production agricole, par produit, 1986-1987	12
7.6	Consommation d'engrais, par éléments fertilisants principaux, 1983-1986	13
7.7	Captures de poissons, crustacés et mollusques (tous organismes aquatiques à l'exception des baleines et des algues), 1984-1986	16
7.8	Indice FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations de poisson et autres produits de la pêche, 1984-1986	18
7.9	Principales productions forestières, pays en développement et pays développés, 1984-1986	21
7.10	Exportations de produits forestiers, pays en développement et pays développés, 1984-1986	22
7.11	Valeur des exportations mondiales de produits de l'agriculture (végétaux et animaux), de la pêche et des forêts, à prix courants, 1984-1986	25
7.12	Valeur des échanges de produits agricoles (végétaux et animaux) à prix courants, par région, 1984-1986	26
7.13	Indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits végétaux et animaux, par grands groupes de produits, 1984-1986	27
7.14	Termes de l'échange des exportations agricoles par rapport aux articles manufacturés et au pétrole brut, 1982-1986	28

1.15	Engagements d'aide à l'agriculture (au sens large), 1983-1987	32	FIGURES		
1.16	Décaissements d'aide à l'agriculture (au sens large), 1983-1986	33	1.1	Prix des engrais à l'exportation, 1987-1988	14
1.17	Prêts extérieurs privés à l'agriculture (au sens large) par type de créancier, 1980-1985	34	1.2	Cours internationaux de certains produits agricoles, 1987-1988	29
2.1	Afrique: variation annuelle de divers indicateurs	46	1.3	Expéditions d'aide alimentaire en céréales de 1982/83 à 1987/88	34
2.2	Amérique latine et Caraïbes: variation annuelle de divers indicateurs	53	3.1	Interactions des innovations techniques dans les systèmes agricoles	79
2.3	Extrême-Orient: variation annuelle de divers indicateurs	56	3.2	Effet sur les revenus d'une baisse de 10 pour cent du prix des produits alimentaires	81
2.4	Chine: ventilation de la valeur brute de la production rurale en 1980 et en 1986	61	3.3	Facteurs contribuant à l'écart entre les rendements possibles et les rendements actuels en riz	84
2.5	Proche-Orient: variation annuelle de divers indicateurs	65	3.4	Investissement dans la recherche sur les principales cultures en pourcentage de la valeur de la production	88
2.6	Europe orientale et URSS: variation annuelle de divers indicateurs, 1981-1986	68	3.5	La recherche en pourcentage de la valeur des productions animales	89
2.7	Europe orientale et URSS: variation annuelle de la production agricole et alimentaire, 1985-1987	69	3.6	Rendements annuels de l'investissement dans la recherche	100
2.8	Pays développés à économie de marché: variation annuelle de la production végétale, de la production animale et de la production agricole totale, 1972-1987	71	3.7	Dépenses de recherche par région	101
3.1	La réorientation de la recherche et du développement agricoles	83	ENCADRÉS		
3.2	Ordre de grandeur de la productivité du bétail vers 1980	90	1.1	Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement	9
			1.2	Stratégie mondiale des pêches: orientations pour le développement et la gestion	17
			1.3	Ressources des principaux fonds d'aide multilatérale à des conditions de faveur durant les années 80	30
			1.4	Pénuries exceptionnelles et aide alimentaire d'urgence du PAM	35
			3.1	Le GCRAI et les CIRA	82
			3.2	Perspectives offertes par les récents progrès du génie génétique	86
			3.3	Instituts internationaux de recherche non affiliés au GCRAI	103

TABLEAUX ANNEXES

1	Volume de la production des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	107	16	Disponibilités énergétiques d'origine alimentaire par habitant dans certains pays développés et en développement	155
2	Indices de la production alimentaire	115	17	Part de l'agriculture (au sens large) dans les engagements publics en faveur de tous les secteurs, par sources multilatérales et bilatérales, 1979-1986	157
3	Indices de la production agricole	117	18	Ventilation des engagements publics multilatéraux et bilatéraux en faveur de l'agriculture (au sens large), 1979-1986	158
4	Volume des exportations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	119	19	Pays du CAD: engagements bilatéraux d'aide publique au développement (APD) et part de l'agriculture (au sens large), 1982-1986	159
5	Valeurs unitaires moyennes des exportations mondiales de certains produits agricoles, halieutiques et forestiers	127	20	Ventilation des engagements publics en faveur de l'agriculture (non compris les dons d'assistance technique) par affectation, 1979-1986	160
6	Volume des importations des principaux produits agricoles, halieutiques et forestiers	128	21	Répartition par régions et groupes économiques des engagements publics en faveur de l'agriculture au sens large (non compris les dons d'assistance technique), toutes sources confondues, 1979-1986	161
7	Indices de la valeur des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	136			
8	Indices du volume des exportations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	138			
9	Indices de la valeur des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	140			
10	Indices du volume des importations de produits agricoles, halieutiques et forestiers	142			
11	Importance de l'agriculture dans l'économie	144			
12a	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	146			
12b	Les ressources et leur emploi dans l'agriculture	148			
13	Mesures de la production et de la productivité de l'agriculture	150			
14	Stocks de report de quelques produits agricoles	152			
15	Variations annuelles des prix à la consommation: tous articles et produits alimentaires	153			

Sigles et abréviations			
		CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
ADRAO	Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest	DTS	Droits de tirage spéciaux (FMI)
AVRDC	Centre de recherche et de développement sur les légumes en Asie	FAfD	Fonds africain de développement
BAfD	Banque africaine de développement	FAS	Facilité d'ajustement structurel (FMI)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	FIDA	Fonds international de développement agricole
CEA	Commission économique pour l'Afrique	FMI	Fonds monétaire international
CEE	Communauté économique européenne	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
CEPD	Coopération économique entre pays en développement	GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale	IBSRAM	Conseil international de la recherche pédologique et de l'aménagement des sols
CIMMYT	Centre international d'amélioration du maïs et du blé	ICARDA	Centre international de recherche agricole dans les zones arides
CIP	Centre international de la pomme de terre	ICIMOD	Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes
CIPEA	Centre international pour l'élevage en Afrique	ICLARM	Centre international d'aménagement des ressources bioaquatiques
CIRA	Centres internationaux de recherche agronomique	ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
CIRAF	Conseil international de recherches agro-forestières	IDA	Association internationale de développement
CIRP	Conseil international des ressources phytogénétiques	IFDC	Centre international de développement des engrains
CMRADR	Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural	IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires

IIMI	Institut international de gestion de l'irrigation	OUA	Organisation de l'unité africaine
IITA	Institut international d'agriculture tropicale	PAM	Programme alimentaire mondial
IRRI	Institut international de recherches sur le riz	PCT	Programme de coopération technique
ITC	Centre international de la trypanotolérance	PIB	Produit intérieur brut
IUFRO	Union internationale des instituts de recherches forestières	PMA	Pays les moins avancés
LIRMA	Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux	PNB	Produit national brut
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
OIBT	Organisation internationale des bois tropicaux	PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
OMS	Organisation mondiale de la santé	RAIU	Réserve alimentaire internationale d'urgence
ONG	Organisation non gouvernementale	RIABP	Réseau international d'amélioration de la banane et du plantain
ONU	Organisation des Nations Unies	SFI	Société financière internationale
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole	SIRAN	Service international de la recherche agronomique nationale
		ZEE	Zone économique exclusive

Note explicative

Les signes conventionnels suivants sont utilisés dans les tableaux statistiques:

- Néant ou négligeable
- ... Renseignement non disponible

«1986/87» s'entend de la campagne agricole, de la campagne commerciale ou de l'exercice à cheval sur les deux années indiquées. «1985-1987» s'entend de la moyenne des trois années civiles.

Dans les tableaux statistiques, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des chiffres, certains d'entre eux ayant été arrondis. Les variations annuelles et les pourcentages de variation sont calculés à partir des chiffres non arrondis. Sauf indication contraire, on a utilisé partout le système métrique. Le dollar (\$) s'entend du dollar des Etats-Unis.

Indices de la production

La période de base est 1979-1981. Les données de production se rapportent aux produits primaires (par exemple, canne et betterave, et non sucre). On utilise comme coefficient de pondération la moyenne des prix nationaux à la production. Les indices des produits alimentaires excluent le tabac, le café, le thé, les graines oléagineuses non comestibles, les fibres d'origine animale et végétale et le caoutchouc. Ils sont calculés sur la base des données de production pour l'année civile¹.

Indices du commerce

Pour les indices du commerce des produits agricoles, la période de base est également 1979-1981. Tous les produits et pays figurant dans l'*Annuaire FAO du commerce 1986* sont pris en compte. Les indices du total des denrées alimentaires comprennent les produits comestibles généralement classés comme «aliments».

Tous les indices représentent les modifications intervenues dans la valeur courante des exportations (f.o.b.) et des importations (c.a.f.), exprimées en dollars. Pour les pays qui évaluent leurs importations sur une base f.o.b., les chiffres sont ajustés afin de déterminer leur valeur c.a.f. approximative. Ces estimations divergent chaque fois que le fret et l'assurance n'évoluent pas dans le même sens que les prix unitaires des produits.

Les indices relatifs au volume et à la valeur unitaire indiquent les changements dans la somme des quantités, pondérée par les prix, et dans les valeurs unitaires, pondérées par le volume, des produits échangés entre les pays. Les coefficients de pondération sont, respectivement, les prix et les volumes de 1979-1981, période de base de tous les indices calculés par la FAO. La formule utilisée est celle de Laspeyres².

Définitions «large» et «étroite» de l'agriculture

On utilise en général, pour l'aide extérieure à l'agriculture, les définitions de l'OCDE. Au sens «étroit», l'agriculture s'entend des activités suivantes:

- Evaluation des ressources naturelles
- Mise en valeur et aménagement des ressources naturelles
- Recherche
- Approvisionnement en facteurs de production
- Engrais
- Services agricoles
- Formation et vulgarisation
- Production végétale
- Elevage
- Pêches
- Agriculture (non précisé)

Au sens «large», elle englobe aussi les activités ci-après:

- Foresterie
- Production d'intrants
- Agro-industries
- Infrastructure rurale
- Développement rural
- Développement régional
- Mise en valeur des bassins hydrographiques

Pays développés et pays en développement

Par pays en développement, on entend: *i*) les pays à économie de marché d'Afrique, d'Amérique latine, du Proche-Orient³, d'Extrême-Orient, et autres et *ii*) les pays d'Asie à économie planifiée (Chine, Kampuchea démocratique, Mongolie, République populaire démocratique de Corée et Viet Nam).

Par pays développés⁴, on entend: *i*) les pays à économie de marché d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale ainsi que la Yougoslavie, l'Océanie, Israël, le Japon et l'Afrique du Sud et *ii*) les pays à économie planifiée d'Europe orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie) et l'URSS⁵.

¹ Voir *Annuaire FAO de la production 1986*. Rome, 1987.

² Voir *Annuaire FAO du commerce 1986*. Rome, 1987.

³ Le Proche-Orient se compose des pays suivants: Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Soudan, Afghanistan, Bahreïn, Chypre, République islamique d'Iran, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, Royaume d'Arabie saoudite, République arabe syrienne, Turquie, Emirats arabes unis, République arabe du Yémen et Yémen démocratique.

⁴ Selon la définition du FMI, les pays industriels (voir tableau 1.1) sont les suivants: Allemagne (République fédérale d'), Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Irlande, Islande, Italie, Japon, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse. (La Yougoslavie, la Grèce, Israël, l'Afrique du Sud, les pays à économie planifiée et quelques autres petits pays ne font pas partie de ce groupe.)

⁵ L'Albanie est exclue, faute de données.

CHAPITRE 1

SITUATION MONDIALE

L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Vue d'ensemble

En 1987, les conditions sont restées défavorables à une croissance dynamique de l'activité économique et des échanges commerciaux (tableau 1.1). Les transferts nets, des pays en développement très endettés vers les pays autrefois exportateurs de capitaux, sont demeurés considérables, et les pays ayant du mal à assurer le service de leur dette n'ont pas réussi à relever leurs taux d'épargne et d'investissement, anormalement faibles ces dernières années. Pour les capitaux publics, les taux d'intérêt ont légèrement diminué mais ils ont augmenté pour les prêts privés en dollars. On a vu s'accroître la part de la dette publique ou garantie par l'Etat dans la dette extérieure à long terme, parallèlement à la réduction des emprunts nets de capitaux privés non garantis dans les pays ayant des problèmes de service de la dette.

On a vu aussi subsister des divergences fondamentales quant aux moyens de résoudre le problème chronique de la dette dont souffrent beaucoup de pays en développement. Pour certains pays, et notamment pour les grands pays créanciers, les rééchelonnements donneraient aux pays débiteurs le temps de procéder aux ajustements structurels nécessaires pour relancer leur croissance économique et être capables de rembourser leur dette. En revanche, les pays en développement, représentés par le Groupe des 24, ont demandé, avant l'Assemblée annuelle du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale à la fin de septembre et au début d'octobre 1987, que de nouveaux mécanismes soient mis en place en vue de restructurer leur dette au lieu de se contenter de la rééchelonner. Pour eux, la stratégie suivie jusque-là n'était plus viable: en effet, les taux réels d'intérêt demeuraient très élevés, les banques commerciales se montraient de moins en moins disposées à octroyer spontanément des prêts et la balance courante des pays débiteurs se dégradait malgré la forte compression de leurs importations dans le cadre de programmes d'ajustement. Le manque de dynamisme de l'économie dans les pays développés — qui continuait à freiner la demande d'importation — et la tendance de plus en plus marquée au protectionnisme et au remplacement des importations réduisait à néant les efforts faits par les pays endettés pour assurer le service de leur dette. Les pays en développement demandaient que les donateurs accroissent substantiellement leur aide au développement pour la porter à 0,7 pour cent de leur PNB (à l'heure actuelle, ils n'y consacrent, en moyenne, que la moitié environ de ce pourcentage) et que l'on augmente les ressources en capital de la Banque mondiale ainsi que la dotation de la Facilité d'ajustement structurel (FAS) du FMI. La proposition de

tripler les ressources de la FAS pour les porter à 9 milliards de DTS a été bien accueillie par les sept grands pays industrialisés réunis à Venise en juin 1987¹.

Par rapport à 1986, les taux de change des grandes monnaies du monde industrialisé sont restés relativement stables, même si le dollar a perdu beaucoup de sa valeur, notamment vis-à-vis du yen et du mark. Les interventions ou menaces d'interventions des banques centrales ont continué à peser d'un grand poids sur les marchés des changes. La hausse des prix à la consommation est restée beaucoup plus rapide dans les pays en développement et, en Amérique latine, elle s'est encore accélérée par rapport à 1986. Beaucoup de pays du tiers monde ont donc dévalué leur monnaie. L'inflation a un peu repris dans les pays industriels tout en restant dans une fourchette de 3,0 à 3,5 pour cent. L'accord de l'OPEP sur la production de pétrole brut a contribué à soutenir les prix de l'énergie. En 1987, les cours de l'or noir, très supérieurs à leur bas niveau du milieu de 1986, ont commencé plus ou moins à se stabiliser vers le mois de mai avant de fléchir en fin d'année. La crainte d'une interruption des approvisionnements à cause des tensions dans quelques grands pays producteurs leur a été bénéfique. Par la suite, les pays de l'OPEP ont essayé de stabiliser la production afin de maintenir le prix du pétrole brut aux alentours de 18 dollars le baril. Après avoir diminué au début de 1987, les taux d'intérêt internationaux ont eu tendance à augmenter à partir du mois de mai avant de recommencer à baisser dans les derniers mois de l'année. Certains pays industriels, notamment la République fédérale d'Allemagne et le Japon, ont nettement abaissé leur taux d'escompte afin de stimuler la demande intérieure et de réduire les déséquilibres commerciaux après la tempête qui a ébranlé les marchés boursiers en octobre 1987.

Après avoir été extrêmement marqués en 1986, les grands déséquilibres commerciaux entre pays développés à économie de marché ont commencé à s'atténuer. Il n'empêche que le déficit commercial des Etats-Unis et les excédents du Japon et de la République fédérale d'Allemagne demeurent considérables. La perspective de voir persister le déséquilibre des balances courantes de ces trois grands pays industriels fait peser beaucoup d'incertitudes sur l'évolution de l'économie mondiale au cours des années à venir.

¹ La FAS permet d'octroyer une assistance à des conditions de faveur aux pays à bas revenu (les bénéficiaires des prêts de l'IDA) qui ont de graves problèmes de balance des paiements. Le FMI a annoncé la création d'un fonds de 8,4 milliards de dollars qui, avec la FAS, mettra à la disposition des pays remplissant les conditions voulues 11,4 milliards de dollars de financements à des conditions de faveur.

TABLEAU 1.1 Variation annuelle de certains indicateurs économiques et financiers, 1980-1987
(en pourcentage)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987 ¹
PRODUCTION								
Pays industriels	1,3	1,5	-0,3	2,7	5,0	3,1	2,7	2,4
Pays en développement	3,4	1,6	1,6	1,6	4,1	3,3	4,0	3,3
<i>Afrique</i>	3,8	2,0	1,0	-1,6	1,4	2,1	0,8	1,5
<i>Asie</i>	5,4	5,5	5,2	7,6	8,0	6,4	6,3	6,0
<i>Proche-Orient</i>	-2,5	-2,1	0,3	0,1	0,2	-1,1	1,2	-1,5
<i>Hémisphère occidental</i>	6,1	0,1	-1,0	-2,8	3,6	3,5	4,4	3,6
Monde	2,1	1,8	0,7	2,6	4,5	3,3	3,2	2,8
PRIX À LA CONSOMMATION								
Pays industriels	11,8	10,0	7,5	5,0	4,7	4,1	2,3	3,0
Pays en développement	26,6	26,0	26,0	33,2	38,0	39,4	29,0	35,7
<i>Afrique</i>	16,4	21,9	11,4	19,4	20,3	12,8	13,7	13,8
<i>Asie</i>	13,1	10,7	6,3	6,6	7,2	7,6	7,8	7,9
<i>Proche-Orient</i>	16,8	15,2	12,7	12,3	14,0	12,2	11,7	13,2
<i>Hémisphère occidental</i>	54,4	59,2	68,0	105,5	128,2	149,0	86,5	117,7
VOLUME DES EXPORTATIONS								
Pays industriels	3,9	3,6	-2,1	3,0	9,9	4,3	2,6	2,5
Pays en développement	-4,2	-6,0	-7,6	3,2	7,1	0,9	8,5	5,9
<i>Afrique</i>	-1,4	-15,0	-4,9	3,7	5,6	7,5	5,2	-0,1
<i>Asie</i>	8,8	8,8	1,0	10,6	13,4	5,1	17,2	13,4
<i>Proche-Orient</i>	-15,2	-17,6	-19,7	-9,3	-4,4	-9,2	15,2	-4,7
<i>Hémisphère occidental</i>	1,2	5,9	-2,2	8,1	8,4	0,1	-7,0	3,0
VOLUME DES IMPORTATIONS								
Pays industriels	-1,6	-2,0	-0,6	4,7	12,6	4,6	8,4	3,5
Pays en développement	7,4	7,9	-3,9	-2,2	2,3	-0,3	-2,8	1,9
<i>Afrique</i>	8,7	11,2	-8,0	-9,8	0,6	-8,3	-6,7	-3,2
<i>Asie</i>	9,6	7,5	1,0	8,5	5,9	7,7	4,8	7,7
<i>Proche-Orient</i>	8,8	16,6	5,6	-2,1	-6,1	-14,8	-19,3	-10,5
<i>Hémisphère occidental</i>	9,8	3,6	-17,5	-22,6	3,0	1,7	-1,5	-0,6
TERMES DE L'ÉCHANGE								
Pays industriels	-7,1	-1,8	1,9	1,4	0,3	0,8	9,0	-0,3
Pays en développement	16,4	3,6	-0,9	-3,5	1,3	-1,4	-16,7	0,6
<i>Afrique</i>	16,4	1,5	-5,3	-3,0	1,9	-4,1	-23,3	-0,6
<i>Asie</i>	-1,6	-2,7	0,1	-	1,6	-1,8	-4,5	-1,1
<i>Proche-Orient</i>	41,1	13,4	2,2	-8,4	0,1	-0,1	-46,9	9,9
<i>Hémisphère occidental</i>	7,2	-4,1	-5,4	-2,7	3,5	-1,9	-12,2	-2,5
RATIO DU SERVICE DE LA DETTE²								
Pays importateurs de capitaux	18,2	22,2	25,7	24,0	23,9	25,0	27,3	25,4
<i>Afrique</i>	15,2	18,0	22,3	24,5	26,9	28,3	34,8	33,2
<i>Asie</i>	8,9	10,2	12,1	11,7	12,1	13,1	13,8	12,1
<i>Pays du Proche-Orient</i>	17,3	21,1	26,4	27,4	29,6	31,2	36,1	29,2
<i>non producteurs de pétrole</i>	33,7	42,2	51,3	45,3	42,2	42,8	51,3	55,4
<i>Hémisphère occidental</i>								

Source: FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 1987.

¹ Chiffres préliminaires. — ² Paiements (intérêts et amortissements) en pourcentage des exportations de biens et de services.

Note: Les régions du FMI auxquelles se réfère ce tableau sont assez semblables à celles de la FAO, utilisées dans le reste du document.

TABLEAU 1.2 Indices trimestriels des prix des exportations, 1985-1987
(1980 = 100)

	1985				1986				1987		
	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	
Produits alimentaires ¹	64	66	71	77	77	72	71	73	75	73	
Autres produits agricoles	76	73	72	76	75	73	76	80	85	88	
Minéraux, sauf pétrole brut	121	121	111	107	96	84	75	75	81	82	
Pétrole brut	91	91	91	80	42	42	51	56	56	56	
Articles manufacturés ²	84	88	93	99	102	106	108	114	117	115	

Source: Nations Unies, *Bulletin mensuel de statistique*, 1987.

¹ Y compris café, thé et produits d'alimentation animale (tourteaux d'oléagineux et farine de poisson). — ² Indice de la valeur unitaire des exportations des pays développés à économie de marché.

On s'attend à ce que la croissance du volume des importations mondiales et des exportations des pays en développement accuse un net ralentissement en 1987 (tableau 1.1). Les raisons en sont les suivantes: *i*) sur l'ensemble de l'année, la contraction des importations des Etats-Unis devrait être supérieure à l'augmentation des achats du Japon et de la République fédérale d'Allemagne; *ii*) les importations des pays exportateurs de pétrole devraient à nouveau être en diminution en 1987 à cause de la détérioration extrême de leurs termes de l'échange en 1986; *iii*) celles des pays en développement ayant du mal à assurer le service de leur dette ne devraient pas augmenter. La menace persistante d'un renforcement du protectionnisme a aussi assombri les perspectives du commerce international, malgré les promesses de libéralisation². Le volume des échanges et les recettes des exportateurs ont par ailleurs souffert d'excédents exportables démesurés pour de nombreux produits agricoles, des subventions à l'exportation octroyées par les Etats-Unis et la Communauté économique européenne et de la faiblesse des cours internationaux.

Certaines indications partielles donnent à penser que le déficit budgétaire de beaucoup de pays développés et en développement, tout en représentant encore un fort pourcentage du PIB, a progressivement été réduit en 1987.

En dollars, les cours des produits de base autres que le pétrole se sont affermis en 1987 (tableau 1.2), après être tombés très bas au troisième trimestre de 1986 (environ 30 pour cent de moins que la moyenne de 1980). Ce sont les prix à l'exportation des *matières premières agricoles*, notamment du coton et de la laine, qui ont le plus augmenté grâce, surtout, au dynamisme de la

demande. Leur hausse a été de 46 pour cent entre le troisième trimestre de 1986 et le troisième trimestre de 1987. Les prix de *métaux* tels que l'aluminium ou le cuivre, très importants pour certains pays à bas revenu ayant un grand secteur agricole, ont au total augmenté d'environ 24 pour cent après être tombés très bas au milieu de 1986. Leur hausse s'explique moins par la progression de la demande que par les perspectives de l'offre, leur baisse antérieure ayant incité les producteurs à réduire leur capacité. A l'inverse, les prix à l'exportation des *produits pour boissons*, assez fermes au début de 1986 (café notamment), ont continué à flétrir et les approvisionnements sont restés très abondants. Les prix des *produits alimentaires* ont commencé à s'affermir en prévision d'une contraction de l'offre de céréales, notamment de riz, à cause des politiques de réduction des superficies et des mauvaises conditions météorologiques. Toutefois, sur les marchés à terme, les cours des principaux produits alimentaires sont restés déprimés en raison du volume des stocks.

En dollars, les prix des *articles manufacturés* ont été supérieurs à leur moyenne de 1986. Compte tenu de leur évolution et de celle des cours des produits de base, on peut penser que les termes de l'échange des pays en développement, après s'être beaucoup dégradés en 1986, sont restés plus ou moins inchangés en 1987.

Performances économiques

La croissance de la production et des échanges s'est ressentie en 1987 de la morosité du climat économique mondial. Déjà, entre 1980 et 1986, le taux de croissance de la production de biens et services avait été inférieur de 40 pour cent en moyenne à celui de 1969-1979. C'est en 1982 qu'il était tombé le plus bas. En 1984, il avait certes été plus élevé que pendant la période 1969-1979 mais il était retombé en 1985, puis de nouveau en 1986. Pour 1987, le FMI s'attendait à ce que la production mondiale n'augmente que de 2,8 pour cent — le plus

² Les efforts de libéralisation dans le cadre de l'Uruguay Round sont examinés au chapitre 1 («L'action internationale face aux problèmes du commerce extérieur, notamment dans les pays en développement») du *Rapport et perspectives sur les produits 1987/88* publié par la FAO en 1988.

mauvais résultat depuis 1983. Les événements qui ont suivi, notamment le krach boursier d'octobre et le repli continu du dollar, risquent de se solder par un ralentissement encore plus marqué et beaucoup d'incertitudes pèsent sur les perspectives de croissance économique qui, selon le FMI, devrait être en 1988 de 2,6 pour cent pour les pays développés et de 4,2 pour cent pour le monde en développement.

Le ralentissement de la croissance de la production entre les années 70 et les années 80 a été particulièrement marqué dans les *pays en développement*. Cela est notamment vrai des pays exportateurs de pétrole et aussi des pays qui ont eu ces dernières années des difficultés à assurer le service de leur dette. Selon le FMI, la moitié environ des pays en développement sont dans ce cas. La croissance de leur production entre 1980 et 1986 a été plus de trois fois moins rapide qu'entre 1969 et 1979 et elle a même été négative en 1982 et 1983. Elle a ensuite repris, tout en restant beaucoup moins dynamique que dans les années 70. Il est à craindre qu'elle ait légèrement ralenti en 1987. La production des pays qui n'ont pas eu ces derniers temps de problèmes de service de la dette a augmenté entre 1980 et 1986 à peu près au même rythme que dans les années 70, mais on s'attend pour 1987 à une croissance inférieure à la moyenne, à cause surtout du ralentissement des échanges mondiaux. Dans les pays ayant des problèmes de service de la dette, l'agriculture qui, pour beaucoup d'entre eux, est un des moteurs du développement, n'a pas été épargnée. Dans ces pays, la croissance de la production agricole est en effet tombée de 4 pour cent en 1985 à guère plus de 1 pour cent en 1986. On observe que, depuis 1980, le taux de croissance de la production agricole a toujours été moins élevé dans les pays très endettés que dans les autres, sauf en 1985.

Le contraste entre les pays qui ont des problèmes de service de la dette et les autres est très net en ce qui concerne la croissance du PIB entre 1980 et 1986, plus marqué encore si l'on se fonde sur le PIB par habitant, extrême si l'on considère la valeur des échanges. La valeur des exportations de marchandises des premiers cités a baissé de 43 milliards de dollars de 1980 à 1986, et celle de leurs importations de 64 milliards. A l'inverse, les exportations de marchandises des pays sans problèmes de service de la dette ont augmenté de 66 milliards de dollars durant la même période et leurs importations de 44 milliards. Ainsi, de 1980 à 1986, l'écart entre les deux groupes de pays est passé de 14,5 à 124 milliards de dollars pour les exportations, et de 49 à près de 157 milliards pour les importations. Il s'est probablement encore creusé en 1987. Si les importations des pays qui ont des problèmes de service de la dette, au lieu de diminuer de plus de 30 pour cent, s'étaient accrues au même rythme que celles des autres pays, elles auraient

augmenté d'environ 50 pour cent, ou de 100 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 5 pour cent de la valeur annuelle actuelle des importations mondiales: c'est autant de perdu pour la dynamique de la croissance économique.

Les recettes tirées des exportations agricoles ont beaucoup fluctué dans les deux groupes de pays mais, là encore, elles ont été généralement plus déprimées dans les pays très endettés que dans les autres durant les années critiques 1981-1983 et 1985. Entre 1981 et 1985, les premiers ont été contraints de réduire le volume de leurs importations agricoles et alimentaires de près de 1 pour cent par an, tandis que les autres ont accru les leurs de près de 2 pour cent par an, soit en six ans un écart de l'ordre de 15 pour cent. Du fait de l'évolution divergente des échanges et de la production vivrière de ces deux groupes de pays, la consommation calorique par habitant (ou disponibilités énergétiques alimentaires) a elle aussi évolué de façon très différente: entre 1980 et 1985, elle a augmenté de 2,7 pour cent dans les pays endettés et de 3,7 pour cent dans les autres.

Les deux groupes de pays ont réduit le montant net de leurs emprunts extérieurs mais, entre 1981 et 1986, cette réduction a été de 76 milliards de dollars dans les pays ayant des problèmes d'endettement et de seulement 24 milliards dans les autres. En outre, le ratio du service de la dette (et notamment le versement d'intérêts) a été plus élevé dans les premiers, qui ont probablement été contraints d'accroître le montant net de leurs emprunts en 1987. Enfin, le déficit de la balance courante a été très lourd dans les pays très endettés, où le taux d'investissement a par ailleurs été nettement plus faible et l'inflation plus rapide.

En ce qui concerne les *pays exportateurs de pétrole*, autre groupe qui a souffert des bouleversements des années 70 et du début des années 80, on observe que la croissance de leur production de biens et services a été pratiquement nulle entre 1980 et 1986 alors qu'elle avait été plus rapide que dans tous les autres groupes de pays durant les années 70. Après s'être légèrement accrue à la suite surtout de la baisse des cours du pétrole brut, leur production est retombée en 1987 lorsque les prix du pétrole ont un peu repris. Conformément à cette évolution, le volume de leurs exportations a augmenté de 13 pour cent en 1986 mais a diminué de 1 à 2 pour cent en 1987, selon les estimations.

Région par région, on constate que c'est le Proche-Orient qui a le plus souffert du ralentissement de l'activité économique. Sa production a en fait diminué entre 1980 et 1986. La croissance a aussi beaucoup ralenti en Afrique et dans la région Amérique latine et Caraïbes. A l'inverse, elle a conservé son rythme en Asie, où elle a toutefois légèrement faibli en 1987 à cause surtout du ralentissement des exportations à destination

des pays développés. L'année 1987 a été marquée par un nouveau recul au Proche-Orient où la diminution de la production de pétrole n'a pas été totalement compensée par l'augmentation observée dans d'autres secteurs. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, 1986 a été la meilleure année depuis 1980 mais les résultats n'en sont pas moins restés nettement inférieurs à la moyenne des années 70 et la croissance a de nouveau ralenti en 1987. En Afrique, elle a été assez lente en 1987, quoiqu'un peu plus rapide qu'en 1986, année dont les résultats décevants s'expliquent principalement par la faiblesse des cours des produits primaires, y compris le pétrole.

Dans le *monde développé à économie de marché*, c'est en Europe occidentale que le ralentissement de la croissance économique entre 1980 et 1986 a été le plus prononcé. En 1986, l'expansion a nettement marqué le pas dans les pays développés à économie de marché et la décélération a été particulièrement brutale au Japon. Toutefois, en volume, les importations ont beaucoup augmenté tandis que la croissance des exportations a ralenti. Il en est résulté une forte expansion des exportations des pays en développement, notamment d'Asie et du Proche-Orient. Seule la région Amérique latine n'en a pas profité. Comme nous l'avons déjà indiqué, la croissance économique est restée peu dynamique dans les pays développés à économie de marché en 1987. En volume, les importations ont augmenté beaucoup moins vite qu'en 1986, tandis que les exportations ont progressé à peu près au même rythme que l'année précédente. En conséquence, les exportations des pays en développement se sont nettement moins accrues qu'en 1986 et celles du Proche-Orient ont recommencé à diminuer, comme entre 1980 et 1985. En 1987, l'activité économique a aussi ralenti dans les *pays développés à économie planifiée* où 1986 reste la meilleure année de la décennie.

PRODUCTION ALIMENTAIRE ET AGRICOLE

Avant d'examiner l'évolution récente de l'alimentation et de l'agriculture, il convient de mettre en garde contre les risques à long terme que les politiques et pratiques actuelles d'exploitation des ressources font peser sur l'agriculture et sur l'écosystème en général. Ces risques sont notamment dénoncés dans un récent rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement, intitulé *Notre avenir à tous* (encadré 1.1).

Selon les estimations préliminaires, la production alimentaire a légèrement diminué en 1987, la plus mauvaise année depuis 1983, alors qu'elle a augmenté en moyenne de 2,4 pour cent sur l'ensemble de la période 1980-1987 (tableau 1.3). Cependant, à la différence de 1983, la production non alimentaire s'est probablement beaucoup accrue (plus de 6 pour cent), de sorte que la production agricole totale pourrait avoir augmenté de 0,5 pour cent.

Production par régions et groupes de pays

De toutes les régions en développement, c'est en Extrême-Orient que le recul a été le plus net à cause d'une mousson du sud-est insuffisante ou tardive, ainsi que des inondations catastrophiques dont ont souffert certains pays comme le Bangladesh. La production vivrière par habitant a probablement diminué de 4 à 5 pour cent. En Afrique et au Proche-Orient, les résultats de l'agriculture ont également été décevants. La production vivrière a diminué d'environ 1 pour cent dans la première de ces régions et n'a augmenté que de 1 pour cent dans la seconde. Le secteur non vivrier a toutefois été assez dynamique. Les deux années précédentes, la croissance de la production agricole avait été relativement rapide dans les deux régions. Il n'empêche que, sur l'ensemble des années 80, la production vivrière et agricole par habitant a diminué en Afrique, et l'aggravation de la situation alimentaire en Ethiopie à la fin de 1987 a de nouveau été un sujet d'alarme. Dans la région Amérique latine et Caraïbes, la production alimentaire et agricole a nettement repris en 1987, la meilleure année depuis 1981 pour la céréaliculture; la croissance de la production non vivrière a été particulièrement forte. Dans les pays asiatiques à économie planifiée, l'expansion de la production alimentaire et agricole a été plus rapide qu'on ne le pensait au commencement de l'année, mais néanmoins inférieure à la très bonne moyenne du début des années 80. Toutefois, Chine mise à part, la production de céréales de la région n'a pas augmenté à cause d'une mousson très défavorable.

Par suite de ces résultats généralement décevants, la production vivrière par habitant a baissé dans 71 pays

TABLEAU 1.3 Production vivrière et non vivrière, 1985-1987

	Indice (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation 1980-1987 (%)
	1985	1986	1987	1985-1986 (%)	1986-1987 (%)	
PRODUCTION VIVRIÈRE						
Pays en développement à économie de marché	117	118	118	1,6	0,1	2,6
<i>Afrique</i>	114	119	118	4,5	-0,9	2,6
<i>Extrême-Orient</i>	121	122	119	1,6	-2,8	2,9
<i>Amérique latine</i>	113	112	117	-1,1	4,7	2,1
<i>Proche-Orient</i>	113	118	119	5,0	0,9	2,4
Pays d'Asie à économie planifiée	128	134	137	4,7	2,9	5,0
Ensemble des pays en développement	120	123	124	2,5	1,0	3,3
Pays développés à économie de marché	107	106	104	-1,4	-1,8	0,8
<i>Amérique du Nord</i>	109	104	100	-4,2	-4,2	0,5
<i>Océanie</i>	107	107	106	0,2	-1,0	1,8
<i>Europe occidentale</i>	107	107	107	0,6	-0,1	1,0
Europe orientale et URSS	110	118	118	7,7	-0,4	2,8
Ensemble des pays développés	108	109	108	1,1	-1,4	1,4
Monde	114	116	116	1,9	-0,2	2,4
PRODUCTION NON VIVRIÈRE						
Pays en développement à économie de marché	115	105	110	-8,9	5,0	1,7
<i>Afrique</i>	115	118	127	2,3	7,7	3,2
<i>Extrême-Orient</i>	122	114	114	-6,3	-0,7	2,7
<i>Amérique latine</i>	110	91	102	-17,2	11,8	0,4
<i>Proche-Orient</i>	107	102	105	-4,3	3,0	0,8
Pays d'Asie à économie de marché	168	135	150	-19,4	10,9	5,5
Ensemble des pays en développement	127	111	119	-12,0	6,6	2,7
Pays développés à économie de marché	105	93	102	-11,5	10,0	0,4
<i>Amérique du Nord</i>	96	73	93	-23,5	26,9	-1,3
<i>Océanie</i>	119	119	120	0,1	0,8	2,9
<i>Europe occidentale</i>	125	128	118	2,6	-8,2	3,7
Europe orientale et URSS	106	103	103	-2,8	-0,4	0,2
Ensemble des pays développés	105	97	102	-8,2	5,7	0,3
Monde	119	106	113	-10,8	6,3	1,9

Source: FAO, Division de la statistique.

ENCADRÉ 1.1

Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement

La Commission mondiale de l'environnement et du développement a publié en avril 1987 un rapport intitulé *Notre avenir à tous*, appelé également rapport Brundtland, du nom du Premier Ministre norvégien chargé de présider la Commission¹. L'Assemblée générale des Nations Unies avait demandé à celle-ci d'établir un programme global de changement. Ce programme devait notamment:

- proposer des stratégies à long terme en matière d'environnement pour assurer un développement durable d'ici à l'an 2000 et au-delà;
- recommander des moyens d'améliorer l'environnement et de renforcer dans ce domaine la coopération entre les pays ayant atteint différents niveaux de développement socio-économique;
- définir les buts et les problèmes à long terme en matière d'environnement et les efforts qu'il conviendrait de déployer pour protéger et améliorer l'environnement dans le cadre d'un programme d'action à long terme.

La Commission s'est réunie pour la première fois en octobre 1984. Pendant les 900 jours qui se sont écoulés jusqu'à la publication de son rapport, toute une série d'événements ont montré combien notre environnement est menacé et les risques que cela présente pour l'humanité:

- En Afrique, sous l'effet de la sécheresse, la crise de l'environnement et du développement atteint son apogée: 35 millions de personnes sont menacées; le nombre de morts est généralement estimé à un million.
- A Bhopal (Inde), une usine de pesticides provoque la mort de plus de 2 000 personnes; plus de 200 000 autres sont intoxiquées.
- Après l'explosion d'un réacteur nucléaire à Tchernobyl (URSS), un nuage radioactif survole l'Europe, augmentant les risques de cancers.
- A la suite de l'incendie d'un entrepôt, en Suisse, des produits agrochimiques, des solvants et du mercure se déversent

dans le Rhin, tuant des millions de poissons et d'autres espèces aquatiques et menaçant l'approvisionnement en eau. — Selon les estimations, les maladies diarrhéiques dues à la pollution de l'eau et à la malnutrition ont provoqué la mort de 60 millions de personnes, dont une grande majorité d'enfants.

Certains phénomènes à plus long terme risquent de modifier radicalement la physionomie de notre planète et de compromettre l'avenir des espèces vivantes, y compris la nôtre. On estime que, chaque année, 6 millions d'hectares de terres productives cèdent la place au désert dans les zones arides, et que plus de 11 millions d'hectares de forêts disparaissent. En Europe, les pluies acides tuent les forêts, acidifient les lacs et endommagent bâtiments et monuments. La consommation de combustibles fossiles augmente la quantité de gaz carbonique contenue dans l'atmosphère, causant un réchauffement progressif par un «effet de serre». D'autres produits industriels menacent la couche d'ozone, ce qui accroît les risques de cancers chez l'homme et chez l'animal et perturbe peut-être aussi les chaînes alimentaires dans les océans.

Le rapport de la Commission, qui s'articule autour de trois grands thèmes (préoccupations, défis et efforts communs) traite de toute une série de questions qui intéressent au premier chef la FAO. Parmi les grands défis figurent la sécurité alimentaire et les stratégies qui permettront d'en faire une réalité durable. En particulier, le rapport souligne que les préoccupations écologiques ne doivent pas être un simple ajout aux stratégies alimentaires. L'action des gouvernements présente souvent trois grands défauts: ils sont obnubilés par des considérations à court terme et manquent ainsi d'une perspective écologique; ils opèrent dans un cadre national, alors que l'on a besoin d'un ensemble de politiques différencierées axées sur des pratiques écologiquement saines dans les diverses zones; enfin, dans les pays industrialisés, ils ont trop protégé les agriculteurs et provoqué une surproduction sans se soucier suffisamment de la conservation.

En développant le concept d'expansion durable, le rapport insiste sur la nécessité de conserver et d'améliorer la base de ressources. C'est particulièrement urgent dans les nombreuses parties du monde où les sols, les forêts et les ressources aquatiques sont déjà surexploités.

Comme les problèmes environnementaux sont plus vastes que la somme des problèmes qui se posent à chaque pays, le rapport propose un certain nombre de changements institutionnels et juridiques, notamment dans le cadre d'institutions et programmes mondiaux. Le système des

Nations Unies y est considéré comme l'instrument tout trouvé pour de telles initiatives institutionnelles. Le Secrétaire général des Nations Unies se chargerait de donner l'impulsion requise, qu'il s'agisse d'évaluer les progrès accomplis ou de fournir conseils et assistance pour un développement durable, cependant qu'un Programme des Nations Unies pour l'environnement, renforcé, devrait continuer, en collaboration avec les autres institutions des Nations Unies, à identifier de nouvelles initiatives et programmes et à suivre les résultats obtenus.

Les vues de la FAO concordent avec l'orientation générale du rapport et avec l'analyse qu'il contient. Les activités qu'elle mène ou prévoit de mener pour faire une plus grande place aux considérations écologiques dans le processus de développement agricole et rural vont dans le même sens. Parmi les exemples récents d'initiatives de la FAO ayant trait à l'environnement, à la conservation des ressources naturelles et au développement, on peut citer la Charte mondiale des sols, le Programme d'action de la CMRADR, le Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides, l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques, la Stratégie d'aménagement et de développement des pêches et le Plan d'action forestier tropical. De telles initiatives fournissent à la communauté internationale un cadre pour s'attaquer aux problèmes environnementaux. La FAO considère donc que le rapport de la Commission est utile aux efforts qu'elle fait pour consolider et développer des programmes respectueux de l'environnement et propres à promouvoir un développement durable.

¹ C'est le dernier paru d'une série de rapports commandés par l'ONU, dont le rapport de la Commission Brandt sur la crise Nord-Sud (1983), celui de Gibon Ruark sur un programme de survie et celui de la Commission du désarmement et des questions de sécurité (1982).

TABLEAU 1.4 Variation de la production vivrière par habitant, 1986-1987

Variation	Monde en développement	Monde développé
Plus de 10 pour cent	Bhoutan, Tunisie	
De 5,01 à 10 pour cent	Bolivie, Brésil, îles Salomon, Jordanie, Liban, Mexique, Paraguay	Espagne
De 3,01 à 5 pour cent	Birmanie, Chypre, Colombie, République dominicaine, Uruguay	Belgique, Italie, Luxembourg, Malte, Nouvelle-Zélande
De 1,01 à 3 pour cent	Algérie, Botswana, Chine, Egypte, Guadeloupe, Honduras, Jamahiriya arabe libyenne, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Mongolie, République populaire démocratique de Corée, Singapour	Autriche, Bulgarie, Danemark, France, Israël, Portugal, Tchécoslovaquie
De 0,01 à 1 pour cent	Chili, Cuba, Guinée-Bissau, Haïti, Martinique, Népal, Nicaragua, Pérou, Réunion, Somalie	Afrique du Sud, Hongrie, Norvège, République démocratique allemande
De -0,01 à -1 pour cent	Costa Rica, El Salvador, Gabon, Indonésie, Iraq, Jamaïque, Maurice, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Porto Rico, Suriname, Tanzanie, Togo, Turquie, Zaïre	Islande, URSS
De -1,01 à -3 pour cent	Angola, Argentine, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Nigéria, République centrafricaine, République de Corée, République islamique d'Iran, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Trinité-et-Tobago, Viet Nam, Yémen	Japon, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suisse, Yougoslavie
De -3,01 à -5 pour cent	Afghanistan, Bénin, Guatemala, Guyana, Libéria, Malawi, Mali, Ouganda, Panama, Thaïlande, Vanuatu, Yémen démocratique	Canada, Etats-Unis, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni
De -5,01 à -10 pour cent	Bangladesh, Burkina Faso, Equateur, Ethiopie, Inde, Kampuchea démocratique, Kenya, Laos, Philippines, République arabe syrienne, Soudan, Sri Lanka, Tchad, Venezuela, Zambie	Australie, Finlande, Grèce, Irlande, Suède
Baisse de plus de 10 pour cent	Arabie saoudite, Barbade, Fidji, Gambie, Maroc, Niger, Swaziland, Zimbabwe	

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

en développement sur 108 et notamment dans des pays très peuplés comme l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Nigéria et l'Ethiopie (tableau 1.4). Elle a toutefois augmenté dans la plupart des grands pays d'Amérique latine et des Caraïbes. La situation région par région est examinée plus en détail au chapitre 2.

En 1987, la production alimentaire et agricole a généralement été en baisse dans les pays développés sous l'effet de plusieurs facteurs: mauvais temps, politiques de réduction de la production (programmes de mise en réserve de terres, quotas), faiblesse des cours mondiaux.

La production vivrière a reculé de plus de 4 pour cent en Amérique du Nord. Cela tient principalement à la contraction d'environ 10 pour cent des superficies récoltées en céréales et soja car les rendements moyens sont restés élevés. Après avoir baissé en 1986, la production non vivrière, principalement le coton et le tabac, s'est très fortement redressée. En Océanie, la production végétale, notamment céréalière, a beaucoup diminué, mais cette diminution a été compensée par une augmentation de la production animale, de sorte que le taux d'expansion du secteur alimentaire et agricole n'a diminué que de 1 pour cent. En Europe occidentale, la production alimentaire est restée pratiquement inchangée, car l'augmentation de la production végétale a compensé la légère baisse observée dans le secteur de l'élevage. Toutefois, la récolte de céréales de la CEE a été plus réduite qu'on ne le pensait en début d'année et nettement inférieure à celle de 1984, année record. En Europe orientale et en URSS, la production alimentaire et agricole, en hausse en 1986, est restée pratiquement stationnaire: à cause du mauvais temps au moment de la récolte, les prévisions optimistes du début de campagne ne se sont en effet pas concrétisées.

Production produit par produit

Produit par produit, le recul le plus notable est celui des céréales dont la production a diminué d'environ 4 pour cent en 1987 par suite d'une contraction de 6 pour cent dans les pays développés et de 2 pour cent dans les pays en développement (tableau 1.5). Aucune des grandes céréales n'a été épargnée mais la baisse a touché surtout les céréales secondaires dans les pays développés, en particulier en Amérique du Nord, et le riz dans les pays en développement, principalement à cause d'une mauvaise mousson du sud-ouest. En conséquence, la consommation mondiale de céréales devrait dépasser la production pour la première fois depuis des années et les stocks céréaliers mondiaux devraient être en baisse de 14 pour cent à la fin des campagnes de 1987/88, tout en représentant encore une forte proportion — 22 pour cent — de la consommation annuelle estimée. On s'attend à ce que les stocks de riz, en baisse de 37 pour cent, ne représentent plus que 10 pour cent

environ de la consommation annuelle, contre une moyenne de 15-20 pour cent pour la dernière décennie. Les prix du riz ont fortement augmenté à partir d'août 1987 et, à la fin de l'année, ils étaient supérieurs d'environ 40 pour cent à leur niveau d'un an auparavant. Les prix d'exportation d'autres céréales ont aussi commencé à remonter au deuxième semestre de 1987, tout en restant très proches de leur plus bas niveau.

On s'attend aussi à une baisse de la production de cacao. Toutefois, cette perspective n'a pas fait remonter les cours. L'augmentation de la production de sucre devrait être très limitée en 1987, ce qui devrait contribuer à un meilleur équilibre de l'offre et de la demande. Toutefois, les cours mondiaux demeurent déprimés, malgré quelques signes de reprise depuis septembre 1987. La production de plantes-racines a globalement stagné car les augmentations observées dans les pays en développement ont été annulées par des baisses dans les pays développés. L'accroissement de la production des cultures oléagineuses est resté modeste. L'augmentation a été plus substantielle pour le café (près de 19 pour cent), dont la production était tombée très bas l'année précédente, pour la fibre de coton (7 pour cent), pour le tabac (5-6 pour cent) et pour le thé (3 pour cent). Grâce à ces produits, la production non vivrière a augmenté d'environ 6 pour cent.

La croissance de la production animale a ralenti en 1987 mais, comme en 1986, elle est restée globalement plus rapide que celle de la production végétale. Les pays développés se sont employés à freiner la production de lait qui, par ailleurs, a souffert de la sécheresse en Inde. Dans le secteur de la viande, on note que la production de volaille a continué à augmenter presque partout.

Certaines perspectives sont assez inquiétantes. Les stocks céréaliers de report des pays en développement devraient accuser une baisse de près de 20 pour cent en 1987/88 et tomber ainsi à leur plus bas niveau depuis une décennie. Les stocks mondiaux de riz devraient diminuer de plus d'un tiers. En Inde, les stocks de céréales pourraient baisser de moitié. En Afrique, la production vivrière n'a toujours pas réussi à rattraper le rythme de la croissance démographique, et la famine et la sécheresse menacent à nouveau une partie de l'Ethiopie tandis que la situation alimentaire du Mozambique et de l'Angola reste extrêmement précaire. A un moment où certains grands pays développés s'efforcent d'ajuster leur production à la demande mondiale, il serait rassurant qu'en 1988 la production vivrière d'un nombre accru de pays en développement soit plus conforme à l'expansion de leur demande intérieure, ne serait-ce que pour des raisons nutritionnelles.

Engrais

Globalement, la consommation des trois éléments fertili-

TABLEAU 1.5 Production agricole, par produit, 1986-1987

	Pays développés						Pays en développement						Monde	
	1986 (en millions de tonnes)		1987 ¹ (en millions de tonnes)		Variation de 1986 à 1987 (%)		1986 (en millions de tonnes)		1987 ¹ (en millions de tonnes)		Variation de 1986 à 1987 (%)		1986 (en millions de tonnes)	
	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)	1986 (en millions de tonnes)	1987 ¹ (en millions de tonnes)
Production céréalière totale ²	913,3	861,6	-5,7	947,2	928,4	-2,0	1 860,4	1 790,0	-3,8	1 860,4	1 790,0	-3,8	1 860,4	1 790,0
<i>Ble</i>	315,5	299,9	-4,9	220,7	215,2	-2,5	536,2	515,1	-3,9	536,2	515,1	-3,9	536,2	515,1
<i>Riz (paddy)</i>	26,2	25,4	-3,3	447,7	432,7	-3,3	474,0	458,1	-3,3	474,0	458,1	-3,3	474,0	458,1
<i>Céréales secondaires</i>	571,5	536,3	-6,2	278,7	280,4	0,6	850,3	816,7	-3,9	850,3	816,7	-3,9	850,3	816,7
Plantes-racines	225,9	220,3	-2,5	364,3	374,5	2,8	590,3	594,8	0,8	590,3	594,8	0,8	590,3	594,8
Légumineuses	16,1	18,4	14,3	36,4	36,3	-0,3	52,5	54,7	4,2	52,5	54,7	4,2	52,5	54,7
Cultures olagineuses ³														
<i>Huile</i>	23,6	24,8	4,9	40,9	40,5	-1,1	64,6	65,3	1,1	64,6	65,3	1,1	64,6	65,3
<i>Tourteaux</i>	64,7	67,5	4,3	65,3	66,5	1,9	130,0	134,0	3,1	130,0	134,0	3,1	130,0	134,0
Sucre centrifugé (brut)														
	42,8	41,3	-3,4	58,4	60,8	4,0	101,2	102,1	0,9	101,2	102,1	0,9	101,2	102,1
Fèves de cacao	—	—	—	2,1	2,0	-4,5	2,1	2,1	-4,5	2,1	2,1	-4,5	2,1	2,1
Café	—	—	—	5,1	6,0	18,7	5,1	6,0	18,7	5,1	6,0	18,7	5,1	6,0
Thé	0,2	0,3	2,0	2,0	2,1	3,4	2,3	2,3	3,4	2,3	2,4	3,2	2,3	2,4
Fibre de coton	5,4	6,2	14,8	9,7	10,1	3,3	15,2	16,3	7,4	15,2	16,3	7,4	15,2	16,3
Tabac	1,9	1,9	-1,4	4,0	4,4	8,9	5,9	6,2	5,6	5,9	6,2	5,6	5,9	6,2
Production totale de viande	97,7	100,4	2,8	57,5	59,3	3,2	155,1	159,7	2,9	155,1	159,7	2,9	155,1	159,7
Production totale de lait	391,2	385,9	-1,4	130,5	135,4	3,7	521,7	521,3	-0,1	521,7	521,3	-0,1	521,7	521,3
Oeufs de poule	18,9	19,1	1,0	14,7	16,0	9,3	33,6	35,2	4,6	33,6	35,2	4,6	33,6	35,2

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Chiffres préliminaires. — ² Y compris le riz en équivalent paddy. — ³ Quantité totale récoltée.

TABLEAU 1.6 Consommation d'engrais, par éléments fertilisants principaux, 1983-1986

	Consommation			Variation		Taux annuel de variation
	1983/84	1984/85	1985/86	de 1983/84 à 1984/85	de 1984/85 à 1985/86 (%)	
	(en millions de tonnes)					
PAYS DÉVELOPPÉS						
Azote	38,09	38,73	38,61	1,7	-0,3	3,0
Phosphate	22,24	22,11	22,20	-0,6	0,4	1,2
Potasse	21,48	21,29	21,18	-0,9	-0,5	2,3
TOTAL	81,80	82,12	81,98	0,4	-0,2	2,3
Pays développés à économie de marché	48,02	48,39	45,96	0,8	-5,0	-0,3
Europe orientale et URSS	33,78	33,73	36,02	-0,2	6,8	3,6
PAYS EN DÉVELOPPEMENT						
Azote	29,03	31,79	31,37	9,5	-1,3	6,5
Phosphate	10,47	11,84	10,87	13,1	-8,2	5,4
Potasse	3,93	4,61	4,45	17,3	-3,5	5,4
TOTAL	43,43	48,24	46,69	11,1	-3,2	6,2
<i>Afrique</i>	1,47	1,48	1,82	0,7	22,7	4,7
<i>Extrême-Orient</i>	12,40	14,20	15,02	14,5	5,7	6,9
<i>Amérique latine</i>	5,72	7,30	7,39	27,5	1,3	3,0
<i>Proche-Orient</i>	4,37	4,26	4,32	-2,5	1,4	5,8
<i>Pays d'Asie à économie planifiée</i>	19,45	20,97	18,12	7,8	-13,6	2,3
ENSEMBLE DU MONDE						
Azote	67,11	70,51	69,98	5,1	-0,8	3,0
Phosphate	32,71	33,94	33,07	3,8	-2,6	1,4
Potasse	25,41	25,90	25,62	1,9	-1,1	1,5
TOTAL	125,24	130,36	128,67	4,1	-1,3	2,3

Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

sants principaux (azote, phosphate et potasse) a diminué de 1,3 pour cent en 1985/86 après avoir augmenté d'environ 4 pour cent l'année précédente. Cette baisse est surtout due au phosphate, mais on observe aussi un léger fléchissement pour les deux autres éléments. La consommation a évolué de manière très différente d'une région à l'autre. Dans les pays développés, elle est restée pratiquement du même ordre que l'année précédente car la forte contraction (5 pour cent) observée dans les pays développés à économie de marché, où la consommation d'engrais stagne depuis le début des années 80, a été plus ou moins compensée par une progression de près de 7 pour cent en Europe orientale et en URSS. En revanche, après avoir beaucoup augmenté l'année précédente, la consommation a baissé dans les pays en développement. Elle s'est accrue dans les pays en développement à économie de marché, notamment en Afrique où sa croissance avait été très faible les trois années précédentes, et elle a continué à augmenter

assez rapidement en Extrême-Orient tandis que sa progression a été plus lente dans la région Amérique latine et Caraïbes ainsi qu'au Proche-Orient. En revanche, elle a diminué de presque 14 pour cent dans les pays asiatiques à économie planifiée. Cette baisse relativement marquée est principalement imputable à la Chine dont la consommation a chuté de 15 pour cent à cause du mauvais temps, de changements à court terme de la production agricole et de la contraction des importations.

On manque encore d'informations complètes sur la consommation d'engrais en 1986/87. Les estimations provisoires semblent indiquer que, dans les pays développés à économie de marché, l'expansion du marché des engrais, déjà saturé, sera à nouveau nulle ou très faible à cause des freins à la production et du bas niveau des cours. En revanche, la consommation d'engrais devrait continuer à progresser en Europe orientale et en URSS. Dans le monde en développement, il est probable

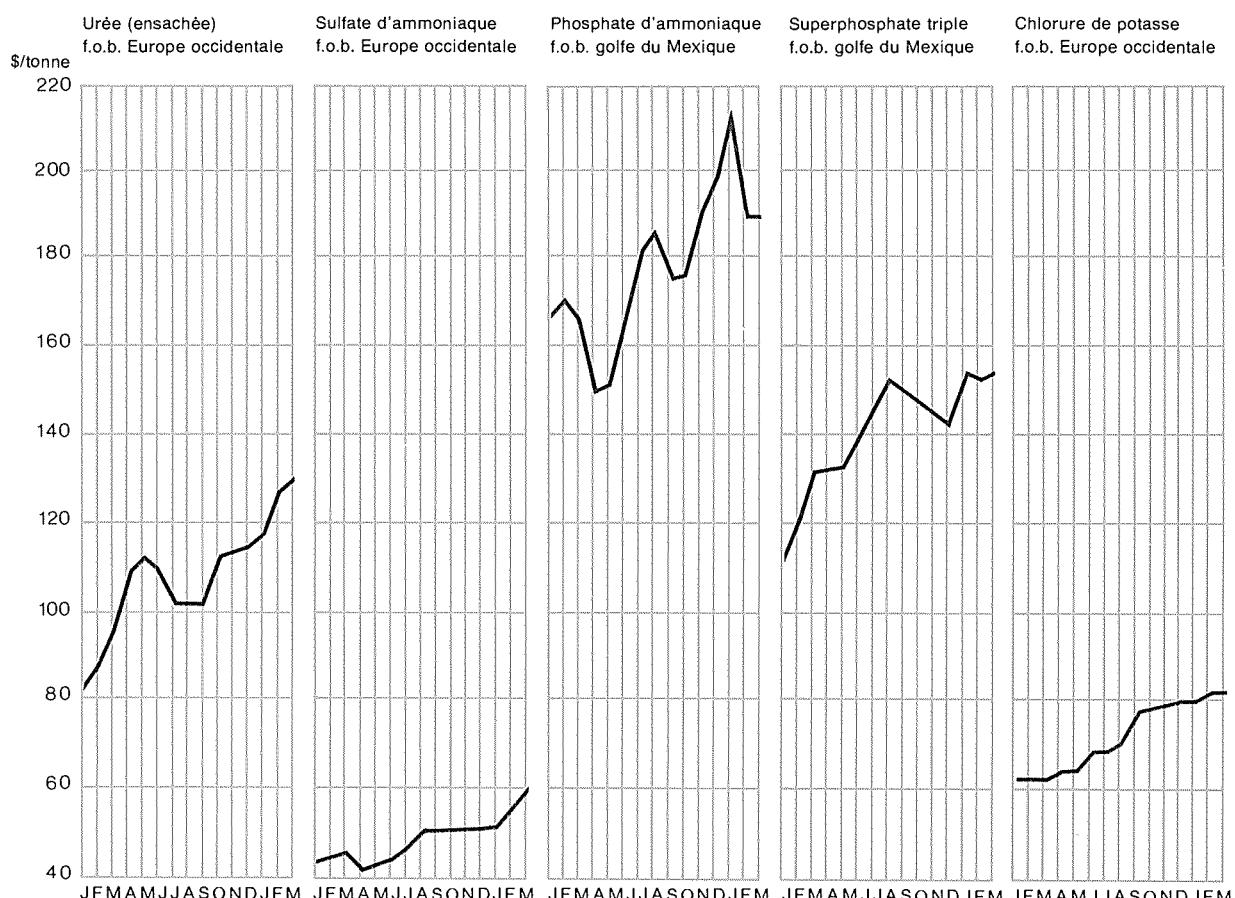
qu'elle se ressentira en Asie et notamment en Inde des très mauvais résultats de la mousson; toutefois, elle pourrait se redresser en Chine grâce à de meilleurs approvisionnements. Au Proche-Orient, la consommation d'engrais a probablement augmenté en 1986/87 par suite de l'amélioration des conditions atmosphériques et aussi de l'infléchissement de la politique d'importation et de distribution des engrais en Turquie, l'un des principaux consommateurs de la région. En Afrique, le redémarrage de l'agriculture a été moins vigoureux qu'on ne l'espérait, de sorte qu'il y a peu de chances que la consommation d'engrais augmente dans d'aussi fortes proportions qu'en 1985/86. En Amérique latine, les politiques adoptées en vue de stimuler la production agricole, à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation, devraient se solder par une augmentation de la consommation d'engrais en 1986/87, à moins que leur effet ne soit réduit à néant par la faiblesse des cours internatio-

naux des produits agricoles, les caprices du climat et les problèmes économiques.

Après deux ans environ de baisse pratiquement constante des cours internationaux des engrais en dollars, des signes de resserrement de l'offre par rapport à la demande ont commencé à apparaître pour certains produits en 1987, notamment au début des semis d'automne dans l'hémisphère Nord. Ainsi, entre janvier et décembre 1987, les prix moyens de l'urée ont augmenté de quelque 30 pour cent et ceux du superphosphate triple d'environ 25 pour cent. Durant cette période, les prix du sulfate d'ammonium et du phosphate diammonique ont progressé plus modérément (environ 20 pour cent) et ont eu tendance à plafonner à la fin de 1987. Ceux du chlorure de potassium canadien ont gagné près de 30 pour cent tandis que les prix pratiqués par l'Europe occidentale, partis d'un niveau plus élevé en début d'année, n'ont augmenté que de 15 pour cent,

Figure 1.1

PRIX DES ENGRAIS À L'EXPORTATION, 1987-1988



Source: FAO, Division de la mise en valeur des terres et des eaux.

voire moins. Globalement, ce sont les prix des produits phosphatés qui ont le plus augmenté par rapport aux années antérieures: à la fin de 1987, ils avaient retrouvé leur niveau du début des années 80, période de prix relativement élevés mais en baisse (figure 1.1). Il faut toutefois se rappeler que le dollar, monnaie dans laquelle sont exprimés ces prix, a gagné puis perdu environ 30 pour cent de sa valeur durant cette période, de sorte que l'évolution des prix des engrains dans la monnaie des importateurs a été différente.

A la fin de 1987, différents facteurs tendaient à faire baisser les prix des engrains, notamment la médiocrité de la mousson du sud-ouest en Asie, qui a réduit la consommation d'urée et de phosphate diammonique. Ainsi, on s'attendait à ce que l'Inde reste absente pendant un certain temps du marché des engrains en raison de l'abondance des stocks disponibles pour la campagne kharif. L'application aux Etats-Unis, dans la CEE et au Canada de droits antidumping de prix minimaux à l'importation pour l'urée tendait aussi à orienter les prix à la baisse. En revanche, l'activité ralentie des usines d'engrais phosphatés aux Etats-Unis, l'annonce d'une politique de rationnement de la production de potasse au Saskatchewan (Canada) à cause de la surabondance de l'offre et les difficultés financières de beaucoup de producteurs canadiens de potasse ainsi que la fixation de marges provisoires de dumping sur la potasse canadienne aux Etats-Unis ont eu tendance à faire augmenter les prix de ces produits.

PÊCHES

Production

La production mondiale totale des pêches a encore beaucoup augmenté en 1986. La production d'organismes aquatiques (non comprises les algues et les baleines) a augmenté de près de 6 millions de tonnes pour atteindre un nouveau record de 91,5 millions de tonnes (tableau 1.7)³. La production totale augmente régulièrement depuis 10 ans et elle s'est accrue de quelque 21 millions de tonnes (34 pour cent) depuis 1977. La contribution de l'aquaculture (poissons, crustacés et mollusques) à la production totale en 1986 est estimée à environ 10 pour cent. Quoiqu'on ne dispose pas de données systématiques sur la production mondiale de l'aquaculture avant 1983, on a de bonnes raisons de penser qu'elle a progressé plus rapidement que celle des pêches de capture.

Vingt pays assurent ensemble approximativement 80 pour cent de la capture mondiale totale. Presque tous ces grands pays pêcheurs ont signalé des accroissements importants de leur production en 1986, tandis que celle de la majorité des autres pays n'a guère varié.

Le Japon, qui est le plus gros producteur mondial de poisson, a réussi à accroître ses captures de presque 5 pour cent pour les porter à 12 millions de tonnes, égalant ainsi son précédent record de 1984; la très grande majorité d'entre elles proviennent de la partie nord-ouest du Pacifique. L'URSS a été à nouveau le deuxième producteur mondial avec une capture totale de 11,3 millions de tonnes. Cela représente une progression de quelque 7 pour cent depuis 1985, qui résulte principalement de l'augmentation des captures dans l'Atlantique Centre-Est, dans l'Atlantique Sud-Est et, surtout, dans l'Atlantique Sud-Ouest où les prises des navires de l'URSS ont plus que doublé. Toutefois, l'essentiel de la production de ce pays a continué à provenir du Pacifique Nord. Ces accroissements ont plus que compensé une baisse de 20 pour cent des captures de capelan dans les eaux de l'Atlantique Nord-Est, situation commune à d'autres pays exploitant cette espèce.

La Chine a enregistré un nouvel accroissement substantiel de sa production de poisson qui a augmenté de 18 pour cent pour s'établir à 8 millions de tonnes et qui a donc doublé depuis 1979. Cette production a consisté

³ Etant donné le traitement différent par les parties en cause des données concernant les quantités capturées au titre d'accords d'entreprises mixtes, notamment celles concernant les transbordements en mer, il faudra peut-être ajuster légèrement en baisse le total net des captures mondiales lorsque des informations plus complètes seront disponibles.

TABLEAU 1.7 Captures de poissons, crustacés et mollusques (tous organismes aquatiques à l'exception des baleines et des algues), 1984-1986

	Captures			Variation	Taux annuel de variation
	1984	1985 (en millions de tonnes)	1986	1985-1986	1980-1986
PAYS EN DÉVELOPPEMENT					
Pays en développement à économie de marché	32,3	34,3	37,6	9,5	4,5
<i>Afrique</i> ¹	3,4	3,4	3,6	5,7	1,1
<i>Extrême-Orient</i>	15,5	15,9	16,5	4,2	3,3
<i>Amérique latine</i>	11,9	13,5	15,8	17,2	7,8
<i>Proche-Orient</i>	1,2	1,2	1,3	3,1	5,3
<i>Pays d'Asie à économie planifiée</i>	8,4	9,3	10,6	13,3	8,4
Ensemble des pays en développement	40,7	43,6	48,1	10,3	5,3
PAYS DÉVELOPPÉS					
Pays développés à économie de marché	30,8	30,2	30,8	2,0	1,9
<i>Amérique du Nord</i>	6,1	6,2	6,4	3,7	3,9
<i>Océanie</i>	0,5	0,5	0,5	6,7	9,4
<i>Europe occidentale</i>	11,6	11,5	11,2	-2,2	0,1
<i>Autres</i> ¹	12,6	12,0	12,6	4,9	2,5
<i>Europe orientale et URSS</i>	12,0	11,8	12,6	6,3	3,1
Ensemble des pays développés	42,7	42,0	43,3	3,2	2,2
TOTAL MONDIAL	83,5	85,6	91,5	6,8	3,7

Source: FAO, Département des pêches.

¹ Japon, Afrique du Sud et Israël.

Note: Base de calcul des variations: milliers de tonnes.

à peu près également en espèces marines et espèces d'eaux douces, avec une très importante contribution de l'aquaculture. D'autres grands producteurs asiatiques ont signalé une augmentation de leurs captures, notamment l'Indonésie (progression de 21 pour cent), la République de Corée (17 pour cent), l'Inde (4 pour cent) et les Philippines (3 pour cent).

Comme en 1985, une bonne partie de l'accroissement des captures mondiales est imputable à la pêche au large de la côte Pacifique de l'Amérique du Sud. La progression enregistrée au Pérou (36 pour cent) et au Chili (16 pour cent) a été telle que la production globale de ces deux pays adjacents, consistant principalement en sardines, anchois du Pérou et chincharts noirs, a dépassé 11 millions de tonnes; une part substantielle des captures a été transformée en farine de poisson, mais les approvisionnements destinés à la consommation humaine directe ont également augmenté.

La production des Etats-Unis, qui avait légèrement diminué en 1985, s'est redressée en 1986 pour atteindre un nouveau record de près de 5 millions de tonnes. Les meilleurs résultats des opérations menées dans le Pacifique, en particulier pour ce qui concerne le lieu de l'Alaska (+47 pour cent), d'autres espèces de poisson telles que le flétan, la sole et le merlu, et les crabes et les crevettes (+48 pour cent), ont plus que compensé un

fléchissement de 10 pour cent de la production des pêcheries de l'Atlantique et des pêcheries de menhaden du golfe du Mexique où les opérations visent à approvisionner l'industrie de la farine de poisson. Une caractéristique notable des pêches américaines a été l'entreprise d'opérations en association avec l'URSS, le Japon et la République de Corée à l'intérieur de la zone économique exclusive (ZEE) des Etats-Unis; ces opérations, principalement conduites dans le Pacifique, avaient commencé sur une échelle modeste en 1979, mais elles n'ont cessé de se développer au point de produire 1,3 million de tonnes de poisson en 1986.

En Afrique, une faible mais opportune progression de la production de poisson a été observée en 1986, en particulier dans les pays situés en bordure de l'Atlantique Est. L'accroissement des captures du Maroc (+26 pour cent), du Ghana (+13 pour cent), du Nigéria (+11 pour cent) et de la Namibie (+9 pour cent) a contribué à renverser la tendance récente à la diminution de la production des Etats côtiers de cette région.

La production totale de poisson des pays européens reste à peu près au même niveau depuis le début de la présente décennie. L'imposition de quotas pour de nombreuses espèces pêchées dans l'Atlantique Nord a contribué, entre autres facteurs, à une modeste diminution des captures totales de pays tels que la Norvège, la

ENCADRÉ 1.2

Stratégie mondiale des pêches: orientations pour le développement et la gestion

L'un des principaux résultats de la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches tenue en 1984 a été l'approbation d'une stratégie qui est l'expression du consensus actuel sur la conduite à suivre pour continuer à exploiter et mieux aménager et utiliser les ressources mondiales de poisson. Décrise par le Directeur général de la FAO comme une «Charte mondiale des pêches», la stratégie résume l'essentiel des enseignements dégagés de l'expérience en ce qui concerne les orientations à adopter, les aspects à prendre en considération et les activités et politiques à promouvoir pour planifier l'avenir du secteur de la pêche.

Quoiqu'elle n'ait pas un caractère obligatoire et n'implique pas d'engagements contraignants, la stratégie contient des principes et idées directrices dont les gouvernements et les organisations internationales sont invités à tenir compte dans leur action commune pour accroître la production de poisson et améliorer l'autosuffisance individuelle et collective en matière d'aménagement et de développement des pêches.

Ainsi que l'avait demandé la Conférence mondiale sur les pêches en 1984, la FAO a entrepris en 1987 un examen des progrès accomplis jusqu'à maintenant dans l'application de la stratégie et des cinq programmes d'action associés qui permettent d'asseoir sur des bases cohérentes l'assistance technique apportée au secteur des pêches par la FAO et par d'autres organisations internationales. Un rapport résumant les résultats de l'application de la stratégie depuis 1984, à l'échelle nationale et internationale, a été soumis en 1987 aux sessions du Comité des pêches et du Conseil de la FAO, ainsi qu'à la Conférence elle-même.

Il ressort clairement des études nationales et autres données qui ont servi à préparer ce premier rapport intérimaire que la stratégie a fourni des orientations utiles aux gouvernements et aux organisations internationales qui s'efforcent, individuellement et conjointement, d'améliorer la contribution du secteur des pêches à la réalisation des objectifs socio-économiques et nutritionnels nationaux. Les administrations des pêches en particulier ont constaté que le texte de la stratégie leur a fourni une excellente justification et un point de référence extrêmement utile pour obtenir le relèvement de la priorité

accordée au secteur des pêches et un soutien financier plus important.

L'examen entrepris a également fait ressortir les dispositions qui ont été prises par de nombreux gouvernements après la Conférence mondiale de 1984 pour renforcer le cadre institutionnel du secteur des pêches et pour reformuler leurs plans dans ce secteur compte tenu des recommandations contenues dans la stratégie. Le rapport présenté par la FAO décrivait en outre les importantes initiatives actuellement prises dans le monde entier pour concevoir et mettre en œuvre des systèmes propres à assurer un meilleur aménagement et une utilisation plus efficace des ressources halieutiques. Des évaluations des progrès accomplis continueront à être préparées tous les quatre ans par l'Organisation.

En ce qui concerne les programmes d'action spéciaux, la FAO a indiqué que l'objectif annuel de 15 millions de dollars proposé pour l'aide financière des donateurs bilatéraux et multilatéraux à des activités menées par la FAO au titre de ces programmes a été atteint en 1987.

TABLEAU 1.8 Indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations de poisson et autres produits de la pêche, 1984-1986

	Indice (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation
	1984	1985	1986 ¹	1984-1985	1985-1986 (%)	
VOLUME						
Total mondial	122,0	132,6	147,2	8,7	11,0	6,7
Pays en développement	123,8	139,4	152,0	12,6	9,0	7,5
Pays développés	120,2	127,8	137,0	6,3	7,2	5,4
VALEUR						
Total mondial	105,6	113,0	142,7	7,0	26,3	6,3
Pays en développement	114,5	122,6	146,9	7,1	19,8	6,9
Pays développés	99,9	106,5	139,9	6,6	31,4	6,0
VALEUR UNITAIRE						
Total mondial	87,0	85,8	100,5	-1,4	17,1	0,1
Pays en développement	93,1	89,1	98,3	-4,3	10,3	-0,3
Pays développés	83,5	83,8	103,3	0,4	23,3	0,6

Source: FAO, Département des pêches.

¹ Chiffres préliminaires.

République fédérale d'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Pologne.

Parmi les autres pays développés, le Canada (1,5 million de tonnes) et la Nouvelle-Zélande (340 000 tonnes) ont atteint de nouveaux records de production; les captures de l'Islande (1,7 million de tonnes) n'ont guère varié par rapport à 1985.

Commerce

Après avoir atteint un palier au début des années 80 et modérément augmenté en 1985, la valeur des échanges mondiaux de poisson et autres produits de la pêche s'est accrue de 26 pour cent en 1986, atteignant au total plus de 22 milliards de dollars (tableau 1.8). En valeur, les exportations du Canada, qui est le plus gros expéditeur mondial, ont enregistré une nouvelle progression de 30 pour cent et celles des Etats-Unis une progression remarquable de 40 pour cent. De nombreux autres pays développés, notamment des exportateurs traditionnels tels que le Danemark, la Norvège, le Japon et l'Islande, ont participé à cette expansion. Pour ce qui est des pays en développement, un accroissement particulièrement important des exportations de produits de la pêche a été enregistré en République de Corée, en Thaïlande et en Chine.

Cette croissance du commerce a été stimulée par la forte demande de produits de la pêche comestibles sur les principaux marchés de consommation, qui restent concentrés dans les pays développés. Les importations du Japon, qui représentent plus du quart du total des échanges mondiaux de produits de la pêche, ont augmenté de 39 pour cent en dollars. La valeur des achats

de poisson effectués à l'étranger par les Etats-Unis, qui sont le deuxième importateur mondial, a augmenté de 17 pour cent.

Sur les principaux marchés européens, en particulier la France, l'Italie, le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et l'Espagne, la valeur des importations a fortement augmenté.

La croissance de la demande de poisson et autres produits de la pêche importés a été beaucoup plus modérée dans les pays en développement, où la valeur des achats a progressé en moyenne de 12 pour cent. A noter toutefois que le Brésil a importé 2,5 fois plus et que la valeur des importations de poisson de la Thaïlande a doublé, en raison principalement des achats de thons destinés à l'industrie nationale de la conserve qui est en pleine expansion et dont les produits occupent une place de premier plan dans les exportations en croissance rapide de la Thaïlande.

Les échanges internationaux de farine de poisson ont marqué un arrêt en 1986 après les excellents résultats de 1984 et 1985. Les prix, qui étaient tombés à de faibles niveaux en 1985, se sont néanmoins légèrement redressés malgré la saturation du marché.

Tendances en 1987

Les données partielles actuellement disponibles suggèrent que les captures mondiales n'ont pas dépassé de beaucoup en 1987 le record atteint en 1986. L'exploitation d'un certain nombre d'importantes pêcheries a continué d'être limitée par l'application de contingents et, ce qui est peut-être plus important, une évolution défavorable de «El Niño» a affecté les pêcheries pélagiques.

ques du Chili et du Pérou dont la production au cours des huit premiers mois de l'année a baissé d'environ un million de tonnes par rapport à la même période de 1986. Parallèlement, la demande de produits de la pêche est restée forte en 1987, ce qui a eu pour effet de stimuler la production et surtout de maintenir les prix élevés, en particulier ceux de la plupart des espèces démersales, des crevettes et des céphalopodes. Il semble qu'en 1987 le commerce des produits de la pêche soit resté actif; la valeur des exportations du Canada, par exemple, a probablement encore augmenté de 20 pour cent. La production de farine de poisson semble avoir baissé de quelque 15 pour cent et le niveau estimatif des stocks détenus à la fin de l'année était inférieur de moitié à celui des stocks détenus à la fin de 1986.

Perspectives et enjeux

L'accroissement important et soutenu de la production mondiale de poisson pendant les années 80 a démenti les prévisions antérieures quant à la possibilité d'accroître encore les disponibilités de poisson; au cours des sept premières années de la décennie, la production annuelle totale de poisson a augmenté de quelque 20 millions de tonnes. Ce résultat tient aux facteurs suivants: la plus grande pêcherie mondiale — située au large de la côte occidentale de l'Amérique du Sud et où sont exploitées des espèces pélagiques principalement destinées à la fabrication de farine de poisson — a retrouvé de hauts niveaux de productivité; les Etats-Unis et le Canada ont réussi à développer leurs pêches nationales à l'intérieur de leurs ZEE; certains pays d'Asie, notamment la Chine, ont développé leur pêche de façon soutenue; enfin, les deux plus grands pays pêcheurs, à savoir le Japon et l'URSS, ont sans cesse accru leur production en dépit de problèmes d'accès aux zones de pêche traditionnelles. En outre, la progression régulière de la production aquacole a contribué dans une mesure importante à l'accroissement de la production totale.

Ces dernières années en particulier, le commerce international des produits de la pêche a considérablement progressé en volume comme en valeur. La croissance tendancielle de la demande, surtout sur les principaux marchés de consommation des pays développés, n'a pas seulement favorisé le développement général du secteur de la pêche, mais a aussi provoqué de fortes hausses des prix de la plupart des espèces et produits préférés.

Les principaux problèmes auxquels se heurtent les responsables du secteur des pêches et autres intéressés qui doivent faire face à la perspective d'un nouveau renforcement de la demande de poisson sont d'ordre politique, institutionnel et technique. Dans le cas de la pêche de capture, étant donné la pression croissante

exercée sur les ressources naturelles, il devient urgent d'adopter et mettre effectivement en application de nouvelles mesures d'aménagement des pêcheries. Le développement suivi de l'aquaculture exigera une aide de longue durée des gouvernements pour promouvoir des techniques adaptatives, des programmes de commercialisation et des dispositifs institutionnels appropriés. L'accroissement nécessaire des disponibilités pourrait être obtenu, dans une mesure notable, en améliorant l'utilisation du poisson déjà pêché grâce à la réduction des pertes consécutives à la capture et en tirant mieux parti pour l'alimentation humaine des petites espèces pélagiques et autres espèces peu prisées. Il faudra également s'intéresser de plus près à la réduction des coûts de production.

FORÊTS

Production et échanges en 1986

La reprise graduelle des produits forestiers, amorcée en 1983, s'est poursuivie en 1986 (tableau 1.9). La production des industries mécaniques du bois a été stimulée par le dynamisme du secteur du logement, son principal débouché. L'industrie de la pâte et du papier a profité de la croissance relativement forte des pays développés à économie de marché et, pour la quatrième année de suite depuis la récession de 1981-1982, sa production a augmenté. Les échanges de produits forestiers se sont accrus de 16 pour cent en valeur et de 10 pour cent en volume (tableau 1.10).

L'industrie du bâtiment a connu une forte expansion en Amérique du Nord: jamais elle n'avait été aussi active depuis 1978. Elle a aussi été très dynamique au Japon où la construction de logements en bois a nettement repris après des années de stagnation. En URSS, l'activité de ce secteur a également augmenté. En Europe occidentale, les mises en chantier sont restées peu nombreuses mais, grâce aux travaux de rénovation et d'entretien, la consommation de sciages et de panneaux s'est quand même accrue. En ce qui concerne les sciages de résineux (soit les trois quarts des sciages produits dans le monde), la production a progressé d'environ 7 pour cent aux Etats-Unis tandis que son augmentation a été très faible au Canada ainsi que dans les principaux pays producteurs d'Europe.

Pour les grumes de résineux, on observe que les exportations soviétiques à destination du Japon ont augmenté de 20 pour cent mais qu'il y a eu réduction pour d'autres courants d'échanges. Les exportations de sciages des Etats-Unis, surtout destinées au Japon et à l'Europe occidentale, se sont accrues de 24 pour cent, stimulées par la baisse du dollar. L'appréciation du yen par rapport au billet vert et la reprise de la construction de logements au Japon pourraient ouvrir aux producteurs américains un accès plus large à cet important marché. Les exportations canadiennes à destination des Etats-Unis ont repris en 1987 après avoir légèrement baissé en 1986.

L'industrie des panneaux a évolué comme le secteur du logement: croissance soutenue en Amérique du Nord, reprise modeste en Europe occidentale. Le contre-plaqué européen est de plus en plus concurrencé par celui d'Asie du Sud-Est et d'Amérique. En 1986, pour la première fois, l'Europe a importé plus de contre-plaqué qu'elle n'en a produit.

Dans le secteur de la pâte et du papier, la forte expansion amorcée en 1983 s'est poursuivie. La consommation a beaucoup augmenté sur plusieurs grands

marchés et les taux d'utilisation de la capacité ont été très élevés dans la plupart des pays. L'évolution des taux de change a favorisé les exportations de grands producteurs comme les Etats-Unis, le Canada ou le Brésil. En Europe occidentale, la production de papier a nettement augmenté dans différents pays, en particulier en France, en Suède et au Royaume-Uni. L'expansion des exportations de pâte blanche d'eucalyptus, notamment à destination de la CEE, est restée très forte. Ce type de pâte, dont l'Espagne, le Portugal et le Brésil sont les principaux fournisseurs, est très recherché pour la production de papier fin. Les échanges de bois de trituration ont progressé de 4 pour cent.

La production de bois tropicaux a augmenté de 5 pour cent en 1986 mais, si on a produit des quantités accrues de grumes pour le marché intérieur, on en a exporté moins qu'en 1985 à la suite notamment de l'interdiction décidée par l'Indonésie. Pour la troisième année de suite, les exportations de sciages et de contre-plaqué tropicaux ont ainsi été supérieures à celles de grumes. Les pays exportateurs s'emploient en effet à développer leur industrie de transformation en vue notamment d'exporter plus de valeur ajoutée. Dans ces conditions, les échanges de bois tropicaux ont nettement diminué par rapport à leur volume record de 1979. Cette baisse est particulièrement prononcée en Europe occidentale et au Japon où les bois tropicaux semblent de plus en plus concurrencés par les bois des pays tempérés et d'autres matériaux. En 1986, cette tendance à la contraction du volume des échanges a été freinée par la forte demande de contre-plaqué tropicaux d'origine asiatique dans les grands pays consommateurs. Les exportations indonésiennes de contre-plaqué ont ainsi augmenté de 23 pour cent, jusqu'à représenter la moitié du total mondial.

Efforts de conservation

En mars et novembre 1987, le Conseil de l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), forte de 31 membres, a tenu ses deuxième et troisième sessions au siège de l'Organisation à Yokohama (Japon). Il a arrêté un programme de travail qui vise à rendre le marché plus transparent et à promouvoir l'investissement en vue de reconstituer les forêts tropicales et de développer l'industrie. En dehors des questions administratives (accord de siège, par exemple), il a retenu 12 projets, dont des projets pilotes de conservation et d'utilisation soutenue des forêts dans l'ouest de l'Amazonie, au Brésil, et de remise en état de forêts récemment dévastées par des incendies dans l'est de Bornéo, en Indonésie.

Les gouvernements et les organismes internationaux s'attachent de plus en plus à la conservation des ressources forestières et aux aspects écologiques de la

TABLEAU 1.9 Principales productions forestières, pays en développement et pays développés, 1984-1986

	Production			Variation	Taux annuel de variation
	1984	1985 (en millions de m ³)	1986	1985-1986	1980-1986
BOIS RONDS	3 126	3 164	3 252	2,8	1,8
<i>Pays en développement</i>	1 716	1 743	1 777	2,0	2,1
<i>Pays développés</i>	1 410	1 422	1 475	3,7	1,4
Bois de feu et charbon de bois	1 614	1 646	1 678	2,0	2,4
<i>Pays en développement</i>	1 356	1 384	1 415	2,3	2,3
<i>Pays développés</i>	257	262	263	0,5	3,5
Bois d'œuvre et d'industrie	1 512	1 518	1 574	3,6	1,1
<i>Pays en développement</i>	360	358	362	1,0	1,6
<i>Pays développés</i>	1 152	1 160	1 212	4,5	1,0
PRODUITS TRANSFORMÉS					
Sciages et traverses	461	465	475	2,0	0,5
<i>Pays en développement</i>	102	105	106	0,1	3,2
<i>Pays développés</i>	359	360	369	2,5	-0,2
Panneaux	109	112	119	6,2	1,8
<i>Pays en développement</i>	18	19	21	10,1	6,4
<i>Pays développés</i>	91	93	98	5,4	1,0
Pâte	136	135	140	3,7	1,9
<i>Pays en développement</i>	9	10	10	4,0	6,4
<i>Pays développés</i>	127	126	130	3,7	1,6
(en millions de tonnes)				(%)	
Papiers et cartons	190	192	202	4,8	2,6
<i>Pays en développement</i>	25	27	29	8,8	7,4
<i>Pays développés</i>	165	165	172	4,2	2,0
Pâte à papier	140	141	147	3,8	2,2
<i>Pays en développement</i>	16	18	19	3,7	7,0
<i>Pays développés</i>	124	123	128	3,8	0,1

Source: FAO, Département des forêts.

foresterie. Dans le monde en développement, les forêts tropicales disparaissent au rythme alarmant de 11 à 12 millions d'hectares par an et se dégradent sur une superficie encore plus grande, ce qui a des conséquences catastrophiques: inondations, dégradation des sols et des eaux, baisse de la production agricole. Par ailleurs, la pénurie de bois de feu se généralise.

Devant l'urgence de ces problèmes, la communauté internationale s'est rassemblée autour de la FAO pour lancer le Plan d'action forestier tropical qui vise à aider les pays tropicaux à mettre un terme au déboisement anarchique, à la fois pour conserver les ressources et pour maximiser leur contribution au développement économique. Le Plan vise aussi à harmoniser et accroître

l'appui de la communauté internationale au développement forestier dans les tropiques. Dans ce cadre, des discussions ont été entamées avec une trentaine de pays tropicaux en vue de la mise au point de plans nationaux d'action.

La Conférence de Bellagio, réunie au début de juillet 1987 sous les auspices de la FAO, du PNUD, de la Banque mondiale, du World Resources Institute et de la Fondation Rockefeller, a invité les responsables du monde entier à agir de concert, avant qu'il soit trop tard, pour conserver et aménager les forêts tropicales en vue d'un développement viable.

Tout le monde sait que les forêts contribuent beaucoup à protéger les sols et à freiner la désertification.

TABLEAU 1.10 Exportations de produits forestiers, pays en développement et pays développés, 1984-1986

	Exportations			Variation		Taux annuel de variation
	1984	1985 (en millions de m ³)	1986	1984-1985	1985-1986 (%)	1980-1986
Bois d'œuvre et d'industrie	103	106	106	2,7	- 0,2	- 1,6
<i>Pays en développement</i>	30	30	28	1,5	- 6,9	- 6,8
<i>Pays développés</i>	74	76	78	3,2	2,5	1,1
Sciages et traverses	86	86	87	- 0,1	1,1	0,9
<i>Pays en développement</i>	10	9	10	- 3,6	3,4	- 2,3
<i>Pays développés</i>	76	76	77	0,3	0,8	1,3
Panneaux	18	19	21	4,9	7,5	3,2
<i>Pays en développement</i>	7	7	8	7,8	11,4	7,9
<i>Pays développés</i>	11	12	12	3,1	5,1	0,9
(en millions de tonnes)				(%)		
Pâte	22	22	23	1,2	6,8	2,3
<i>Pays en développement</i>	2	2	2	1,0	1,1	5,8
<i>Pays développés</i>	20	20	21	1,2	7,3	2,0
Papiers et cartons	40	41	43	2,4	6,2	4,0
<i>Pays en développement</i>	1	1	2	- 0,8	30,8	19,2
<i>Pays développés</i>	38	39	41	2,5	5,3	3,6

Source: FAO, Département des forêts.

Malheureusement, les efforts entrepris pour reconstituer le couvert forestier demeurent insuffisants. Néanmoins, des progrès ont été faits par exemple en Chine où, au cours des 10 dernières années, 7 millions d'hectares de plantations de protection ont été établies dans les zones arides du nord, du nord-est et du nord-ouest, tandis que 1,5 milliard d'arbres étaient plantés autour des villages et des fermes ou le long des routes et des canaux. On a ainsi protégé près de 10 millions d'hectares de champs et de pâturages, ce qui est bénéfique à la fois pour l'environnement et l'agriculture. La stratégie de la Chine dans le secteur forestier fait une grande place à la participation populaire. Chaque année, plus de 200 millions de personnes se sont mobilisées pour planter jusqu'à 1 milliard d'arbres.

Autre exemple: les efforts déployés par l'Algérie dans les zones présahariennes en proie à la désertification. Ces zones, situées entre les isohyètes 400 mm au nord et 100 mm au sud, regroupent 60 pour cent des terres agricoles productives de l'Algérie, fournissent des pâturages à quelque 7 millions d'ovins et font vivre presque 3 millions d'habitants. Pour combattre la désertification, l'Algérie a commencé en 1972 à établir un barrage vert destiné à protéger 3 millions d'hectares. De la simple plantation d'arbres, on est peu à peu passé à l'aménagement agrosylvopastoral. Les activités sont multiples: régénération de la végétation naturelle, protection et aménagement de la végétation ligneuse, aménagement sylvopastoral, fixation des dunes et boisement, mise en valeur des eaux de surface, construction de routes.

Quelque 100 000 hectares ont déjà été aménagés. On a par ailleurs fait l'inventaire des sols et des ressources forestières et établi un plan d'aménagement agrosylvopastoral de quatre zones pilotes couvrant chacune 100 000 hectares.

Problèmes d'actualité

Dans la zone tempérée et notamment en Europe et en Amérique du Nord, on s'inquiète de plus en plus des effets de la pollution atmosphérique et des incendies sur les forêts. Le rapport de cause à effet entre la pollution et le dépeuplement de la végétation est complexe et encore mal compris mais, selon une estimation datant de 1985, quelque 6 millions d'hectares de forêts auraient déjà été victimes de la pollution atmosphérique dans 10 pays européens.

Les tempêtes provoquent aussi beaucoup de dégâts et perturbent de temps à autre les marchés. La tempête d'une violence exceptionnelle qui s'est abattue sur le nord de la France et le sud de l'Angleterre a détruit l'équivalent de 6 millions de m³ de bois environ dans chacun de ces pays, soit plusieurs fois la production annuelle normale de la région sinistrée. Outre que, sur le moment, elles désorganisent complètement les communications et les approvisionnements en énergie, ces tempêtes causent des dégâts durables qui font perdre aux forêts beaucoup de leur agrément en tant que zones de loisirs.

Ces dernières années, les forêts des zones tempérées

ont beaucoup souffert aussi des incendies. En 1981, année particulièrement néfaste, 7 millions d'hectares ont brûlé en Amérique du Nord et environ 770 000 en Europe occidentale. En mai 1987, 2 millions d'hectares environ de forêts ont été détruits par le feu dans le nord-est de la Chine (province de Heilongjiang); l'incendie a tué près de 200 personnes et laissé 50 000 autres sans abri. Il a aussi provoqué de graves dégâts dans les régions voisines de Mongolie et d'URSS. En moyenne, plus de 1 million d'hectares de forêts, sur les 133 millions que possède la Chine, sont détruits chaque année.

Dans son rapport *Notre avenir à tous*, la Commission mondiale de l'environnement et du développement analyse les effets de la dégradation de l'environnement sur les perspectives de développement viable (encadré 1.1) et insiste notamment sur les conséquences de l'appauvrissement du patrimoine forestier, tant dans les zones tempérées que dans les pays tropicaux. Elle fait aussi ressortir les liens entre la foresterie et les autres secteurs, l'effet sur les forêts des politiques adoptées dans d'autres domaines, et la contribution de la foresterie aux objectifs nationaux de développement.

COMMERCE AGRICOLE

Selon les statistiques des Nations Unies, les exportations de marchandises se sont chiffrées en 1986 à 2 122 milliards de dollars, soit 189 milliards de plus qu'en 1985. Cette hausse d'environ 10 pour cent — la plus forte des années 80, période d'échanges peu dynamiques — a deux raisons essentielles: la dépréciation du dollar (en volume, les exportations n'ont augmenté que de 3,5 pour cent, c'est-à-dire à peu près au même rythme qu'en 1985) et la nette intensification des échanges entre pays industriels. Globalement, les recettes d'exportation de ces pays ont en effet augmenté de plus de 15 pour cent et leur facture d'importation de 12 pour cent.

A l'inverse, toujours en dollars, les exportations de marchandises des pays en développement ont diminué de près de 6 pour cent et leurs importations n'ont augmenté que de 2,7 pour cent. La part de ces pays dans les échanges mondiaux a donc continué à se contracter: 34 pour cent des exportations en 1980, 29 pour cent en 1985 et 25 pour cent seulement en 1986. Cette contraction est due en grande partie au pétrole. Le volume des exportations de toutes les régions en développement, sauf l'Amérique latine et les Caraïbes, a certes augmenté en 1986 mais cela n'a généralement pas suffi à compenser la baisse des valeurs unitaires. Seul l'Extrême-Orient a vu s'accroître substantiellement la valeur de ses exportations de marchandises, principalement d'articles manufacturés.

En 1986, la tendance des échanges a été plus ou moins la même pour les produits agricoles que pour l'ensemble des marchandises: les gains ont surtout été dus à la progression des exportations des pays développés et notamment de ceux à économie de marché (tableau 1.11). En valeur, les exportations et les importations de produits agricoles (végétaux et animaux) de ces derniers pays se sont accrues respectivement de 11-12 pour cent et de 15-16 pour cent (tableau 1.12) alors que les exportations agricoles des pays en développement n'ont augmenté que de 3-4 pour cent et que leurs importations agricoles ont diminué de 5 pour cent, ce qui marque néanmoins un progrès par rapport à 1985. En dollars, les échanges agricoles ont été dans l'ensemble beaucoup plus dynamiques en 1986 qu'au début des années 80. La valeur des exportations mondiales de produits de l'agriculture, de la pêche et des forêts a en effet augmenté de 8,6 pour cent. Cette augmentation sans précédent depuis la période d'euphorie 1977-1980 a porté la valeur nominale de ces exportations à un niveau proche de celui de 1980-1981.

Après avoir fléchi en 1985, les exportations de produits agricoles (végétaux et animaux) et forestiers se sont redressées. Le secteur des pêches est resté le plus

dynamique grâce à la vigueur de la demande de mollusques et crustacés et d'autres produits de la pêche, notamment dans les pays industrialisés, et à l'insuffisance de l'offre de plusieurs espèces importantes sur le marché mondial.

En 1986, selon des statistiques encore provisoires, les exportations de produits forestiers ont augmenté de 5 pour cent en valeur, et celles des pays en développement se sont accrues de 4 pour cent. (Pour plus de détails, se reporter aux sections spécifiquement consacrées aux pêches et aux forêts.)

Sur le plan des échanges, l'écart s'est creusé entre pays développés et pays en développement. La part de ces derniers dans les exportations mondiales de produits végétaux et animaux a été ramenée de 34 pour cent en 1985 à 32 pour cent en 1986, et leur part des importations est tombée à 23,5 pour cent, contre 27 pour cent en 1985 et 30 pour cent environ au début des années 80. Pour les exportations, cette détérioration est essentiellement due à la faiblesse des prix des produits de base, malgré la flambée sans lendemain des cours du café au début de 1986.

Importations

Sous l'effet de différents facteurs, certains positifs, d'autres négatifs, le volume des importations alimentaires des pays en développement pris dans leur ensemble a stagné en 1986 et, pour la deuxième année de suite, leur valeur a beaucoup baissé. Dans la majorité des pays, ce recul semble lié à une amélioration des approvisionnements locaux. Sur 56 pays en développement étudiés, près des deux tiers ont nettement réduit le volume de leurs importations alimentaires en 1986. Dans plusieurs de ces pays (par exemple Soudan, Syrie, Tchad, Kenya et Équateur) qui, normalement, importent 10 pour cent ou plus de leurs approvisionnements alimentaires, la réduction des importations est associée à une nette amélioration des conditions de culture en 1985-1986. Dans différents autres pays, en revanche, les importations alimentaires, dont ils sont assez largement tributaires, ont diminué malgré l'évolution défavorable de la production intérieure. Tel a été le cas au Ghana, au Libéria, au Mozambique, en Haïti, voire dans des pays à revenu plus élevé tels que le Gabon ou le Mexique: les problèmes de balance courante et d'endettement sont tels qu'il faut économiser même sur les importations de produits de première nécessité.

Les pays en développement, importateurs nets de produits agricoles en 1981-1982, sont redevenus exportateurs nets de produits végétaux et animaux les années suivantes et leur excédent a continué à augmenter en 1986: le taux de couverture de leurs importations par leurs exportations a atteint 124 pour cent par suite de la réduction de presque 16 pour cent de la valeur de leurs

TABLEAU 1.11 Valeur des exportations mondiales de produits de l'agriculture (végétaux et animaux), de la pêche et des forêts, à prix courants, 1984-1986

	Valeur			Variation		Taux annuel de variation
	1984	1985 (en milliards de dollars)	1986	1984-1985	1985-1986 (%)	
Produits de l'agriculture	220,8	208,6	226,5	−5,5	8,6	1,7
<i>Pays en développement</i>	74,3	70,3	72,8	−5,4	3,5	1,7
<i>Pays développés</i>	146,5	138,3	153,7	−5,6	11,2	1,8
Produits de la pêche	15,8	16,9	20,1¹	6,9	18,9	5,3
<i>Pays en développement</i>	7,0	7,4	8,1	6,7	9,8	5,3
<i>Pays développés</i>	8,8	9,5	12,0	7,1	26,0	5,4
Produits des forêts	50,2	50,1	52,6	−0,2	4,9	1,2
<i>Pays en développement</i>	6,9	6,7	7,0	−3,7	4,3	−2,5
<i>Pays développés</i>	43,3	43,4	45,6	0,4	5,0	1,9
TOTAL	286,8	275,6	299,2	−3,9	8,6	1,8
<i>Pays en développement</i>	88,2	84,4	87,9	−4,3	4,1	1,6
<i>Pays développés</i>	198,7	191,2	211,3	−3,8	10,5	2,0
(%)						
Part des pays en développement	31	31	29			

Source: FAO.

¹ Chiffre provisoire pour 1985/86. Les variations diffèrent de celles indiquées au tableau 1.8 par suite du manque d'uniformité des données communiquées par certains des principaux pays.

Note: Les valeurs en dollars ont été arrondies. Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

importations alimentaires en 1985 et 1986. L'agriculture a donc contribué à réduire le déficit courant. A l'inverse, dans les pays développés, le taux de couverture des importations agricoles par les exportations agricoles n'a cessé de diminuer, tombant de 90 pour cent au début des années 80 aux alentours de 80 pour cent en 1985 et 1986.

Exportations

En dollars, les recettes tirées des exportations agricoles ont augmenté en 1986 dans la plupart des pays en développement. Elles se sont accrues dans 42 des 73 pays qui assurent la quasi-totalité des exportations agricoles du monde en développement. En 1985, elles avaient baissé dans près des deux tiers de ces 73 pays. Leur hausse en 1986 tient en général davantage à l'augmentation des valeurs unitaires qu'à une expansion en volume. Toutes les régions en développement, sauf l'Extrême-Orient, en ont profité. Seuls 38 pour cent des pays examinés ont exporté plus.

L'augmentation des valeurs unitaires, à un moment où les marchés de la plupart des produits agricoles étaient très déprimés, s'explique par l'affermissement des prix de quelques produits. En particulier, les cours du café — source importante de recettes pour nombre de pays en développement — ont beaucoup augmenté au

début de 1986 (tableau 1.13). La hausse de la valeur unitaire des exportations de l'Afrique et de la région Amérique latine et Caraïbes est due en grande partie à cette augmentation et, dans une moindre mesure, à l'amélioration globale des cours en dollars du sucre et de la banane pendant l'année. A l'inverse, la chute des prix de l'huile de palme et de l'huile de coco, du thé et, à un moindre degré, du riz a plus qu'annulé l'augmentation des prix du caoutchouc et des produits du bois en Extrême-Orient.

En 1986, la valeur des exportations agricoles de la majorité des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté mais les résultats de la région dans son ensemble ont été décevants à cause essentiellement de la forte diminution du volume et de la valeur des exportations de l'Argentine et du Brésil et notamment des exportations de café de ce dernier pays. En revanche, au Mexique et en Colombie, les exportations agricoles ont rapporté beaucoup plus de devises qu'en 1985.

En Afrique, les résultats ont été parmi les meilleurs de ces dernières années pour les exportations agricoles: globalement, les recettes ont augmenté de près de 17 pour cent, et les exportations agricoles de 25 des 35 pays se sont accrues. Parmi les grands exportateurs, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et l'Ethiopie ont tiré des gains particulièrement importants de leurs exportations de

TABLEAU 1.12 Valeur des échanges de produits agricoles (végétaux et animaux) à prix courants, par région, 1984-1986

	Valeur			Variation		Taux annuel de variation	
	1984	1985	1986	1984-1985		Prix courants (%)	Volume ¹
				1984-1985	1985-1986		
(en milliards de dollars)							
PAYS EN DÉVELOPPEMENT À ÉCONOMIE DE MARCHÉ							
<i>Exportations</i>	68,4	63,7	65,4	- 6,8	2,6	1,1	3,1
<i>Importations</i>	62,3	56,5	52,8	- 9,3	- 6,6	2,6	4,4
Afrique							
<i>Exportations</i>	8,8	8,7	10,2	- 1,1	16,8	0,3	- 0,2
<i>Importations</i>	9,1	9,2	8,6	1,0	- 6,1	1,8	3,9
Extrême-Orient							
<i>Exportations</i>	21,1	18,6	18,9	- 12,1	1,9	2,2	6,8
<i>Importations</i>	18,4	16,8	16,2	- 8,6	- 3,6	3,2	4,9
Amérique latine							
<i>Exportations</i>	32,1	31,1	30,9	- 3,3	- 0,5	1,3	2,2
<i>Importations</i>	11,1	9,9	9,3	- 10,5	- 6,1	- 0,1	2,0
Proche-Orient							
<i>Exportations</i>	5,6	4,8	4,8	- 14,4	1,2	1,0	4,4
<i>Importations</i>	23,0	20,0	17,9	- 13,4	- 10,1	4,7	6,3
PAYS D'ASIE À ÉCONOMIE PLANIFIÉE							
<i>Exportations</i>	5,9	6,6	7,4	11,4	12,2	8,6	13,3
<i>Importations</i>	6,1	5,1	5,7	- 16,9	12,0	- 1,8	- 1,8
TOTAL PAYS EN DÉVELOPPEMENT							
<i>Exportations</i>	74,3	70,3	72,8	- 5,4	3,5	1,7	4,0
<i>Importations</i>	68,4	61,6	58,5	- 9,9	- 5,1	2,0	3,4
PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ							
<i>Exportations</i>	138,2	129,8	144,7	- 6,0	11,5	2,0	1,9
<i>Importations</i>	144,5	144,4	166,9	- 0,1	15,6	2,1	1,8
EUROPE ORIENTALE ET URSS							
<i>Exportations</i>	8,4	8,4	9,0	0,8	6,7	- 1,6	- 0,1
<i>Importations</i>	27,0	25,3	23,2	- 6,3	- 8,6	0,1	- 0,9
TOTAL PAYS DÉVELOPPÉS							
<i>Exportations</i>	146,5	138,3	153,7	- 5,6	11,2	1,8	1,7
<i>Importations</i>	171,5	169,7	190,0	- 1,1	12,0	1,7	1,1
MONDE							
<i>Exportations</i>	220,8	208,6	226,5	- 5,5	8,6	1,7	2,4
<i>Importations</i>	239,9	231,3	248,5	- 3,6	7,5	1,7	1,9
Part des pays en développement dans les échanges mondiaux de produits agricoles							
				(%)			
<i>Exportations</i>	33,6	33,7	32,1				
<i>Importations</i>	28,5	26,6	23,5				

Source: FAO.

¹ On a appliqué comme coefficients de déflation les indices (1979-1981 = 100) de la valeur unitaire des exportations et des importations de produits agricoles. Note: Les valeurs en dollars ont été arrondies. Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

TABLEAU 1.13 Indices FAO du volume, de la valeur et de la valeur unitaire des exportations mondiales de produits végétaux et animaux, par grands groupes de produits, 1984-1986¹

	Indice (1979-1981 = 100)			Variation		Taux annuel de variation
	1984	1985	1986 ²	1984-1985	1985-1986	
				(%)		
VOLUME						
Produits végétaux et animaux,						
total	109	107	106	-1,3	-1,2	2,0
Produits alimentaires	108	106	103	-2,3	-2,4	1,7
<i>Céréales</i>	108	103	93	-4,9	-9,5	0,7
Aliments pour animaux	116	123	133	6,3	8,3	5,9
Matières premières	102	102	107	-0,2	4,8	0,9
Produits pour boissons ³	110	116	108	4,7	-6,3	1,2
VALEUR						
Produits végétaux et animaux,						
total	98	92	98	-6,8	7,3	1,4
Produits alimentaires	97	90	94	-7,8	5,1	1,3
<i>Céréales</i>	98	84	73	-14,7	-12,7	-0,1
Aliments pour animaux	100	83	100	-17,4	20,4	3,1
Matières premières	99	94	95	-5,6	1,4	-0,2
Produits pour boissons ³	103	106	133	2,5	25,9	4,4
VALEUR UNITAIRE						
Produits végétaux et animaux,						
total	90	85	93	-5,6	8,6	-0,7
Produits alimentaires	90	85	92	-5,6	7,6	-0,5
<i>Céréales</i>	91	82	79	-10,2	-3,5	-1,3
Aliments pour animaux	87	67	75	-22,3	11,2	-2,8
Matières premières	97	92	89	-5,5	-3,2	-1,1
Produits pour boissons ³	93	91	123	-2,1	34,4	3,7

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ L'échantillon étudié représente 96 pour cent des échanges de produits alimentaires et 90 pour cent des échanges agricoles. — ² Chiffres préliminaires. — ³ Café et thé. Le cacao est comptabilisé sous la rubrique produits alimentaires.

Note: Les totaux ne correspondent pas toujours à la somme des chiffres car ils ont été arrondis. Les pourcentages ont été calculés à partir de chiffres non arrondis.

café. En revanche, les recettes du Nigéria ont beaucoup diminué à cause surtout de la baisse de presque 40 pour cent de la valeur de ses exportations de cacao.

En 1986, les exportations agricoles du Proche-Orient n'ont regagné qu'une petite partie du terrain perdu l'année précédente. En valeur, les exportations de tous les grands pays exportateurs de la région, sauf la Turquie, ont stagné, voire diminué, à cause surtout du bas niveau des cours du coton.

Les exportations agricoles de l'Extrême-Orient ont augmenté de 16 pour cent en volume mais leur valeur est restée pratiquement inchangée. Le bilan est donc plutôt médiocre, à l'exception principalement du Pakistan et de l'Inde, dont les exportations, en constante diminution depuis 1981, ont nettement repris.

Termes de l'échange

Les prix à l'exportation des principaux produits agricoles ont beaucoup baissé à partir du deuxième trimestre de 1986 (figure 1.2). On estime que les prix des produits alimentaires (non compris les produits pour boissons) ont chuté de 12 pour cent du premier au quatrième trimestre de 1986, et que ceux des produits non alimentaires ont stagné. Alors que les cours des produits agricoles sont restés instables et en général déprimés, les prix des articles manufacturés ont augmenté de 19 pour cent, tandis que ceux des combustibles ont été inférieurs en moyenne de 40 pour cent à leur niveau de 1985.

Si l'on prend comme base de comparaison l'indice composite des articles manufacturés et du pétrole brut, on observe que le rapport de prix entre les produits

TABLEAU 1.14 Termes de l'échange des exportations agricoles par rapport aux articles manufacturés et au pétrole brut, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
(1979-1981 = 100)					
TERMES DE L'ÉCHANGE NETS					
Pays développés à économie de marché	98	101	102	100	100
<i>Amérique du Nord</i>	100	107	114	109	94
<i>Océanie</i>	100	103	95	76	68
<i>Europe occidentale</i>	94	90	87	84	89
<i>Europe orientale et URSS</i>	98	99	97	91	88
Total pays développés	98	101	102	99	99
Pays en développement à économie de marché	86	90	102	92	87
<i>Afrique</i>	86	91	115	107	108
<i>Extrême-Orient</i>	80	97	105	92	71
<i>Amérique latine</i>	91	89	102	90	94
<i>Proche-Orient</i>	83	84	91	94	84
Pays d'Asie à économie planifiée	106	104	109	83	79
Total pays en développement	87	91	103	90	85
TERMES D'ÉCHANGE DE REVENUS					
Pays développés à économie de marché	101	103	108	101	99
<i>Amérique du Nord</i>	100	105	113	87	70
<i>Océanie</i>	105	97	102	106	95
<i>Europe occidentale</i>	102	103	108	110	120
<i>Europe orientale et URSS</i>	98	94	92	90	86
Total pays développés	101	103	108	99	98
Pays en développement à économie de marché	95	103	118	109	102
<i>Afrique</i>	87	87	102	101	106
<i>Extrême-Orient</i>	94	104	126	109	99
<i>Amérique latine</i>	95	108	118	114	102
<i>Proche-Orient</i>	114	114	121	103	93
Pays d'Asie à économie planifiée	103	119	140	159	164
Total pays en développement	95	105	121	112	105

Source: FAO, Division de l'analyse des politiques.

agricoles et les autres biens marchands (termes de l'échange nets) est resté stable dans les pays développés pris dans leur ensemble mais qu'il a nettement diminué dans les pays en développement (tableau 1.14). Dans les pays industriels, l'évolution des prix relatifs a été défavorable aux exportations agricoles en Amérique du Nord alors qu'elle leur a été favorable en Europe occidentale à cause, pour une part, de la dépréciation du dollar. Les termes de l'échange nets des produits agricoles se sont dégradés en Europe orientale et en URSS; en Océanie, ils sont tombés plus bas que partout ailleurs. Dans le monde en développement, les termes de l'échange nets des produits agricoles se sont améliorés en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Afrique. Ils se sont dégradés dans toutes les autres régions et notamment en Extrême-Orient.

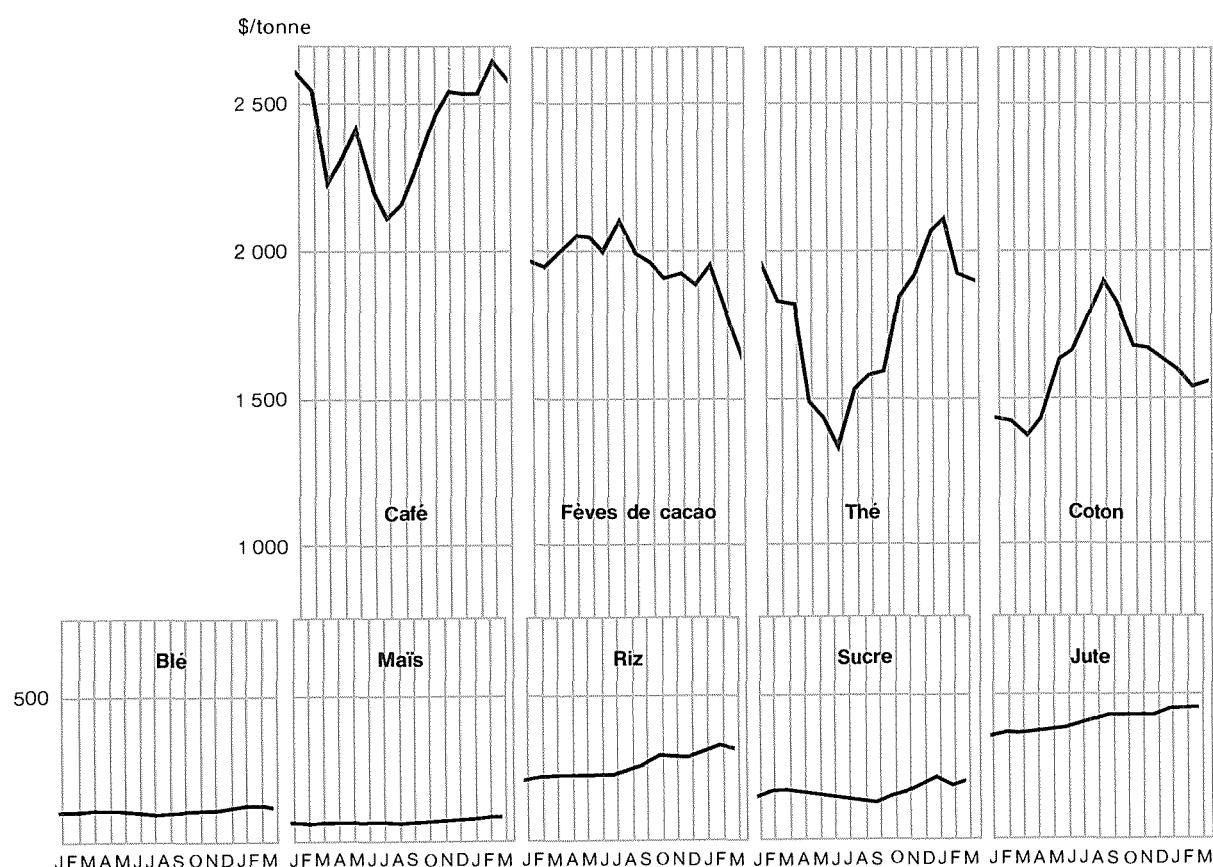
A la baisse de 5 à 6 pour cent des prix des exportations agricoles des pays en développement par rapport aux articles manufacturés et aux combustibles est venue s'ajouter une légère contraction du volume de ces exportations. En conséquence, le pouvoir d'achat des exportations agricoles (termes d'échange de revenus) a diminué de 6 pour cent en 1986, malgré la légère augmentation, de 3 à 4 pour cent, de la valeur en dollars des exportations de produits végétaux et animaux (tableau 1.11). Toutefois, il s'est amélioré de 5 pour cent en Afrique, où la part des produits agricoles dans les exportations est encore de l'ordre de 20 pour cent. En revanche, dans la région Amérique latine et Caraïbes, il a diminué de 10-11 pour cent — le plus mauvais résultat de toute la décennie — car l'amélioration des prix relatifs des produits agricoles n'a pas suffi à compenser la forte contraction du volume des exportations. Le pouvoir d'achat des exportations agricoles de l'Extrême-Orient et du Proche-Orient a également beaucoup diminué, à cause essentiellement de l'affaiblissement des prix.

Faute de données complètes, il n'est pas encore possible d'évaluer l'évolution du pouvoir d'achat des exportations agricoles en 1987. On note toutefois que les cours de la plupart des produits agricoles ont été en moyenne plus élevés qu'en 1986. C'est notamment le cas du riz, du coton, de plusieurs huiles végétales, du caoutchouc, des cuirs et peaux, du jute et du sucre. En revanche, les prix de certains autres produits importants ont été orientés à la baisse. Ceux du café, en particulier, qui, en 1986, avaient beaucoup contribué à l'amélioration des recettes d'exportation des pays en développement, se sont nettement affaiblis. A l'inverse, les prix d'exportation des articles manufacturés n'ont cessé d'augmenter. Au premier trimestre de 1987, la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés des pays développés à économie de marché était, en dollars, supérieure de 10 pour cent à la moyenne de 1986; pour

les prix du pétrole brut à l'exportation, la hausse était de 17 pour cent. Même si ces changements peuvent avoir des effets diamétralement opposés sur les termes de l'échange nets selon la structure du commerce des différents pays, on s'attend à ce que 1987 se solde globalement par une nouvelle dégradation des termes de l'échange et du pouvoir d'achat des exportations agricoles.

Figure 1.2

COURS INTERNATIONAUX DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, 1987-1988



BLÉ dur d'hiver des Etats-Unis n° 2, teneur ordinaire en protéines, f.o.b. golfe du Mexique

MAÏS jaune des Etats-Unis n° 2, f.o.b. golfe du Mexique

RIZ usiné, Thaïlande 100%, II

SUCRE brut, prix quotidien AIS, f.o.b. et chargé en vrac ports des Caraïbes

CAFÉ vert, prix composite AIC 1979

CACAO, export. Royaume-Uni, disponible Londres

THÉ, enchères de Londres, moyenne pondérée, toutes origines

COTON, fibre, Memphis Territory MI-3/32

JUTE, Bangladesh, Chittagong, f.o.b. BWC

Source: FAO, Division de la statistique.

APPORTS EXTÉRIEURS DE RESSOURCES À L'AGRICULTURE

Apports publics

On ne dispose d'informations complètes sur l'aide extérieure à l'agriculture, engagements bilatéraux compris, que jusqu'en 1985. Même déduction faite des effets de la hausse du dollar — qui a culminé au début de 1985 — et du ralentissement de l'inflation, on constate que le

total des engagements a diminué durant la période 1983-1985 (tableau 1.15). Les engagements d'aide à des conditions de faveur ont mieux résisté mais il semble improbable que leur expansion ait été soutenue en 1986. En revanche, il est possible qu'elle se soit accélérée en 1987.

On dispose désormais de chiffres définitifs pour les engagements multilatéraux de 1986 ainsi que de chiffres préliminaires pour ceux de janvier-juillet 1987 (encadré 1.3). Ces chiffres préliminaires font apparaître une hausse en Afrique subsaharienne. Ils montrent aussi que le

ENCADRÉ 1.3

Ressources des principaux fonds d'aide multilatérale à des conditions de faveur durant les années 80

Fonds	Période	Ressources (en millions de dollars)	Observations
Association internationale de développement (IDA)			
IDA 6	1980-1984 ¹	12 000	
IDA 7	1984-1987 ¹	9 000	La réduction des crédits ouverts par les Etats-Unis s'est soldée par une nette contraction du programme opérationnel en 1982-1984.
Fonds spécial ²	1985-1988	1 900	Assistance à décaissement rapide.
IDA 8	1987-1990 ¹	12 400	Conditions un peu moins avantageuses.
Facilité d'ajustement/ Afrique	1988-	6 400 (contributions annoncées)	Fonds à décaissement rapide pour les pays africains à bas revenu très endettés ayant entrepris des réformes économiques.
Fonds asiatique de développement (FAsD)			
FAsD III	1979-1982	2 200	
FAsD IV	1983-1986	3 200	
FAsD V	1987-1990	3 600	Pénurie de ressources en 1980 et 1984 à cause de retards dans les versements des Etats-Unis. Sur ce total, 72 millions de dollars seront alloués au Fonds spécial d'assistance technique.
Fonds africain de développement (FAfD)			
FAfD II	1979-1981	600	
FAfD III	1982-1984	1 100	Cinq pour cent des ressources des troisième et quatrième reconstitutions ont été alloués au Compte d'assistance technique.
FAfD IV	1985-1987	1 700	
FAfD V	1988-1990	2 700	Les pays les plus pauvres d'Afrique recevront plus de fonds; une plus grande priorité sera donnée à l'autosuffisance alimentaire.
Banque interaméricaine de développement/Fonds des opérations spéciales (FOS)			
FOS 5	1979-1982	1 800	
FOS 6	1983-1986	700	
Facilité intermédiaire ³	1983-	61 + 15 par an	
FOS 7	1987-1990	...	Décision retardée par un désaccord sur le système de scrutin à utiliser pour l'approbation des prêts.

niveau exceptionnellement élevé des prêts sans conditions de faveur accordés en 1986 par la BIRD pour l'agriculture (4,6 milliards de dollars) ne sera pas égalé en 1987. En revanche, les crédits de l'IDA (aide assortie de conditions de faveur) se montaient déjà à 1,2 milliard de dollars à la fin du premier semestre de 1987, contre moins de 900 millions pour l'ensemble de 1986. Cette augmentation a beaucoup relevé le niveau global des prêts multilatéraux à des conditions de faveur durant la première moitié de 1987.

L'aide effectivement reçue par les pays en développe-

ment pour leur agriculture peut être évaluée sur la base des décaissements, estimés pour 1984 et 1985 à un peu plus de 10 milliards de dollars par an, à prix courants, dont les deux tiers à des conditions de faveur (tableau 1.16). La progression des décaissements en 1984 et 1985 tient à l'augmentation des engagements en 1982 et 1983. De même, l'augmentation des engagements multilatéraux en 1986 devrait se solder par un accroissement des décaissements en 1987 et 1988. En 1986, à cause de l'affaiblissement du dollar, les décaissements multilatéraux, qui avaient beaucoup augmenté en dollars cou-

Fonds	Période	Ressources (en millions de dollars)	Observations
Fonds international de développement agricole (FIDA)			
FIDA I	1981-1984	1 100	
FIDA II	1985-1987	500	
Programme spécial ²	1986-1988	300	Vise à aider 22 pays victimes de la sécheresse en liant opérations d'urgence et efforts de relance et de développement.
Fonds monétaire international			
FAS ⁴	1986-	3 300 environ	Accorde des prêts aux pays membres à bas revenu, notamment d'Afrique subsaharienne, qui ont des problèmes de balance des paiements.
FASR ⁵	1988-	8 400 (contributions annoncées)	Les principaux donateurs sont le Groupe des sept pays industriels, moins les Etats-Unis.
Fonds de l'OPEP pour le développement international¹			
	1980-	3 400 à la fin de 1986 (contributions annoncées)	En 1980, le fonds spécial de l'OPEP a été transformé en organisme multilatéral de coopération et d'assistance financières.
Facilité pour projets régionaux²			
	Etablie en décembre 1987	10	Gérée par la Banque mondiale, cette facilité fournira les ressources initiales nécessaires pour assortir le coût social des ajustements. Les ressources proviendront du PNUD, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement.

¹ 1^{er} juillet-30 juin.

² Pour l'Afrique subsaharienne.

³ Couvrant 5 pour cent par an d'intérêts payés par les emprunteurs.

⁴ Facilité d'ajustement structurel.

⁵ Facilité d'ajustement structurel renforcée.

TABLEAU 1.15 Engagements d'aide à l'agriculture (au sens large), 1983-1987

Donateurs	Engagements totaux							Engagements à des conditions de faveur							
	1983	1984	1985	1986	1987 ¹	1983	1984 (en millions de dollars)	1985	1986	1987 ¹	1983	1984	1985	1986	1987 ¹
À PRIX COURANTS															
ENGAGEMENTS TOTAUX	12 095	11 075	11 371	...	...	7 344	7 604	7 570	...	...	4 751	3 471	3 800	...	...
dont dons	3 324	3 744	3 606	...	...	3 324	3 744	3 606	...	...	-	-	-	-	-
Bilatéraux	4 517	4 984	4 446	...	...	4 364	4 840	4 320	...	...	153	144	126	...	...
dont dons	2 825	3 223	3 073	...	...	2 825	3 223	3 073	...	...	-	-	-	-	-
Multilatéraux	7 578	6 091	6 925	8 681	5 733	2 980	2 764	3 250	2 437	2 884	4 598	3 327	3 674	6 244	2 848
dont dons	499	521	533	(530)	...	499	521	533	(530)	...	-	-	-	-	-
Banque mondiale	5 280	3 261	4 244	5 520	2 933	1 334	1 487	1 871	884	1 174	3 946	1 774	2 373	4 636	1 759
BIRD	3 946	1 774	2 373	4 636	1 759	-	-	-	-	-	3 946	1 774	2 373	4 636	1 739
IDA	1 334	1 487	1 871	884	1 174	1 334	1 487	1 871	884	1 174	-	-	-	-	-
FIDA	258	188	182	129	147	258	159	159	105	140	0	29	23	23	7
Banques régionales de développement	1 339	1 911	1 737	2 094	2 039	786	477	566	716	979	553	1 434	1 170	1 378	1 059
OPPP (engagements multilatéraux)	224	253	267	428	(114)	125	163	159	222	(91)	99	90	108	207	(23)
FAO/PNUD/GCRAI	477	478	495	(510)	(500)	477	478	495	(510)	(500)	-	-	-	-	-
À PRIX CONSTANTS (1980)²															
ENGAGEMENTS TOTAUX	13 590	12 878	13 070	...	...	8 252	8 842	8 701	...	...	5 338	4 036	4 368	...	...
dont dons	3 735	4 353	4 145	...	...	3 735	4 353	4 145	...	...	-	-	-	-	-
Bilatéraux	5 075	5 795	5 110	...	...	4 903	5 628	4 966	...	...	172	167	145	...	...
dont dons	3 174	3 748	3 532	...	...	3 174	3 748	3 532	...	...	-	-	-	-	-
Multilatéraux	8 515	7 083	7 960	8 347	(4 985)	3 348	3 214	3 735	2 343	(2 508)	5 166	3 869	4 223	6 004	(2 477)
dont dons	561	606	613	(510)	...	561	606	603	(510)	...	-	-	-	-	-

Sources: FAO (Division de l'analyse des politiques) et OCDE.

¹ Chiffres préliminaires (janvier-fin juillet 1987). — ² Déflateur: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980 = 100.

Note: ... = données non disponibles.

() = y compris estimations partielles.

TABLEAU 1.16 Décaissements d'aide à l'agriculture (au sens large), 1983-1986

Donateurs	1983	1984	Décaissements totaux 1985	1986	1983	Décaissements à des conditions de faveur 1984 (en millions de dollars)		1986	1983	1984	1985	1986	Décaissements sans conditions de faveur 1984 (en millions de dollars)
						1984	1985						
À PRIX COURANTS													
DÉCAISSEMENTS TOTAUX	8 985	10 324	10 445	...	6 314	6 853	6 882	...	2 670	3 470	3 564	...	...
Bilatéraux	4 093	(4 440)	(4 410)	...	4 007	(4 320)	(4 320)	...	85	(120)	(90)	...	...
Multilatéraux	4 892	5 884	6 035	(6 675)	2 307	2 533	2 562	(2 698)	2 586	3 350	3 474	(3 977)	...
dont:													
Banque mondiale	3 223	3 939	3 782	4 171	1 144	1 295	1 243	1 379	2 080	2 643	2 539	2 792	2 792
BIRD	2 108	2 677	2 568	2 795	28	34	28	3	2 080	2 643	2 539	2 792	2 792
IDA	1 116	1 262	1 215	1 376	1 116	1 262	1 215	1 376	—	—	—	—	—
FIDA	149	196	226	246	135	189	218	235	14	6	8	11	11
Banques régionales de développement	966	1 204	1 469	1 698	488	534	569	544	478	670	901	1 154	1 154
OFEP (assistance multilatérale)	77	67	(63)	(50)	63	37	(37)	(30)	14	31	26	(20)	(20)
FAO/PNUD/GCRAI	477	478	495	(510)	477	478	495	(510)	—	—	—	—	—
À PRIX CONSTANTS (1980)¹													
DÉCAISSEMENTS TOTAUX	10 096	12 006	...	...	7 094	7 968	7 911	...	3 002	4 035	4 096	...	...
Bilatéraux	4 599	5 163	5 069	...	4 502	5 023	4 966	...	96	140	103	...	...
Multilatéraux	5 497	6 842	6 937	6 418	2 592	2 945	2 945	2 594	2 906	3 895	3 993	3 824	3 824

Sources: FAO (Division de l'analyse des politiques) et OCDE.

¹ Déflateur: indice des Nations Unies de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés, 1980 = 100.

Note: Chiffres des dépenses pour le PNUD. On considère que les engagements d'assistance technique sont entièrement décaissés l'année de l'engagement.

... = données non disponibles.

() = y compris estimations partielles.

TABLEAU 1.17 Prêts extérieurs privés à l'agriculture (au sens large) par type de créancier, 1980-1985

	1980	1981	1982 (en millions de dollars)	1983	1984	1985
PAYS EN DÉVELOPPEMENT¹						
Engagements	2 101	3 185	1 257	1 187	1 027	861
Crédits fournisseurs	156	514	516	273	545	303
Institutions financières	1 945	2 671	741	913	482	558
Décaissements (bruts)	1 849	1 825	1 579	1 496	846	998
Crédits fournisseurs	140	151	152	437	459	633
Institutions financières	1 709	1 675	1 427	1 060	387	365
Paiements du service de la dette	1 713	1 508	1 592	1 669	1 295	1 238
Décaissements nets	136	317	- 13	- 173	- 450	- 239

Sources: Banque mondiale (système de notification de la dette) et FAO (Division de l'analyse des politiques).
¹ 86 pays.

stants de 1980 à 1985, ont baissé de 7 pour cent en valeur réelle.

Alors que les conditions des prêts des grands organismes multilatéraux de financement continuent à s'améliorer et que les taux d'intérêt sur les prêts de 1987 ont encore été abaissés, les taux d'intérêt mondiaux ont recommencé à augmenter au troisième trimestre de 1987. Toutefois, ils se sont de nouveau orientés à la baisse à la suite de la tourmente qui a agité les marchés boursiers.

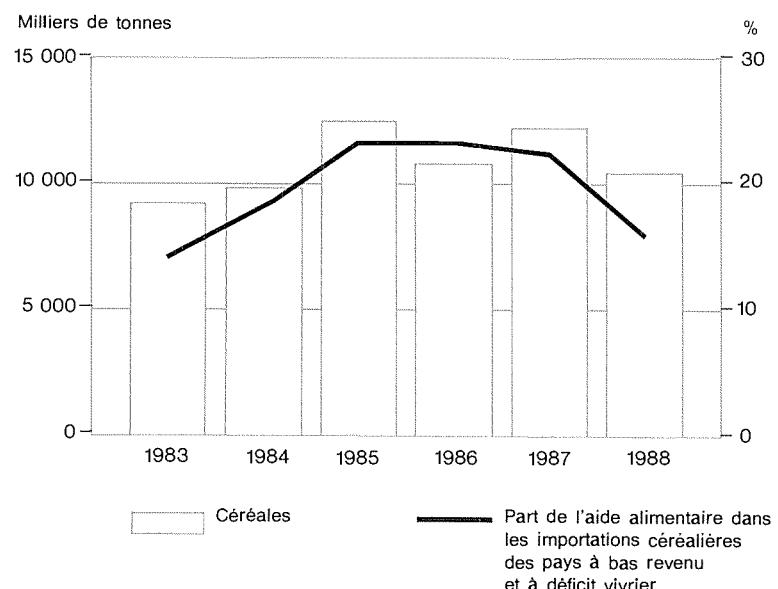
Prêts privés

Pour compléter les informations ci-dessus concernant les apports publics, il est possible de tirer des statistiques de la Banque mondiale des renseignements sur les prêts

privés à l'agriculture (tableau 1.17). Les tableaux 1.15, 1.16 et 1.17 ne sont pas absolument comparables puisque le dernier ne couvre que 86 pays, mais ils donnent des ordres de grandeur. A l'heure actuelle, les apports publics sont environ 10 fois supérieurs aux prêts privés. Ce rapport était beaucoup plus faible au début des années 80. En effet, si les engagements publics en faveur de l'agriculture ont stagné après avoir atteint un sommet en 1982-1983, les prêts privés ont quant à eux diminué de moitié depuis le début des années 80. En outre, les décaissements de prêts privés ont diminué plus vite que les paiements du service de la dette, de sorte que les décaissements nets de prêts extérieurs privés sont négatifs depuis 1982. C'est dans la région Amérique latine et Caraïbes que les prêts privés à l'agriculture se sont le

Figure 1.3

EXPÉDITIONS D'AIDE ALIMENTAIRE EN CÉRÉALES DE 1982/1983 À 1987/88



Source: FAO, Division des produits et du commerce international.

ENCADRÉ 1.4

Pénuries exceptionnelles et aide alimentaire d'urgence du PAM

En 1987, le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO a signalé que 13 pays, en proie à des pénuries alimentaires, avaient besoin d'une assistance exceptionnelle ou d'une aide d'urgence. Il s'agissait de huit pays africains (Angola, Bénin, Botswana, Ethiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Tchad) et de cinq pays asiatiques (Bangladesh, Liban, Népal, Sri Lanka et Viet Nam). En outre, 10 pays africains (Burkina Faso, Cameroun, Mali, Ouganda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad et Zimbabwe), disposant d'excédents locaux, avaient besoin d'une aide pour les distribuer dans des zones déficitaires.

La situation s'est un peu détériorée par rapport à 1986 à cause principalement des caprices du climat et de la réduction de la production en Afrique subsaharienne et en Asie. En 1986, neuf pays seulement (cinq pays africains et quatre pays asiatiques) avaient été en proie à des pénuries exceptionnelles, et seuls huit pays africains avaient eu besoin d'une assistance pour distribuer leurs excédents locaux dans des zones déficitaires.

L'évolution de l'aide alimentaire d'urgence du PAM ces dernières années est indiquée dans le tableau ci-après. Au total, 79 nouvelles opérations d'urgence FAO/PAM ont été approuvées en 1987 (48 en Afrique, 15 en Asie, 5 au Proche-Orient et 11 en Amérique latine) pour un coût total de 271 millions de dollars, dont 220,4 millions provenant de la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) et 50,9 millions de l'allocation annuelle de 45 millions de dollars que le PAM prélève sur ses ressources ordinaires. En 1987, presque 69 pour cent de l'aide d'urgence FAO/PAM est allée aux réfugiés, aux rapatriés et aux personnes

déplacées (28 pour cent aux victimes de la sécheresse et le reste aux victimes de catastrophes naturelles soudaines telles qu'inondations, tremblements de terre, cyclones, etc.).

En 1987, les contributions à la RAIU se sont montées à 642 959 tonnes de céréales et 58 276 tonnes d'autres produits, provenant de 23 donateurs. Sur ce total, 615 500 tonnes de céréales et la totalité des contributions sous forme d'autres produits étaient destinées à être acheminées multilatéralement par l'intermédiaire du PAM, dont 269 000 tonnes de céréales et 4 519 tonnes d'autres produits pour les réfugiés afghans. Les contributions en céréales fournies à la RAIU pour 1987 sont supérieures au total des contributions de 1986. Depuis la création de la Réserve en 1975, elles n'ont été plus élevées qu'une seule année.

OPÉRATIONS D'URGENCE DU PAM APPROUVÉES DE 1982 À 1987¹

Année	Nombre d'opérations	Nombre de pays	Ressources ordinaires du PAM (en millions de dollars)	ICARA ²	RAIU	Total
1982	68	37	19,7	1,3	172,2	193,2
1983	68	36	45,0	—	155,3	200,3
1984	63	40	54,2	—	178,2	232,4
1985	44	32	43,9	—	181,0	224,9
1986	50	24	34,5	—	144,2	178,7
1987	79	35	50,9	—	220,4	271,3

Source: PAM, Division de la gestion des ressources.

¹ Engagements approuvés à la fin de chaque année, y compris fonds d'assurance. — ² Conférence internationale sur l'assistance aux réfugiés en Afrique.

plus réduits: en 1985, les engagements ont été 10 fois moins élevés environ qu'en 1980.

Aide alimentaire

Les expéditions d'aide alimentaire en céréales sont estimées pour 1986/87 à 12,2 millions de tonnes, soit près de 13 pour cent de plus qu'en 1985/86 (10,8 millions de tonnes) mais moins qu'en 1984-1985 (figure 1.3). La hausse est principalement due aux Etats-Unis — qui n'avaient jamais livré autant d'aide depuis 1971/72 —, à la CEE et à ses Etats membres, et au Canada qui a continué à fournir beaucoup d'aide alimentaire. Selon la FAO, les expéditions d'aide alimentaire en céréales atteindront 11,2 millions de tonnes en 1987/88.

L'aide alimentaire sous forme d'autres produits que les céréales (lait écrémé en poudre, huile végétale, beurre fondu liquide, légumes secs, sucre) a été de l'ordre de 950 000 tonnes en 1986, contre 1 022 000 tonnes en 1985.

A la fin de décembre, les contributions à la Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU) se montaient pour 1987 à 642 959 tonnes de céréales et 58 276 tonnes d'autres produits. Par rapport à l'année précédente, cela représente une augmentation de 32 pour cent pour les céréales et de 85 pour cent pour les autres produits.

Selon les informations disponibles à la fin de décembre 1987 concernant les ressources ordinaires du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'exercice 1987-1988, les contributions annoncées par les donateurs, au nombre de 73, se montaient à près de 1,058 milliard de dollars, soit 76 pour cent de l'objectif de 1,4 milliard de dollars. Elles avaient été de 1,1 milliard de dollars pour l'exercice 1985-1986, soit 82 pour cent de l'objectif de 1,35 milliard de dollars (encadré 1.4).

ANNEXE 1.1 Événements économiques, financiers et institutionnels récents intéressant l'agriculture

Décembre 1986

- 1-5 La Consultation d'experts FAO sur les *limites recommandées en cas de contamination d'aliments par radionucléides* propose l'introduction de seuils provisoires en deçà des probabilités pour la contamination radioactive consécutive à l'accident de Tchernobyl en avril 1986, au-dessous desquels rien ne justifierait sur le plan sanitaire la restriction de la circulation des produits alimentaires entrant dans le commerce ou destinés à l'aide alimentaire.
- 15 Selon les *Perspectives économiques* de l'OCDE, le taux de croissance de l'activité économique dans les pays de l'OCDE au cours des 18 mois à venir devrait être de 2,5 à 3 pour cent par an.
- 15 Trente et un pays donateurs de la Banque mondiale conviennent de verser une contribution de 12,4 milliards de dollars pour la *huitième reconstitution des ressources de l'IDA*, sur une période de trois ans se terminant en juin 1990 (3,4 milliards de dollars de plus que pour IDA-7).
- 16 La CEE adopte une série de réformes de la politique agricole commune (notamment une réduction de 9,5 pour cent de la production de lait au cours des deux années à venir; une réduction moyenne de 13 pour cent des prix de soutien garantis pour la viande de bœuf; des dévaluations des «monnaies vertes»; et un programme structurel, prévoyant notamment des encouragements à la retraite anticipée et à l'extensification). Les économies nettes à réaliser sur le budget de 1987 sont provisoirement fixées à 1 milliard d'ECU.

Janvier 1987

- 5 Le budget des Etats-Unis pour l'exercice 1988, s'élevant à 1 000 milliards de dollars, prévoit: *i*) l'abaissement du déficit à 2,3 pour cent du PNB (alors que pour chacune des quatre années précédentes le déficit a égalé ou dépassé 5 pour cent du PNB); *ii*) une réduction des aides à l'agriculture et des dépenses pour l'enseignement et l'action sociale; et *iii*) un accroissement de 3 pour cent en valeur réelle des dépenses consacrées à la défense nationale.

Février

- 10 La CEE ne réussit pas à se mettre d'accord sur les modalités d'application de sa décision de réduire la production de lait; elle adopte néanmoins un plan en vue de vendre plus de 1 million de tonnes d'*excédents de beurre* sur les marchés mondiaux d'ici la fin de 1988, pour un coût brut estimatif de 3,2 milliards d'ECU.
- 22 Réunion à Paris d'un groupe de sept grands pays industriels (l'Italie s'abstenant), qui aboutit à l'*Accord du Louvre*. Ces pays conviennent que les taux de change se situent dans des fourchettes à peu près conformes à la conjoncture économique et que de nouvelles modifications importantes des parités risqueraient de compromettre les perspectives de croissance et d'ajustement; ils conviennent également de coopérer étroitement pour stabiliser les taux de change aux alentours des niveaux actuels, ainsi que de perfectionner l'utilisation d'indicateurs économiques pour la surveillance multilatérale.
- La CEE propose un blocage des prix agricoles en 1987/88 avec un abaissement des prix des céréales et des agrumes, ainsi que l'introduction de mesures de stabilisation pour les matières grasses végétales.

Mars

- 9-20 Les pays producteurs et consommateurs se mettent d'accord sur un nouvel accord de stabilisation des prix du caoutchouc naturel. Le nouvel *Accord international sur le caoutchouc naturel* conserve les principales caractéristiques du précédent, avec certaines modifications telles que le réexamen plus fréquent des prix et un mécanisme semi-automatique d'ajustement des prix.
- 13/3-3/4 La *Commission FAO des forêts pour l'Asie et le Pacifique* à sa treizième session, tenue à Beijing, fait savoir que 2 millions d'hectares de précieuses forêts tropicales sont abattus chaque année dans la région. Elle invite à adopter largement le Plan d'action forestier tropical, à identifier systématiquement les bassins versants menacés et à réviser les programmes d'études dans les écoles de foresterie.

23/3-1/4	Le Comité FAO de l'agriculture tient sa neuvième session à Rome. Les échanges de vues portent sur le rôle de la qualité des aliments et des normes dans la sécurité alimentaire, le commerce et la santé; l'amélioration de la productivité dans les zones arides; les effets du régime foncier et du morcellement des exploitations sur le développement agricole; enfin, les stratégies d'amélioration de la production de racines, tubercules et plantains.
27	Des règles pour la gestion d'un stock régulateur de cacao par l' <i>Organisation internationale du cacao</i> sont arrêtées à une conférence tenue à Londres, mais les achats seront suspendus en juin lorsqu'ils atteindront la limite convenue.
—	Les estimations des importations céréalières de l'URSS en 1986/87 sont relevées de 3 millions de tonnes en raison d'un hiver rigoureux. Les besoins sont néanmoins encore estimés à la moitié des importations en 1984/85, à savoir 55 millions de tonnes.
Avril	
6-10	Réunions de printemps, à Washington, du <i>Comité intérimaire du FMI</i> (9-10 avril) et du <i>Comité mixte Banque mondiale/FMI du développement</i> (10 avril), précédées de réunions du <i>Groupe des 7</i> , du <i>Groupe des 10</i> et du <i>Groupe des 24</i> . Les Comités se félicitent de l'accord récent entre les grands pays industriels pour stabiliser les taux de change; ils s'inquiètent de la médiocre performance de l'économie mondiale en 1986; ils soulignent la nécessité d'adopter des politiques de croissance non génératrices d'inflation, de stabiliser les marchés des changes et de réduire progressivement les déséquilibres des paiements des plus grands pays industrialisés.
8-15	Le Comité FAO de la sécurité alimentaire mondiale tient sa douzième session à Rome du 8 au 15 avril 1978. Il examine les effets des politiques agricoles des pays industrialisés sur la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que la contribution des racines, tubercules et plantains à la sécurité alimentaire <i>i)</i> de l'Amérique latine et des Caraïbes et <i>ii)</i> du Pacifique; il évalue les procédures administratives et les délais de réaction des donateurs aux crises alimentaires; enfin, il discute le rôle des sociétés multinationales dans les secteurs de l'alimentation et de l'agriculture, des forêts et des pêches dans les pays en développement.
14-27	La Turquie présente une demande officielle d'adhésion à la CEE et le Conseil de la CEE convient de transmettre cette demande à la Commission des Communautés européennes aux fins d'examen.
20-25	La sixième réunion ministérielle du <i>Groupe des 77</i> , tenue à La Havane (Cuba), négocie une position commune en prévision de la CNUCED VII.
27	Le rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (également connu sous le nom de <i>Rapport Brundtland</i> ou « <i>Notre avenir à tous</i> ») est rendu public à l'occasion de sa présentation à l'Assemblée générale des Nations Unies par l'intermédiaire du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUD). Ce rapport vise à intégrer les aspects environnementaux dans le processus de développement agricole et rural.
29	Le <i>Groupe NCM du GATT sur les produits de l'exploitation des ressources naturelles</i> examine un certain nombre de questions litigieuses liées aux échanges commerciaux (par exemple fixation des prix officiellement encouragée, systèmes de double prix et subventions résultantes, soutien de l'Etat, progressivité des droits de douane, etc.).
—	Le <i>Club de Paris</i> convient d'un plan de rééchelonnement de la dette des pays africains les plus pauvres sur une période de 15 à 20 ans, à des conditions plus favorables.
—	Selon les projections du FMI dans « <i>Perspectives de l'économie mondiale</i> », d'avril 1987, la croissance à l'échelle mondiale sera plus lente en 1987 (2,7 pour cent) qu'en 1986 (2,9 pour cent) et s'accélérera à nouveau quelque peu en 1988 (3,1 pour cent).
Mai	
5-6	Le <i>Groupe NCM du GATT sur l'agriculture</i> circonscrit les principaux problèmes affectant le commerce agricole, identifie leurs causes, et commence à examiner les principes fondamentaux qui devraient régir le commerce agricole mondial.

- 11 Le *Groupe NCM du GATT sur les produits tropicaux* examine les données dont il discutera et décide du champ des négociations à engager sur les produits tropicaux.
- 12-13 Les *ministres des pays de l'OCDE* réunis à Paris indiquent les conditions à saisir pour accélérer la croissance et relever le niveau de l'emploi à l'échelle mondiale (à savoir adoption de meilleures politiques macro-économiques et politiques d'ajustement structurel, propres à stimuler la production et l'emploi) et se mettent d'accord sur les principes d'une réforme des politiques agricoles.
- 15 La *CEE et les pays ACP* (pays en développement d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique) conviennent qu'à dater du 1^{er} juillet, le Portugal et l'Espagne deviendront signataires de la Convention de Lomé et accéderont progressivement à une large gamme de produits originaires des pays ACP sur une période de sept ans.
- 18-22 Le *Comité des pêches de la FAO* tient sa dix-septième session à Rome. Les questions suivantes retiennent plus particulièrement son attention: situation mondiale des pêches; suite donnée à la Conférence mondiale de la FAO sur l'aménagement et le développement des pêches tenue en 1984; marquage et identification des bateaux de pêche; protection des ressources biologiques contre l'enchevêtrement dans les filets de pêche et les détritus abandonnés en mer.
- Le *prix à la production du riz* est abaissé au Japon, pour la première fois depuis 31 ans.
- Le *Programme d'urgence entrepris par la FAO pour le relèvement de l'agriculture dans 25 pays africains* s'achève en mai 1987. Lancé le 29 mars 1985, il a permis de mobiliser 194 millions de dollars pour financer des projets.
- Juin**
- 10 A leur treizième *sommet économique* annuel, à *Venise*, les représentants des pays du Groupe des 7 et de la CEE décident d'accorder plus de poids à des indicateurs objectifs des résultats économiques pour coordonner leurs politiques; ils réaffirment les engagements politiques pris à des réunions antérieures et conviennent que de nouvelles variations importantes des taux de change pourraient se révéler contre-productives; enfin, ils réaffirment leur volonté d'entreprendre une réforme concertée des politiques agricoles, ainsi que décidé par les ministres des pays de l'OCDE au mois de mai.
- 14-16 La huitième *Conférence internationale sur la situation monétaire et commerciale*, tenue à *Philadelphie*, se demande quelles seront les conséquences de la mondialisation des marchés financiers et du fait que les Etats-Unis sont maintenant le plus gros débiteur net du monde.
- 15-19 La Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le Gouvernement du Nigéria, en coopération avec l'OUA et la Banque africaine de développement, accueillent à *Abuja (Nigéria)* une conférence sur le thème «Le défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique». La Conférence convient, entre autres, que les pays africains doivent continuer à exécuter des programmes d'ajustement très étendus pour surmonter plus facilement les graves problèmes internes et externes auxquels se heurtent leurs économies.
- 19 Dans ses «*Perspectives économiques*», l'OCDE révise en baisse ses projections antérieures de la croissance établies début décembre 1986, en conséquence des moindres dépenses d'investissement prévues (croissance prévue du PNB dans les pays de l'OCDE en 1987 et 1988: 2 à 2,5 pour cent, contre 2,5 à 3 pour cent projetés six mois plus tôt).
- Juillet**
- 1^{er} La CEE se met d'accord sur un régime céréalier en 1987/88 prévoyant des mesures en vue de décourager les ventes d'excédents de céréales aux organismes d'intervention. Le principal fait nouveau est l'introduction d'un «*prix d'achat effectif*» fixé à 94 pour cent du prix d'intervention, qui fait effectivement baisser le niveau des prix de soutien pour les céréales.
- Les propositions présentées au *Groupe NCM sur les produits de l'exploitation des ressources naturelles* précisent les obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurte le commerce des matières premières. Selon une proposition, ces obstacles devraient être discutés dans le cadre d'un examen exhaustif par d'autres groupes s'occupant de ces questions.

- 1^{er} L'*Acte unique européen* de la CEE entre en application; il prévoit l'établissement d'ici à la fin de 1992 d'un grand marché intérieur où sera assurée la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux, le resserrement de la coopération en matière de politique économique, monétaire et sociale, et la reconnaissance des pouvoirs de la CEE en matière d'environnement.
- 1-2 Des hauts fonctionnaires de 25 gouvernements et organisations internationales tiennent une *conférence à Bellagio* (Italie) dans le but d'examiner les réformes politiques nécessaires pour sauver les forêts menacées de disparition dans le monde entier. Le Groupe invite à prendre immédiatement des mesures pour arrêter le déboisement dans les zones tropicales et il recommande un appui international au Plan d'action forestier tropical.
- 3 A une réunion du *Groupe NCM du GATT sur les produits tropicaux* des listes de produits dont les échanges pourraient être libéralisés sont proposées et diverses méthodes de négociation possibles sont discutées.
- 6-7 A une réunion du *Groupe NCM du GATT sur l'agriculture*, les Etats-Unis formulent une proposition tendant à éliminer progressivement sur une période de 10 ans toutes les subventions agricoles, les subventions à l'exportation et les obstacles à l'importation (exception faite de l'aide alimentaire fondée et de la protection directe des revenus sans aucun lien avec la production), ainsi qu'à promouvoir des réglementations en matière de santé et d'hygiène.
- 9/7-3/8 La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement tient sa septième session (*CNUCED VII*) à Genève. Dans les quatre domaines intéressant la Conférence (ressources destinées au développement, produits de base, commerce international et problèmes des pays les moins avancés), les 141 pays membres se mettent d'accord pour appliquer une stratégie en vue d'atténuer la crise de la dette dans les pays en développement; appuyer l'Uruguay Round, nouveau cycle de négociations lancé par le GATT pour favoriser la libéralisation des échanges; accroître l'aide financière aux pays les moins avancés; enfin, relancer certains aspects du Programme intégré de la CNUCED pour les produits de base. De nouveaux pays (dont l'URSS) acceptent en outre de signer l'accord portant création du Fonds commun pour les produits de base, accroissant ainsi les chances de rendre le fonds opérationnel dans un proche avenir.
- 10 La Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius, au terme de sa seizième session tenue à Rome, signale que les seuils provisoires FAO pour la contamination radioactive des produits alimentaires restent la seule recommandation internationale existante à l'intention des gouvernements (voir 1-5 décembre 1986). La Commission crée un nouveau comité chargé d'élaborer des *normes internationales pour les fruits et légumes tropicaux frais*, qui tiendra sa première réunion à Mexico en juin 1988.

Août

- En dépit d'une forte réduction des superficies, on prévoit que la récolte de maïs des Etats-Unis ne baissera que de 12 pour cent en 1987 en raison de bons rendements.
- La mousson du sud-est a été la plus faible depuis plusieurs années. Les fortes pluies tombées à la fin août sont trop tardives pour permettre une bonne reprise des cultures éprouvées par le déficit hydrique dans le centre et le nord de l'Inde. Les cultures ont également souffert de la sécheresse en Indonésie, au Kampuchea, au Laos, aux Philippines, à Sri Lanka, en Thaïlande et au Viet Nam, et elles ont été affectées par des inondations au Bangladesh.

Septembre

- 2-11 L'*Organisation internationale du cacao* ne réussit pas à rétablir le mécanisme de soutien des prix prévu dans l'Accord, quoique ceux-ci soient tombés à leur niveau le plus bas depuis 4,5 ans.
- 10-11 Un nouvel *Accord international sur le sucre*, adopté à une conférence des Nations Unies tenue à Londres, entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1988. De même que l'accord qu'il remplace, il ne contient pas de dispositions régulatrices.

- 14-17 Le Comité FAO de la mise en valeur des forêts dans les tropiques recommande aux gouvernements de redoubler d'efforts pour assurer une plus grande priorité à la foresterie dans l'aide extérieure; il recommande également d'utiliser le *Plan d'action forestier tropical* à l'appui de cette priorité, et pour renforcer et harmoniser la coopération internationale dans le domaine forestier.
- 21/9-5/10 L'*Organisation internationale du café* convient de réintroduire des contingents d'exportation lors d'une réunion tenue à Londres.
- 24-26 Réunions à Washington du *Comité intérimaire du FMI* (27 septembre), du *Comité Banque mondiale/FMI du développement* (28 septembre) et des *Groupes des 7, des 10 et des 24* (24-26 septembre). Elles examinent notamment la crise de l'endettement et les moyens de corriger les énormes déséquilibres des finances publiques et des paiements courants (le déficit commercial des Etats-Unis se situe, selon les estimations, entre 150 et 160 milliards de dollars).
- 29/9-1/10 Le *FMI* et la *Banque mondiale* tiennent leurs réunions annuelles à Washington. Les échanges de vues portent sur les perspectives de l'économie mondiale, la meilleure coordination récemment observée des politiques des pays industrialisés, la crise de l'endettement, les mécanismes de prêt du FMI et la création éventuelle d'une nouvelle facilité du FMI. Aucune aide financière nouvelle n'est décidée à ces réunions pas plus qu'un accroissement des ressources mises à la disposition de la facilité d'ajustement structurel du FMI (dispositif administré conjointement avec la Banque mondiale pour l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt, principalement à l'Afrique).
- Dans *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 1987, le FMI estime qu'à moyen terme, les grands pays industriels ne peuvent envisager qu'une accélération très limitée de la croissance s'ils ne veulent pas relancer l'inflation. (Les estimations de la croissance, respectivement entre 1986 et 1988 et entre 1989 et 1995, sont les suivantes: Japon 3,6 pour cent, 3,1 pour cent; Canada 3 pour cent, 2,7 pour cent; France 2,8 pour cent, 2,6 pour cent; Etats-Unis, 2,7 pour cent, 2,6 pour cent; Italie 2,6 pour cent, 2,5 pour cent; République fédérale d'Allemagne 2,6 pour cent, 2,2 pour cent; Royaume-Uni 2,2 pour cent, 2 pour cent.)
- La Commission de la CEE propose un ensemble de réformes agricoles qui, si elles sont appliquées, auraient pour effet d'abaisser le niveau des subventions et du soutien des prix dans la CEE pour une large gamme de produits agricoles lorsque les objectifs budgétaires ont été dépassés; de maintenir le système de quotas laitiers après la fin de 1989; d'imposer de nouvelles limites de production très strictes pour la céréaliculture; enfin, de modifier le système de soutien des producteurs de viande ovine. (Le *budget agricole* de la CEE est passé de 18,4 milliards d'ECU [21 milliards de dollars] en 1984 à approximativement 27,3 milliards d'ECU en 1987.)
- La *récolte céréalière de l'URSS* en 1987 devrait dépasser 200 millions de tonnes pour la deuxième année consécutive, en partie grâce aux meilleurs encouragements prodigués aux agriculteurs, à la meilleure gestion et à l'introduction de nouvelles techniques. Néanmoins, les fortes pluies et le temps froid anormaux qui ont récemment sévi pourraient entraîner une baisse de la production.
- Octobre**
- 3 Les Etats-Unis et le Canada concluent un *accord de libre-échange* prévoyant la suppression progressive des droits de douane entre les deux pays; il reste néanmoins à concilier les points de vue en ce qui concerne les subventions et d'autres aspects.
- 7-13 Le *Comité des produits* de la FAO tient sa cinquante-sixième session à Rome. Il examine, notamment, la situation et les perspectives mondiales des produits; les activités des groupes intergouvernementaux s'occupant de produits; le protectionnisme; la CEPD dans le commerce agricole.
- 12-16 La session conjointe de la *Commission européenne des forêts de la FAO* et du *Comité du bois de la Commission économique pour l'Europe* identifie quatre problèmes qui justifient une attention prioritaire dans la région: la protection des forêts contre les incendies, la pollution atmosphérique et d'autres causes; l'importance croissante des fonctions de la forêt indépendante de la production de bois; le développement de produits et l'expansion des marchés; enfin, la conversion de terres agricoles à la foresterie.

- 14 A une réunion du *Groupe NCM sur les produits tropicaux*, la CEE propose de réduire ou supprimer les droits de douane et les restrictions quantitatives applicables à un large éventail de produits tropicaux. Elle exprime également son intention de prendre spécialement en considération les intérêts des pays les moins avancés.
- 16 La *Journée mondiale de l'alimentation* 1987 est dédiée aux «petits paysans» qui produisent une grande partie de la nourriture consommée dans le monde, mais qui, paradoxalement, sont les plus directement éprouvés par la famine.
- 19 *Effondrement des marchés financiers mondiaux*: l'indice Dow Jones de la bourse de New York chute de 508 points (22,6 pour cent), soit la plus forte baisse jamais enregistrée en une seule journée (elle sera imputée principalement au déficit budgétaire des Etats-Unis). Les prix des produits alimentaires réagissent moins spectaculairement au krach que ceux des métaux. Les prix des céréales accusent en fait une augmentation (principalement en raison des achats soviétiques de maïs des Etats-Unis), mais les prix du coton baissent plus fortement et plus vite que ceux des autres textiles.
- 21 Le *Groupe NCM sur les produits de l'exploitation des ressources naturelles* continue à délibérer sur les propositions soumises à sa réunion de juillet et il examine la portée et la teneur des questions qui feront l'objet de la phase suivante des négociations.
- 26-27 A une réunion du *Groupe NCM sur l'agriculture*, la CEE favorise une démarche prudente excluant la suppression complète des subventions et propose des mesures à court terme, comprenant notamment des accords sur des prix minimaux à l'exportation pour les produits agricoles, la réduction progressive des aides à l'agriculture et le maintien du régime de double prix de la CEE pour les marchés extérieur et intérieur.
- 28 La CEE ne réussit pas à se mettre d'accord sur des *niveaux de sécurité pour la radioactivité dans les produits alimentaires* (suite à l'accident nucléaire de Tchernobyl) en vue de remplacer les dispositions réglementaires qui devaient cesser de produire effet le 31 octobre 1987.
- Les ministres de l'agriculture des pays de la CEE discutent à la fin octobre de nouvelles *réductions controversées des aides à l'agriculture*.

Novembre

- 7-26 La *Conférence de la FAO* tient sa *vingt-quatrième session* à Rome. Elle examine, entre autres, les principales questions alimentaires à l'échelle mondiale; le deuxième Rapport intérimaire sur le Programme d'action de la CMRADR et le rôle des femmes dans le développement rural; l'ajustement agricole international; les activités et programmes de la FAO; des questions constitutionnelles et juridiques. Elle réélit notamment M. Edouard Saouma, Directeur général de l'Organisation, pour une nouvelle période de six ans.
- 16-20 La troisième session du Conseil de l'*Organisation internationale des bois tropicaux* est tenue au siège de l'Organisation à Yokohama: l'accord de siège est adopté et un dossier actif de projets à exécuter au titre du compte spécial est établi.
- 30/11-4/12 L'*Organisation internationale du cacao* échoue une deuxième fois dans sa tentative pour rétablir le mécanisme de soutien des prix de l'Accord international sur le cacao; les prix du cacao tombent à leur niveau le plus bas depuis cinq ans.

Décembre

- 4-5 Des dirigeants des pays de la CEE se réunissent à Copenhague, mais ils ne réussissent pas à se mettre d'accord sur des réformes financières et sur un budget pour 1988. Le débat sur l'agriculture est centré sur la limitation des excédents agricoles, en particulier céréaliers, et sur une proposition tendant à limiter strictement les dépenses agricoles. Ce plan imposerait une réduction des paiements garantis aux agriculteurs lorsque des productions telles que les céréales et les graines oléagineuses dépasseraient un plafond prédéterminé.
- 8 L'URSS ratifie l'accord portant création du *Fonds commun pour les produits de base*, ce qui porte les contributions des pays ayant ratifié l'accord à 66 pour cent du capital apporté directement au Fonds, alors que 66,66 pour cent sont nécessaires pour que le Fonds commun puisse devenir opérationnel.

CHAPITRE 2

SITUATION RÉGION PAR RÉGION

AFRIQUE

La première année du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique

A la fin de 1987, le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique 1986-1990 avait tout juste un an et demi. Le Programme prioritaire de l'OUA pour le redressement économique de l'Afrique 1986-1990, qui l'a inspiré, avait lui deux ans et demi¹. Ces deux documents engagent les gouvernements des pays africains à réformer leurs politiques économiques et agricoles, et la communauté internationale à fournir le tiers environ des 128 milliards de dollars jugés nécessaires entre 1986 et 1990 pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Ce dernier préconise l'adoption d'une stratégie africaine de développement socio-économique qui fait une grande place à l'alimentation et à l'agriculture.

Pour suivre l'avancement du Programme d'action, une conférence internationale sur le «défi du redressement économique et du développement accéléré de l'Afrique» a été organisée au Nigéria, du 15 au 19 juin 1987, avec l'assistance de la FAO qui a notamment aidé à établir sa documentation².

Il est encore trop tôt pour évaluer l'impact du Programme d'action des Nations Unies sur l'économie et l'agriculture de l'ensemble de la région. En revanche, on dispose maintenant de données sur le recul observé entre 1980 et 1984, avant le lancement du programme. Au cours de cette période, le PIB de l'Afrique n'a augmenté que de 0,2 pour cent par an et la croissance a été négative dans beaucoup de sous-régions. Le revenu par habitant a diminué au total de plus de 12 pour cent durant les cinq premières années de la décennie, et le PIB agricole par habitant a lui aussi fléchi. En valeur, les exportations de marchandises ont diminué entre 1980 et 1986 et les importations n'ont augmenté que de 1 pour cent par an. Durant la même période, les importations agricoles, principalement alimentaires, qui représentent en général de 15 à 20 pour cent des importations totales, ont progressé de 4 pour cent par an en volume

¹ Le Programme d'action des Nations Unies est issu de la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur l'Afrique (27 mai-1^{er} juin 1986). Le Programme de l'OUA a été adopté en juillet 1985.

² Le rapport de la conférence est intitulé *Déclaration d'Abuja sur le redressement économique et le développement à long terme en Afrique*, Commission économique pour l'Afrique (ECA/CERAD/87/1.1), 19 juin 1987.

mais de 1,7 pour cent seulement en valeur. En dollars, les exportations agricoles ont augmenté d'à peine 0,5 pour cent par an (tableau 2.1).

Les deux plus mauvaises années pour la production vivrière ont été 1983 et 1984, avec une baisse de 0,8 et 0,4 pour cent respectivement. Le recul a été nettement supérieur à cette moyenne régionale dans certaines sous-régions³. Ainsi, en Afrique austral et au Sahel, la production vivrière a diminué de 10-11 pour cent sur l'ensemble de ces deux années, soit une baisse de 15-16 pour cent par habitant. En revanche, en Afrique centrale, sa croissance est restée positive durant la période 1983-1985 mais sans dépasser 1,6-1,7 pour cent par an. En 1985, la production vivrière a fait un bond de 10 pour cent et elle a encore augmenté — de 4 pour cent — en 1986. Ainsi, la croissance de la production vivrière par habitant a été en moyenne de -0,3 pour cent par an durant la période 1980-1985 (mais de -1,6 pour cent entre 1980 et 1984) et de 0,8 pour cent en 1986.

En 1985 et 1986, l'agriculture africaine s'est donc bien remise des effets de la sécheresse du début des années 80. Les résultats ont été plus mitigés en 1987. Néanmoins, à la fin de 1987, cinq pays africains avaient des excédents exportables de céréales secondaires provenant de la campagne 1985/86 tandis que 10 pays avaient des excédents localisés exceptionnels et avaient besoin d'une aide pour les faire parvenir aux zones déficitaires en 1988⁴. Ces problèmes d'excédents tiennent à la faiblesse des cours mondiaux ou plus exactement à la difficulté de trouver des débouchés, au manque de pouvoir d'achat des villages à déficit vivrier et à l'insuffisance des infrastructures nécessaires pour approvisionner les zones déficitaires. Dans le même temps, huit pays africains étaient en proie à des pénuries alimentaires exceptionnelles⁵. Même si, globalement, la situation s'est nettement améliorée, l'Afrique reste donc en butte à de graves problèmes alimentaires. Entre 1980 et 1986, la production vivrière de la région n'a augmenté que de 2,9

³ Les sous-régions du tableau 2.1 sont celles de l'OUA/CEA, à ceci près que l'Afrique occidentale et l'Afrique austral sont divisées en «pays à bas revenu» et «pays à revenu moyen» (le Soudan est compris dans la région Proche-Orient). Voir le document OUA/CEA, *Propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique* (OAU/M/2XV et E/ECA/ECM/1/1), 27 mars 1986.

⁴ Excédents exportables: Côte d'Ivoire, Gambie, Kenya, Tanzanie et Zimbabwe. Excédents localisés exceptionnels: Burkina Faso, Cameroun, Mali, Ouganda, Sénégal, Somalie, Soudan, Tanzanie, Tchad et Zimbabwe.

⁵ Angola, Bénin, Botswana, Ethiopie, Malawi, Mozambique, Niger et Tchad.

TABLEAU 2.1 Afrique: variation annuelle de divers indicateurs¹

Région, groupes de pays et pays	Population 1980-1987	Actifs agricoles 1980-1987	Production agricole 1980-1987	Exportations (valeur) 1980-1986 (%)	Exportations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (volume) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986
AFRIQUE	3,1	1,8	3,2	-0,4	-0,7	0,5	1,0	4,0	1,7
AFRIQUE DU NORD-OUEST	2,7	0,7	3,9	-4,8	0,2	-2,5	2,2	4,8	2,6
Tunisie	2,2	-0,2	5,7	12,9	0,8	3,1	1,0	6,6	1,9
Algérie	3,1	0,4	4,5	4,8	-0,5	-3,3	3,2	7,3	4,9
Maroc	2,4	1,1	2,6	-19,5	3,8	-1,2	0,9	2,2	-0,3
SAHEL	2,7	1,7	3,2	-3,2	1,9	-3,1	-0,8	7,2	3,5
Sénégal	2,7	1,8	5,4	0,1	2,8	7,1	-0,8	2,7	1,6
Niger	2,9	1,9	0,7	-9,0	-3,0	4,2	-3,8	23,2	8,5
Gambie	2,0	1,0	7,3	-10,5	1,6	-4,4	0,6	15,9	10,8
Mauritanie	3,0	1,7	2,1	0,5	14,7	-	-2,3	7,6	4,8
Burkina Faso	2,4	1,7	4,3	-5,9	2,6	-2,5	-3,6	5,4	0,9
Guinée-Bissau	2,2	1,1	6,6	2,2	4,0	6,5	-7,8	2,4	-2,8
Mali	2,8	1,9	3,2	-0,3	2,3	-0,1	3,6	26,8	26,4
Tchad	2,3	0,8	2,4	-2,1	2,4	3,6	13,6	30,5	25,3
AFRIQUE OCCIDENTALE, BAS									
REVENU	2,9	1,1	3,4	1,3	1,9	0,3	1,6	3,7	2,1
Togo	3,0	1,8	1,7	2,8	1,5	7,4	-5,7	10,3	6,6
Bénin	3,0	0,8	4,3	0,4	25,8	22,1	21,1	5,8	7,1
Sierra Leone	1,8	0,1	2,0	0,8	-3,5	1,0	-6,4	0,7	-2,6
Guinée	2,4	0,9	2,0	0,9	6,0	4,0	10,1	9,4	10,6
Ghana	3,3	1,7	4,4	1,5	1,0	-0,7	2,2	5,5	1,4
AFRIQUE OCCIDENTALE, MOYEN									
REVENU	3,5	2,1	4,2	1,5	-2,5	1,7	-1,0	0,8	-3,1
Côte d'Ivoire	3,7	1,0	3,8	3,2	4,1	6,4	-2,7	2,9	2,4
Libéria	3,3	1,7	2,2	-0,2	-3,6	-1,0	-10,0	3,1	1,8
Nigéria	3,5	2,2	4,4	1,0	-3,6	-11,9	0,1	0,3	-4,7

TABLEAU 2.7 Afrique: variation annuelle de divers indicateurs¹ (fin)

Région, groupes de pays et pays	Population 1980-1987	Activités agricoles 1980-1987	Production agricole 1980-1987	Exportations (valeur) 1980-1986 (%)	Exportations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (volume) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986
AFRIQUE CENTRALE								
Congo	2,9	1,0	2,4	2,2	2,5	3,9	5,4	4,7
Gabon	2,6	1,4	1,7	1,6	17,9	2,9	14,1	9,3
Zaïre	1,6	-0,3	1,4	1,8	1,6	-2,8	8,7	5,6
Cameroun	3,0	1,4	2,9	2,6	4,0	11,7	11,9	4,3
République centrafricaine	2,6	0,4	1,8	1,8	0,1	1,6	1,3	7,6
	2,3	-	1,5	1,1	10,3	8,4	11,8	3,9
							1,3	5,8
AFRIQUE ORIENTALE								
Tanzanie	3,2	2,0	2,8	-0,2	1,3	2,2	3,5	22,3
Ouganda	3,6	2,3	2,0	3,5	-4,3	-2,1	-1,5	14,9
Burundi	3,4	2,2	8,1	-1,1	4,6	3,2	13,6	45,1
Kenya	2,7	1,8	3,0	1,6	10,4	10,2	5,4	26,0
Somalie	4,2	3,0	3,1	-2,8	2,1	4,9	4,9	2,3
Rwanda	2,9	1,4	3,4	2,2	4,6	8,9	9,1	1,9
Ethiopie	3,4	2,7	1,6	2,3	5,7	5,8	18,0	15,1
	2,6	1,2	0,2	-2,4	5,1	3,1	10,8	11,8
							10,2	4,7
							35,9	36,3
AFRIQUE AUSTRALE, BAS								
REVENU	3,1	1,9	0,9	-0,1	-1,5	-1,1	-1,1	4,8
Malawi	3,2	1,6	1,4	-0,9	3,2	3,7	-5,3	6,2
Mozambique	3,0	2,0	0,4	0,6	-7,7	-14,7	3,9	-5,0
							5,7	9,5
AFRIQUE AUSTRALE, REVENU								
MOYEN	3,2	1,9	2,3	-5,9	1,6	1,0	2,0	1,8
Swaziland	3,1	1,2	4,7	-7,5	2,2	6,9	-3,4	4,3
Lesotho	2,6	1,3	-0,3	4,9	-7,5	4,0	0,4	10,4
Botswana	3,9	2,1	-0,3	5,3	12,0	4,5	5,4	5,1
Zambie	3,4	2,6	3,0	0,3	-12,3	39,6	0,1	5,8
Zimbabwe	3,6	2,1	3,3	-15,7	0,9	5,8	0,8	-0,9
Angola	2,7	1,3	0,6	2,2	9,1	-10,0	5,4	46,7
						3,5	-2,5	3,4
ILES	2,8	1,5	2,8	3,9	4,8	2,1	-1,3	1,3
Maurice	1,9	1,0	1,8	1,5	10,7	3,8	3,2	-4,0
Madagascar	2,9	1,5	2,9	4,2	-2,2	1,6	-5,3	-2,3
Comores	3,2	2,1	2,5	2,4	8,2	135,6	5,4	-1,7
							15,6	4,3

¹ Simples moyennes des pourcentages annuels de variation. Les moyennes de chaque groupe ont été calculées à partir de la somme des données relatives à chaque pays, en dollars constants. Note: A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1985.

pour cent par an, contre une croissance démographique d'un peu plus de 3 pour cent. Entre 1975-1977 et 1983-1985, les disponibilités énergétiques alimentaires ont diminué ou stagné dans 21 des 38 pays subsahariens étudiés.

Les pluies relativement abondantes de ces deux dernières années ont fait ressurgir le fléau millénaire des criquets et des sauteriaux. Dès octobre 1985, la FAO a redoublé d'efforts pour combattre ce fléau qui menaçait de prendre des proportions catastrophiques dans certaines zones et de compromettre les approvisionnements alimentaires de l'Afrique. En août 1986, elle a mis en place un Centre d'intervention antiacridienne d'urgence pour mobiliser des fonds et du matériel et coordonner l'action. En 1986, une campagne d'épandage aérien a permis de protéger plus d'un million d'hectares de cultures dans les pays sahéliens d'Afrique occidentale mais, à la fin de 1987, le péril acridien demeurait aussi menaçant que l'année précédente. Tout dépendra en 1988 de l'abondance et de la date des pluies.

Aide au développement et apport de ressources à l'agriculture

En juin 1987, l'OCDE a annoncé que, selon des estimations encore provisoires, l'aide publique au développement de l'Afrique subsaharienne, tous secteurs confondus, avait atteint 11 milliards de dollars en 1986, soit 16 pour cent de plus qu'en 1985. Toutefois, il n'est pas impossible qu'elle ait diminué à prix et taux de change constants. L'aide multilatérale à des conditions de faveur a augmenté d'environ 800 millions de dollars, c'est-à-dire de 25 pour cent, mais il se peut que l'aide bilatérale à l'Afrique subsaharienne ait diminué, à cause surtout de la réduction de l'aide d'urgence.

Pour les apports spécifiquement destinés à l'agriculture africaine, la situation n'est pas moins floue que pour l'aide publique à l'ensemble des secteurs. En tout état de cause, il ne semble pas qu'il y ait eu une reprise importante et généralisée. Les engagements multilatéraux à des conditions de faveur ont diminué en 1986; pour les engagements bilatéraux, les chiffres sont encore incomplets. Les engagements multilatéraux sans conditions de faveur ont eux augmenté mais surtout au profit d'un petit nombre de pays à revenu moyen. Les apports de capitaux privés à l'Afrique ont pratiquement cessé au début des années 80 et les flux nets sont devenus négatifs en 1983-1984; on n'a pas de chiffres après cette date, mais il est douteux qu'il y ait eu une amélioration.

Diverses initiatives récentes pourraient toutefois avoir un impact positif sur les apports de ressources à l'agriculture. Certaines ont peut-être déjà un effet bénéfique tandis que d'autres ne porteront leurs fruits qu'au cours des prochaines années. Pour les *prêts à des conditions*

de faveur, plusieurs initiatives, déjà prises ou proposées, devraient profiter à l'agriculture africaine, notamment:

- Fonds spécial de l'IDA pour l'aide à l'Afrique subsaharienne (1,2 milliard de dollars), opérationnel depuis juillet 1985;
- Programme spécial du FIDA pour les pays de l'Afrique subsaharienne (300 millions de dollars). Opérationnel depuis mai 1986, ce programme vise à lier les opérations d'urgence à des efforts de relance et de développement;
- Huitième reconstitution de l'IDA (12,4 milliards de dollars) pour la période juillet 1987-juin 1990, approuvée en février 1987;
- Cinquième reconstitution du Fonds africain de développement (FAfD) pour 1988-1990 (2,7 milliards de dollars, contre 1,7 milliard pour la quatrième reconstitution 1985-1987). Le Fonds aidera en priorité les pays africains à bas revenu, notamment pour le développement de leur agriculture afin de promouvoir l'autosuffisance alimentaire.

On notera aussi que les ressources de la Banque africaine de développement (BAfD) pour les *prêts sans conditions de faveur* ont beaucoup augmenté. La quatrième augmentation générale de capital a été décidée: le capital de la BAfD triplera, passant de 6,3 milliards de dollars à environ 19 milliards pour financer le programme de prêts 1987-1991 qui équivaut à 6-7,2 milliards de dollars. Cette augmentation représente un grand progrès. Environ 30 pour cent des prêts de la BAfD vont à l'agriculture.

Pour faciliter les *financements privés*, un service de promotion des investissements en Afrique a été créé en juin 1987 sous les auspices de la Société financière internationale (SFI), de la BAfD et du PNUD. Il s'agit d'un organe consultatif qui a pour vocation d'aider les entrepreneurs africains à élaborer des propositions acceptables pour les investisseurs privés, nationaux ou étrangers.

Les mesures annoncées par le Japon le 29 mai 1987 pour stimuler sa demande intérieure et renforcer son programme d'aide au développement devraient également profiter aux pays africains. Le Japon prévoit notamment d'accroître ses dons aux pays subsahariens et à d'autres pays à bas revenu, y compris une aide hors projet d'environ 500 millions de dollars durant la période 1988-1990, le cas échéant en partie sous forme d'allégement de la dette.

Le programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique mobilise des ressources, intérieures et extérieures, pour relancer et entretenir la croissance économique et le développement. L'agriculture reçoit une grande priorité. Le Programme d'action prévoit un apport extérieur de l'ordre de 45,6 milliards de dollars (soit 35,6 pour cent

des ressources nécessaires pour la période 1986-1990), c'est-à-dire environ 9 milliards de dollars par an.

Les dernières données sur les engagements (engagements publics, multilatéraux et bilatéraux, et engagements privés) en faveur de l'agriculture africaine font craindre une évolution plutôt défavorable des apports de ressources, sauf pour les engagements multilatéraux sans conditions de faveur. C'est uniquement grâce à ces derniers que les engagements multilatéraux totaux ont augmenté en 1986 car les engagements assortis de conditions de faveur ont continué à baisser. Les décaissements multilatéraux se sont accrus, car ils correspondent à des engagements pris antérieurement, tandis que le montant net des décaissements privés a chuté. Les données sur les décaissements CAD/CEE en faveur de l'agriculture s'arrêtent à 1984⁶.

Engagements. Les engagements multilatéraux en faveur de l'agriculture ont atteint 1,7 milliard de dollars en 1986, soit 30 pour cent de plus que la moyenne de 1984-1985. Cette progression est due aux engagements sans conditions de faveur qui ont plus que doublé (de 529 millions à 1,2 milliard de dollars), grâce surtout au volume des prêts consentis par la BIRD, notamment au Nigéria, au Maroc et à la Tunisie. Les engagements multilatéraux non assortis de conditions de faveur ont diminué d'environ 30 pour cent (de 737 millions à 500 millions de dollars). Selon les statistiques de la Banque mondiale, les engagements extérieurs privés en faveur de l'agriculture sont tombés à 167 millions de dollars en 1984 après avoir culminé à 1,5 milliard de dollars en 1981.

Décaissements. En 1986, les décaissements multilatéraux ont été de l'ordre de 1,3 milliard de dollars, soit 30 pour cent de plus que la moyenne de 1984-1985. Les décaissements multilatéraux à des conditions de faveur ont augmenté de moitié, ce qui les a portés à 750 millions de dollars, tandis que la progression a été très faible pour les engagements sans conditions de faveur. Quant aux flux nets de capitaux extérieurs privés, les données de la Banque mondiale montrent qu'ils ont été négatifs en 1984; la tendance à la baisse amorcée en 1981 s'est donc poursuivie.

Programme de l'OUA et Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique: premières conclusions

La reprise de la production vivrière et agricole de l'Afrique, amorcée en 1985, s'est confirmée en 1986. En deux ans, la production nette a ainsi augmenté de 13 pour cent environ, presque exclusivement grâce à l'amélioration des conditions météorologiques mais,

dans certains cas, la hausse des prix à la production a aussi contribué à ce progrès. En ce qui concerne les cultures d'exportation, la production a été stimulée en 1986 par la flambée éphémère des cours du café en début d'année.

Globalement, la production agricole a stagné en 1987. Sa contraction dans plusieurs pays comme le Zimbabwe, le Kenya et certains pays sahéliens où les campagnes précédentes s'étaient soldées par l'accumulation de stocks de céréales pourrait s'expliquer, soit par une politique délibérée (Zimbabwe), soit par la baisse des prix locaux.

Des modifications ont été apportées ces dernières années aux politiques agricoles, souvent parallèlement aux mesures d'ajustement économique. Selon la Banque mondiale, 25 pays appliquent actuellement un programme d'ajustement d'un type ou d'un autre. Certaines des réformes ont été décrites dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1986*. Des informations plus récentes figurent dans la dernière étude de la Commission économique pour l'Afrique⁷. On y indique que les réformes visent essentiellement à stimuler la production par des prix incitatifs et à transformer radicalement le système de commercialisation agricole. Pour renforcer leur sécurité alimentaire, une majorité de pays se sont dotés de systèmes d'alerte rapide et de plans d'organisation des secours. Beaucoup de pays ont aussi encouragé l'emploi d'intrants et de méthodes modernes de production.

La dévaluation a été un instrument important des nouvelles politiques économiques. Entre 1980 et le début de 1987, le taux moyen de dévaluation par rapport au DTS (droit de tirage spécial) a été de 45 pour cent. Selon le FMI, rien qu'en 1986, 20 pays ont dévalué leur monnaie de 10 pour cent en moyenne par rapport au DTS. Il est peu probable que le Programme d'action des Nations Unies influe beaucoup sur la dynamique des réformes induites par les programmes d'ajustement structurel. La Conférence d'Abuja a exprimé la crainte que ces programmes, à moins d'être harmonisés avec les objectifs plus vastes du Programme d'action des Nations Unies et soutenus par une mobilisation accrue de ressources, n'aient des effets préjudiciables sur l'investissement, la croissance économique, le niveau de vie, l'emploi, le progrès social et même la stabilité politique.

Dans la plupart des pays africains, la capacité de mobiliser des ressources financières *intérieures* restera précaire tant qu'il n'y aura pas a) une reprise de la croissance économique, ce qui dépend pour une bonne

⁶ CAD/CEE = Comité d'aide au développement (OCDE)/Communauté économique européenne.

⁷ CEA, *Etude des conditions économiques et sociales en Afrique, 1985-86* (E/ECA/CM.13/3/1987).

part de l'agriculture, et *b)* une réorientation des politiques en vue de stimuler l'épargne intérieure. L'examen des premières étapes du Programme d'action des Nations Unies met ainsi en lumière une question cruciale: la mobilisation des ressources, à l'intérieur et à l'extérieur, est-elle suffisante pour financer les investissements et les dépenses renouvelables indispensables non seulement dans l'agriculture mais aussi dans les secteurs qui l'appuient directement?

Le succès du Programme d'action des Nations Unies risque aussi d'être compromis si le marasme persiste sur les marchés des produits primaires. L'étude de la CEA, mentionnée plus haut, et le rapport économique CEA/BAfD sur l'Afrique en 1987 font ressortir l'importance du secteur pétrolier pour l'activité économique de la région. Ils relèvent aussi les mauvais résultats récents du commerce extérieur des pays non pétroliers qui exportent principalement des produits agricoles. En 1986, les termes de l'échange de l'Afrique se sont dégradés de 23 pour cent. A cause de la faiblesse du commerce extérieur, qui a entraîné une détérioration des balances commerciales et aggravé le problème de la dette, l'amélioration de la production agricole depuis 1984 n'a pas imprimé un élan réel à la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies pour l'Afrique.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Dette extérieure, ajustement de l'économie et incidences sur l'agriculture

La plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont encore aux prises avec la crise la plus longue et la plus grave des 50 dernières années. Comme on le craignait, les résultats récents de l'économie confirment que les années 80 auront été une «décennie perdue» pour le développement de la région. Ces dernières années, en effet, le revenu par habitant de nombreux pays de la région a été inférieur à celui de 1980 et tout porte à croire qu'il en sera ainsi jusqu'à la fin de la décennie.

Les facteurs intérieurs suivants ont été, dans une certaine mesure, responsables de cette crise, ou en ont du moins précipité le déclenchement: politiques économiques et financières dont on s'est aperçu après coup qu'elles tendaient à rendre explosive la situation des paiements; instabilité politique; série regrettable de catastrophes naturelles affectant particulièrement l'agriculture; et — dans une optique à plus long terme — perte de vitesse des modèles de développement «à croissance rapide» axés sur l'industrialisation des zones urbaines, la promotion des exportations et le remplacement des importations.

Pourtant, ce sont des facteurs extérieurs qui ont été les causes immédiates de la crise comme des difficultés éprouvées à la surmonter. Ces facteurs sont bien connus: recul marqué des entrées nettes de capitaux depuis 1982; gonflement rapide des paiements extérieurs faisant de la région une exportatrice nette de capitaux; taux d'intérêt réels élevés venant alourdir un endettement sans précédent; et chute des cours des produits de base hypothéquant quelques-unes des principales sources de revenus et de devises de la région, ainsi que sa capacité d'importation.

Dès 1982 — année culminante de la crise — la région, dont les termes de l'échange s'étaient gravement détériorés, avait un déficit courant de plus de 40 milliards de dollars et devait consacrer plus de la moitié de ses recettes d'exportation au service de la dette. Les crédits nets offerts par le secteur privé, qui se chiffraient à 55 milliards de dollars en 1981, n'étaient plus en 1983 que de 1 milliard de dollars. Incapable d'obtenir de l'étranger les nouveaux prêts et investissements qui lui auraient permis d'honorer ses engagements en matière de dette extérieure, la région s'est acheminée sur la voie de l'ajustement économique. C'est ainsi qu'il a fallu recourir principalement à des mesures internes tendant à restreindre la demande intérieure et à promouvoir les

exportations pour surmonter une crise économique dont les racines étaient essentiellement extérieures à la région.

Le processus d'ajustement

La vaste panoplie de mesures adoptée dans la région visait de façon générale à réduire la demande globale (par des restrictions budgétaires, monétaires et salariales) tout en favorisant la compétitivité des exportations (grâce à des réalignements monétaires et à des incitations fiscales). Ces dispositions étaient accompagnées, dans certains pays, par un appui direct à la production de marchandises commercialisables, dans le cadre de programmes publics d'investissement, et par des initiatives tendant à remplacer les importations ou à les réduire.

Souvent, ces mesures d'ajustement s'inscrivaient dans des accords de crédit conclus avec le FMI et contenant, comme toujours, une série de conditions: politiques monétaires restrictives; réduction du déficit budgétaire par une augmentation des impôts et des services publics et une diminution des dépenses; réalignement des taux de change; et pilotage des revenus réels.

La rigueur, la durée et le dosage de ces mesures ont grandement varié d'un pays à l'autre, de même que les résultats obtenus. Cependant, à court terme et sur le plan régional, elles ont surtout permis à la balance commerciale de devenir positive et aux paiements courants de suivre la même voie. En 1982, le déficit des paiements courants correspondait, pour l'ensemble de la région, à 35 pour cent des exportations; dès 1985, cette proportion n'était plus que de 4 pour cent, encore qu'elle soit remontée à plus de 16 pour cent en 1986, pour se stabiliser, selon les estimations, autour de 10 pour cent en 1987 et 1988. En outre, si les ressources non génératrices d'endettement ne finançaient en 1982 qu'un sixième environ du déficit courant, elles en couvraient près d'un tiers en 1986 et 38 pour cent en 1987.

Des progrès relatifs ont également été obtenus sur le front de l'inflation, dans les pays où celle-ci est galopante, grâce à des mesures correctives radicales. C'est ainsi qu'en moyenne le taux d'inflation est tombé de 149 pour cent en 1985 à moins de 90 pour cent en 1986, pour retomber toutefois, semble-t-il, à près de 120 pour cent en 1987.

Ces progrès n'ont toutefois pas été accomplis sans douleur, tant s'en faut. Vu l'ampleur des déséquilibres initiaux, l'amputation soudaine des financements extérieurs et les proportions du service de la dette, il a fallu intervenir très rapidement. Des mesures visant à promouvoir les exportations et à remplacer les importations, et comportant une restructuration de la production, auraient été insuffisantes à court terme, si l'on considère surtout que le climat était peu favorable aux

exportations. C'est donc, dans un premier temps, sur les importations qu'il a fallu faire peser les ajustements de tout leur poids. Entre 1982 et 1983, les importations ont ainsi diminué cumulativement de 40 pour cent en volume, pour ne remonter en moyenne que de 0,6 pour cent par an entre 1984 et 1987. Ce recul spectaculaire, conjugué au marasme de la demande intérieure, a constitué l'élément le plus visible du processus d'ajustement, dont il soulignait le caractère essentiellement récessif.

Pour draconiennes et coûteuses qu'ait été les mesures d'ajustement, l'endettement reste au centre des problèmes économiques de la région. La dette extérieure a en effet continué d'augmenter, atteignant 391,4 milliards de dollars en 1986 et 421 milliards de dollars, selon les estimations, en 1987. Avec l'effondrement des prêts accordés par les banques privées, le secteur public est désormais l'unique source d'argent frais. Bien que les taux d'intérêt aient baissé en 1986, la région n'en a pas moins vu chuter son aptitude à couvrir le service de sa dette grâce à son excédent commercial⁸. En 1987, la dette extérieure de la région correspondait à plus de 55 pour cent de ses exportations totales, contre 51 pour cent en 1986 et 43 pour cent en 1985.

L'impact des politiques macro-économiques sur l'agriculture

C'est au réalignement des taux de change qu'ont essentiellement recouru les pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour restructurer leur économie. Malgré les dévaluations périodiques qui faisaient déjà partie de la panoplie normale des instruments économiques de la région avant la crise, les monnaies avaient tendu à s'apprécier. Depuis 1981-1982, d'importantes dévaluations ont eu lieu: entre 1982 et 1986, elles ont amputé de plus d'un tiers en moyenne les taux de change réels de la région. Ces dépréciations, accompagnées d'ajustements monétaires et budgétaires, ont eu des incidences diverses sur les rapports entre les prix des biens commercialisables et non commercialisables, ainsi que sur la compétitivité extérieure et les profils de production.

Les intrants et biens intermédiaires importés nécessaires à la production agricole ont beaucoup renchéri, affectant surtout les pays où les prix des intrants avaient été tenus à l'écart du libre jeu de la concurrence internationale. Il faut se garder de sous-estimer les répercussions de ces augmentations de coût sur la production agricole, étant donné la nécessité d'accroître le recours aux intrants pour augmenter la production et

⁸ La baisse des taux d'intérêt a permis à l'Amérique latine d'économiser en 1986 quelque 5 milliards de dollars sur le service de sa dette, qui en 1985 s'élevait à 37 milliards de dollars.

vu la quantité considérable d'éléments importés entrant dans la composition de ceux-ci⁹.

La hausse des intrants importés, jointe à celle du crédit et à la diminution des subventions et des investissements publics dans le secteur agricole, a précarisé la situation financière de nombreux cultivateurs. Dans certains cas, leurs pertes ont été partiellement compensées par une réduction du coût de la main-d'œuvre agricole et par la hausse des prix à la production, elle-même provoquée en partie par celle des produits alimentaires importés après les dévaluations monétaires.

Il ne semble pas que les rapports de prix entre les produits agricoles exportables et ceux qui ne sont pas commercialisables aient été grandement affectés par ces dévaluations — à quelques exceptions près, toutefois, et pour peu de temps. Cela s'explique par la chute des cours mondiaux des produits agricoles, qui a annulé les incidences potentiellement positives des dévaluations sur les prix à la production.

De même, les marges bénéficiaires de l'agriculture d'exportation sont dans l'ensemble demeurées relativement constantes, l'impulsion fournie par les dévaluations monétaires étant annulée par le marasme de la demande et des prix mondiaux ainsi que par la hausse des coûts à la production.

En ce qui concerne *les politiques monétaires et le crédit*, les mesures d'ajustement ont souvent comporté une réduction des crédits publics à l'agriculture et, dans bien des cas, une réduction parallèle des taux d'intérêt préférentiels accordés à l'investissement dans ce secteur. L'agriculture ayant bénéficié de crédits publics assez avantageux dans le passé, le taux d'endettement des cultivateurs a connu une progression rapide — de 50 à 100 pour cent en valeur constante entre 1975 et 1982. Le ralentissement du crédit depuis 1983 a provoqué de graves difficultés financières, surtout pour nombre de grosses entreprises devenues fortement tributaires de cette source de financement. S'il est vrai qu'en termes constants le volume du crédit agricole a tendu à augmenter de nouveau dans certains pays depuis 1984-1985, il demeure inférieur aux niveaux d'avant la crise.

L'endettement du secteur agricole a été aggravé par la hausse des taux d'intérêt. Dans certains pays, il est vrai, ce secteur a continué à bénéficier de taux d'intérêt préférentiels et de plus en plus négatifs (Brésil, Colombie, El Salvador, Equateur et Pérou), mais dans d'autres, où

les prêts agricoles étaient accordés à des conditions voisines des conditions commerciales, les taux d'intérêt ont accusé une forte poussée, dépassant 30 pour cent à prix constants en 1982, pour se stabiliser récemment autour de 12 pour cent.

Les mesures d'ajustement ont par ailleurs affecté le niveau des *dépenses publiques consacrées à l'agriculture*. Dès 1985, sous l'effet notamment d'une forte compression des dépenses publiques et d'une baisse des taux d'intérêt, le déficit du secteur public ne représentait plus que 0,2 pour cent du PIB, contre 2,2 pour cent en 1983. Les données disponibles montrent que, si la part du secteur agricole dans les dépenses publiques totales est restée relativement stable, les montants consacrés à l'agriculture ont tout de même diminué depuis 1983. Ce sont les infrastructures, la vulgarisation, la formation, la recherche et le développement rural intégré qui semblent avoir souffert le plus des compressions budgétaires. Mais cette réduction des dépenses publiques a également affecté les investissements agricoles privés qui, dans bien des cas, ne devaient leur rentabilité qu'au soutien du secteur public.

Les résultats du secteur agricole

Au cours des années 70, la production agricole a progressé en Amérique latine et dans les Caraïbes de 3,5 pour cent par an, contre près de 6 pour cent pour l'ensemble de l'économie. Cette tendance s'est inversée au cours des années 80. Alors que tous les secteurs productifs marquaient le pas (la croissance économique mesurée en termes de PIB a ralenti en moyenne de 0,6 pour cent par an de 1980 à 1984), le PIB agricole progressait, lui, de 2,8 pour cent par an. La part de l'agriculture dans le PIB s'est donc légèrement accrue, rompant ainsi avec une tendance séculaire à la baisse. Avec la chute de la production agricole en 1986, le secteur a temporairement retrouvé la place qu'il occupait au sein de l'économie régionale avant la crise. Toutefois, en 1987, l'agriculture semble de nouveau appelée à progresser plus vite que l'économie dans son ensemble.

Abstraction faite des facteurs inhérents au secteur agricole qui rendent celui-ci relativement plus résistant aux chocs économiques extérieurs, le dynamisme relatif de certaines grandes cultures d'exportation a constitué un élément de vigueur. Par exemple, la production de canne à sucre et de céréales a progressé plus vite de 1980 à 1987 que de 1971 à 1980. La production de cultures oléagineuses a elle aussi sensiblement augmenté dans l'ensemble, malgré un recul marqué en 1986. Les produits tropicaux pour boissons ont connu une évolution plus variée. La production de racines et tubercules, en revanche, a stagné, et la croissance des produits animaux s'est considérablement ralentie par

⁹ Selon les estimations fondées sur des études comparatives de certains pays de la région, les intrants agrochimiques auraient globalement contribué pour bien 40 pour cent à la croissance agricole au cours des années 1970, la terre et la main-d'œuvre pour 15 pour cent, et les progrès technologiques pour 45 pour cent.

TABLEAU 2.2 Amérique latine et Caraïbes: variation annuelle de divers indicateurs¹

Région, groupes de pays et pays	Population	Actifs agricoles	Production agricole		Exportations agricoles (valeur) 1980-1986 (%)	Importations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (volume) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986
			1980-1987	1980-1987				
AMÉRIQUE LATINE								
Mexique	2,6	0,6	2,8	5,7	2,3	1,1	0,2	1,5
Brésil	2,2	-0,3	4,0	11,2	6,9	2,9	-4,0	1,6
AMÉRIQUE CENTRALE ET CARAÏBES								
Cuba	2,3	1,3	0,6	1,4	0,5	0,3	3,0	1,2
Trinité-et-Tobago	0,7	0,3	1,6	1,7	4,6	2,6	7,5	2,3
Costa Rica	1,6	-1,2	0,2	-1,0	-1,3	-7,4	-3,1	2,3
Jamaïque	2,7	0,5	1,4	0,6	2,5	1,6	-1,4	-4,4
République dominicaine	1,5	1,6	1,1	0,9	-3,5	1,4	1,0	4,0
Nicaragua	2,3	1,0	1,7	7,4	-1,1	1,1	3,0	6,2
Guyana	3,4	1,8	-2,9	5,2	-11,7	-16,2	21,5	23,2
Panama	1,9	1,2	-1,3	-1,7	-3,8	-3,6	0,9	-13,1
Guatemala	2,2	0,4	1,5	-0,8	2,4	2,8	3,7	6,3
Honduras	2,9	1,8	0,3	-0,8	-0,6	1,3	-3,3	-1,2
El Salvador	3,4	2,9	1,7	0,9	0,7	2,6	3,2	-8,7
Haiti	3,0	1,4	-3,1	-5,4	-2,7	-4,2	2,1	-0,2
AMÉRIQUE ANDINE								
Colombie	2,6	1,0	1,8	1,8	-2,1	6,4	1,5	3,0
Venezuela	2,1	0,6	1,6	3,8	8,4	8,9	6,3	5,6
Pérou	2,9	-0,5	1,6	-2,8	-4,6	11,8	-2,0	-3,7
Bolivie	2,6	1,5	1,2	3,4	-3,0	2,7	12,2	16,0
Equateur	2,7	1,5	3,0	10,5	-2,4	-7,8	3,9	6,9
CÔNE SUD								
Argentine	1,6	-0,2	1,2	1,4	-1,2	-0,4	-1,0	-10,5
Chili	1,6	-1,2	0,7	0,3	-1,2	-1,5	-0,5	-3,4
Paraguay	3,0	-0,4	2,6	2,4	0,4	12,9	-0,6	-13,5
Uruguay	0,7	2,5	4,6	10,8	-2,6	-1,0	4,8	21,8
		-0,8	3,0	-5,4	1,5	3,7	9,3	1,3

¹ Simples moyennes des pourcentages annuels de variation. Les moyennes de chaque groupe ont été calculées à partir de la somme des données relatives à chaque pays, en dollars constants.
Note: A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1985.

rapport à la moyenne des années 70. En ce qui concerne les résultats récents, si la progression de 6 pour cent enregistrée par les racines et tubercules a constitué un des rares aspects positifs de la campagne agricole décevante de 1986, 1987 a été dans l'ensemble une année de reprise. La production agricole a augmenté en effet de près de 6 pour cent, les conditions ayant été en général favorables aux cultures vivrières (céréales, fruits et produits de l'élevage ont progressé d'environ 5 pour cent) et plus encore aux cultures d'exportation. En particulier, les produits stimulants ont enregistré une poussée de 20 pour cent en 1987, après le recul de l'année précédente, et la production de sucre a elle aussi connu une reprise. Toutefois, les progrès accomplis par le secteur agricole en 1987 ont été essentiellement le fait du Brésil et du Mexique, les autres sous-régions n'ayant obtenu que des résultats moyens, voire médiocres (tableau 2.2).

Les facteurs en cause — et surtout les conditions climatiques — sont trop complexes pour qu'il soit possible de déterminer de façon concluante l'impact des politiques en faveur des cultures d'exportation. Toutefois, si l'on se réfère à l'évolution des superficies récoltées et des rendements moyens, il semble bien qu'entre 1980 et 1985 la productivité des terres consacrées aux céréales, au café et à la canne à sucre se soit accrue plus vite que pendant les années 70, qu'elle ait continué de s'améliorer sensiblement pour le soja — quoique moins vite que durant les années 70 —, qu'elle n'ait guère varié pour les racines et tubercules, et qu'elle ait accusé un net fléchissement pour le maïs.

Le commerce agricole a été très affecté, dans ses courants et sa physionomie, par la baisse générale des cours internationaux des produits de base qui a marqué la plus grande partie de la période d'ajustement. Bien sûr, les effets ont été différents d'un pays à l'autre, selon les produits exportés ou importés. Pour l'ensemble de la région, l'indice de la valeur unitaire des importations agricoles a baissé de 18 pour cent en 1986, par rapport à 1979-1981, soit un peu plus que la valeur unitaire des exportations (15 pour cent). La chute des valeurs unitaires a fait reculer de 24 pour cent, en valeur, les importations agricoles, contre une réduction de 9 pour cent seulement en volume. En revanche, la progression de 18 pour cent enregistrée par le volume des exportations agricoles au cours de la même période ne s'est pas traduite par une augmentation notable en valeur.

Pendant le processus d'ajustement, seuls quelques exportateurs agricoles nets — l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et, dans une moindre mesure, le Costa Rica et le Honduras — ont vu s'améliorer la balance de leurs échanges agricoles. Parmi les pays déficitaires, la balance nette de la Bolivie et de Haïti s'est détériorée, mais le Mexique et le Venezuela ont réussi à réduire leur déficit.

Quant au Chili et au Pérou, de déficitaires, ils sont devenus exportateurs nets, à la suite d'une amputation sensible de leurs importations vivrières et, plus particulièrement dans le cas du Chili, d'un accroissement de leurs exportations agricoles.

L'évolution de ces dernières années montre que la région a de plus en plus de mal à assurer un volume élevé d'exportations agricoles. La faiblesse actuelle de la demande et des cours mondiaux des produits agricoles ainsi que la crainte de voir s'installer et même s'intensifier le protectionnisme sur les marchés agricoles constituent les principales sources de difficultés. Des incertitudes pèsent en outre sur la valeur future du dollar et partant sur la position compétitive des exportations agricoles de la région. En ce qui concerne l'offre, il semble que la croissance suscitée par les investissements et par l'évolution des techniques au cours des années 70 soit désormais en perte de vitesse. Il est bien possible en outre que, à moyen terme, la région ne puisse plus se permettre ces interventions macro-économiques et mesures *ad hoc* en faveur des exportations. En particulier, les dévaluations monétaires ont tendu à s'estomper depuis 1986. Ces facteurs ont peut-être déjà pesé de façon négative en 1986 sur les récoltes des principaux produits exportables, même si, comme nous l'avons vu, les récoltes de l'année suivante ont été en nette reprise. Si la crainte de voir diminuer les disponibilités exportables se matérialise, et si la demande et les cours restent déprimés, de nombreux pays devront remettre à plus tard le rétablissement de leur économie et la résorption de leur dette.

EXTRÊME-ORIENT

Les progrès devraient continuer

Situation économique

Nous examinerons ci-après la situation de l'Extrême-Orient, y compris la Chine mais non compris d'autres pays asiatiques à économie planifiée. Une section séparée sera consacrée à l'évolution récente des politiques alimentaires et agricoles de la Chine, qui suscite beaucoup d'intérêt.

A quelques exceptions près, la croissance économique est restée rapide dans la région durant la période 1980-1984, malgré la récession mondiale et la précarité de la reprise qui a suivi. Globalement, le PIB a augmenté de 5,5 pour cent par an (de 5 pour cent environ sans la Chine, où le taux annuel de croissance a frôlé les 9 pour cent). Comme la population ne s'est guère accrue que de 2 pour cent par an environ, le revenu réel par habitant a progressé de près de 3,5 pour cent en moyenne annuelle. Les résultats ont donc en général été bons, sauf dans les pays insulaires du Pacifique et aux Philippines. Au Népal et au Bangladesh, qui font partie des PMA (pays les moins avancés), le revenu par habitant n'a pas non plus beaucoup progressé.

Ces assez bons résultats du début des années 80 sont dus pour une part au commerce extérieur. En valeur, les exportations de marchandises de la région ont augmenté de plus de 7 pour cent par an entre 1980 et 1986; la République de Corée, le Népal et la Chine se sont montrés particulièrement dynamiques (tableau 2.3). Cette expansion des échanges est surtout imputable aux articles manufacturés et au pétrole. Les prix des produits primaires non pétroliers ont baissé en 1981 et en 1982, deux années marquées par un recul des exportations agricoles de la région.

La région s'est ressentie de la dégradation de l'environnement économique mondial de 1984 à 1986 et notamment de son effet sur les marchés d'exportation et sur les cours des produits de base. La baisse des prix du pétrole a porté un rude coup aux pays exportateurs d'or noir mais a profité aux autres. On estime que les recettes pétrolières des principaux exportateurs — Brunei, Chine, Indonésie et Malaisie — ont diminué de moitié environ en 1986. A l'inverse, les importateurs de pétrole, notamment la République de Corée, les Philippines, la Thaïlande, l'Inde et le Pakistan, ont pu économiser de 8 à 9 milliards de dollars, soit nettement moins toutefois que ce qui a été perdu par les pays exportateurs de pétrole. Cela leur a néanmoins permis d'améliorer leur balance des paiements. La contraction des recettes pétrolières

des pays du Proche-Orient a par ailleurs réduit le volume des fonds rapatriés par les travailleurs originaires du Pakistan, de l'Inde et du Bangladesh.

Les fluctuations d'autres variables économiques ont eu un impact divers sur les pays endettés de la région. La baisse des taux d'intérêt a surtout profité aux pays dont la dette est en grande partie commerciale. La dépréciation du dollar a été préjudiciable aux pays dont une bonne part de la dette est libellée en yen ou dans d'autres monnaies qui se sont appréciées, notamment aux pays qui exportent surtout des produits, tels que le pétrole, dont les prix sont libellés en dollars. A l'inverse, la hausse du yen a rendu plus compétitives les exportations d'articles manufacturés de certains pays, notamment la République de Corée mais aussi, plus récemment, la Thaïlande.

Agriculture

L'évolution récente des secteurs alimentaire et agricole dans la région doit être évaluée dans une perspective à long terme. Les années 70 ont été très favorables à l'agriculture. *Entre 1971 et 1980*, la production agricole et la production vivrière ont augmenté l'une comme l'autre de près de 4 pour cent l'an. Comme la croissance démographique a été de l'ordre de 2,3 pour cent par an sans la Chine et, avec la Chine, de guère plus de 2 pour cent, la production par habitant s'est accrue de 1,5-2 pour cent en moyenne annuelle, ce qui est beaucoup sur 10 ans. En valeur réelle, les exportations agricoles de la région ont augmenté de 3 pour cent par an; aucune autre région en développement n'a fait mieux. Les importations alimentaires, y compris les céréales destinées à l'alimentation animale, ont augmenté en volume de près de 6 pour cent par an, sans la Chine. En Chine, elles ont progressé encore plus vite (près de 13 pour cent par an) grâce à l'accroissement des recettes d'exportation et à l'amélioration quantitative et qualitative de la demande. Entre 1971 et 1980, la ration alimentaire a augmenté de près de 1 pour cent par an dans la région, grâce notamment à la Chine où elle s'est accrue de près de 1,5 pour cent par an.

Les bonnes performances de l'agriculture tiennent notamment aux facteurs suivants:

- les améliorations technologiques et notamment l'utilisation de variétés améliorées de riz et de blé;
- l'accroissement connexe de la consommation d'engrais et d'autres intrants (pesticides) et, dans certains pays, le développement de l'irrigation. Par exemple, la consommation d'engrais a pratiquement doublé dans la région entre le début des années 70 et 1980, grâce notamment à la Chine, à l'Inde, au Pakistan et à la Thaïlande. Les superficies irriguées ont augmenté de

TABLEAU 2.3 Extrême-Orient: variation annuelle de divers indicateurs¹

Region, groupes de pays et pays	Population 1980-1987	Actifs agricoles 1980-1987	Production agricole 1980-1987	Exportations (valeur) 1980-1986 (%)	Exportations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (volume) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986
EXTRÊME-ORIENT ET CHINE	1,7	1,4	3,7	0,2	7,1	2,6	7,5	2,4	0,2
Chine (sauf Taiwan)	1,3	1,4	4,6	3,4	12,9	10,9	17,0	-3,4	-4,8
Inde	1,9	1,5	2,7	-4,6	2,0	1,6	6,2	12,8	3,3
ASIE DE L'EST ET DU SUD-EST	2,0	0,8	3,1	-0,4	6,4	0,5	5,5	4,7	2,4
Fidji	1,8	0,6	1,6	-15,2	2,3	-6,1	-0,4	2,0	0,7
République de Corée	1,6	-1,3	-0,2	-1,3	12,9	-0,2	6,8	8,3	3,8
Singapour	1,2	-3,2	1,4	2,6	7,5	8,8	6,2	4,0	5,0
Malaisie	2,4	0,4	4,9	3,9	3,8	-0,7	5,7	6,2	3,5
Indonésie	1,9	0,7	4,6	1,6	1,5	2,8	8,6	-0,2	-2,9
Thaïlande	2,0	1,4	2,8	-2,8	8,1	3,7	4,7	10,9	5,5
Philippines	2,4	1,5	1,4	-3,0	1,2	-5,1	-1,4	6,0	3,5
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2,6	0,9	2,2	2,3	2,6	1,0	4,0	3,8	-
Brunéi	4,3	3,3	7,4	8,4	4,5	2,6	7,5	7,0	8,5
ASIE DU SUD	2,6	1,8	3,1	-0,4	6,5	3,8	6,7	4,7	3,7
Birmanie	2,0	0,8	5,9	4,8	-1,4	0,5	0,3	6,8	-1,2
Sri Lanka	1,7	1,4	-0,8	-6,4	3,7	-0,8	4,5	2,9	-0,1
Pakistan	2,9	2,1	4,1	1,3	10,3	16,4	6,8	8,6	4,8
Népal	2,4	2,1	2,7	2,4	14,3	-1,3	8,9	9,1	16,0
Bangladesh	2,8	1,9	1,0	-5,4	5,4	-1,3	10,4	20,1	10,6
Bhoutan	2,1	1,8	4,8	14,8	-	0,7	-	18,1	11,1

¹ Simples moyennes des pourcentages annuels de variation. Les moyennes de chaque groupe ont été calculées à partir de la somme des données relatives à chaque pays, en dollars constants.
Note: A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1985.

15-20 pour cent aux Philippines et en Thaïlande durant la même période. La superficie arable s'est beaucoup accrue dans les quelques rares pays ayant encore des terres à mettre en culture. Par exemple, elle a augmenté de près d'un tiers en Thaïlande durant les années 70 au détriment, il est vrai, des forêts;

— les percées sur les marchés d'exportation et la forte hausse des prix à certaines périodes. Cela a encouragé le développement des cultures d'exportation — riz et cossettes de manioc en Thaïlande, huile de palme en Malaisie, etc. — ainsi que le remplacement des importations;

— les politiques d'incitation à la production. Elles ont davantage consisté à subventionner les intrants, notamment les engrains et l'eau d'irrigation, et à développer le crédit institutionnel qu'à maintenir à un haut niveau les prix à la production. Néanmoins, on s'est aussi employé à stabiliser les prix et à limiter les risques des agriculteurs. C'est en Chine que la réforme est allée le plus loin: en 1978, l'Etat a institué un système de responsabilité qui s'est soldé par une forte hausse des prix à la production (29 pour cent en moyenne, rien qu'en 1979).

Dans la première moitié des années 80, l'agriculture a poursuivi sur sa lancée et son expansion s'est même accélérée dans plusieurs pays. *Entre 1980 et 1987, la production agricole a augmenté d'environ 4 pour cent par an dans la région (Chine comprise) et, en Chine, sa croissance a avoisiné les 5 pour cent.* Toutefois, en 1987, la production agricole n'a augmenté que de 0,2 pour cent au total car sa croissance a été négative dans toutes les sous-régions, sauf en Chine. Les exportations agricoles — secteur particulièrement dynamique dans les années 70 — ont progressé en moyenne de moins de 3 pour cent par an entre 1980 et 1986 à cause surtout d'une baisse de 8 pour cent en 1985. La Chine, le Pakistan et la Thaïlande sont les seuls grands exportateurs de produits agricoles de la région à avoir nettement accru leurs exportations entre 1980 et 1986. En revanche, plusieurs pays comme les Philippines, le Bangladesh et le Népal ont subi de lourdes pertes.

Ces déconvenues ont suscité des doutes quant à la capacité de l'agriculture de la région de poursuivre brillamment sur sa lancée jusqu'à la fin de la décennie. Plusieurs facteurs ont alimenté ces doutes.

La croissance de la production vivrière a surtout été due à la production céréalière qui, en moyenne annuelle, a augmenté de près de 3 pour cent entre 1975 et 1980 et de près de 4 pour cent entre 1980 et 1987. Le gonflement des stocks de céréales dans certains pays fait ressortir le manque de dynamisme de la demande, tant intérieure qu'extérieure.

Les techniques améliorées — principal moteur du développement de l'agriculture depuis les années 60 —

sont déjà utilisées dans les régions les plus «modernes» des grands pays producteurs d'Extrême-Orient; leur diffusion risque d'être plus difficile dans les autres zones.

Les prix des produits agricoles exportés par la région ont beaucoup baissé. C'est notamment le cas des céréales, du sucre, des fibres et des huiles végétales. Les termes de l'échange agricole se sont dégradés dans la région (Chine non comprise) de 12 pour cent en 1985 et de 23 pour cent en 1986, c'est-à-dire plus que dans n'importe quelle autre région en développement. En 1986, ils étaient ainsi inférieurs de près de 30 pour cent à leur niveau de 1979-1981.

Les exportations de la région ont souffert de la montée du protectionnisme, des difficultés d'accès aux marchés et du marasme de la demande d'importation dans les pays endettés. Dans certains cas, l'augmentation de la production (par exemple, huiles végétales ou riz) s'est ainsi soldée par l'apparition de stocks excédentaires qui ont déprimé les prix à la production (notamment prix du riz en Thaïlande).

Les déficits budgétaires dus à la baisse des recettes pétrolières et à la diminution des envois de fonds des émigrés, et le coût de plus en plus lourd du service de la dette ont conduit à amputer les programmes de crédit ou de subvention des intrants, ce qui risque de freiner la consommation d'engrais et donc la production. Au Bangladesh, par exemple, les engrains n'étaient plus subventionnés qu'à 13 pour cent de leur prix de vente moyen en 1984/85, contre 33 pour cent en 1980/81. Le Pakistan a cessé de subventionner les engrains en 1984/85 et l'Indonésie a relevé leur prix de détail de 25 pour cent.

La production, notamment de céréales, a continué à beaucoup augmenter dans les années 80, ce qui a fait ressortir les graves carences des systèmes de commercialisation et de transport: manque de place dans les entrepôts, impossibilité de faire parvenir les excédents aux zones déficitaires, etc. Ce dernier problème est particulièrement marqué en Chine.

Malgré cette kyrielle de problèmes, carences et incertitudes qui pèsent sur l'agriculture dans la région, les responsables de ce secteur font preuve d'un optimisme prudent, et ce pour les raisons suivantes.

On est loin d'exploiter encore à plein toutes les technologies disponibles, mais même les régions les plus arriérées de pays comme l'Inde où les techniques agricoles améliorées sont couramment utilisées commencent à adopter les innovations de la dernière génération.

On a mis au point de nouvelles techniques qui feront augmenter les rendements, notamment en céréales, dans les régions techniquement en pointe et bien irriguées. Le riz hybride est un exemple des progrès réalisés depuis l'apparition des variétés améliorées de céréales. L'utilisation des céréales hybrides exige toutefois des systèmes bien développés de production et de distribu-

tion de semences car il faut produire de nouvelles semences chaque année. Par ailleurs, les progrès de la recherche sur les terres arides sont riches de promesses pour les zones marginales.

Les nouveaux débouchés à l'exportation sont plus rares que par le passé mais ils existent. On citera l'exemple des crustacés, des fleurs ainsi que des fruits et légumes tropicaux. Certains pays font d'énormes efforts pour exploiter ces possibilités.

Bien que, globalement, la ration alimentaire se soit nettement améliorée, il subsiste des problèmes nutritionnels dans plusieurs pays de la région et notamment dans certains des plus peuplés. On compte encore beaucoup de sous-alimentés: 313 millions au début des années 80 selon *La cinquième enquête mondiale sur l'alimentation de la FAO*, soit le quart de la population (non compris la Chine et les autres pays asiatiques à économie planifiée)¹⁰. Il est clair que, dans ces conditions, il faut continuer à tout faire pour accroître la production céréalière. Dans les pays les plus favorisés, l'objectif ne devrait plus être tant l'autosuffisance — qui, en gros, est déjà assurée — que l'amélioration du régime alimentaire par la production d'une plus vaste gamme de produits (produits animaux, huiles végétales, fruits et légumes). Le développement de l'élevage ferait augmenter la demande d'aliments pour animaux (céréales principalement).

Le problème ne tient pas tant à l'offre qu'aux moyens de parvenir à une croissance suffisante des revenus pour que la demande évolue vers un régime alimentaire de meilleure qualité. Le développement de l'emploi extra-agricole en milieu rural est considéré par plusieurs pays — Bangladesh, Inde, Pakistan — comme le principal moyen de faire augmenter les revenus ruraux par habitant et de développer la production agricole, mais cela pose des problèmes financiers et institutionnels. D'où le grand intérêt pour le programme chinois d'industrialisation rurale et ses prolongements dans le secteur alimentaire et agricole.

¹⁰ On considère qu'il y a sous-alimentation au-dessous de 1,4 MB (métabolisme de base) pour les adultes et les adolescents. Avec la Chine, le nombre des sous-alimentés avoisine les 400 millions.

CHINE

Réformes récentes et perspectives

Après 30 ans de gros investissements dans le secteur rural, notamment pour améliorer les terres et l'infrastructure, la Chine s'est lancée en 1978/79 dans des réformes qui ont fait beaucoup augmenter la production agricole et les revenus des ruraux. Entre 1980 et 1987, la production agricole s'est accrue en moyenne de 4,6 pour cent par an et le revenu rural net par habitant a plus que doublé, ce qui l'a porté à 450 yuan par an (environ 120 dollars)¹¹. On estime que, depuis la fin des années 70, la consommation par habitant a plus que triplé dans les campagnes et que l'incidence de la pauvreté rurale a beaucoup diminué.

La structure de l'économie rurale s'est aussi beaucoup améliorée. En 1987, les secteurs secondaire et tertiaire (construction, transport, commerce, industrie agro-alimentaire, etc.) ont assuré un peu plus de 50 pour cent du produit rural total, dépassant ainsi pour la première fois l'agriculture. Dans le secteur agricole, le principal changement observé entre 1980 et 1987 a été que la part de la production végétale a diminué tandis que celle de l'artisanat rural a plus que doublé (tableau 2.4).

Les industries rurales ont donc connu une croissance spectaculaire. Le nombre d'entreprises implantées dans les *Xiang* (ex-communes) et les villages a plus que décuplé depuis 1980. En 1987, on en comptait 15 millions, employant 85 millions de personnes, soit plus de 20 pour cent de la population rurale active. De 1980 à 1987, la contribution de ces entreprises à l'accroissement des revenus ruraux, du PIB et de la valeur brute de la production rurale a été respectivement de plus de 50 pour cent, de 45 pour cent et de 57 pour cent. Les industries rurales assurent à l'Etat une proportion de plus en plus importante de ses recettes.

L'augmentation constante de la part de la production qui est commercialisée a été une autre caractéristique du développement rural de la Chine ces dernières années. Cette part est passée, pour les produits de l'agriculture et de l'artisanat rural, de 34 à 54 pour cent durant le sixième plan quinquennal (1981-1985). Les quantités commercialisées ont encore augmenté de 18 pour cent rien qu'en 1986. Cette progression s'est accompagnée d'une prolifération des marchés spécialisés et des marchés de gros en milieu rural (respectivement 3 000 et 2 000 à la fin de 1986).

Ces changements se reflètent dans l'évolution du commerce extérieur. La part de l'agriculture dans les exportations de marchandises a baissé au fur et à mesure que l'économie chinoise continuait à s'industrialiser et que les exportations de pétrole augmentaient. Néanmoins, de 1975 à 1985, la valeur des exportations agricoles a plus que doublé et la balance commerciale agricole s'est améliorée. Compte tenu de l'ampleur du marché intérieur, il est improbable que la Chine devienne dans un proche avenir l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles.

Réforme des politiques agricoles

La progression remarquable de l'économie rurale en Chine jusqu'en 1983/84 est en grande partie imputée à la réforme des politiques agricoles, caractérisée notamment par les innovations suivantes:

- l'introduction d'un système d'exploitations familiales dans lequel le paysan travaille sous contrat pour l'Etat et est rémunéré en fonction des produits qu'il livre;
- une série de relèvements des prix des produits agricoles;
- un nouveau système de commercialisation remplaçant l'achat exclusif de la plupart des produits agricoles par l'Etat.

Les grands axes de cette politique devraient rester inchangés mais des réorientations et des ajustements périodiques seront nécessaires dans certains domaines.

Problèmes de l'agriculture

i) *Prix agricoles et prix alimentaires.* Le désengagement de l'Etat, qui a renoncé à commercialiser le gros de la production agricole et qui n'a conservé le système d'achats contractuels que pour une part relativement limitée de la production céréalière, s'est accompagné d'un relèvement des prix qu'il garantit pour les céréales. Ces prix ont augmenté de plus de 40 pour cent entre 1979 et 1986. Toutefois, la hausse des prix à la production, notamment pour les céréales, a été en grande partie annulée par l'augmentation des prix, également libéralisés, des intrants et autres produits industriels qu'achètent les agriculteurs. Les céréales sont ainsi devenues la culture la moins rentable, ce qui a poussé les paysans à se tourner vers le coton, l'élevage ou des activités telles que l'artisanat. Dans le même temps, l'Etat s'est vu contraint de continuer à subventionner les intrants et les biens de consommation (pour un coût d'environ 25,7 milliards de yuan en 1986, soit 12 pour cent des recettes intérieures totales). L'utilisation à cet

¹¹ Depuis le troisième trimestre de 1986, le cours du yuan renminbi se maintient aux alentours de 3,7 yuan = 1 dollar. En 1986, il a été en moyenne de 1 dollar = 3,5 yuan.

effet de fonds qui auraient pu être utilisés à des fins plus productives et la réduction récente des incitations à la production céréalière, de même que l'incapacité d'assurer l'approvisionnement en intrants agricoles tels que les engrains expliquent en partie l'évolution décevante de la production de céréales depuis 1984.

ii) Manque de sécurité d'occupation des terres. Le «système de responsabilité», qui donne aux agriculteurs le droit d'exploiter temporairement des terres appartenant à l'Etat, a beaucoup contribué à faire augmenter la production mais n'assure qu'une sécurité précaire aux agriculteurs. Ces derniers ont reçu l'assurance de disposer des terres pendant 15 ans (50 ans pour les vergers), mais cette période de 15 ans est déjà à moitié passée et, en conséquence, les investissements agricoles et l'adoption des pratiques destinées à améliorer la productivité ont ralenti. Par exemple, en 1987, on a planté moitié moins d'engrais verts que dans les années 70. Ce phénomène, qui fera baisser la productivité de la terre, est très préoccupant.

iii) Réduction des investissements publics dans l'agriculture. Ces dernières années, la réduction des investissements réalisés par les agriculteurs eux-mêmes s'est accompagnée d'une baisse des investissements de l'Etat et des collectivités locales. Durant le sixième plan quinquennal (1981-1985), la part de l'agriculture dans les investissements est tombée à moins de 5 pour cent, contre une moyenne à long terme de plus de 10 pour cent. Par le passé, les superficies irriguées, les superficies labourées au tracteur et la production d'engrais augmentaient régulièrement tous les ans. Cette augmentation a ralenti et il y a parfois même eu diminution. En outre, le démantèlement des communes a réduit le volume des travaux publics dans le secteur agricole (par exemple, entretien des systèmes d'irrigation et de conservation de l'eau), travaux qui étaient autrefois réalisés par la collectivité durant la morte-saison.

iv) Absence de filières classiques de commercialisation. L'une des principales réformes de la fin des années 70 a consisté à abolir le monopole que détenait l'Etat pour l'achat de la plupart des produits agricoles. L'Etat continue à acheter par contrat des céréales mais en volume limité (en 1986, 60 millions de tonnes sur une production totale de l'ordre de 390 millions de tonnes). Toutefois, à l'époque de cette réforme, il n'existe pas d'infrastructure de commercialisation pour remplacer le système aboli. Il a donc fallu mettre en place, à partir de zéro ou presque, un système axé sur le marché, qui avait pratiquement disparu depuis plus de 30 ans. Les possibilités offertes par le commerce, notamment des produits agricoles, ont suscité beaucoup d'intérêt de la part des

ruraux. Au total, 14 millions de personnes s'occuperaient déjà de commercialisation. L'ouverture de l'économie aux forces du marché et les possibilités ainsi créées ont toutefois souvent détourné de la production agricole certains des plus compétents et des plus entreprenants.

v) Morcellement. Le système des exploitations familiales a stimulé la production mais il a aussi aggravé le problème du morcellement. La taille moyenne d'une exploitation familiale en Chine n'est que de 0,5 hectare environ et les exploitations sont souvent subdivisées en plusieurs parcelles minuscules. Ce morcellement entrave la mécanisation et empêche de réaliser des économies d'échelle.

vi) Conversion des terres à des usages non agricoles. La Chine est pauvre en terres arables (actuellement, environ 0,1 hectare par habitant). Une douzaine de millions d'hectares seulement peuvent être convertis rentablement à une utilisation agricole. La superficie cultivée par habitant a diminué de près de moitié depuis la fin des années 40 et l'agriculture a perdu en moyenne 500 000 hectares par an entre 1981 et 1985. En outre, ce sont en général des terres très productives, situées à proximité des centres urbains, qui cessent d'être cultivées.

La production agricole s'est ressentie de tous ces problèmes. Après avoir atteint 407 millions de tonnes en 1984, la production de grains (y compris tubercules et soja en équivalent grain) a chuté de près de 30 millions de tonnes l'année suivante par suite notamment de la réduction de 4 millions d'hectares des superficies emblavées. La production d'autres grandes cultures (coton, par exemple) a été irrégulière. Stimulée par quatre hausses consécutives des prix et par d'autres mesures d'incitation, la production chinoise de coton avait presque triplé entre 1978 et 1984, de sorte que la Chine, jusque-là gros importateur, était devenue le premier producteur mondial (6,25 millions de tonnes en 1984) et, à partir de 1985, un gros exportateur net. Depuis lors, les incitations ont diminué et les producteurs ont eu du mal à commercialiser leurs récoltes. En conséquence, la production de coton a baissé de 34 pour cent en 1985 et de 15 pour cent en 1986. En 1987, la production de grains est remontée à 400 millions de tonnes mais celle de coton s'est limitée à 4 millions de tonnes.

Le gouvernement insiste beaucoup sur l'importance stratégique de l'agriculture pour l'économie nationale et sur sa volonté de ne pas modifier fondamentalement sa politique agricole dans l'avenir prévisible. L'objectif est notamment de parvenir à un accroissement constant de l'offre de produits alimentaires essentiels et de cultures de rapport telles que le coton. Pour cela, il faut ajuster les politiques, relancer l'investissement agricole et favoriser la diffusion des techniques améliorées.

Orientations futures

Les prix agricoles seront de plus en plus déterminés par le marché mais certains contrôles seront maintenus afin d'éviter des dérapages. L'Etat encouragera le développement d'un système de marché intégré couvrant non seulement les produits agricoles et autres, mais aussi le capital, la main-d'œuvre, l'information, etc. L'objectif général est d'inciter les agriculteurs à produire plus, là où ils ont un avantage comparatif, et aussi à se lancer dans des activités non agricoles qui contribueront à la diversification de l'économie rurale.

Les rapports juridiques et contractuels entre les agriculteurs et les autorités seront définis plus clairement car on pense que le manque de clarté, à l'origine de beaucoup de problèmes et de litiges, a entravé le développement. Le cycle des contrats pourrait être d'une durée bien supérieure aux 15 ans prévus à l'origine afin de restaurer la confiance et de promouvoir ainsi l'investissement.

La Chine encouragera les associations économiques ou groupements de ruraux afin d'aider les paysans à entreprendre des activités qui ne sont pas à la portée d'une seule famille: travaux d'irrigation et de conservation des eaux, création de services de transformation et de commercialisation des produits agricoles, etc. Ces associations devraient aussi assurer la liaison entre les agriculteurs, les entreprises et les autorités locales. On encouragera le partage des risques qui a de plus en plus d'importance en raison de l'ouverture des marchés et de la création de divers services et d'industries de transformation. L'objectif est d'aider les agriculteurs à s'organiser eux-mêmes sans qu'ils perdent pour autant leur esprit d'entreprise et d'initiative. Près d'un demi-million d'associations rurales ont déjà été créées.

Parallèlement, on renforcera l'élément collectif du système agricole actuel, c'est-à-dire ce qui reste des communes et des coopératives, mais sans empiéter sur le système des exploitations familiales. L'objectif est de relancer l'investissement agricole et les travaux collectifs en mobilisant de la main-d'œuvre pour construire et entretenir les infrastructures.

L'expansion des industries rurales — dont la production a augmenté de 28 pour cent par an depuis la fin des années 70 — continuera à être encouragée, de sorte que la part de ces industries dans la production rurale — un peu plus que celle de l'agriculture en 1987 — sera de 60 pour cent en l'an 2000. Ces industries devront aussi absorber près de la moitié de la population rurale active, qui comptera environ 450 millions d'individus à la fin du siècle, pour éviter un exode rural massif. L'industrialisation rapide des campagnes a été l'un des résultats les plus frappants des réformes entreprises depuis la fin des années 70 mais elle risque de ralentir car, dans les

TABLEAU 2.4 Chine: ventilation de la valeur brute de la production rurale en 1980 et en 1986

	1980	1986
	(%)	
Cultures	64	45
Elevage	15	14
Forêts	4	3
Pêches	2	2
Artisanat rural ¹	15	35
	100	100

¹ Vannerie, couture, etc.

villes, le secteur industriel réagit lui aussi aux réformes économiques et devient de plus en plus efficace.

L'utilisation des terres fera l'objet d'un contrôle strict dans le cadre d'un plan national d'aménagement du territoire¹². La demande croissante de terres pour des usages non agricoles (par exemple, construction d'ateliers) a conduit le Gouvernement chinois à instituer en avril 1987 une taxe spéciale (Loi d'aménagement du territoire). Cette taxe, de 1 à 10 yuan par mètre carré, est fonction du rapport homme/terre dans les différentes zones et est prélevée lorsque l'on convertit à d'autres usages des terres qui ont servi à l'agriculture l'une des trois années précédentes. Il a par ailleurs été décidé que seuls 200 000 hectares environ pourraient être convertis à d'autres usages que l'agriculture en 1987.

La concentration des terres entre les mains des agriculteurs les plus efficaces sera encouragée afin de combattre le morcellement et de favoriser les économies d'échelle. Ce faisant, on veillera à sauvegarder les intérêts de ceux qui ont investi dans des améliorations foncières destinées à accroître la productivité.

Tout en veillant à ce que les efforts, les investissements et l'esprit d'initiative soient récompensés par des revenus plus élevés, la Chine ne renoncera pas pour autant à ses objectifs de justice sociale et s'emploiera à relever les revenus des zones sous-développées. On estime que 13-14 pour cent des ruraux — soit une centaine de millions de personnes — vivaient en 1986 au-dessous du seuil de pauvreté, à savoir moins de 200 yuan par habitant et par an (environ 54 dollars).

De gros efforts seront faits pour assurer une croissance continue de la production de grains. Les mesures suivantes ont déjà été prises:

- Création d'un fonds agricole spécial alimenté sur les recettes des industries rurales et destiné à financer les investissements dans le secteur céréalier.
- Maintien des mesures d'incitation pour le grain livré à l'Etat: paiement d'avance de 20 pour cent et approvisionnement garanti en intrants rares, à des prix subventionnés (60 kg d'engrais azotés et 30 kg de combustible diesel par tonne de grain).
- Réduction graduelle des quantités de céréales achetées par l'Etat sous contrat et remplacement par des achats à des prix négociés. L'Etat n'a acheté sous contrat que 50 millions de tonnes de céréales en 1987, contre 60 millions en 1986, tandis que les achats négociés sont passés de 3 à 33 millions de tonnes, ce qui montre

qu'une double filière de commercialisation des céréales est en train de s'installer.

La Chine s'emploie aussi à promouvoir ses exportations agricoles, même s'il est peu probable, compte tenu de l'ampleur du marché national, qu'elle puisse devenir un gros exportateur de produits agricoles dans le proche avenir. Pour promouvoir ses exportations, elle favorise l'investissement dans certaines zones de production (par exemple dans le nord-est, pour le maïs destiné principalement au Japon); elle cherche aussi à améliorer la qualité des produits et à accroître leur valeur ajoutée, pour en tirer un meilleur prix.

Développement de l'investissement agricole et de l'utilisation des intrants. La part de l'agriculture dans le budget public augmentera. Selon une étude approfondie, il faudra, pour atteindre les objectifs fixés dans le septième plan quinquennal (1986-1990), que les investissements agricoles représentent 10 pour cent du budget public, contre 5 pour cent dans le sixième plan. Les fonds nationaux serviront essentiellement à financer de grands projets tandis que les projets locaux seront financés principalement par les collectivités locales dont la part dans les recettes publiques est en augmentation.

En 1987, les recettes tirées de l'impôt précité sur les terres arables ont été affectées à parts égales à l'administration centrale et aux collectivités locales, principalement pour injecter des fonds dans les zones qui se prêtent particulièrement bien à la céréaliculture. Entre 1983 et 1985, 50 zones ont été sélectionnées et ont reçu 600 millions de yuan à investir. Elles ont produit 83 millions de tonnes de grains durant les trois dernières années et leurs ventes ont doublé, pour atteindre 824 kg par habitant. Il est prévu de déculper le nombre de ces zones d'ici l'an 2000.

Malgré ses efforts pour mobiliser des ressources par le biais du budget de l'Etat, le gouvernement reconnaît qu'il est capital de créer un environnement économique favorable aux investissements des agriculteurs eux-mêmes. On estime que, si les agriculteurs investissaient seulement le dixième de leurs liquidités et de leur épargne en banque, leurs investissements seraient plusieurs fois supérieurs à ceux de l'Etat.

On s'emploiera à améliorer l'utilisation des fonds à investir, de plusieurs manières: concentration dans les zones de production prioritaires; partage de la charge de l'investissement entre le gouvernement central et les collectivités locales, et remplacement des investissements publics par des prêts bancaires; prêts liés à la réalisation de certains objectifs économiques.

On s'emploiera aussi à accroître l'offre d'intrants agricoles par de nouvelles réformes de prix et autres dans l'industrie. Les entreprises de transformation des

¹² Dénormes efforts sont entrepris depuis plus de huit ans pour formuler un plan détaillé d'utilisation des ressources agricoles. Ils mobilisent quelque 400 000 personnes.

produits agricoles, traditionnellement implantées dans les villes, seront redéployées afin de les rapprocher des agriculteurs et des ruraux en général.

Science et technologie. Un effort encore plus intense sera fait dans ce secteur qui a déjà beaucoup contribué au progrès de l'agriculture en Chine. On estime que l'amélioration des techniques, à elle seule, a fait augmenter la production agricole de 27 pour cent entre 1972 et 1980 et de 35 pour cent entre 1978 et 1983. A l'avenir, les rendements devraient augmenter de 16 pour cent grâce à une utilisation accrue et plus efficace des engrains et de 4 à 8 pour cent grâce à l'emploi de semences améliorées. La lutte intégrée contre les ravageurs pourrait réduire les pertes de récolte de 10-20 pour cent. On peut aussi espérer faire augmenter la production en relevant l'efficacité de l'emploi de l'eau d'irrigation de 35 à 40 pour cent, et celle des machines de 20 à 30 pour cent. On pourrait encore beaucoup améliorer les sols et accroître les rendements par la rotation des cultures et l'emploi de nouvelles variétés. De nombreux efforts ont été faits dans ces domaines ces dernières années. Depuis 1983, les activités de sélection sous le contrôle de l'Etat se sont développées: 65 lignées de blé à haut rendement et adaptables ont été essayées et sont maintenant cultivées sur 13,3 millions d'hectares. Les rendements céréaliers sont en moyenne de 3,5 tonnes à l'hectare, ce qui est relativement satisfaisant, mais ils ne sont élevés que sur le tiers des terres arables.

Pour pouvoir tirer parti des progrès de la science et de la technique, il faut un système efficace d'enseignement et de vulgarisation agricole. En 1987, il y avait en Chine 59 facultés d'agriculture comptant 88 000 étudiants (80 pour cent de plus qu'en 1978). Il y avait aussi 125 instituts de recherche agronomique titulaires d'un millier de contrats pour diffuser les techniques agricoles modernes. Toutefois, il reste beaucoup à faire pour améliorer ces organismes, retenir les spécialistes et renforcer le réseau de vulgarisation.

Environnement. La Chine accorde de plus en plus d'importance à l'environnement, d'autant que 13 pour cent environ de son territoire sont désertiques et que 12 pour cent seulement sont boisés. Les écologistes ont multiplié les mises en garde car, malgré certaines améliorations locales, l'environnement a tendance à se dégrader un peu partout en Chine.

Depuis la fin des années 70, on s'emploie à édifier la grande muraille verte. En 1985, environ 6 millions d'hectares avaient déjà été reboisés dans le cadre de ce gigantesque projet. La deuxième phase a démarré en 1986. L'objectif est de reboiser 6,37 millions d'hectares en l'espace de 10 ans.

Un moyen nouveau d'améliorer l'environnement local

en s'appuyant sur le système des exploitations familiales consiste à confier à une famille, dans le cadre d'un contrat à long terme, le soin de lutter contre l'érosion dans une petite zone ou une vallée. Ce système a fait ses preuves et est en train de s'étendre.

En résumé, après huit ans de réformes, l'agriculture est entrée en Chine dans une phase de transition cruciale. Cette transition exige des apports de fonds de l'Etat ainsi que des marchés relativement bien développés. Or, le budget public est sollicité de toutes parts et, dans la plupart des zones rurales, les marchés restent sous-développés. Des conflits d'intérêts sont apparus entre groupes sociaux et entre régions de développement différent. Ni les anciens mécanismes de planification, ni le nouveau système axé sur le marché ne permettent de concilier aisément les intérêts de l'Etat, des collectivités locales et des agriculteurs.

Les responsables seront en particulier confrontés à deux grands problèmes:

— Comment intégrer et concilier planification et forces du marché et notamment comment combiner contrôle macro-économique et décentralisation micro-économique?

— Comment sauvegarder l'esprit d'initiative des agriculteurs dans le système des exploitations familiales tout en les incitant à créer des associations et des coopératives afin de réaliser des économies d'échelle et de surmonter les problèmes résultant du morcellement des exploitations?

Les nouvelles politiques se sont révélées efficaces mais il faudra constamment les adapter, ce qui, dans un pays aussi gigantesque que la Chine, prendra du temps et n'ira pas sans mal.

PROCHE-ORIENT

Les politiques agricoles dans un contexte de dégradation économique

Evolution de l'économie

Pour la plupart des pays du Proche-Orient, les années 80 ont été marquées par une mise à l'épreuve constante de leur endurance économique et de leur aptitude à s'adapter aux soubresauts de l'environnement mondial. En effet, ces pays sont aux prises avec une croissance économique en net ralentissement, connaissent de graves contraintes en matière de balance des paiements et ont beaucoup de difficultés à accroître leurs capacités d'investissement et de production. Les chocs extérieurs ont provoqué, à l'intérieur, des déséquilibres et des bouleversements économiques et sociaux d'une complexité et d'une ampleur croissante.

L'évolution des *pays exportateurs de pétrole* a été dominée par la faiblesse persistante des cours du pétrole, le fléchissement des recettes d'exportation, la compression des dépenses publiques et un nouveau ralentissement de l'activité économique. En 1986, pour la première fois depuis de nombreuses années, la balance commerciale de ces pays a accusé globalement un déficit de quelque 8 milliards de dollars. L'excédent du revenu des investissements est en recul, à cause de la nette contraction des avoirs étrangers et de la chute récente des taux d'intérêt, ce qui a pour effet d'aggraver encore les difficultés de balance des paiements.

Dès 1983, la baisse des recettes d'exportation a obligé nombre de ces pays à réduire leurs engagements budgétaires ainsi que leurs programmes de développement à long terme. Dans le cadre de politiques macro-économiques désormais très restrictives, l'accent a été mis sur la résorption du déficit du secteur public et l'émondage des grands projets d'investissement, le secteur privé se voyant offrir du même coup un rôle accru.

Les *pays importateurs de pétrole* (à moyen et bas revenu), dont plusieurs sont fortement endettés, continuent d'être aux prises avec une demande étrangère faible, des marchés financiers tendus sur le plan mondial, des taux d'intérêt élevés en valeur réelle et des sorties nettes de ressources.

La plupart des pays endettés ont réussi, par des mesures d'austérité, à redresser quelque peu leur balance commerciale; mais les paiements supplémentaires au titre des intérêts ont absorbé la majeure partie des gains. L'endettement total a encore augmenté et le service de la dette continue de peser lourdement sur les budgets nationaux. La contraction des importations des pays endettés, nécessaire pour couvrir le service de la dette extérieure, a nui aux investissements, hypothéquant de

ce fait la croissance économique future. Entre 1980 et 1986, les importations de marchandises par habitant ont fléchi dans les pays à faible revenu.

Les recettes d'exportation ont elles aussi beaucoup diminué depuis 1981, et les cours mondiaux des produits de base exportés par la région demeurent faibles depuis 1984. Cette tendance a eu un effet débilitant sur de nombreux pays importateurs de pétrole qui, pour leurs recettes en devises, dépendent essentiellement de l'exportation de ces produits. De 1980 à 1986, par exemple, les exportations de marchandises des pays à bas revenu n'ont progressé que de 0,7 pour cent par an alors que leurs exportations agricoles diminuaient chaque année de près de 7 pour cent (tableau 2.5).

Les politiques macro-économiques de nombreux pays importateurs de pétrole — et notamment celles des pays endettés — ont été très restrictives. La progression des dépenses du secteur public s'est sensiblement ralentie et les déficits des budgets nationaux ont nettement diminué.

Les politiques d'ajustement ont certes permis de redresser quelque peu le déséquilibre extérieur à court terme, mais leur coût immédiat a été très élevé dans le domaine de la production et de l'emploi. En outre, les programmes d'ajustement ont eu dans bien des cas des effets pervers sur la distribution des revenus. En effet, la baisse des salaires réels, la forte poussée des taux d'intérêt, la suppression des subventions alimentaires et l'augmentation des taxes ont provoqué une chute des revenus disponibles au sein des groupes les plus vulnérables de la population. Les taux d'investissement ont eux aussi diminué.

Politiques agricoles

Malgré les politiques macro-économiques restrictives, le secteur de l'alimentation et de l'agriculture continue à bénéficier de la plus haute priorité et d'un soutien maximal dans presque tous les pays de la région. Par de nouvelles dispositions officielles, ces pays cherchent à attirer les investissements privés vers le secteur agricole, à améliorer les termes de l'échange sur le plan intersectoriel et à motiver les cultivateurs par le maintien de rapports très favorables entre les coûts et les prix. En outre, des mesures sont prises pour lutter contre les problèmes suivants: sécheresse; avancée du désert; insuffisance des enveloppes technologiques destinées à l'agriculture pluviale; carences en matière de vulgarisation, de crédit et de commercialisation; et faiblesse du niveau de vie dans les campagnes.

Dans les *pays exportateurs de pétrole*, le secteur de l'alimentation et de l'agriculture a grandement bénéficié des investissements d'infrastructure effectués dans le passé, ainsi que des fortes subventions agricoles. Dans certains cas, de nouvelles mesures d'incitation par les

TABLEAU 2.5 Proche-Orient: variation annuelle de divers indicateurs¹

Région, groupes de pays et pays	Population 1980-1987	Actifs agricoles 1980-1987	Production agricole 1986-1987	Exportations (valeur) 1980-1986 (%)	Exportations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986	Importations agricoles (valeur) 1980-1986
PROCHE-ORIENT	2,7	0,7	3,0	1,1	-7,3	0,7	2,6
EXPORTATEURS DE PÉTROLE À HAUT REVENU	5,3	2,4	-	-	-5,2	-2,9	3,5
Emirats arabes unis	6,1	-1,4	-	-	0,1	-4,7	8,3
Koweït	5,4	3,7	-	-	-10,8	4,0	0,6
Oman	4,4	3,5	-	-	9,5	2,9	5,4
						14,5	10,9
AUTRES EXPORTATEURS DE PÉTROLE	3,3	0,7	4,4	1,6	-10,7	-6,5	5,9
Libye	3,9	-0,9	6,4	6,4	-8,7	-	3,4
Iran	2,9	0,5	3,1	1,7	-4,6	-4,4	6,3
Arabie saoudite	4,3	2,1	14,2	-7,6	-7,9	18,3	2,1
Iraq	3,6	-0,1	5,2	3,1	-11,1	-4,8	3,5
						3,1	5,3
PAYS À REVENU MOYEN	2,4	0,5	2,7	1,7	10,7	3,7	9,4
Chypre	1,1	-1,4	0,2	4,6	2,1	3,7	8,7
Egypte	2,5	1,3	2,6	3,7	11,6	1,5	3,6
Syrie	3,6	0,2	5,5	-3,6	-3,1	-1,7	11,7
Turquie	2,1	0,2	2,2	1,3	20,0	7,8	8,5
Liban	0,4	-2,8	4,0	9,2	5,7	-4,5	42,1
Jordanie	3,7	-2,2	8,4	9,5	11,3	-2,0	0,5
						4,4	3,9
PAYS À BAS REVENU	2,4	1,1	2,8	-1,7	0,7	-6,8	5,5
Yémen démocratique	2,8	0,5	0,4	-0,4	8,7	2,9	2,4
Yémen	2,8	1,7	5,5	1,2	5,3	-2,2	6,2
Afghanistan	1,7	0,7	0,5	0,4	2,5	-6,9	-0,2
Soudan	2,9	1,3	3,8	-3,3	-4,9	-5,5	-0,1
						-4,0	14,3

¹ Simples moyennes des pourcentages annuels de variation. Les moyennes de chaque groupe ont été calculées à partir de la somme des données relatives à chaque pays, en dollars constants.

Note: A l'intérieur de chaque groupe, les pays sont classés en fonction de leurs disponibilités énergétiques alimentaires en 1985.

prix ont été prises pour augmenter la production agricole malgré les contraintes budgétaires croissantes.

En Arabie saoudite, les subventions agricoles ont déjà permis d'obtenir un excédent exportable de blé, d'œufs, de melons et de dattes. En 1986, le prix d'achat officiel du blé a été ramené à 553 dollars la tonne, mais il reste excessif par rapport aux cours mondiaux. Le prix de soutien de l'orge a été porté à 220 dollars la tonne, de manière à favoriser la culture des céréales fourragères au détriment du blé.

Les pays du Golfe encouragent par des subventions agricoles les investissements dans les serres. Ils accordent aussi des subventions pour la production de fruits, de volaille, de viande et d'œufs. Au moyen de subventions à la production, les Emirats arabes unis, le Qatar et l'Oman ont promu le financement de vergers et d'exploitations maraîchères, ainsi que de projets d'élevage. Au Qatar, les engrains sont fournis presque gratuitement aux producteurs qualifiés.

En République islamique d'Iran, où les prix de soutien des céréales sont supérieurs aux cours mondiaux, les restrictions imposées au secteur privé en matière de commerce intérieur et extérieur des produits agricoles ont été levées. De nouvelles stratégies pour le maintien et l'entretien des vergers, annoncées en 1986, ont imprimé un élan nouveau à la production horticole.

Depuis 1984, les politiques agricoles ont radicalement changé en Iraq. Les prix à la production ont été sensiblement relevés pour les céréales, ainsi que les productions animales et horticoles, et le contingentement des quantités pouvant être écoulées par les cultivateurs eux-mêmes sur les marchés locaux a été levé. Un prix d'achat élevé (400 dollars la tonne, au taux de change officiel) est offert pour le blé et l'orge. Les fruits et légumes ont également bénéficié de la déréglementation des marchés et des subventions aux moyens de production. Le crédit à la production est plus facile à obtenir et à des conditions avantageuses. De plus en plus, les terres domaniales et les fermes d'Etat abandonnées sont cédées au secteur privé à des conditions intéressantes. Subventions et crédits avantageux favorisent l'investissement privé dans les agro-industries.

Les *pays importateurs de pétrole* ont eux aussi mis en place de nouvelles politiques pragmatiques visant à rendre la production plus attractive et à instaurer, dans le secteur agricole, un climat plus propice à l'investissement privé.

En Jordanie, la vente des fruits et légumes au détail a été déréglementée à la fin 1985 pour la première fois depuis 17 ans. Le crédit à l'investissement est désormais accessible à des taux très avantageux pour les éleveurs et les horticulteurs spécialisés. Les pouvoirs publics ont en outre entrepris de céder les terres domaniales à des sociétés privées ou à des particuliers disposés à les

exploiter, et ce pour des périodes allant jusqu'à 15 ans. En 1985, 25 000 hectares ont ainsi été donnés à bail.

La République arabe syrienne a entrepris de lancer des opérations mixtes de grande envergure associant le secteur privé (75 pour cent) au Ministère de l'agriculture. Ces nouvelles sociétés ne seront pas soumises aux règlements en matière d'importation et jouiront de priviléges fiscaux. En outre, les prix d'achat officiels de la plupart des produits végétaux ont été relevés au cours des deux dernières années. Entre 1984 et 1986, ils ont augmenté, en effet, de 26 et 35 pour cent respectivement pour le blé tendre et le blé dur, et de 15 à 22 pour cent pour l'orge, les légumineuses et le coton. Le marché du pain de qualité supérieure a été déréglementé au début de 1986.

En Turquie, bien que les subventions aux moyens de production aient été progressivement réduites ces dernières années dans le cadre des programmes d'ajustement, les prix à la production de la plupart des produits agricoles ont rejoint le niveau des cours mondiaux. Une réforme profonde des institutions a permis de rationaliser les systèmes de vulgarisation, de crédit, de commercialisation et de recherche.

En Egypte, le gouvernement a supprimé les achats officiels obligatoires pour toutes les cultures de plein champ, excepté le coton, la canne à sucre et le riz, pour lesquels les prix d'achat officiels ont été relevés. Le marché des fruits, des légumes et des productions animales a été déréglementé. Les subventions aux moyens de production ne seront toutefois supprimées que graduellement dans le cadre du programme d'ajustement. L'investissement privé en faveur des méthodes de haute technicité est fortement encouragé. Les allocations de terres, dans le cadre des nouveaux projets de bonification, ont été considérablement libéralisées de manière à attirer l'investissement privé vers l'arboriculture et l'élevage.

Dans la plupart des *pays à bas revenu importateurs de pétrole*, comme le Soudan, le Yémen et le Yémen démocratique, sécheresse et désertification ont mis à mal la production et l'infrastructure agricoles ainsi que les services offerts aux producteurs. C'est pourquoi les responsables se penchent tout particulièrement sur les activités de redressement. Les politiques de prix ont été modifiées de manière à améliorer les termes de l'échange des produits agricoles, et les dépenses publiques favorisent l'accélération du développement rural.

Performances du secteur agricole

La production agricole de la région a progressé de 3 pour cent par an entre 1980 et 1987 — plus vite, par conséquent, que la population (tableau 2.5). Si la décennie a assez bien commencé, avec des taux de croissance dépassant 3 à 4 pour cent par an, la production a

toutefois baissé en 1983 et 1984, sous l'effet de la sécheresse, surtout dans les pays à bas revenu. Une bonne reprise a eu lieu en 1985 (5,7 pour cent), et celle-ci s'est poursuivie en 1986 (4,3 pour cent); mais le taux de croissance est retombé à 1,1 pour cent en 1987. La valeur des exportations agricoles de la région s'est légèrement accrue entre 1980 et 1986, grâce entièrement aux progrès substantiels enregistrés en 1980-1981, qui ont largement contrebalancé les pertes des années suivantes. Le taux d'accroissement de la production agricole et alimentaire n'a guère dépassé celui de la population entre 1980 et 1987, si bien que l'augmentation de la production vivrière n'a pas permis de satisfaire la demande solvable croissante de denrées alimentaires, surtout dans les pays à revenu moyen. De fait, le PIB par habitant a, durant cette période, accusé une progression marquée dans ce groupe de pays. C'est ainsi que les importations agricoles, et notamment celles de produits alimentaires, ont augmenté, en volume, de 7 pour cent environ par an entre 1980 et 1986 — cette avancée étant particulièrement notable de 1980 à 1984 et, dans le cas exceptionnel de la Turquie, depuis 1984. La croissance des importations régionales de produits agricoles s'est ralentie en 1985 et 1986, mais la dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs continue d'être forte, malgré les efforts et les investissements considérables consacrés à l'alimentation et à l'agriculture.

EUROPE ORIENTALE ET URSS¹³

Résultats généraux de l'économie en 1986

En Europe orientale et en URSS, la croissance économique s'est accélérée en 1986; elle a atteint 4,3 pour cent, le plus fort taux depuis 1980 (tableau 2.6). Cependant, l'expansion a beaucoup varié selon les pays, allant de 0,5 pour cent en Hongrie à 7,3 pour cent en Roumanie.

En URSS, une expansion de 4 pour cent de la production d'énergie a assuré des approvisionnements adéquats à l'économie du pays. La production d'intrants a augmenté, ce qui a atténué les pénuries qui freinaient la croissance de la production. A l'augmentation des approvisionnements intérieurs de marchandises s'est ajouté dans certains pays d'Europe orientale un accroissement des importations. Les conditions climatiques généralement bonnes ont favorisé la production agricole dans la plupart des pays de la région. Les mesures d'encouragement introduites dans plusieurs pays ces dernières années ont été élargies, et le soutien politique en faveur de réformes économiques s'est accru. En outre, 1986 a été l'année du lancement des plans quinquennaux dans tous les pays de la région.

Alors que le volume des exportations de la région a augmenté de 3,7 pour cent en 1986, principalement en raison du fort accroissement en URSS, celui des importations a diminué de près de 1 pour cent. Ce léger déclin a résulté d'une réduction de 8 pour cent des importations de l'URSS qui n'a pas été compensée par les augmentations enregistrées dans d'autres pays de la région, notamment en Roumanie. La Roumanie ne publie pas de statistiques du commerce extérieur en cours d'année, mais les chiffres fournis par ses partenaires commerciaux pour 1986 indiquent une forte hausse des importations en provenance de l'URSS et des pays de l'OCDE.

Production agricole en 1986 et 1987

La production agricole de la région a augmenté plus rapidement en 1986 qu'en n'importe quelle année depuis 1980, à l'exception de 1982. Cette évolution favorable est due principalement à l'URSS, à la Pologne et à la Bulgarie (tableau 2.7). En général, les mesures et les programmes au niveau des pays ont visé à diversifier la production alimentaire et agricole et à en améliorer la qualité, pour mieux répondre à la demande intérieure et aux exigences du marché d'exportation, et à réduire les coûts de production. Ces pays se sont surtout efforcés

¹³ Bulgarie, Hongrie, Pologne, République démocratique allemande, Roumanie, Tchécoslovaquie et URSS. Dans la plupart des cas, l'Albanie n'est pas comprise, faute de données.

TABLEAU 2.6 Europe orientale et URSS: variation annuelle de divers indicateurs, 1981-1986

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
PRODUIT MATÉRIEL NET¹						
Bulgarie	5,0	4,2	3,0	4,6	1,8	5,5
Tchécoslovaquie	-0,1	0,2	2,3	3,5	3,0	3,2
République démocratique allemande	4,8	2,6	4,6	5,5	5,2	4,3
Hongrie	2,5	2,6	0,3	2,5	-1,4	0,5
Pologne	-12,0	-5,5	6,0	5,6	3,4	5,0
Roumanie	2,2	2,7	3,7	7,7	5,9	7,3
URSS	3,3	3,9	4,2	2,9	3,5	4,1
<i>Europe orientale et URSS</i>	1,7	2,8	4,1	3,6	3,5	4,3
PRIX À LA CONSOMMATION						
Bulgarie	0,4	0,3	1,4	0,7	1,7	...
Tchécoslovaquie	0,9	4,7	1,1	0,9	1,3	0,4
République démocratique allemande	0,2	-	-	-	-	...
Hongrie	4,6	6,9	7,3	8,3	7,0	5,3
Pologne	24,4	101,5	22,0	15,7	4,4	18,0
Roumanie	2,0	16,9	5,2	1,1	0,4	0,9
URSS	1,0	3,0	1,0	-1,0	1,0	-
<i>Europe orientale et URSS</i>	...	...	...	...	...	...
VOLUME DES EXPORTATIONS						
Bulgarie	8,4	11,3	4,4	11,6	2,2	-1,2
Tchécoslovaquie	0,5	6,1	5,7	8,5	2,6	2,0
République démocratique allemande	8,4	5,4	10,6	3,7	1,7	-0,9
Hongrie	2,6	7,3	9,4	5,8	-0,3	-2,0
Pologne	-19,0	8,7	10,3	9,5	1,6	4,6
Roumanie	13,6	-7,6	0,9	15,0	1,6	1,6
URSS	1,9	4,5	3,3	2,5	-4,3	7,1
<i>Europe orientale et URSS</i>	1,5	5,1	5,7	5,6	-1,1	3,7
VOLUME DES IMPORTATIONS						
Bulgarie	9,3	3,2	5,2	5,6	10,9	0,2
Tchécoslovaquie	-6,9	2,9	2,0	4,8	4,6	4,2
République démocratique allemande	-1,3	-4,7	5,3	5,7	2,3	3,0
Hongrie	0,1	-0,1	3,9	0,1	1,1	2,5
Pologne	-16,9	-13,7	5,2	8,6	7,2	3,6
Roumanie	-7,2	-22,8	-5,0	9,9	10,3	25,5
URSS	6,4	9,7	4,0	4,4	4,0	-8,0
<i>Europe orientale et URSS</i>	-0,1	1,5	3,7	5,1	4,8	-0,8

Source: ONU/CEE, *Etude sur la situation économique de l'Europe en 1986-87*, Genève, 1987.

¹ Le produit matériel net (PMN) équivaut à peu de chose près dans les pays socialistes au PNB.

TABLEAU 2.7 Europe orientale et URSS: variation annuelle de la production agricole et alimentaire, 1985-1987

	1985	1986	1987 ¹
	(%)		
PRODUCTION AGRICOLE			
Bulgarie	-12,7	6,7	2,3
Tchécoslovaquie	4,9	6,1	0,4
République démocratique allemande	-4,9	6,2	-4,7
Hongrie	-6,5	1,5	0,6
Pologne	2,5	7,6	-2,4
Roumanie	-3,8	6,0	-0,9
URSS	0,5	7,1	0,6
<i>Europe orientale et URSS²</i>	0,5	7,0	-0,4
PRODUCTION ALIMENTAIRE			
Bulgarie	-13,2	9,0	2,4
Tchécoslovaquie	5,1	5,1	-0,3
République démocratique allemande	-5,0	6,2	-4,7
Hongrie	-6,6	1,6	0,5
Pologne	2,3	7,7	-2,2
Roumanie	-3,8	6,1	-1,0
URSS	-0,1	7,9	0,6
<i>Europe orientale et URSS²</i>	-	7,7	-0,4

Source: FAO, Division de la statistique.

¹ Chiffres préliminaires. — ² Y compris l'Albanie.

atteint le record de 25 millions de tonnes. Ces résultats ont été obtenus malgré la pénurie persistante de facteurs de production. Pour 1986, les principaux objectifs de la politique agricole étaient d'accroître encore la production végétale et de reconstituer le cheptel; d'équilibrer le commerce des produits agricoles; d'augmenter la productivité et de rationaliser l'utilisation des ressources. Ces objectifs ont en grande partie été atteints.

Les fluctuations annuelles de la production agricole de la Roumanie ont été particulièrement marquées depuis 1981, des reculs s'alternant une année sur deux avec des reprises. La reprise de 1986 (+6 pour cent) a été encore plus prononcée que les autres, du fait d'une récolte céréalière record de 30 millions de tonnes qui a contribué à l'expansion générale de l'économie. Dans ce pays, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays de la région, il semble que les autorités n'envisagent pas pour l'instant de modifier la politique économique.

En URSS, 1986 a été une bonne année pour la production agricole, qui a augmenté de 7 pour cent après deux années de stagnation. La production céréalière a atteint 210 millions de tonnes, soit 17 pour cent de plus que la récolte moyenne des années 1981-1985, mais elle n'a cependant pas permis de satisfaire les besoins intérieurs. Les récoltes devraient atteindre 250-255 millions de tonnes par an à la fin du plan (1990)

de développer et de stabiliser leur production céréalière, mais l'insuffisance des ressources en aliments pour animaux continue à freiner la production dans le secteur de l'élevage.

En Bulgarie, la production agricole a augmenté de près de 7 pour cent en 1986. La récolte céréalière a été plus forte que l'année précédente, sans toutefois parvenir à atteindre l'objectif de 10 millions de tonnes prévu par le plan quinquennal (1986-1990). Un nouveau système de gestion économique a été introduit en 1986, et les fermes sont devenues des entreprises autogérées et financièrement indépendantes exploitées sans objectifs de production spécifiques.

En Tchécoslovaquie, la production agricole totale a baissé de 1,3 pour cent en 1986, principalement en raison de la sécheresse qui a endommagé les cultures et empêché d'atteindre l'objectif prévu par le plan. Cependant, pour la troisième année de suite, ce pays n'a pas importé de céréales en provenance des pays de l'Ouest. Depuis le lancement du nouveau plan quinquennal, en janvier 1986, les politiques agricoles ont surtout visé à développer les encouragements à la production, à renforcer l'indépendance économique et à stimuler une meilleure utilisation des facteurs de production.

En République démocratique allemande, la production agricole a augmenté de 2,2 pour cent en 1986. Cette augmentation a résulté d'un remarquable accroissement de la productivité, notamment dans le secteur céréalier, où le rendement moyen a été de 4,6 tonnes à l'hectare. Un des principaux objectifs de la politique agricole du pays — accroître la productivité — a donc été atteint pendant la première année du nouveau plan.

En Hongrie, la production agricole ne s'est que légèrement relevée (1,5 pour cent) en 1986, après le recul de 1985 (-6,5 pour cent). La sécheresse a fait flétrir de 4 pour cent la récolte totale de céréales et de 12 pour cent celle de blé. Ces dernières années, les produits agricoles ont représenté un quart du total des exportations hongroises et un tiers des exportations payables en devises fortes. Les mauvais résultats de 1986, auxquels se sont ajoutées les variations des taux de change et l'évolution des prix sur les marchés internationaux, ont provoqué en Hongrie les plus fortes pertes de devises enregistrées depuis 1974. La politique agricole n'a pas été modifiée de façon importante en 1986; ses grands axes sont toujours un programme céréalier avec un objectif de production de 18 millions de tonnes par an, l'encouragement des industries de transformation alimentaire produisant essentiellement pour l'exportation et le développement des entreprises mixtes avec participation de capitaux étrangers.

La production agricole de la Pologne a augmenté de près de 20 pour cent depuis 1982 et de 7,6 pour cent rien qu'en 1986, année où la production céréalière a

contre une production moyenne effective de 180 millions de tonnes par an dans les années 1981-1985. La production céréalière demeure le problème clé de l'économie agricole du pays. Les réformes économiques introduites à la fin de 1985, et décrites dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1986*, ont contribué à dynamiser la production agricole soviétique.

D'après les estimations préliminaires pour 1987, la production agricole de la région a légèrement baissé (tableau 2.7). Un déclin d'environ 2 pour cent de la production végétale a été en partie compensé par une augmentation de plus de 3 pour cent dans le secteur de l'élevage, et principalement de la viande. Ce léger recul de la production avait toutefois été précédé par une augmentation de 7 pour cent en 1986, année considérée comme une bonne année agricole dans la région. La production de la Pologne et, dans une moindre mesure, celles de la République démocratique allemande et de la Roumanie ont baissé en 1987. Seule la Bulgarie est parvenue à augmenter notablement sa production agricole, pour la deuxième année de suite, mais pas assez pour compenser la forte chute de 1985.

La production céréalière de la région a baissé d'environ 1 pour cent en 1987, tombant à 296 millions de tonnes, l'augmentation de la production de riz et de céréales secondaires — 5 et 3 pour cent respectivement — n'ayant pas suffi à compenser le déclin de près de 6 pour cent de la production de blé. Cependant, la production céréalière de l'URSS — qui représente deux tiers du total de la région — a atteint 211,3 millions de tonnes en 1987, soit 1,2 million de tonnes de plus qu'en 1986. C'est la première fois qu'elle dépasse 200 millions de tonnes deux années de suite. La forte récolte de 1987 a été obtenue malgré des conditions climatiques défavorables (un hiver particulièrement rude et un été pluvieux), ce qui montre l'efficacité des nouvelles politiques adoptées pour augmenter les rendements de l'agriculture. Effectivement, les rendements céréaliers ont atteint une moyenne de 1,83 tonne à l'hectare, ce qui est proche du record de 1,85 tonne à l'hectare enregistré en 1978, année où la récolte avait atteint 237 millions de tonnes. Pourtant, l'Union soviétique aura sans doute encore besoin d'importer environ 30 millions de tonnes de céréales en 1988, en particulier du maïs et du soja pour l'alimentation des animaux.

Politiques et résultats varient d'un pays à l'autre, mais certains grands axes sont communs aux sept pays étudiés. L'amélioration de l'utilisation des ressources est un objectif fondamental dans tous les pays. Les objectifs quantitatifs, qui restent importants dans les stratégies nationales (par exemple en ce qui concerne la production céréalière), sont cependant relativement moins prioritaires que la qualité de la production.

Les prix à la production ont été relevés pour compen-

ser, au moins dans une certaine mesure, l'augmentation des prix des facteurs résultant notamment de la réduction des subventions, et pour stimuler la production agricole. Dans certains cas, les prix des produits vivriers à la consommation ont aussi été relevés afin de réduire le coût des subventions.

Les pays de la région adoptent de plus en plus de nouvelles méthodes de production fondées sur l'intégration de la mécanisation, de l'automatisation, et de l'emploi d'engrais, de pesticides et de semences. Des programmes intégrés spéciaux, qui couvrent l'ensemble du système de production depuis le semis jusqu'à la transformation, ont aussi été introduits (par exemple en Hongrie et en Bulgarie).

L'emploi de méthodes de gestion se généralise, ce qui permet de surveiller de plus près les coûts au niveau des exploitations. De plus en plus, les objectifs de production et les salaires sont fixés de façon autonome par les exploitations (par exemple en URSS et en Bulgarie). Une attention croissante est accordée à l'application pratique des nouvelles technologies scientifiques, ainsi qu'à la protection et à l'aménagement de l'environnement et des ressources hydriques. Les efforts faits pour réduire les coûts de production visent notamment à rationaliser l'utilisation des facteurs de production et à mieux protéger l'environnement.

TABLEAU 2.8 Pays développés à économie de marché: variation annuelle de la production végétale, de la production animale et de la production agricole totale, 1972-1987

Région et groupes de pays	Production végétale			Elevage		Production agricole totale			
	1972-1987	1985-1986	1986-1987	1972-1987	1985-1986 (%)	1986-1987	1972-1987	1985-1986	1986-1987
PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ									
MARCHÉ	1,8	-3,2	-1,8	1,5	0,9	0,3	1,6	-1,8	-1,4
Amérique du Nord	2,1	-6,4	-3,9	1,1	0,9	-	1,6	-5,0	-3,1
Europe occidentale	1,6	0,3	1,0	1,9	0,9	-0,4	1,7	0,6	-0,2
CEE (12 pays)	1,7	-0,8	2,1	1,9	1,3	-0,5	1,7	0,5	-
Autres pays d'Europe occidentale	1,2	9,5	-7,6	1,7	-1,5	0,1	1,5	1,5	-2,2
Océanie	3,9	-2,2	-9,6	0,6	1,1	4,0	1,4	0,2	-0,7

PAYS DÉVELOPPÉS À ÉCONOMIE DE MARCHÉ

En 1986, la production agricole a beaucoup baissé aux Etats-Unis (-6 pour cent) et fléchi ou à peine augmenté dans la plupart des autres pays développés à économie de marché à l'exception du Canada, où elle a augmenté de 8 pour cent, d'où une légère réduction de la production agricole totale (-1,8 pour cent). Une nouvelle baisse de 1,4 pour cent a eu lieu en 1987, car la production a reculé dans toutes les régions industrialisées (de 3 pour cent en Amérique du Nord) sauf la CEE, où elle a stagné (tableau 2.8). Pourtant, les approvisionnements de la plupart des produits agricoles sont restés pléthoriques, et des stocks importants ont continué à déprimer les marchés. Les crédits budgétaires consacrés à l'agriculture dans les principaux pays exportateurs sont restés très élevés, car les cours mondiaux de la plupart des produits agricoles de zones tempérées sont restés déprimés et le coût du soutien des revenus agricoles a augmenté. La concurrence sur le marché des produits agricoles a été très forte, et les principaux exportateurs ont baissé leurs prix sur le marché mondial afin d'essayer de conserver leurs débouchés et d'en obtenir de nouveaux. La nécessité d'ajuster les politiques en matière de commerce et de production agricoles est apparue de plus en plus fréquemment à l'ordre du jour des diverses réunions internationales.

Amérique du Nord

En 1986, la production agricole des Etats-Unis a marqué une baisse notable, du fait des réductions enregistrées pour des produits importants tels que blé, maïs, soja, bœuf et porc. En 1987, la production a encore légèrement décliné, avec une baisse de 10 pour cent dans le secteur des céréales et une stagnation dans celui de l'élevage. La production de blé a été légèrement supérieure à celle de 1986 et la production de soja a à peine baissé, mais on estime que la production de maïs a reculé de 12 pour cent.

La crise de l'agriculture s'est un peu atténuée, car la rentabilité des actifs et fonds propres s'est accrue, les taux d'intérêt ont baissé, les revenus nets des exploita-

tions ont augmenté et la baisse des prix de la terre s'est ralenti, tombant à 8 pour cent en 1986, pour se stabiliser, d'après les estimations, en 1987. Les dépenses d'exploitation ont baissé de 8 pour cent en 1986 et, selon les estimations, de 4-6 pour cent en 1987. La baisse des charges d'exploitation a été due principalement au déclin des taux d'intérêt, mais la réduction des surfaces cultivées et la moindre utilisation de facteurs de production ont aussi fait diminuer les coûts. En conséquence, les revenus nets des exploitations agricoles en 1987 pourraient avoir été les plus élevés depuis 1973.

En 1987, les fonds publics affectés au soutien des prix et des revenus du secteur agricole, qui s'étaient élevés à 25,8 milliards de dollars en 1986, ont probablement à nouveau dépassé 25 milliards de dollars, dont 13,1 milliards pour le secteur des céréales fourragères. Une partie considérable de ces dépenses était destinée à financer des programmes de mise en réserve de terres, qui prévoyaient le gel de terres normalement cultivées en blé et en céréales fourragères (respectivement 8,3 et 11,9 millions d'hectares). Les surfaces ensemencées en soja ont aussi été réduites de 7,5 pour cent en 1987.

A long terme, le programme agricole des Etats-Unis vise à réduire la production en dissociant subvention et production plutôt qu'en réduisant le soutien des prix. Le Congrès s'est notamment penché sur le problème de savoir s'il convient ou non de contingenter la production. Des programmes comme le Programme de paiement en nature (PIK) et le Programme de promotion des exportations (EEP) resteront vraisemblablement en vigueur jusqu'à ce que les conditions du commerce international s'améliorent.

En 1987, les exportations agricoles des Etats-Unis, en baisse depuis cinq ans, ont augmenté de 1,3 milliard de dollars en valeur et de 20 pour cent en volume, essentiellement parce que la dépréciation du dollar des Etats-Unis a rendu les prix plus concurrentiels.

Lors des négociations de l'Uruguay Round du GATT ainsi que dans d'autres instances internationales, les Etats-Unis ont tenté d'accélérer les négociations visant à éliminer les subventions des exportations et à réduire les obstacles au commerce des produits agricoles. A ces occasions, les Etats-Unis, ainsi que d'autres pays, ont préconisé de dissocier les revenus agricoles du volume

de la production pour contenir la surproduction mondiale. Les Etats-Unis ont aussi proposé des mesures radicales, devant aboutir en 10 ans à la suppression des subventions et des obstacles à l'importation.

En 1986, les revenus des exploitations agricoles au Canada ont atteint le record de 4,65 milliards de dollars, essentiellement grâce à l'augmentation de l'aide de l'Etat et à la bonne rentabilité de l'élevage. Les récoltes records de blé, d'orge et de colza ont aussi contribué à augmenter les revenus, quoique la qualité des céréales ait été médiocre. Les aides de l'Etat ont augmenté, et la diminution de l'emploi de facteurs de production et des coûts a compensé la baisse des prix sur le marché, d'où une augmentation des revenus nets. La consommation d'engrais a aussi diminué pour la première fois depuis le milieu des années 70. Le coût des facteurs de production tels que carburant et produits d'alimentation animale, de même que les coûts d'amortissement, devraient avoir encore baissé en 1987 et, malgré la réduction substantielle des récoltes, le revenu agricole net devrait atteindre le niveau record d'environ 4,75 milliards de dollars.

La production totale de l'agriculture en 1987 a baissé de près de 5 pour cent, par suite d'une réduction substantielle de la production végétale, notamment de céréales, et de la stagnation du secteur de l'élevage. La production de blé a baissé de 16 pour cent, tombant à 26,3 millions de tonnes, à cause de la faiblesse des prix. La production des sept autres grands types de grains, estimée à 55,85 millions de tonnes, a diminué de 8 pour cent.

En 1987, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures de soutien des agriculteurs. Le coût de ce programme jusqu'à la fin de 1991 devrait être de 2,8 milliards de dollars canadiens. Les producteurs céréaliers recevront une allocation en espèces, au titre du Special Canadian Grains Programme (Programme céréalier spécial du Canada); des dettes s'élevant à 1 milliard de dollars canadiens seront liquidées; et l'abattement de la taxe sur les carburants sera prorogé jusqu'à la fin de 1989. Le Département de l'agriculture estime que la valeur totale des allocations en espèces atteindra approximativement 3,2 milliards de dollars canadiens (soit 13 000 par agriculteur) en 1988.

Un accord bilatéral de libre-échange a été signé avec les Etats-Unis le 3 octobre 1987; il contient un certain nombre de dispositions ayant spécifiquement trait aux produits agricoles, et d'autres aux vins et aux produits forestiers. S'il entre en vigueur, cet accord entraînera la suppression progressive des droits de douane sur les produits agricoles en 10 ans à partir du 1^{er} janvier 1989.

Europe occidentale

La croissance de la production végétale et animale en Europe occidentale est restée inférieure à 1 pour cent en

1986. Pour presque tous les produits, les taux d'expansion sont restés en deçà des tendances à long terme, principalement en raison de la sécheresse en Europe méridionale, qui a particulièrement affecté les rendements de blé et d'orge. Les encouragements à la production sont restés inchangés et les semis pour la récolte de 1987 ont eu lieu normalement; cependant, à cause des pluies qui sont tombées au moment de la récolte, l'accroissement de la production végétale par rapport à 1986 est resté très faible (1 pour cent). La production d'un certain nombre de grandes cultures (notamment céréales, betterave à sucre et fruits) ainsi que de produits de l'élevage (en particulier le lait) a baissé en 1987. D'autre part, les cultures oléagineuses ont marqué une forte reprise après les reculs des années précédentes, et l'expansion est restée rapide dans le secteur des légumineuses.

En 1986, les rendements céréaliers ont été plus faibles dans la Communauté économique européenne que dans le reste de l'Europe occidentale à cause des effets de la sécheresse dans les pays membres méridionaux. Selon les estimations, la production végétale totale a augmenté de 2 pour cent en 1987, mais la production de blé (environ 72 millions de tonnes) est restée bien inférieure aux premières projections, à cause du temps froid et humide au moment de la récolte qui a fait baisser les rendements et détérioré la qualité du blé.

En 1987, la CEE a vendu à l'URSS 700 000 tonnes de beurre (soit la moitié de ses stocks) et au cours des 18 derniers mois, 8 millions de tonnes de blé, ce qui représente près d'un tiers des exportations totales de la CEE.

Les négociations sur les prix agricoles 1987/88 dans la CEE ont été particulièrement difficiles et n'ont abouti qu'au début de juillet 1987. La Commission avait proposé une augmentation des contributions au budget, afin de résorber le déficit, et une limitation des mécanismes d'intervention pour les produits agricoles afin de réduire les dépenses et de contenir la production. Le compromis adopté, beaucoup moins radical, comprend notamment les mesures suivantes:

- des modifications du système d'intervention pour les céréales: les achats officiels se feront à 94 pour cent du prix d'intervention, ce qui revient à une réduction de 6 pour cent des prix (la Commission avait proposé une réduction de 7 pour cent). Cependant, une augmentation du taux maximum d'humidité autorisé compensera en partie cette réduction. Il y aura sept augmentations mensuelles du prix d'intervention, de novembre à mai (la Commission avait proposé cinq augmentations mensuelles seulement);
- la suppression progressive du système complexe des montants compensatoires monétaires, selon une for-

mule offrant des compensations aux agriculteurs d'Allemagne fédérale jusqu'à la fin de 1988¹⁴;

— la décision concernant le mécanisme de stabilisation controversé proposé pour les matières grasses végétales et marines a été ajournée *sine die*. Aux prix actuellement en vigueur sur le marché mondial et dans la CEE, cette proposition aurait entraîné une taxe d'environ 330 ECU (375 dollars) par tonne de matières grasses végétales et marines destinées à la consommation humaine, et aurait produit un montant estimé à environ 2,4 milliards de dollars par an. La proposition fera l'objet d'une étude complémentaire et de consultations avec les principaux partenaires commerciaux de la CEE. En définitive, le prix d'intervention pour le colza n'a été réduit que de 3 pour cent (alors qu'on avait proposé 6 pour cent) et, pour les graines de tournesol, il est resté inchangé (alors qu'on avait proposé une réduction de 3 pour cent).

Il a été estimé que l'ensemble de mesures concernant les prix agricoles pour 1987/88 réduirait le budget de la Politique agricole commune (PAC) de 170 millions de dollars en 1987, et de peut-être quatre fois autant en 1988. Cependant, le budget de la PAC pour 1987, de 27 milliards de dollars, soit plus des deux tiers du budget total de la CEE, est resté déficitaire de 4,6 milliards de dollars.

A la réunion du Conseil européen qui s'est tenue à Bruxelles en février 1988, un plafond de 27,5 milliards d'ECU a été fixé pour les dépenses dans le secteur de l'agriculture en 1988; le taux d'augmentation des dépenses a été limité à 75 pour cent de la croissance du PIB dans la Communauté; une augmentation de l'aide aux régions déprimées d'environ 70 pour cent en cinq ans a été décidée; et des réductions automatiques des prix lorsque les seuils de production pour les céréales (160 millions de tonnes pour 1988-1992) et pour les graines oléagineuses sont atteints ont été introduites.

Océanie

En Australie, la crise financière de l'agriculture s'est poursuivie en 1986 et aggravée en 1987: en 1986, les taux d'intérêt ont atteint 20 pour cent, l'inflation 10 pour cent, et la dévaluation du dollar australien a fait augmenter les coûts du carburant, des produits chimiques et de l'équipement agricole. Alors que les prix des intrants agricoles sont montés de 53 pour cent entre 1980 et 1986, les prix perçus par les agriculteurs n'ont augmenté que de 13 pour cent. Pendant la seule année 1986, le rapport coûts/prix s'est détérioré de 8 pour cent. En conséquence, les revenus des agriculteurs et les prix de la terre se sont effondrés, tandis que les dettes et les faillites se multipliaient. L'agriculture australienne passe par une période d'ajustement structurel, dans une conjoncture de politiques fiscales sévères et de déficit de la balance des paiements. Le gouvernement a essayé de mettre en œuvre des mesures visant à faire baisser les coûts en fournissant des services efficaces et a donné une assistance aux exploitations considérées comme viables à long terme.

En 1987, les agriculteurs australiens ont continué à se tourner vers l'élevage au détriment des cultures. La surface occupée par les cultures, qui atteignait 18,8 millions d'hectares en 1983/84, est tombée à 16 millions d'hectares en 1986/87, et l'on s'attend à ce qu'elle diminue encore pour ne plus représenter que 15,2 millions d'hectares en 1989/90. La laine est devenue la principale source de revenus à la place du blé, et en 1987 elle a représenté plus de 17 pour cent de la production agricole totale, soit un peu plus que le blé. Les prix de la laine à la production sont élevés en monnaie locale en raison de la forte demande et de la dévaluation du dollar australien. Le gouvernement semble déterminé à poursuivre l'application d'une série de mesures d'ajustement destinées à assurer que l'agriculture reste viable malgré la réduction des aides. Les fortes pressions qui continuent à s'exercer sur les prix des céréales accéléreront vraisemblablement l'évolution du secteur vers l'élevage.

En 1987, la production brute de l'agriculture s'est située aux environs de 15 milliards de dollars, dont 11 milliards pour les exportations, deux fois plus qu'il y a 10 ans. Les exportations de céréales, de blé et de riz ont pourtant baissé de 253 millions de dollars australiens, alors que celles de laine, de produits horticoles et de viande ont été satisfaisantes. La production de blé devrait avoir baissé en 1987 pour la quatrième année de suite, tombant à 14 millions de tonnes, soit 20 pour cent de moins que l'année record 1983/84 et la production la plus faible depuis la sécheresse de 1982/83; la production d'orge, elle, devrait avoir augmenté de 13 pour cent, passant à 3,6 millions de tonnes.

En Nouvelle-Zélande aussi les agriculteurs ont connu

¹⁴ Lorsque la valeur de la monnaie d'un Etat membre de la CEE est modifiée, les prix payés aux agriculteurs (c'est-à-dire le prix commun fixé en ECU, mais exprimé en monnaie nationale) changent aussi. Afin d'amortir les effets de ces variations soudaines sur les revenus agricoles et les prix des aliments, les modifications se font de façon progressive grâce à l'utilisation de «taux représentatifs» (appelés aussi «taux verts»), qui diffèrent des parités officielles. Le système des montants compensatoires permet d'éviter que ces différences n'entraînent des distorsions dans le commerce intracommunautaire: en cas de réévaluation de la monnaie, des montants compensatoires sont versés pour les exportations et prélevés sur les importations, et vice versa en cas de dévaluation. (Voir CEE, *La Politique agricole commune et sa réforme*, Documentation européenne, Périodique 1/1987.)

des difficultés financières. On estime qu'à la suite des mesures appliquées pour améliorer l'efficacité et la viabilité du secteur agricole, de 3 000 à 6 000 des 40 000 agriculteurs du pays sont au bord de la faillite. En 1987, le gouvernement a assoupli les mesures de libéralisation de 1984/85 et introduit des mesures qui ont aidé à atténuer les problèmes d'endettement des agriculteurs. Cependant, les taux d'intérêt élevés, l'inflation (18 pour cent en 1987), la réévaluation du dollar australien et l'abaissement des prix de soutien ont créé un contexte peu favorable à une meilleure année agricole. En outre, depuis 1987, le nouveau gouvernement a radicalement réduit les subventions et les autres formes d'encouragement à l'agriculture.

A cause de la sécheresse, la production laitière a diminué de 15 pour cent en 1986, tombant ainsi à son niveau le plus bas depuis 1982/83, et la production d'engrais est restée aux deux tiers de celle de 1985, conséquence de la réduction de l'utilisation de facteurs de production, qui devrait diminuer encore en 1987. La production laitière a encore baissé en 1987, principalement à cause de la faiblesse des cours mondiaux des produits laitiers et de la réduction de l'utilisation d'engrais. Bien que les conditions météorologiques aient été meilleures en 1987, le secteur céréalier aussi a été déprimé, et les agriculteurs se sont tournés vers les cultures horticoles telles que fruits et pomme de terre, la culture de semences de graminées et l'amélioration des pâturages.

Japon

La production de l'agriculture en 1986 est restée à peu près égale à celle de 1985, une légère baisse de la production de riz ayant été en partie compensée par une augmentation de la production de viande de bœuf due à l'augmentation des prix. Le revenu net de l'agriculture en 1986 est resté en gros inchangé et les revenus ruraux non agricoles ont augmenté, de sorte que les agriculteurs japonais, dont un grand nombre sont des exploitants à temps partiel, ont eu des revenus moyens de 30 pour cent supérieurs à ceux des ouvriers des industries urbaines.

En 1987, la production agricole a baissé de près de 1 pour cent, à la suite d'un déclin de la production végétale qui n'a pu être compensé par l'expansion du secteur de l'élevage. Les prix à la production et les subventions ont baissé pour la plupart des cultures, et le programme de reconversion des rizières s'est étendu à près de 800 000 hectares contre 620 000 hectares en 1986.

Il est probable que la perte d'influence du lobby agricole et les pressions extérieures en faveur de l'ouverture du marché japonais à la concurrence mondiale entraîneront une réduction du soutien budgétaire à

l'agriculture. Les subventions publiques, qui s'étaient élevées ces dernières années à plus de 1 000 milliards de yen par an, ont été réduites à 560 milliards de yen en 1987.

CHAPITRE 3
NOUVELLES PRIORITÉS
DE LA SCIENCE ET DE LA
TECHNOLOGIE AGRICOLES
DANS LES PAYS
EN DÉVELOPPEMENT

L'agriculture moderne est l'héritière des grandes découvertes de la deuxième moitié du 19^e siècle associées aux noms de Mendel, Liebig, Lenoir et Diesel. Son avènement s'est accompagné d'un affranchissement progressif des limites inhérentes aux seules connaissances et moyens disponibles à la ferme. De nouvelles variétés de plantes cultivées, d'arbres et d'animaux améliorés par la sélection et l'utilisation toujours plus grande d'intrants extérieurs — engrains minéraux, aliments industriels, produits chimiques, vaccins, approvisionnement en eau et machinisme — ont permis de multiplier la production et la productivité agricoles. Ces intrants ne sont pas supplantés par les nouvelles biotechnologies telles que les cultures cellulaires et tissulaires, la fusion des protoplastes, l'activation de la photosynthèse, la fixation de l'azote, les régulateurs de croissance et le génie génétique; ils continueront à jouer un rôle majeur dans l'évolution de l'agriculture pendant longtemps encore, en particulier dans le monde en développement.

Néanmoins, les récents changements qui se sont produits dans l'agriculture mondiale — et qui se sont accompagnés d'une nouvelle prise de conscience sociale et écologique — ont rendu nécessaire un réexamen des programmes de recherche, dans les pays tant développés qu'en développement. Dans la plupart des pays développés à économie de marché, où les excédents sont devenus structurels, l'accent se déplace de l'accroissement de la production vers la sécurité des aliments et la protection de l'environnement. Dans les pays en développement, considérés globalement, la production et la productivité agricoles conservent la priorité absolue tant dans le domaine de la recherche que dans celui de la technologie. Il est cependant fort improbable que les cultivars à haut rendement qui nécessitent un gros apport d'engrais minéraux et d'autres intrants extra-agricoles, ainsi qu'un approvisionnement sûr en eau, seront suffisants pour assurer l'accroissement nécessaire de la production. Il faut aussi mettre au point des cultivars à haut rendement résistant au stress et bien adaptés aux conditions locales, c'est-à-dire en général à la culture en sec, mais moins dépendants d'intrants extra-agricoles qui sont souvent inabordables ou tout simplement inexistants.

Les pays en développement accordent maintenant plus d'importance aux cultures vivrières de base, et notamment aux légumineuses et aux oléagineux. Si les cultures d'exportation restent importantes, la baisse des cours observée ces dernières années a rendu beaucoup d'entre elles moins rentables. D'autre part, la pénurie de devises a forcé la plupart des pays en développement à promouvoir l'autosuffisance, si bien que les cultures vivrières sont souvent devenues d'importantes cultures de rente. A mesure que ce phénomène s'amplifie, les protagonistes du développement agricole changent aus-

si: au lieu des grandes exploitations relativement modernes maîtrisant l'eau et disposant des meilleures terres, ce sont les petits exploitants, en particulier les femmes, pauvres en ressources et travaillant des terres médiocres, voire marginales, qui passent au premier plan. Cette réorientation touche presque toutes les activités agricoles, de la culture à l'élevage et de la pêche côtière à la foresterie communautaire. Les conséquences de cette réorientation sont importantes pour la recherche internationale, nationale et privée.

L'un des autres changements importants concerne l'environnement. Certes, la dégradation des sols est un problème commun aux pays développés et aux pays en développement. Cependant, elle est plus difficile à enrayer lorsque les conditions climatiques sont extrêmes et la pression démographique souvent aiguë. D'où des phénomènes de désertification, de salinité et de déboisement qui sont lourds de conséquences. Les bonnes terres inexploitées sont rares dans la plupart des pays en développement et il est indispensable que l'effort d'accroissement de la production soit soutenable à long terme. Les pratiques qui améliorent la structure du sol ainsi que la productivité, par exemple le recyclage des éléments nutritifs, sont presque aussi urgentes que l'utilisation accrue des engrains minéraux dont l'effet n'est que temporaire.

Le présent chapitre traite des implications de cette redistribution des priorités pour la recherche et le développement agricoles et pour le transfert des technologies. Trois changements particuliers sont mis en relief. Premièrement, l'adaptation nécessaire des politiques pour orienter les recherches dans la bonne direction. Deuxièmement, les changements à apporter au contenu de la recherche pour qu'elle permette de surmonter, ou du moins d'atténuer les principales contraintes. Enfin, les améliorations d'ordre financier et institutionnel qui devront être opérées pour que la recherche bénéficie de l'appui dont elle a besoin et pour que les résultats obtenus parviennent effectivement aux agriculteurs.

CONTRIBUTION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE AU DÉVELOPPEMENT AGRICOLE: LE PASSÉ

L'application de la science aux techniques agricoles s'est accélérée à partir du milieu du 19^e siècle, même si les nouvelles techniques n'ont pas toutes été adoptées avant les années 30. Les principaux progrès ont été accomplis dans les domaines des engrains minéraux, de la sélection végétale et de la protection des plantes, de l'alimentation du bétail et de la lutte contre les maladies, et enfin de la mécanisation. Si chacun de ces facteurs a apporté sa contribution propre à l'accroissement de la production végétale ou animale, s'en tenir à cette simple constatation serait commettre une erreur fondamentale, car c'est leur combinaison qui a été déterminante pour l'accroissement de la production des pays industrialisés. Les nouveaux équipements, les variétés améliorées et les progrès de la fumure se combinent mutuellement et avec d'autres facteurs de production de mille et une manières. C'est l'impact global de cette combinaison très complexe qui contribue en dernier ressort à l'accroissement de la production (figure 3.1).

Naturellement, la combinaison des ingrédients technologiques doit être adaptée aux différentes conditions agro-écologiques et socio-économiques. Citons deux exemples extrêmes parmi les pays industrialisés d'aujourd'hui: le Japon, où la pénurie de terres et l'abondance relative de main-d'œuvre ont conduit à une exploitation intensive du sol basée sur la fertilisation minérale et l'amélioration des variétés cultivées; et l'Amérique du Nord, où l'abondance des terres et la rareté de la main-d'œuvre ont eu pour corollaire une productivité relativement faible du sol mais élevée de la main-d'œuvre, conduisant à une mécanisation rapide de l'agriculture.

Ces changements technologiques ont été générateurs d'avantages économiques et sociaux considérables dans les pays développés. Par leur ampleur et leur durée, les gains de productivité ont eu pour effet d'élever les revenus agricoles et de réduire les prix relatifs des produits vivriers et des autres produits agricoles. Les prix de nombreux produits alimentaires ont baissé régulièrement par rapport à ceux des autres biens, accroissant ainsi le pouvoir d'achat et le bien-être social des consommateurs, en particulier dans les groupes à bas revenu qui consacrent une grande part de leur revenu à l'alimentation.

Les pays en développement ont accès à la plus grande partie des recherches fondamentales et appliquées qui sont menées dans les pays développés.

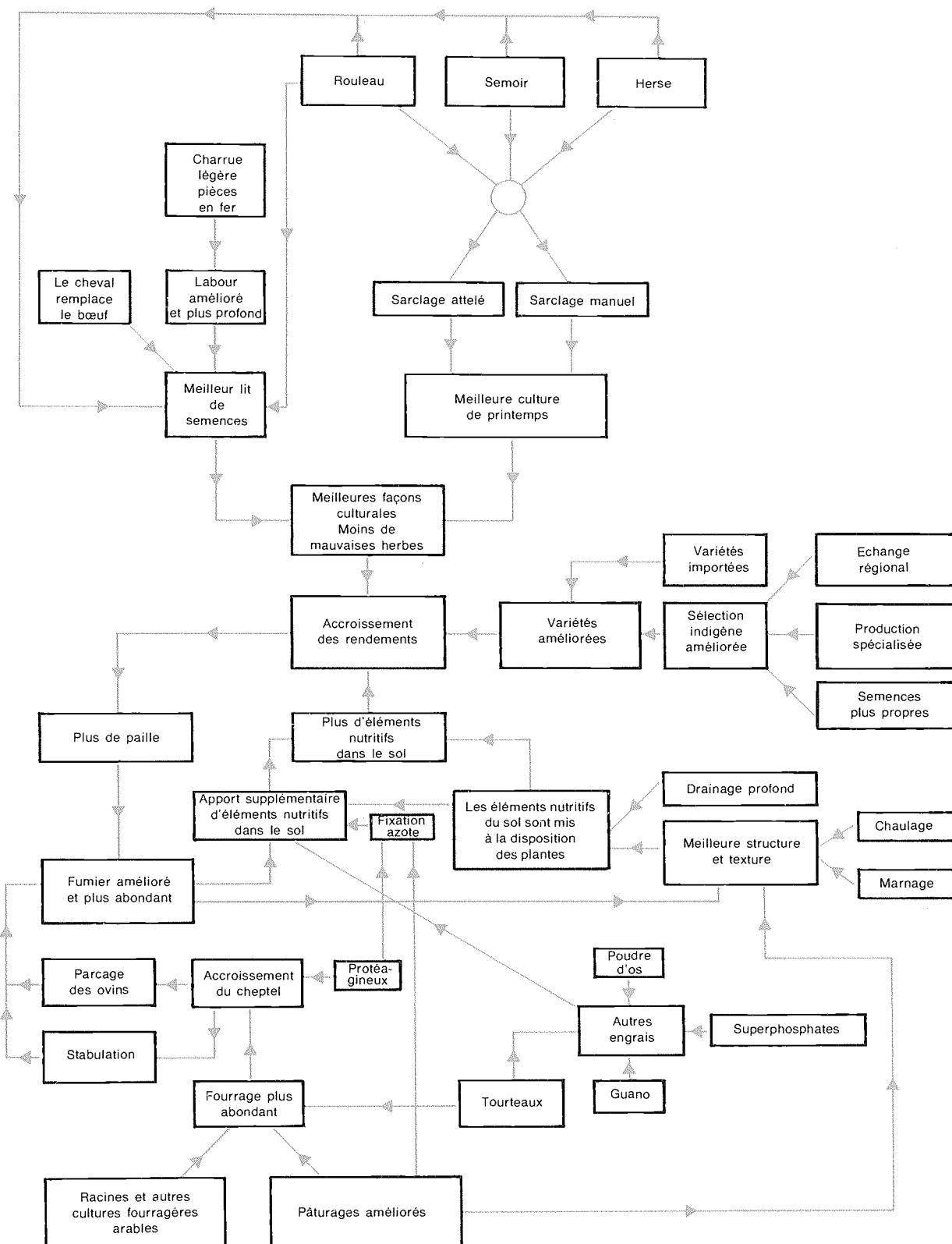
L'adoption des résultats de ces recherches et leur adaptation ont permis à certains pays en développement de brûler les étapes ou du moins de raccourcir énormément le passage de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture moderne. Alors que dans les pays développés la révolution agricole a duré plus de deux siècles, certains pays en développement ont franchi l'étape décisive en moins de 20 ans. Par exemple, durant les années 30, la Corée a pu adopter les techniques de production du Japon et rapidement mettre en place une riziculture moderne. Plus récemment, l'Inde et d'autres pays d'Asie ont accompli leur révolution verte en l'espace d'une décennie, et modernisé la production de blé et de riz grâce à la maîtrise de l'irrigation. La plupart des techniques que ces pays ont utilisées ont été mises au point par le CIMMYT (Centre international d'amélioration du maïs et du blé) et l'IRRI (Institut international de recherches sur le riz), deux des Centres internationaux de recherche agronomique (CIRA) qui bénéficient de l'appui de plus de 40 donateurs dans le cadre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) (voir encadré 3.1).

La grande différence entre les pays développés et les pays en développement est que dans les premiers les progrès de l'agriculture moderne ont d'abord profité aux cultures vivrières alors que dans les seconds, ce sont en général les cultures destinées à d'autres usages ou à la fabrication de boissons qui en ont bénéficié. Les rendements du coton, de l'hévéa, du tabac et du thé ont commencé à augmenter dès les années 20 dans un certain nombre de pays en développement, c'est-à-dire bien avant ceux des produits vivriers de base.

Les raisons de cette différence sont complexes. Celle-ci tient en partie aux intérêts des anciennes puissances coloniales qui souhaitaient assurer l'approvisionnement de leurs industries en matières premières, mais aussi à la plus grande rentabilité de la plupart des cultures de rente, qui non seulement exigeaient des recherches urgentes mais dégageaient aussi les fonds nécessaires à leur réalisation. Cette différence s'expliquait aussi par la demande. Jusqu'en 1960, en effet, de nombreux pays en développement disposaient de vastes superficies et pouvaient satisfaire leurs besoins alimentaires grâce à l'agriculture traditionnelle; dans ces conditions, l'accroissement de la production vivrière par unité de surface ne faisait pas partie des priorités.

L'apport relatif des différentes techniques a été sensiblement le même dans les pays en développement et dans les pays développés. D'après une étude de la production rizicole dans huit pays asiatiques (Bangladesh, Birmanie, Chine, Inde, Indonésie, Philippines, Sri Lanka et Thaïlande), l'augmentation de la production au cours des dernières années a été due pour près des deux tiers à l'introduction de variétés modernes et à l'utilisa-

Figure 3.1 INTERACTIONS DES INNOVATIONS TECHNIQUES DANS LES SYSTÈMES AGRICOLES



Source: T. Bayliss-Smith, S. Wanmali et B.H. Farmer, *Understanding Green Revolutions: agrarian change and development planning in South Asia*. Cambridge University Press, Londres et New York, 1984.

tion accrue des engrais¹. Le principal autre facteur a été l'irrigation.

Les avantages économiques et sociaux ont aussi été similaires, mais plus limités. Un certain nombre de spécialistes soutiennent que la révolution verte a eu un faible impact — ou même parfois un effet négatif — sur les petits agriculteurs et les ruraux pauvres car elle a fait baisser les prix des produits alimentaires, renchéri les intrants et les fermages et réduit l'accès à la terre². Des études plus récentes montrent que ces conclusions sont un peu hâtives. Il y a certes des exceptions, mais la révolution verte a eu au moins quatre effets importants pour les petits agriculteurs et les ruraux pauvres:

- bien que les technologies aient tout d'abord été adoptées par les grandes exploitations, les petits exploitants n'ont pas tardé à leur emboîter le pas et ont souvent obtenu des rendements plus élevés;
- les technologies ont accru la productivité du travail et la demande de main-d'œuvre, au profit des travailleurs sans terre;
- l'augmentation de la production et de la productivité a fait baisser les prix des produits alimentaires, au bénéfice des consommateurs pauvres qui étaient souvent des travailleurs sans terre ou des exploitants ne disposant que de très peu de terre (figure 3.2);
- en stimulant la demande d'intrants agricoles tels que les engrais minéraux, et celle de biens de consommation du fait de l'augmentation des revenus ruraux, ces technologies ont eu un effet indirect sur l'emploi et les revenus dans le secteur extra-agricole, tant dans les zones urbaines que dans les zones rurales. Une des nombreuses études consacrées à cette question a démontré qu'un accroissement de 1 pour cent du revenu agricole dans la province de Nueva Ecija (île de Luzon) aux Philippines engendrait une augmentation de 1 à 2 pour cent de l'emploi dans de nombreux secteurs extra-agricoles de l'économie locale³.

UN NOUVEAU DÉFI

Les apports de la science et de la technique au développement agricole n'ont pas toujours été sans problème et n'ont pas répondu à tous les besoins. L'intensification de la production permise par le progrès technique, jointe à l'adoption de mesures destinées à stimuler l'accroissement de la production, a abouti à l'accumulation d'énormes excédents agricoles en Amérique du Nord et en Europe occidentale. En outre, la mise en culture de terres marginales, l'élevage intensif et l'utilisation parfois abusive des produits chimiques ont entraîné des perturbations écologiques, la dégradation des sols et la pollution du milieu.

La dégradation des sols est particulièrement critique dans les pays en développement où la pression démographique a entraîné un raccourcissement de la jachère, qui laissait la terre se reposer entre deux cycles cultureaux. Les conséquences sont graves, en particulier lorsque l'agriculture a empiété sur la forêt tropicale ou sur des terres que l'irrégularité des précipitations ou la mauvaise qualité du sol rend marginales.

L'impact de la science et de la technologie ne pourra prendre de l'ampleur dans les pays en développement sans d'importants changements de politique. Dans le passé, la recherche a eu tendance à privilégier les cultures d'exportation, les céréales nobles telles que le blé et le riz et, d'une manière générale, les meilleures zones agro-écologiques. Les plans de développement et les politiques économiques ont rarement été axés sur les problèmes des agriculteurs pauvres et les zones marginales. Il faut maintenant attacher plus d'importance à ces problèmes, en particulier dans le contexte du développement durable, aux liens entre la recherche et l'équité sociale, et aux besoins techniques des femmes dans leurs activités agricoles et ménagères⁴. Les stratégies nationales de développement évoluent souvent dans la bonne direction, mais les obstacles sont généralement aussi grands dans le domaine institutionnel que dans la sphère technique. Si la science et la technologie doivent être axées plus spécifiquement sur ces questions, il faut qu'elles se fondent sur une compréhension approfondie:

- des milieux physiques et biologiques de production;
- du potentiel génétique permettant d'accroître la productivité;
- des conditions socio-économiques.

¹ R.W. Herdt et C. Capule, *Adoption, spread and production impact of modern rice varieties in Asia*, IRRI, Manille, 1983.

² Pour un examen détaillé de la question, voir T. Bayliss-Smith, S. Wanmali et B.H. Farmer, *Understanding Green Revolutions: agrarian change and development planning in South Asia*, Cambridge University Press, Londres et New York, 1984.

³ Cité par P. Pinstrup-Andersen et P.B.R. Hazell, «The impact of the Green Revolution and prospects for the future», *Food Reviews International*, 1(1), 1985.

⁴ Marilyn Hoskins, *Household level appropriate technologies for women*, US Agency for International Development, Office of Women in Development, Washington, 1981.

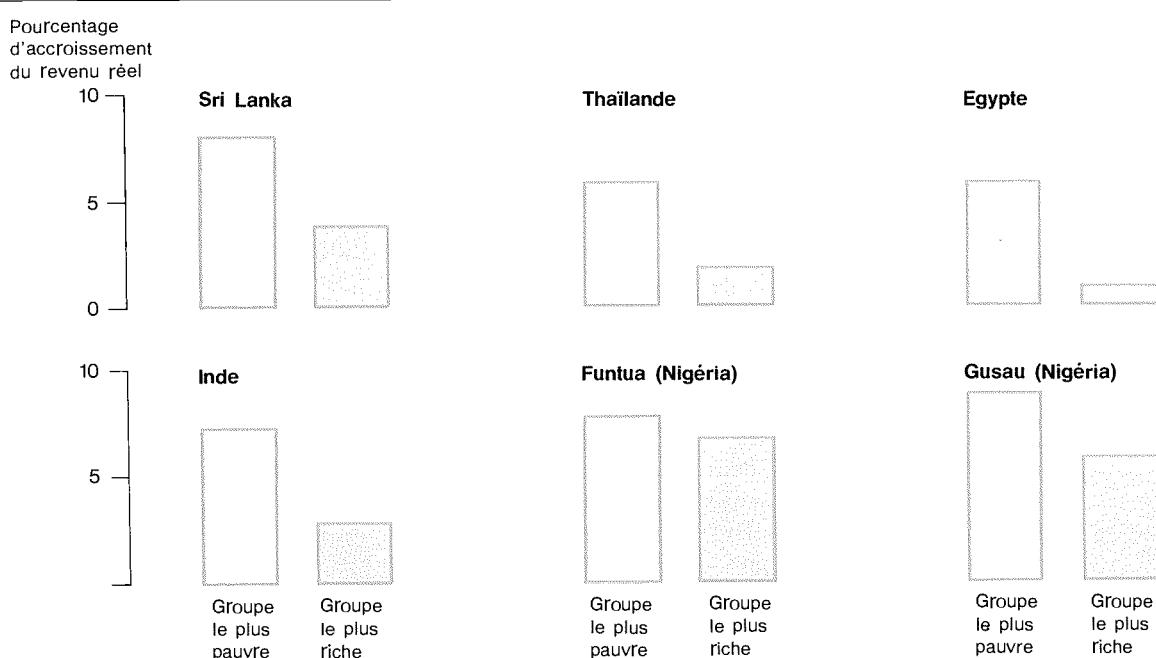
Les conséquences qui en découlent pour la science et la technologie sont examinées dans le tableau 3.1. Il ne faut considérer en aucun cas que les nouvelles priorités supplantent les objectifs passés: les techniques existantes peuvent être encore développées et elles joueront un rôle important dans la production agricole future. Ce que le tableau montre, c'est que les priorités de la recherche et du développement ont commencé à changer, en grande partie sous l'effet de l'évolution que subit l'ensemble de la société depuis une vingtaine d'années et qui s'est concrétisée dans une série d'importants événements internationaux⁵. Les nouveaux objectifs peuvent se résumer comme suit: il faut augmenter la productivité sans aggraver les fluctuations de la production et sans réduire l'aptitude de l'environnement à soutenir indéfiniment la production, tout en accroissant les revenus ruraux.

En outre, de nombreux aspects de la transformation, du stockage et de la préparation des aliments laissent

encore à désirer. Or le temps presse. Vu la pénurie croissante de bois de feu dans de nombreux pays, il serait peut-être utile de concevoir de nouvelles méthodes de cuisson, utilisant par exemple des poêles améliorés ou l'énergie solaire, et d'accroître la production d'aliments traditionnels transformés de manière à simplifier la préparation des repas à la maison.

⁵ A commencer, par exemple, par la Conférence de Stockholm sur l'environnement humain (1972). Les autres étapes importantes sont la Conférence mondiale sur la réforme agraire et le développement rural de 1979 (CMRADR), le 9^e Congrès forestier mondial de 1986, l'adoption de la nouvelle Convention des Nations Unies sur le droit de la mer en 1982 et le Rapport de la Commission mondiale de l'environnement et du développement (rapport Brundtland) de 1987.

Figure 3.2 EFFET SUR LES REVENUS D'UNE BAISSE DE 10 POUR CENT DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES



Source: GCRAI, Summary of International Agricultural Research Centers: a study of achievements and potential. Washington, 1985.

LES PROBLÈMES À RÉSOUTRE

Production végétale

Entre les rendements qui pourraient être obtenus et ceux qui le sont effectivement au niveau de l'exploitation, l'écart est grand dans les pays en développement. Les raisons en sont complexes et procèdent de contraintes diverses qui sont en gros de trois ordres: physiques, biologiques et socio-économiques. Les CIRA ont mis au point des méthodes d'identification des facteurs criti-

ques (figure 3.3). Parmi les contraintes de nature technique, celles qui ont trait au climat et à l'eau expliquent environ pour un tiers l'écart de rendement, tandis que celles qui ont trait aux ravageurs, aux mauvaises herbes et aux maladies en représentent un autre tiers.

L'eau et le climat. Les quatre cinquièmes environ des terres cultivables des pays en développement sont situés dans des zones subhumides à semi-arides où les précipitations sont aléatoires. Dans ces régions, une irrigation bien conduite peut beaucoup contribuer à régulariser la

ENCADRÉ 3.1

Le GCRAI et les CIRA

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) est un consortium informel de gouvernements, d'organisations et de fondations privées qui a pour objet de promouvoir la recherche agricole et la formation dans ce domaine. Il a été créé en 1971 sous le patronnage de la Banque mondiale, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de la FAO. Il comprend aujourd'hui 35 donateurs qui versent actuellement 240 millions de dollars par an au profit d'un réseau de 13 Centres internationaux de recherche agricole (CIRA).

Le GCRAI est issu de deux programmes de recherche appliquée. Le premier était le programme du maïs et du blé patronné par la FAO, le PNUD et la Banque mondiale, exécuté au Mexique pendant les années 40 avec l'appui du Gouvernement mexicain et de la Fondation Rockefeller, et qui a donné naissance au Centre international d'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT). A la suite de ce programme, un deuxième centre, l'Institut international de recherches sur le riz (IRRI), a été créé aux Philippines avec le soutien de la Fondation Ford pour promouvoir la recherche sur le riz.

Ces deux instituts, précurseurs des CIRA actuels, ont connu un immense succès. En l'espace d'une dizaine d'années, près d'un tiers du riz asiatique était produit à partir de variétés mises au point par l'IRRI et près de la moitié du blé cultivé dans les pays en développement provenait du CIMMYT. Il existe actuellement 13 CIRA:

- ADRAO, Association pour le développement de la riziculture en Afrique de l'Ouest (Monrovia, Libéria)
- CIAT, Centre international d'agriculture tropicale (Cali, Colombie)
- CIMMYT, Centre international d'amélioration du maïs et du blé (Mexico, Mexique)
- CIP, Centre international de la pomme de terre (Lima, Pérou)
- CIPEA, Centre international pour l'élevage en Afrique (Addis-Abeba, Ethiopie)
- CIRP, Conseil international des ressources phytogénétiques (Rome, Italie)
- ICARDA, Centre international de recherche agricole dans les zones arides (Alep, République arabe syrienne)
- ICRISAT, Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (Hyderabad, Inde)
- IFPRI, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (Washington, Etats-Unis)
- IITA, Institut international d'agriculture tropicale (Ibadan, Nigéria)
- IRRI, Institut international de recherches sur le riz (Manille, Philippines)
- LIRMA, Laboratoire international de recherche sur les maladies des animaux (Nairobi, Kenya)
- SIRAN, Service international de la recherche agronomique nationale (La Haye, Pays-Bas)

TABLEAU 3.1. La réorientation de la recherche et du développement agricoles

Objectif passé	Nouvelle priorité
PRODUCTION VÉGÉTALE	
Cultures de rente non vivrières	Amélioration des cultures vivrières de subsistance
Grandes exploitations	Petites exploitations
Bonnes terres	Terres marginales
Accroissement de la productivité	Production durable
Cultivars à haut rendement	Cultivars résistant au stress
Mécanisation	Culture attelée
Monoculture	Cultures intercalaires
Irrigation	Agriculture pluviale
Engrais minéraux	Recyclage des éléments nutritifs
Traitements chimiques	Lutte intégrée contre les ravageurs
Petit nombre de cultures	Diversification des cultures
ELEVAGE	
Bovins	Petits ruminants et autre petit bétail/volaille
Grandes unités	Petites unités
Pâturage traditionnel	Pâturage aride amélioré
Production capitaliste	Production extensive
	Amélioration quantitative et qualitative des aliments
PÊCHES	
Pêche hauturière	Pêche côtière et continentale, aquaculture
Accroissement de la production	Reconstitution des stocks
	Accroissement de l'efficacité de la pêche
	Limitation des pertes après récolte
Perfectionnement des embarcations et des engins	Meilleur suivi des stocks
	Amélioration du milieu marin
	Propulsion au moyen d'énergies nouvelles
FORêTS	
Plantations pures	Plantations polyvalentes
Foresterie industrielle	Foresterie communautaire, agroforesterie
Exploitation mécanisée	Traction animale
	Aménagement des bassins versants
	Amélioration de l'environnement
	Aménagement des zones protégées
	Produits forestiers pour les femmes

Source: FAO.

production, mais les eaux superficielles et souterraines qu'il serait possible d'utiliser économiquement ne permettraient d'irriguer qu'une faible partie de la superficie totale. L'amélioration de la production dépend donc essentiellement d'une meilleure connaissance des rapports entre la plante, le sol et le climat.

Privée d'irrigation, l'agriculture tropicale est tributaire du niveau, de la répartition et de la régularité des pluies. Ce sont essentiellement ces paramètres qui déterminent la production. Premièrement, parce qu'ils conditionnent largement la période de maturation des cultures, les pratiques culturales et l'utilisation optimale des éléments nutritifs du sol. Deuxièmement, parce qu'ils ont aussi un important effet sur les micro-organismes du sol qui jouent un rôle important dans le recyclage des matières organiques et sur la présence et la gravité des ravageurs et des maladies, facteurs qui ont tous une influence quantitative et qualitative sur la production biologique.

La connaissance de ces paramètres peut servir à orienter la recherche. Des travaux anciens en Afrique orientale ont montré, par exemple, que le régime des précipitations sous les tropiques variait sur des étendues relativement limitées et que l'analyse des probabilités permettait de mieux prévoir les résultats des essais au champ. Joint à la connaissance des besoins en eau des cultures, ce type d'analyse peut aussi servir à définir la plante idéale. C'est ainsi que l'on a mis au point des variétés de maïs à cycle court pour les régions à faible pluviométrie du Kenya. Les variétés composites Katumani obtenues de la sorte ont beaucoup contribué à améliorer la sécurité des approvisionnements alimentaires dans de vastes zones du Kenya. Cette approche essentiellement agro-météorologique, conjuguée aux techniques d'amélioration des plantes les plus récentes, doit être plus largement diffusée pour exploiter tout le potentiel de production des régions où la pluviométrie est faible et irrégulière et pour les rendre moins vulnérables à la sécheresse. La mise au point de variétés résistant à la sécheresse, adaptées à des climats spécifiques, figure actuellement en tête des priorités de la recherche agricole.

Modifier les caractères des plantes cultivées n'est toutefois qu'un aspect de la question. Il est aussi possible et généralement souhaitable de compléter l'amélioration des plantes par celle de la fertilité et par des façons culturales qui permettent de mieux conserver l'humidité du sol. L'eau peut être utilisée beaucoup plus efficacement par un meilleur aménagement du ruissellement et par les techniques de récolte de l'eau, ainsi que par la modification des rotations culturales et des assolements. L'amélioration génétique des plantes doit donc être complétée par un effort visant à tirer profit au maximum des précipitations; il faut mettre au point des systèmes d'aménagement qui permettent d'éviter à la fois l'éro-

sion et le lessivage excessif des sols. L'un des inconvénients de cette approche est qu'elle demande une nombreuse main-d'œuvre. La recherche de méthodes d'amélioration de l'aménagement des eaux qui ne soustraie pas la main-d'œuvre à des tâches plus urgentes n'est pas chose facile: c'est un des défis majeurs qu'il faudra relever dans l'avenir. Par exemple, la confection de billons cloisonnés sur des sols sableux a été impopulaire en République-Unie de Tanzanie pour cette raison, même si un accroissement substantiel des rendements avait été démontré indépendamment des avantages à long terme procurés par la prévention de l'érosion du sol. Le problème est d'adopter des mesures d'incitation permettant de prévenir l'érosion du sol avant que le mal ne soit fait. Il n'y a pas de solution universelle à ce problème: c'est aux chercheurs et aux administrateurs de trouver celle qui convient à chaque cas d'espèce.

Il est tout à fait plausible cependant que les communautés soient motivées et exécutent d'elles-mêmes les travaux nécessaires. Par exemple, les Wakara de l'île d'Ukara sur le lac Victoria (Tanzanie) n'ont pu migrer lorsque leur population s'est accrue en raison de l'hostilité des riverains du lac. Pour augmenter leur production alimentaire, ils ont construit des terrasses et maîtrisé le ruissellement des eaux au moyen de petits bassins⁶. Plus

⁶ D. Thornton et N.V. Rounce, «Ukara island and the agricultural practices of the Wakara», in *Tanganyika Notes and Records*, 1(25-32), 1936.

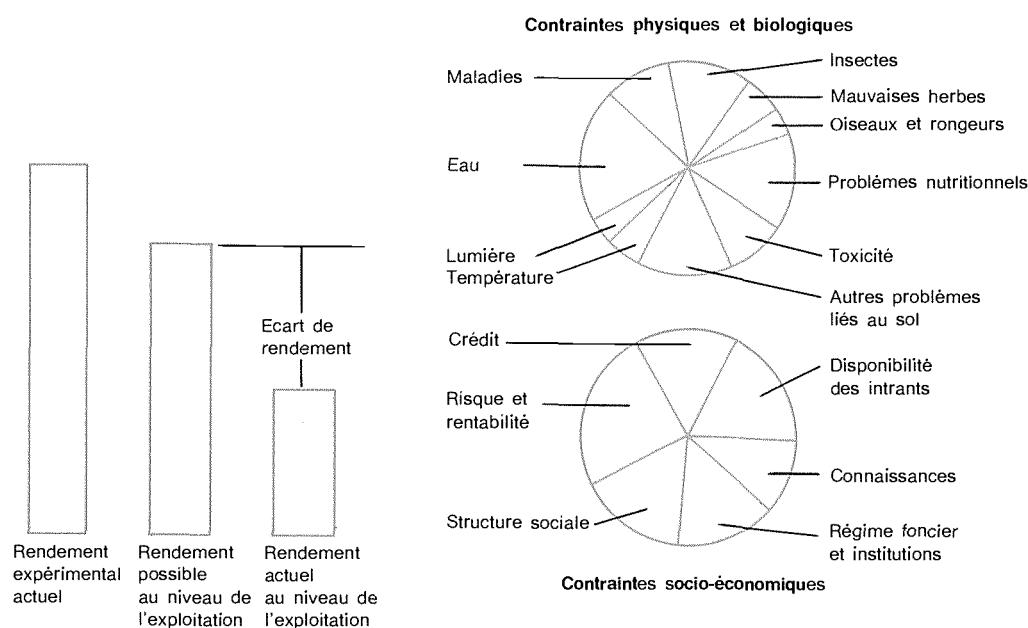
récemment, une initiative analogue a été observée au Burkina Faso, où les coopératives villageoises ont aménagé des microbassins versants pour concentrer les eaux de pluie autour des arbres destinés à fournir du bois de feu et à protéger les terres en pente de l'érosion. La culture du sorgho et du riz a aussi été entreprise dans la zone aménagée et il apparaît maintenant possible de remettre en production des terres qui avaient été abandonnées⁷.

Une autre méthode qu'il est nécessaire de développer encore est le travail minimal du sol, qui permet de conserver l'humidité et est adapté aux pays en développement. Le labour minimal a énormément accru la productivité des cultures et réduit l'érosion du sol en Amérique du Nord, mais les techniques utilisées ne conviennent pas à l'agriculture paysanne et à certains types de sols. L'utilisation d'herbicides moins chers et moins toxiques, de pulvérisateurs simples mais fiables et des semoirs offre aussi des possibilités intéressantes. Des travaux réalisés au Nigéria et en Gambie sont prometteurs, mais ils doivent être appliqués dans d'autres environnements.

Des pratiques améliorées d'aménagement des sols peuvent permettre de mieux utiliser les eaux de pluie et compenser ainsi l'irrégularité des précipitations, mais elles ne peuvent écarter entièrement les dangers de la sécheresse ou empêcher les mauvaises récoltes si les

⁷ FAO, *L'agriculture africaine: les 25 prochaines années*. Rome, 1986.

Figure 3.3 FACTEURS CONTRIBUANT À L'ÉCART ENTRE LES RENDEMENTS POSSIBLES ET LES RENDEMENTS ACTUELS EN RIZ



Source: M.S. Swaminathan, «Today's research and tomorrow's food production prospects», *Impact of Science on Society*, 142, 105-116.

conditions sont exceptionnellement défavorables. L'apport de quantités relativement réduites d'eau aux stades critiques de la croissance, en réduisant le stress hydrique, peut avoir un effet sans commune mesure sur les rendements de cultures comme le sorgho. Par conséquent, le recours à des techniques simples pour aménager des étangs ou creuser des puits permettant une irrigation d'appoint doit rester au tout premier plan des efforts destinés à rendre la production plus stable dans les zones marginales.

Les technologies visant à réduire le risque de déficit hydrique complètent celles qui ont pour but d'accroître et d'entretenir l'approvisionnement en éléments nutritifs et de surmonter les problèmes de toxicité. Malgré la futilité évidente des tentatives d'accroissement de la productivité sans apport d'éléments nutritifs au sol, les sélectionneurs et les agronomes sont souvent pressés de mettre au point des techniques permettant d'accroître les rendements avec un apport minimal d'engrais.

Si les sols sont au bord de la dégradation, les technologies qui utilisent le minimum d'intrants n'accroîtront guère les rendements et n'empêcheront pas la poursuite de la dégradation pendant la mauvaise saison. En pareil cas, la condition primordiale pour restaurer la structure et la fertilité du sol est de stimuler la croissance des végétaux au moyen d'engrais minéraux ou d'épandages massifs de fumier.

La meilleure connaissance de la chimie, de la microbiologie et de la mycologie des sols peut permettre d'économiser les engrains minéraux ou de les remplacer. Au Brésil et dans d'autres pays d'Amérique latine, on a constaté que de faibles apports de sulfate de calcium étaient aussi efficaces qu'un chaulage massif pour résoudre les problèmes de toxicité dus à l'aluminium. La connaissance des mécanismes symbiotiques dans l'alimentation des plantes permettra peut-être de remplacer les superphosphates importés par des phosphates naturels locaux dans de nombreux pays d'Afrique.

Le développement et l'utilisation de variétés améliorées restera pour l'agriculteur l'une des innovations les plus faciles à adopter et les plus efficaces par rapport à leur coût. De grands progrès ont été accomplis au cours des 50 dernières années dans l'accroissement du potentiel de rendement des cultures vivrières de base les plus importantes du monde, et il n'y a pas de raison de supposer, même pour les variétés les plus perfectionnées de cultures telles que le blé, que de nouvelles améliorations ne sont désormais plus possibles. De nouveaux progrès peuvent encore être accomplis, en ce qui concerne non seulement les rendements, mais aussi la résistance aux ravageurs et aux maladies, l'amélioration de la qualité et l'adaptation à des méthodes de production plus efficaces, telles que le semis et la récolte mécanisés.

En outre, les généticiens peuvent contribuer à réduire les fluctuations de la production dues au manque d'eau, aux ravageurs et aux maladies en sélectionnant des plantes résistant à ces risques culturaux. Toutefois, dans les régions où les précipitations sont aléatoires, le rôle de la sélection est relativement modeste par rapport à l'influence prédominante de la répartition des pluies. De plus, dans toutes les régions, la stabilité est fortement conditionnée par la politique économique et par des facteurs tels que la distribution et la fourniture en temps utile des engrais et des autres intrants.

Des considérations analogues s'appliquent à la résistance aux mauvaises conditions du sol, telles que la salinité et la présence d'aluminium toxique. Si la sélection a fait de grands progrès vers la tolérance à ces deux conditions, il serait illusoire de trop attendre de la seule sélection végétale. Une approche intégrée est nécessaire, dans laquelle les progrès en matière de variétés tolérantes ne sont que l'un des éléments de la solution recherchée.

Il reste que les nouvelles techniques de sélection sont d'une grande valeur potentielle pour l'agriculture. Par exemple, les techniques de transfert de gènes ont été utilisées avec succès pour transférer la résistance à la salinité de l'espèce sauvage *Agropyron junceum* au blé panifiable. Une fois que le transfert est réalisé, il reste toutefois à faire acquérir cette résistance à des variétés adaptées aux conditions locales. Mais il ne s'agit là que d'un des éléments d'une approche intégrée du problème de la salinité, qui doit aussi comprendre un meilleur aménagement des eaux.

Lutte contre les ravageurs et les maladies. La deuxième cause importante des mauvais rendements dans les milieux tropicaux est attribuable à la concurrence avec les mauvaises herbes pour l'eau et les éléments nutritifs. La lutte contre les mauvaises herbes est très exigeante en main-d'œuvre. La solution de ce problème contribuerait beaucoup à accroître la productivité en milieu tropical, en partie parce qu'une lutte efficace contre les mauvaises herbes exige des cultures qui viennent bien et contribuent à leur tour à protéger le sol de l'érosion et, par la vigueur de leur système racinaire, maintiennent une bonne structure du sol. La recherche doit accorder la priorité aux techniques qui réduisent la concurrence des adventices et augmentent la productivité de la main-d'œuvre employée à la lutte contre les mauvaises herbes.

Il existe essentiellement trois stratégies pour renforcer la lutte contre les adventices:

— insérer dans la rotation des plantes telles que le maïs et le sorgho, qui s'établissent rapidement et étouffent les mauvaises herbes;

ENCADRÉ 3.2

Perspectives offertes par les récents progrès du génie génétique

Les récents progrès du génie génétique portent essentiellement sur les techniques de sélection végétale et animale utilisées dans la mise au point de cultivars ou de races améliorés. Ces techniques sont principalement la fusion des cellules, l'épissage des gènes, le transfert d'ADN et la culture de tissus. Elles ouvrent aujourd'hui la perspective d'une transformation génétique des plantes et des animaux par des voies plus directes que ne le permet la sélection classique. Leur effet sur la production agricole au cours des 10 à 15 prochaines années sera probablement limité. Le génie génétique fournit les moyens à la fois d'élargir la gamme des combinaisons interspécifiques possibles, de sorte que les plantes cultivées peuvent être améliorées au moyen de gènes provenant de parents même distants, et de raccourcir le délai nécessaire à l'obtention des résultats recherchés. Un gène transféré par les techniques de recombinaison de l'ADN peut être séparé des gènes indésirables qui sont normalement transférés au cours du processus d'hybridation, et une fois que le résultat recherché est atteint, un seul individu par microbouturage peut engendrer une descendance suffisamment nombreuse pour vaincre la mortalité, ce qui permet d'établir le clone.

L'amélioration des cultures par la transformation de l'ADN a cependant des limites intrinsèques. Un grand nombre des caractères les plus importants, tels que le rendement et la qualité des plantes, présentent une variation continue et une herédité polygénique. La méthode actuelle d'identification et d'isolement des gènes dépend en grande partie de la possibilité d'identifier des produits génétiques spécifiques, de sorte que les perspectives sont en grande partie limitées aux gènes qui produisent les effets les plus importants: par exemple, les gènes de résistance aux ravageurs et aux maladies et les gènes dont les produits sont connus, comme la gluténine qui contribue à la qualité boulangère du blé. Les transferts de gènes au moyen des techniques du génie génétique ne donnent pas nécessairement une résistance plus durable aux maladies ou aux ravageurs que celle qui est obtenue par les méthodes classiques. Les organismes pathogènes et les ravageurs peuvent subir des mutations qui donnent de nouvelles races capables d'attaquer les variétés qui avaient acquis une résistance. Ce défi

biologique permanent persistera, mais les techniques du génie génétique permettent de le relever plus rapidement et plus directement.

Une application plus large des techniques de l'ADN recombinant peut aussi intervenir au stade de l'évaluation et de la sélection du processus d'amélioration génétique. En mettant à profit le fait que les molécules complémentaires des acides nucléiques s'hybrident par contact, on peut déceler au moyen de fragments marqués par la radioactivité ou par des colorants la présence de tout gène précédemment identifié. L'un des principaux avantages de cette «déttection» génétique est que le sélectionneur n'a pas besoin d'attendre que le caractère s'exprime dans la plante adulte pour éliminer le matériel indésirable dans la graine ou dans le plant.

L'exploitation rapide des avantages présentés par les nouvelles variétés est cependant encore freinée par le manque de moyens de multiplication et de distribution des semences dans la plupart des pays en développement. Cela est particulièrement flagrant dans le cas de plantes allogames telles que le maïs. Dans certains pays, c'est la diffusion du matériel végétal amélioré pour les cultures pérennes qui est ainsi entravé.

La concentration actuelle des efforts sur les cultures des régions tempérées constitue un autre obstacle. Nombre de cultures d'un intérêt vital pour les pays en développement ne font l'objet d'aucune recherche de génie génétique. Le blé, le maïs et le tabac bénéficient d'investissements massifs, mais ce n'est pas le cas des cultures vivrières tropicales importantes. Les CIRAs font bien quelques travaux, mais faute de ressources, ils ne peuvent consentir un effort majeur dans cette direction.

- encourager la culture attelée et la mécanisation au moyen de machines simples;
- utiliser des herbicides.

En outre, les biotechnologies offrent des perspectives à long terme intéressantes grâce au transfert de gènes entre plantes non apparentées (encadré 3.2) qui permettra la création de plantes allélopathiques⁸. Ces stratégies ne s'excluent évidemment pas mutuellement et elles sont en général appliquées dans le cadre d'une approche complémentaire ou intégrée afin de réduire les besoins de main-d'œuvre lorsque celle-ci est rare et de lutter efficacement contre les mauvaises herbes.

Les ravageurs et les maladies poseront un problème de plus en plus grave dans les pays en développement à mesure que la production agricole s'intensifiera et que les cultivars traditionnels généralement à faible rendement, mais résistant aux maladies, seront remplacés par des variétés modernes plus vulnérables. Et l'utilisation de pesticides produit deux effets négatifs: de nouveaux ravageurs apparaissent à un rythme accéléré, car l'emploi de pesticides sur des espèces non visées réduit le nombre des prédateurs naturels des ravageurs et l'exposition prolongée aux pesticides entraîne une adaptation génétique des ravageurs ou la sélection de souches résistantes aux pesticides. Fait relativement nouveau: l'apparition de mauvaises herbes qui résistent apparemment à la plupart des herbicides.

Ces problèmes exigent un gros effort de recherche, en particulier sur l'écologie des cultures et de leurs ravageurs, qu'il s'agisse d'adventices, d'insectes, d'acariens ou de maladies. Les stratégies qui combinent l'utilisation de variétés résistantes, la modification des façons culturales et l'usage restreint des pesticides ont permis de limiter l'ampleur du problème des ravageurs, et dans la plupart des cas, elles suffisent pour permettre aux ennemis naturels des ravageurs de prendre le dessus. Cette approche intégrée de la lutte contre les ravageurs apparaît de plus en plus comme la meilleure alternative à l'utilisation anarchique des produits chimiques. D'ailleurs, les exemples de réussites sont de plus en plus nombreux. En Inde, on a ainsi réussi à ramener le nombre des pulvérisations d'insecticides de quatre à deux sur le riz et de 17 à sept sur le coton, sans perte de rendement.

Priorités de la recherche sur les cultures. Les priorités de la recherche sur les cultures ont évolué au cours des 20 dernières années. Durant les années 70, par exemple, la recherche nationale sur le manioc et la patate douce ne

⁸ Plantes dont le système racinaire sécrète des substances qui agissent comme un herbicide biologique.

représentait que 0,11 et 0,07 pour cent respectivement de la valeur de ces productions, contre 1,18 pour cent — soit plus de dix fois plus — pour le café (figure 3.4). Comme le montre cette figure, ce sont de loin les cultures de rente et les cultures fourragères qui ont la plus haute priorité. Pas plus tard qu'en 1985, un observateur bien qualifié, commentant la production végétale africaine, constatait, tragique ironie, que partout où une culture était destinée à des utilisations fourragères, elle s'améliorait alors que, quand elle était destinée à l'alimentation, elle ne faisait aucun progrès⁹. Plus précise, la Banque mondiale a déclaré qu'aucune percée majeure n'avait été réalisée dans l'amélioration génétique du mil et du sorgho cultivés en sec, qui représentent plus de 80 pour cent de la superficie cultivée dans le Sahel et dans les autres zones à faible pluviométrie¹⁰.

Le mil et le sorgho sont l'aliment de base de quelque 200 millions de personnes dans 13 pays. La culture du manioc, plante relativement résistante à la sécheresse, est aussi très répandue. Dans de nombreux pays plus humides, d'autres racines et tubercules jouent un rôle important dans l'alimentation, fournissant jusqu'à 20 pour cent de la ration calorique. L'ICRISAT a mis au point des variétés à haut rendement de certaines de ces plantes: les variétés africaines de sorgho hybride, par exemple, peuvent avoir un rendement supérieur à 7 tonnes à l'hectare. Cependant, ces recherches n'ont pas encore produit beaucoup de résultats pratiques. Les rendements moyens du sorgho ne sont que d'environ 1 tonne à l'hectare dans les pays en développement et ils tombent à 0,7 tonne à l'hectare en Afrique subsaharienne¹¹. Il ressort de ces chiffres que si la recherche sur de nombreux produits vivriers de base ne bénéficie pas encore de financements suffisants, ce n'est pas là tout le problème. L'accroissement de la productivité de la petite exploitation n'est pas encore une priorité nationale dans de nombreux pays et les transferts de technologies au profit des petits exploitants posent de multiples problèmes.

Elevage

Les nouvelles priorités de la recherche sur l'élevage sont conditionnées principalement par l'attention croissante qui est portée aux petits éleveurs et à la grande pénurie

⁹ M.S. SWAMINATHAN, «Africa may one day feed us all», dans *Forum du développement*, avril 1985. (M. Swaminathan a été Directeur général de l'IRRI.)

¹⁰ Banque mondiale, *Un programme d'action concertée pour le développement stable de l'Afrique au sud du Sahara*. Banque mondiale, Washington, 1984.

¹¹ The Independent Commission on International Humanitarian Issues, *The Encroaching Desert*. Zed Books, Londres et New Jersey, 1986.

de pâturages. La productivité des petits ruminants et du petit bétail à cycle court tel que les porcins, la volaille et les lapins devient ainsi un facteur clé du développement, et l'on se préoccupe de plus en plus des maladies des ovins et des caprins, et de l'amélioration, en qualité et en quantité, des aliments destinés tant aux ruminants qu'aux autres espèces. L'accent est également mis sur la traction animale, car dans les pays en développement, l'élevage ne produit pas que du lait, de la viande et des peaux.

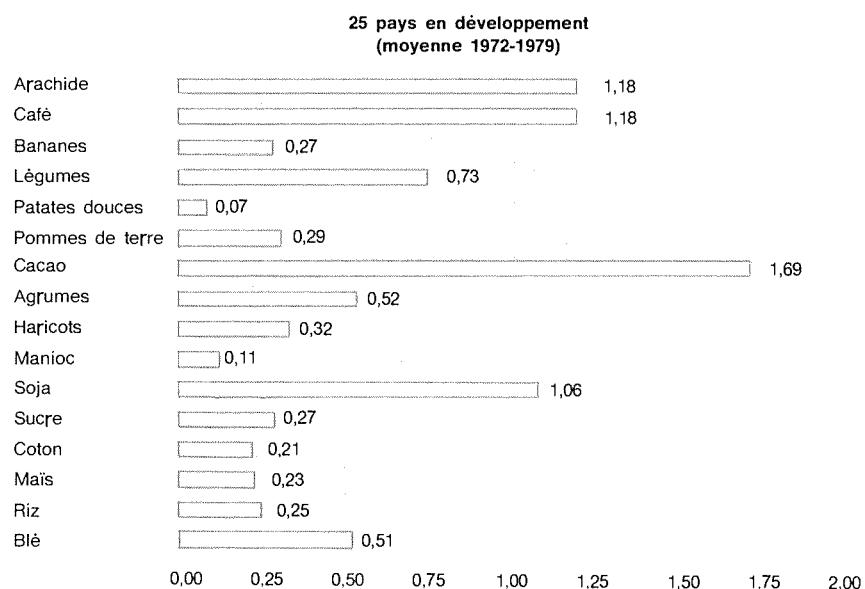
Les petits et les grands ruminants. La réorientation de la recherche des grandes exploitations vers les petites est lourde de conséquences pour la production animale. Dans de nombreux pays en développement, les grandes exploitations sont spécialisées dans les bovins, tandis que les petites élèvent aussi des ovins et des caprins, des porcins et de la volaille. D'après les rares données dont on dispose sur les investissements dans la recherche dans les pays en développement en ce qui concerne les différentes catégories de bétail, il semble que le bœuf, le porc et la volaille soient à peu près à égalité par rapport à la valeur de la production, mais que les autres animaux, notamment les ovins et les caprins, aient été relativement négligés (figure 3.5). Comme le montre le tableau 3.2, cependant, la productivité reste faible par rapport à celle des pays développés. Ces chiffres sont très approximatifs en raison des difficultés que présentent la collecte et la comparaison des données. Ils

montrent néanmoins à quel point, dans les pays en développement, les petits ruminants sont plus productifs que les bovins. Si l'on considère la production annuelle de viande par unité de bétail, les bovins produisent 25 kg, les ovins et les caprins 37 kg, les porcins 175 kg et la volaille 225 kg. Il est donc clair qu'indépendamment de toute considération d'équité sociale, il faut intensifier la recherche sur les petits ruminants.

Causes de la faible productivité. La différence de productivité par animal entre les pays développés et les pays en développement est importante mais difficile à analyser. Elle est due pour une grande part aux conditions particulièrement difficiles de l'environnement dans lesquelles sont élevés les animaux. D'une manière générale, cependant, certains facteurs sont plus importants: par exemple, dans les pays en développement, la production de viande ou de lait peut ne pas être, comme dans les pays développés, la motivation prédominante. Dans certains pays, le travail et le fumier sont les produits les plus importants de l'élevage. De récentes études menées en Ethiopie montrent, par exemple, le lien étroit qui existe entre l'effectif du cheptel et le rendement des cultures¹². Non seulement le bétail four-

¹² G. Grysels et A. Getachew, «Links between livestock and crop production in the Ethiopian highlands», ILCA, Newsletter 4(2). CIPEA, Addis-Abeba, 1985.

Figure 3.4 INVESTISSEMENT DANS LA RECHERCHE SUR LES PRINCIPALES CULTURES EN POURCENTAGE DE LA VALEUR DE LA PRODUCTION



Source: R.E. Evenson, The importance of agricultural research during a period of farm surpluses. Préparé pour le Forum 1986 de la Philadelphia Society for Promoting Agriculture.

nit du fumier mais il procure aussi un revenu monétaire supplémentaire qui permet d'augmenter la consommation d'engrais minéraux; et parce que le bétail est à la fois un moyen de transport et de traction, la production est plus efficace. Pour le petit exploitant, le bétail représente aussi une épargne et un investissement, de même qu'une source de nourriture, de revenu et d'emploi pour la famille, spécialement les femmes et les enfants.

Les maladies animales sont l'une des principales causes de la faible productivité de l'élevage dans les pays en développement. Ainsi, au début des années 80, la fièvre aphteuse avait une incidence de modérée à forte dans 30 pays en développement, la peste bovine dans cinq, la trypanosomiase dans 36, la théileriose dans 18, la babésiose dans 34, la fièvre porcine dans cinq, la variole aviaire dans 43, la maladie de Newcastle dans 63 et la maladie respiratoire chronique dans 51. Certes, ces chiffres sont en constante évolution, mais ils donnent une idée de l'ordre des priorités. Les recherches traditionnelles sur ces maladies se poursuivront certainement, mais le génie génétique commence à jouer un rôle plus important. En particulier, le développement de techniques utilisant des anticorps monoclonaux se révèle déjà utile pour le diagnostic précoce de maladies telles que la fièvre aphteuse et la peste bovine. Elles trouveront sans doute une application de plus en plus large. Ce sont des techniques précises et sensibles qui peuvent être facilement automatisées. Les techniques de

recombinaison de l'ADN sont aussi applicables dans ce domaine, comme dans celui de la synthèse des antigènes et de la production de vaccins.

Si pour certaines des maladies énumérées ci-dessus les recherches ne sont que sporadiques, pour d'autres elles ont été et sont encore considérables. La plus importante d'entre elles est la trypanosomiase, qui est présente dans toute l'Afrique tropicale et subtropicale, où elle limite sérieusement l'élevage. La région infestée couvre une superficie à peu près égale à celle des Etats-Unis, c'est-à-dire quelque 10 millions de km². Sans cette maladie, 70 pour cent environ de la région seraient propres à la production animale et à la polyculture et 140 millions de bovins supplémentaires — ou l'effectif équivalent de petit bétail — pourraient y être élevés. En outre, la traction animale et le fumier pourraient beaucoup accroître la productivité des cultures dans la région: dans les zones infestées par la mouche tsé-tsé, la plupart des sociétés rurales pratiquent des méthodes de culture manuelles.

De petites populations de bovins, d'ovins et de caprins partiellement résistants se trouvent en Afrique occidentale et centrale, notamment les bovins N'Dama, les moutons Djallonké et la chèvre naine d'Afrique occidentale. Ces races sont petites et ont été considérées comme pratiquement improductives. Des recherches ont cependant prouvé le contraire et montré que leur résistance est innée et non pas acquise. La conduite et l'amélioration de ces races font l'objet de recherches

Figure 3.5

LA RECHERCHE EN POURCENTAGE DE LA VALEUR DES PRODUCTIONS ANIMALES

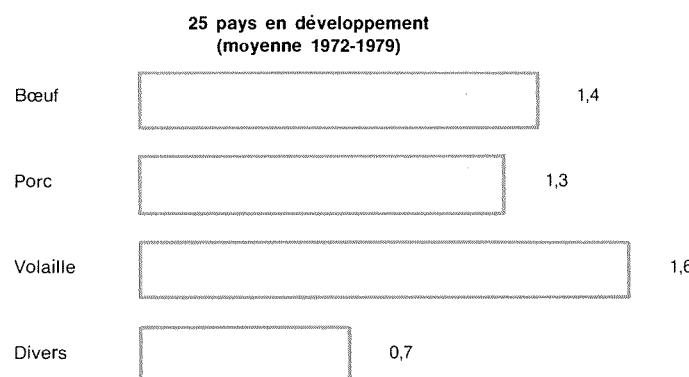


TABLEAU 3.2. **Ordre de grandeur de la productivité du bétail vers 1980**

Paramètres	Bovins	Ovins et caprins	Porcins	Volaille
Production de viande (kg) par unité de bétail et par an¹				
pays développés	110	73	400	714
pays en développement	25	37	175	225
Taux d'exploitation (pourcentage des abattages par an)				
pays développés	34	54	129	—
pays en développement	11	32	78	—
Poids carcasse (kg)				
pays développés	218	15	78	—
pays en développement	161	13	58	—
Rendement laitier (kg/vache/an)				
pays développés	3 081	—	—	—
pays en développement	672	—	—	—

Source: FAO, *Quantitative indicators for priorities in international agricultural research*, p. 74. Rome, 1984.

¹ Coefficient d'équivalence: bovins 0,7, porcins 0,25, ovins/caprins 0,1, volaille 0,1.

au Centre international pour l'élevage en Afrique (CIPEA) et au Centre international de la trypanotolérance (ITC) en Gambie.

La mise au point d'un vaccin reste une perspective lointaine, principalement parce qu'il existe de nombreuses souches différentes des trois espèces de trypanosomes responsables de la maladie. Néanmoins, la maladie peut être maîtrisée par l'utilisation efficace de médicaments prophylactiques et thérapeutiques, comme l'ont montré de récentes études en Tanzanie¹³.

En attendant, les travaux sur la technique la plus ancienne de lutte contre la maladie — l'éradication de la mouche tsé-tsé elle-même — se poursuivent. Dans le passé, les hôtes sauvages ont été éliminés de zones spécifiques et l'habitat de la mouche tsé-tsé détruit. Plus récemment, on a eu largement recours aux insecticides. Ainsi, près de 200 000 km² ont été débarrassés de ce ravageur au Nigéria au moyen de pulvérisations manuelles et aériennes. Ces méthodes ont récemment été complétées par des techniques plus modernes et plus acceptables pour l'environnement telles que le lâcher de mâles stériles produits en laboratoire dans les populations sauvages. Les travaux menés à la Division mixte FAO/AIEA à Vienne ont montré que la technique du mâle stérile était très prometteuse. Des progrès considérables ont aussi été accomplis dans le développement et l'utilisation de pièges odorifères et d'écrans pour la détection et la maîtrise des espèces riveraines et de fourrés. Une adaptation intéressante qui a été mise au point au cours des deux dernières années est l'utilisation de bovins traités à l'insecticide qui servent d'appât vivant. De récents essais effectués au Zimbabwe et à Zanzibar ont montré l'efficacité de cette technique simple qui a permis de réduire considérablement les populations de mouches tsé-tsé.

Amélioration de l'alimentation animale. L'un des principaux facteurs qui limitent la productivité de l'élevage dans de nombreux pays en développement est d'ordre nutritionnel. L'amélioration des ressources fourragères et des techniques d'alimentation aurait un effet spectaculaire sur la production animale de ces pays.

Les petits pasteurs des pays en développement s'efforcent en général de posséder autant de bétail que possible, non seulement pour vendre l'excédent de leur production, mais aussi pour se prémunir contre les risques de pertes pendant les périodes critiques. Il sera donc difficile de mettre un terme au surpâturage sur les

terres communales, et il faudra de plus en plus une alimentation d'appoint.

L'introduction de légumineuses fourragères dans les pâturages serait une bonne solution. Le problème est de trouver des légumineuses adaptées aux conditions écologiques locales et de mettre au point des modes de conduite qui leur permettent de se maintenir. Toute une gamme de luzernes (*Medicago*) ont été étudiées à cet effet dans les régions sèches de l'est de la Méditerranée et de nombreux essais à la ferme ont donné des résultats prometteurs¹⁴.

Les résidus de récolte commencent à être une importante source d'aliments pour animaux dans les pays en développement. En conséquence, les sélectionneurs de ces pays devraient se fixer des buts différents de ceux qui sont poursuivis dans les pays développés où l'on cherche presque toujours uniquement à maximiser le rendement en grains pour la consommation humaine ou animale. Or, la valeur nutritionnelle de la paille peut être tout aussi importante pour les rendements en lait et en viande des ruminants ainsi que pour les performances des animaux de trait. Il faudra attacher plus d'importance à cette filière à l'avenir.

Dans l'intervalle, des méthodes d'amélioration de la valeur nutritive des pailles ont été mises au point. La

¹³ J.C.M. Trail, K. Sones, J.M.C. Jibbo, J. Durkin, D.E. Light et Max Murray, «Productivity of Boran cattle maintained by chemoprophylaxis under trypanosomiasis risk», CIPEA, *Rapport de recherche* n° 9, Addis-Abeba, 1985.

¹⁴ ICARDA, *Rapport annuel 1985*. Alep (République arabe syrienne), 1986.

plus simple est le traitement à l'urée qui est facilement applicable sur l'exploitation. Plusieurs projets du PCT (Programme de coopération technique) et du PNUD ont pour objet de promouvoir activement cette technologie dans différentes parties du monde.

Dans tous les cas, la supplémentation est essentielle pour assurer l'utilisation maximale de la ration de base composée de plantes prairiales ou de résidus de récolte. Les difficultés de transport et de stockage limitent l'utilisation de la mélasse et de l'urée. Une nouvelle technique a été mise au point pour solidifier la mélasse qui est maintenant produite en blocs pour l'alimentation des ruminants dans plus de 20 pays en développement.

En ce qui concerne l'alimentation des animaux monogastriques, des produits de substitution aux céréales importées existent dans les pays en développement (manioc, jus de canne). Il est nécessaire d'encourager de toute urgence leur utilisation afin d'accroître l'autosuffisance en viande de porc et de volaille.

Amélioration de la traction animale. Dans les pays en développement, la traction animale joue un rôle important, non seulement dans la production végétale mais aussi dans les transports, la mouture des grains et l'élévation de l'eau. Il est nécessaire à la fois d'adapter les techniques de trait existantes aux conditions locales et de dispenser une formation à la conduite des animaux. La recherche porte cependant en général sur l'environnement dans lequel les animaux sont élevés, la taille de l'exploitation et les instruments ou harnais utilisés plutôt que sur les animaux eux-mêmes. Une des contraintes les plus courantes en Asie et en Afrique est le manque d'aliments de bonne qualité, en particulier dans les régions où les pluies sont très saisonnières. C'est donc l'une des premières priorités de la recherche, qui doit porter sur la sélection de légumineuses fourragères, ainsi que sur l'amélioration des pâturages et la production d'aliments d'appoint peu coûteux.

Dans beaucoup de régions, et notamment dans une grande partie de l'Afrique, des travaux doivent être menés parallèlement sur la lutte contre les maladies animales, en particulier la trypanosomiase qui interdit l'élevage sur des millions d'hectares. Ces recherches doivent porter à la fois sur la lutte contre les vecteurs et la sélection des animaux.

Enfin, il faut poursuivre les recherches sur les instruments et les harnais, et mettre l'accent sur l'amélioration de l'équipement traditionnel plutôt que sur l'introduction des techniques des pays développés.

Les promesses des biotechnologies. Si actuellement l'impact des biotechnologies sur l'élevage est minime dans les pays en développement, leur potentiel futur est immense. Parmi les domaines prometteurs, comme la

sélection et la génétique animales, le diagnostic des maladies et les vaccins, les hormones de croissance et la nutrition, ce sont les deux premiers qui offrent les plus grandes perspectives de changements radicaux. La reproduction et la génétique jouent depuis des décennies un rôle critique dans l'augmentation de la production animale en milieu tropical. Les remèdes traditionnels à la faible productivité de races autochtones adaptées ont jusqu'à présent reposé sur la sélection croisée puisque les races pures importées ne résistent pas au milieu, qui leur est hostile. Or, la sélection croisée est lente. Les biotechnologies offrent la possibilité de doser les gènes de races tempérées et tropicales grâce à la production d'embryons transgéniques, suivie d'une multiplication par division des embryons. Des recherches supplémentaires sont nécessaires avant que cette méthode ne soit praticable, mais on pourra ainsi surmonter un vieux obstacle à l'amélioration de l'élevage dans les pays en développement. De même, le diagnostic précis, rapide et peu coûteux des maladies animales et la production de vaccins permettront d'accomplir des progrès spectaculaires dans la solution de cet autre problème fondamental.

Ces progrès ne donneront pas de résultats concrets sans recherches fondamentales supplémentaires, mais le succès paraît si assuré que des efforts sont maintenant accomplis pour développer les compétences en matière de biotechnologies dans les pays en développement et ainsi permettre à ceux-ci d'appliquer les résultats futurs sous peine de prendre un retard qui accentuerait encore le décalage technologique dont ils sont victimes.

Forêts

Deux problèmes majeurs dominent depuis une quinzaine d'années la question forestière dans les pays en développement. Premièrement, le rythme auquel les forêts tropicales disparaissent est devenu un sujet de préoccupation mondiale. Deuxièmement, la plupart des institutions nationales et des organismes d'aide ont révisé leur approche: le développement forestier est de plus en plus orienté vers un nouvel objectif — la foresterie au service du développement. Ces deux problèmes sont pris en considération dans le Plan d'action forestier tropical, adopté en 1985, qui définit un cadre d'action dans cinq domaines prioritaires: la forêt et l'aménagement du territoire, la conservation des écosystèmes forestiers tropicaux, le bois de feu et l'énergie, le développement industriel à base forestière et le développement des structures institutionnelles.

La destruction des forêts tropicales est, cela va sans dire, en grande partie un problème économique et social. Néanmoins, la science et la technique apportent de nombreuses solutions nouvelles à ce problème. En fait, nous avons pris conscience de sa dimension grâce

aux progrès de la télédétection, de l'informatique et de la cartographie¹⁵.

Quelle que soit l'issue des efforts faits pour ralentir la dégradation et la destruction des forêts tropicales, il ne sera possible de rétablir l'équilibre que par de nouvelles plantations. Des progrès substantiels ont déjà été accomplis dans cette direction. Sur les 11,5 millions d'hectares de plantations qui existaient en Amérique, en Afrique et en Asie tropicales en 1980, 4,6 millions d'hectares avaient été plantés au cours de la seule période 1976-1980. Néanmoins, la superficie totale des nouvelles plantations ne représentait encore en 1980 que l'équivalent de la superficie des forêts tropicales actuellement dégradées ou détruites chaque année.

L'accélération des plantations a été due en partie à un changement d'orientation fondamental¹⁶. L'importance de la forêt et des arbres pour les villages, les familles et les individus (en particulier les femmes rurales) est perçue de plus en plus clairement depuis une dizaine d'années. D'où la réalisation de programmes forestiers sociaux ou communautaires, dans lesquels les villageois apprennent à planter et à entretenir leurs plantations pour leur propre usage. D'importants progrès ont été accomplis, en particulier dans des pays tels que la République de Corée, le Népal, l'Inde et le Pérou, et leur exemple a été suivi dans de nombreuses régions du monde, en particulier dans celles où le déboisement a provoqué des pénuries de bois de feu, des problèmes humains et la dégradation de l'environnement.

La plupart des programmes de plantations villageoises ont porté sur des essences polyvalentes fournissant du bois de feu, des matériaux de construction, de la nourriture, du fourrage, des produits chimiques et assurant la protection de l'environnement. De nombreux programmes tentent aussi d'associer l'arboriculture, l'agriculture et l'élevage, suscitant ainsi un regain d'intérêt pour l'agroforesterie.

La crise de l'environnement qui sévit dans de nombreux pays en développement est étroitement liée à la forêt. En maints endroits, le déboisement a intensifié l'érosion, favorisé l'envasement des barrages et augmenté la fréquence des inondations. Une grande partie des plantations forestières ont maintenant pour fonction principale de protéger l'environnement et la terre nourri-

cière. La conservation de la diversité génétique a été rendue plus efficace par la meilleure connaissance des espèces et des écosystèmes et par le souci d'harmoniser la conservation avec la production durable de biens et services et la protection d'importants habitats de la faune sauvage.

Si la plupart des programmes de foresterie communautaire ont tendance à être axés sur l'autosuffisance, l'importance des arbres et de la forêt pour l'emploi, en particulier dans les industries artisanales à base forestière, font aussi l'objet d'une plus grande attention. Des efforts sont faits pour encourager les ruraux à former leurs propres coopératives forestières au lieu de se contenter d'être de simples exécutants. A cette fin, des techniques appropriées et moins coûteuses en investissement et en fonctionnement que les procédés mécanisés des grandes industries commerciales sont en cours de mise au point.

Amélioration de la productivité. La nécessité d'améliorer l'environnement, de contrer les effets de la déforestation et de fournir aux ruraux les produits forestiers dont ils ont besoin contribue à donner de nouvelles priorités à la recherche forestière. Parmi celles-ci, la plus importante est la mise au point d'essences à croissance rapide en milieu hostile, aptes à fournir la multitude d'avantages qui seuls peuvent justifier l'effort et le temps qu'exigent les nouvelles plantations.

Avant que l'amélioration génétique des arbres puisse commencer, l'étendue de la variation naturelle des caractères des essences doit être connue et testée par des essais d'essences et de provenances, ce qui implique un échantillonnage systématique des sources de semences des essences de plantation potentielles dans toute leur zone de distribution naturelle, ainsi que le suivi et l'évaluation de l'adaptation, de la production et de l'acceptabilité par les populations locales de ces essences dans les différents sites. Les gains pratiques qui peuvent être réalisés sont importants: le rendement d'*Eucalyptus camaldulensis* d'Australie varie de 300 pour cent au Nigéria et de 800 pour cent en Israël suivant la source de semences choisie.

Il y a encore beaucoup à faire, surtout pour les essences d'importance locale. De nombreuses essences des forêts tropicales humides n'ont même pas encore été décrites en tant qu'espèces; dans les zones arides, on sait encore peu de choses sur les différences entre espèces en ce qui concerne aussi bien les rendements que les caractéristiques des produits. En revanche, le besoin croissant de bois et d'autres produits forestiers a donné naissance à des recherches considérables sur les genres d'importance mondiale tels que les eucalyptus, qui peuvent fournir, outre du bois, des huiles essentielles et d'autres substances chimiques, et, accessoirement, du

¹⁵ FAO, *Guidelines for tropical forest cover monitoring based on remote sensing*, document de terrain GCP/RAS/106/JPN, Rome, 1985, et J.W. Roessel, *Guidelines for forestry information processing*, Etude FAO: Forêts n° 74. FAO, Rome, 1986.

¹⁶ Entre 1976 et 1980, plus de 40 pour cent des plantations réalisées en Asie l'avaient été pour des usages non industriels, d'après J.P. Lanly, *Les ressources forestières tropicales*, Etude FAO: Forêts n° 30. FAO, Rome, 1982.

miel. De nombreuses espèces de ce genre sont aussi des arbres à croissance rapide adaptés à toute une gamme de régimes climatiques où peu d'autres plantes ligneuses peuvent prospérer. Des recherches menées à Pointe-Noire (Congo) et à Aracruz (Brésil) ont produit différents hybrides d'eucalyptus prometteurs, à partir de la mine de diversité génétique disponible dans les banques de clones aussi bien que dans les réserves forestières des zones d'origine de l'espèce¹⁷.

Si ces plantations clonales conduites de manière intensive ont montré que les rendements pouvaient être multipliés plusieurs fois en l'espace de quelques générations, ils ont aussi montré qu'une base génétique trop étroite pouvait être aussi dangereuse pour la forêt que pour l'agriculture. A Pointe-Noire, des peuplements purs — basés sur le clonage de quelques spécimens possédant des qualités exceptionnelles de croissance et de conformation — ont été utilisés plusieurs années de suite. En 1984, un insecte a fait son apparition et a pris rapidement des proportions épidémiques dans ces plantations génétiquement uniformes. Avec l'assistance du Département des forêts de la FAO, une stratégie a été élaborée pour redresser la situation, grâce à l'utilisation d'insecticides comme mesure d'urgence; à long terme, la solution du problème a été recherchée dans un élargissement de la base génétique des plantations. A Aracruz, un programme de plantation plus diversifié — comportant environ 50 clones cultivés en mosaïque par blocs d'un seul clone — a été mis en œuvre. Cette stratégie de risque calculé a jusqu'à présent été payante, puisque l'une des plus grandes usines de pâte de bois du Brésil est actuellement alimentée par les 70 000 hectares de plantations d'eucalyptus d'Aracruz.

Agroforesterie. Dans son principe, l'agroforesterie remonte à au moins 1856, époque à laquelle en Birmanie de jeunes arbres ont pour la première fois été plantés à des fins commerciales en association avec des cultures agricoles. Aujourd'hui, le besoin pressant de cultures vivrières et de rente, de fourrage, de bois de feu et d'autres produits forestiers domestiques, joint à la dégradation du milieu, a placé l'agroforesterie au premier plan des priorités de la recherche, au carrefour de la foresterie et de l'agriculture. Cette recherche a pour but de mettre au point des systèmes qui associent l'agriculture classique à la plantation d'arbres polyvalents de telle façon que ces deux activités se complètent mutuellement.

Il est nécessaire de trouver des alternatives à la culture itinérante dans les zones tropicales humides et

subhumides, qui combinent les cultures vivrières, fourrages et commerciales pérennes, et les essences produisant du bois d'œuvre et du bois de feu, pour parer à la dégradation des sols, restaurer les terres dégradées, améliorer l'aménagement des bassins versants et établir les systèmes agricoles sur des bases durables. Des exemples de réussite peuvent être trouvés au Kerala (Inde), à Java (Indonésie) ou à Kandy gardens (Sri Lanka).

L'effort que requiert l'établissement des arbres dans les zones arides explique la réticence des agriculteurs à réaliser des plantations à usage unique, même en cas de besoin urgent comme celui de bois de feu: pour que le jeu en vaille la chandelle, il faut avoir la perspective de récolter plusieurs produits.

Parmi les essences polyvalentes, ce sont les eucalyptus et les acacias qui ont le plus retenu l'attention, aussi bien en Asie qu'en Afrique, ainsi que les légumineuses telles que *Prosopis* et *Leucaena leucocephala*. Outre du bois de feu, ces essences peuvent fournir du fourrage pour les animaux, des goussettes renfermant des graines comestibles, de l'ombrage pour les cultures et une protection contre l'érosion hydrique; elles jouent en outre un rôle dans la fixation de l'azote. Elles ne sont cependant pas sans inconvénient, car les feuilles et les goussettes de certaines espèces, riches en protéines, contiennent aussi une toxine qui peut être mortelle pour le bétail et pour l'homme.

Leur enracinement profond permet aux arbres des régions sèches d'extraire des éléments nutritifs et de l'eau des couches profondes du sol, qui sont hors de portée des graminées ou des cultures agricoles auxquelles elles sont associées. En outre, par l'accumulation de matières organiques, elles apportent des éléments nutritifs aux plantes à enracinement superficiel et augmentent l'humidité du sol. *Faidherbia albida* est un exemple remarquable d'espèce qui fait actuellement l'objet d'une étude scientifique à cette fin. En raison de sa curieuse habitude d'entrer en dormance pendant la saison des pluies, cet arbre ne concurrence les cultures ni pour l'eau ni pour la lumière, et la matière organique issue de ses feuilles mortes est disponible à un moment optimal pour la croissance des cultures.

Variante moderne de la culture intercalaire, la culture en bandes alternées offre d'excellentes perspectives. Elle consiste à planter des cultures agricoles sur des bandes de 2 ou 3 m de large séparées par des rideaux d'arbres. Une autre pratique, qui est utilisée depuis longtemps pour *Acacia senegal*, l'arbre qui fournit la gomme arabique, est d'alterner les cultures avec de longues périodes de friche.

Dans les zones plus arides, qui ne se prêtent qu'à l'élevage extensif, les mêmes arbres — à côté d'autres comme *Acacia tortilis* — peuvent être la principale source de fourrage pendant la saison sèche annuelle, et

¹⁷ M.R. Jacobs, *Les eucalyptus dans les reboisements*, Collection FAO: Forêts n° 11. FAO, Rome, 1982.

plus spécialement en cas de sécheresse prolongée. Un projet d'amélioration des arbres a pour objectif d'identifier des clones dont le développement foliaire commence plus tôt à la fin de la saison sèche, avant le début des pluies, ou qui ont un rapport feuillage/tige plus élevé¹⁸.

Jusqu'à présent, les choix techniques offerts aux agriculteurs reposaient sur la production de plants et le repiquage. La multiplication végétative, utilisée naturellement dans les systèmes traditionnels, est pratiquement absente des projets, mais la situation pourrait changer bientôt car des progrès décisifs ont été réalisés en matière de bouturage et de microbouturage.

Protection de l'environnement. Depuis une vingtaine d'années, les arbres et la forêt ont été utilisés pour stabiliser et améliorer l'environnement, spécialement dans deux types de climats complètement différents: les zones de montagne et les zones arides.

L'aménagement intégré des bassins versants fait cruellement défaut dans les pays en développement, où de nombreuses populations vivent encore dans les hautes vallées. Il y a 25 ans encore, les experts expatriés étaient portés à recommander la réinstallation des montagnards sur de meilleures terres. Les efforts entrepris dans ce sens ont en général abouti à un échec car les bonnes terres étaient rares, malgré les tentatives de réforme agraire et de redistribution des terres. Le coût social et sanitaire de la réinstallation est maintenant mieux connu, de sorte que les institutions financières et les organismes publics ont abouti à la conclusion que le problème des agriculteurs de montagne doit être résolu sur leur propre terrain, en leur permettant de cultiver et de protéger simultanément l'environnement.

De nombreux programmes de protection de l'environnement en montagne ont été un échec, non pas seulement parce que les agriculteurs ont refusé d'y participer, mais aussi parce qu'ils ont opposé une résistance active aux projets, en faisant paître illégalement leurs troupeaux, en incendiant les plantations et en volant les pieux et autre matériel de clôture. Pour obtenir la participation des populations locales, il faudrait donc leur offrir des incitations suffisantes, mais cela suppose une analyse minutieuse de leurs systèmes agricoles souvent très complexes.

Par exemple, le parage du bétail est préconisé au Népal à la fois pour protéger les terres en pente régénérées et pour conserver le fumier destiné à servir d'engrais, ressource si cruciale que lorsqu'elle fait défaut, la

culture des céréales sur les terrasses doit souvent être abandonnée. Le parage a commencé à fonctionner lorsque les femmes se sont rendues compte qu'il était moins pénible de couper le fourrage que de recueillir les déjections des troupeaux libres de divaguer. Ce programme a permis une seconde récolte de blé d'hiver après le riz d'été et un accroissement des rendements en viande et en lait des troupeaux de buffles.

On peut obtenir de bons résultats en prenant des mesures d'incitation suffisantes pour persuader les montagnards de se prendre en charge. La plupart des programmes de foresterie communautaire réussis ces dernières années ont été exécutés dans des zones de montagne où les conditions de vie étaient devenues si difficiles que les populations avaient déjà d'impérieuses raisons d'améliorer leur sort. Au Pérou, par exemple, la FAO a aidé le service forestier national à créer 120 comités forestiers dans des communautés qui ont contribué à former plusieurs milliers de ruraux à la foresterie et à établir 5 000 à 6 000 hectares de plantations. La recherche locale a identifié 20 essences particulièrement adaptées aux régions andines et beaucoup amélioré la qualité des semences. Des problèmes similaires de recherche sociale et biologique seront nécessaires au cours de la prochaine décennie dans les zones de montagne de tous les pays en développement.

Les arbres se sont révélés plus particulièrement utiles pour l'environnement dans les basses terres des zones arides. Dans les zones de végétation les plus sèches et autour des points d'eau et des oasis, les arbres peuvent arrêter ou détourner la progression du sable qui menace les terres agricoles et les autres zones de valeur. La recherche a prouvé que les rideaux-abris offrent une protection non seulement sous le vent, mais aussi, à un moindre degré, du côté au vent, et qu'un réseau de rideaux-abris a un effet de protection cumulatif contre le vent. L'exemple le plus remarquable est celui de la «grande muraille verte» de Chine qui s'étend sur 6 000 km autour du désert de Gobi. Un grand nombre de petits rideaux-abris protecteurs existent par ailleurs dans toute la Chine¹⁹.

Dans les zones extrêmement arides, plusieurs techniques de pointe ont aussi été mises à l'essai, avec des résultats encourageants, soit pour renforcer les abris végétaux classiques, soit pour les remplacer. Par exemple, les haies sont un moyen traditionnel de fixation des dunes et, pour être efficace, cette méthode n'en demande pas moins une nombreuse main-d'œuvre, spécialement pour la protection d'ouvrages linéaires tels que les routes. Des résultats exceptionnels ont été obtenus, par exemple, pour la protection de la «route de l'espoir» en

¹⁸ L.W. Carlson et K.R. Shea, *Increasing productivity of multi-purpose lands*. Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), Atelier de planification de la recherche pour l'Afrique: pays de la zone sahélienne et nord-soudanienne. Nairobi, janvier 1986.

¹⁹ FAO, *Forestry in China*. Etude FAO: Forêts n° 35. Rome, 1982.

Mauritanie, grâce à une nouvelle méthode: au lieu d'essayer de stopper le sable devant la route en ralentissant la vitesse du vent, on accélère la vitesse du vent au-dessus de la surface de la route par un profilage aérodynamique des talus qui protège la chaussée en permettant un balayage continu du sable.

Gestion de la faune sauvage. La forêt et la faune qui l'habitent vivent en symbiose. Si la faune sauvage a manifestement besoin de son habitat forestier, il n'est pas moins vrai que l'existence de la forêt dépend beaucoup des habitudes de sa population animale.

Le fait que certains des principaux promoteurs des programmes d'amélioration des arbres insistent sur la nécessité de préserver la diversité génétique témoigne de la compétence scientifique avec laquelle ces programmes sont mis en œuvre. Au cours des 20 dernières années, les spécialistes de la conservation ont élargi leur effort de la conservation des espèces à celle de leur habitat; en effet, le plus important des facteurs qui sont à l'origine du déclin d'une espèce est souvent la disparition de son habitat. D'autre part, les responsables de l'environnement forestier s'intéressent aujourd'hui à la fois à la flore et à la faune. En conséquence, la conservation de la vie sauvage tient maintenant une place importante dans les zones forestières.

Depuis de nombreuses années, les espèces menacées tiennent le devant de la scène internationale, mais les autorités internationales qui s'occupent de la vie sauvage accordent aujourd'hui plus d'importance à des aspects moins spectaculaires. En outre, on s'intéresse davantage aux études régionales. Il apparaît aussi que la conservation des espèces dépend de façon critique de la dynamique sociale et économique de leur interaction avec l'homme, question qui mérite de beaucoup plus amples recherches.

Par exemple, on a tendance à donner beaucoup de publicité à l'élevage en captivité des derniers représentants d'espèces en voie de disparition, telles que l'aigrette ou le panda, mais peu aux programmes réussis qui portent sur des populations relativement plus nombreuses, comme les crocodiles et les cervidés, soit pour la production de viande, de peaux et d'andouillers, soit pour la mise en liberté des animaux dans leur habitat naturel.

Ces activités peuvent être considérées comme une version tropicale de l'élevage du vison dans certains pays du Nord. Par exemple le musc de cerf était autrefois obtenu après abattage de l'animal pour extraire la substance aromatique de ses glandes. Les Chinois ont mis au point une technique d'extraction sur l'animal vivant, ce qui est à la fois plus humain et beaucoup plus économique.

En Afrique, de nombreux gestionnaires de la faune

sauvage s'efforcent de trouver des combinaisons viables, sur le double plan écologique et économique, de plusieurs espèces plus ou moins en liberté. L'élevage bovin est souvent moins rentable que la gestion du gibier qui peut être pratiquée de façon plus ou moins intensive, de la chasse de subsistance traditionnelle à l'élevage extensif proprement dit, en passant par la «récolte» systématique des populations sauvages²⁰. Vu la phase de sécheresse qui caractérise actuellement le cycle climatique à long terme de l'Afrique, la gestion de la faune semble être une option particulièrement intéressante.

Dans certains pays africains, la faune sauvage apporte une contribution importante à la ration totale de protéines animales des populations. Des études montrent que la chasse traditionnelle est moins menaçante pour les grands animaux qu'on ne le croit communément, car elle s'attaque surtout aux rongeurs, non seulement parce que ces animaux ne sont pas protégés par la loi, mais aussi parce qu'ils se reproduisent rapidement et sont omniprésents. Il est donc nécessaire d'améliorer les méthodes de fumage, de salage et de séchage de la viande de gibier sur le plan de l'hygiène et de la durée de conservation.

Les grands parcs naturels africains ont été considérés, non sans raison, comme des réserves d'élite. Néanmoins, ils apportent réellement une contribution importante à la création d'emplois et aux recettes en devises. Il est urgent de mieux comprendre comment il faut gérer les zones protégées pour accroître les avantages qu'on peut en tirer de façon durable, en particulier au profit des populations locales. En Asie, où de nombreuses zones protégées sont candidates à des programmes de restauration du couvert végétal, la recherche doit être axée sur la découverte de modes acceptables d'insertion des personnes et des animaux dans les communautés végétales protégées, ainsi que sur la dynamique de l'interpénétration des terres agricoles et des zones naturelles.

Foresterie commerciale. Par comparaison avec les cultures agricoles et l'élevage, la transformation des arbres sur pied en matériaux utilisables exige généralement un équipement plus spécialisé. Cependant, l'exploitation forestière est souvent une importante activité à laquelle peuvent participer les petits agriculteurs et les ruraux pauvres. Au cours des 10 dernières années, une assistance technique importante a été apportée à ces groupes

²⁰ C.J. Clarke, D.H.M. Cumming, R.B. Martin et D.A. Peddle, «Economie comparée de l'exploitation de la faune africaine et de la production bovine extensif». *Séminaires sur l'utilisation de la faune*, tenus lors des 7^e et 8^e sessions du Groupe de travail de l'aménagement de la faune et des parcs nationaux de la Commission des forêts pour l'Afrique, 1986.

pour les aider à devenir de petits entrepreneurs au lieu de se contenter d'être des manœuvres.

Il est parfois possible d'utiliser la traction animale ou le débardage manuel pour évacuer les grumes de la forêt. Des études menées aux Philippines ainsi qu'au Chili ont montré que les buffles et les bœufs pouvaient concurrencer avantageusement les engins mécanisés. La recherche et le développement se tournent de nouveau vers des sujets tels que la conduite des animaux et les harnais, qui avaient été abandonnés depuis les années 50. Par ailleurs, on attend beaucoup d'un petit chariot à deux roues qui permet de soulever des charges avec un effort minime.

Lorsque le machinisme est déjà implanté, mais rencontre des difficultés, la décision de retourner aux méthodes manuelles ou à la traction animale exige une étude très sérieuse. Par exemple, tenir une scie passe-partout en bon état et bien affûtée ne demande pas nécessairement moins de compétence qu'entretenir une tronçonneuse à chaîne. Le camion à treuil et le tracteur agricole équipé d'outils spécialisés fournissent un bon exemple de technologies intermédiaires.

Il y a eu récemment dans les industries forestières un certain nombre d'innovations, par exemple l'élargissement de la gamme des essences et de la dimension des matériaux qui peuvent être utilisés pour la fabrication de panneaux et de papier. Ces innovations permettent une utilisation plus efficace et plus intensive des ressources, et ouvrent en outre des débouchés au petit exploitant en lui offrant des matériaux qu'il peut récolter sur ses propres terres ou récupérer sur les chantiers forestiers après le passage des grandes entreprises.

Pêches

Dans les pays développés, la technologie moderne a eu un profond effet à la fois sur la récolte du poisson et sur la gestion des ressources. Le poisson peut maintenant être exploité par des flottilles relativement réduites de navires bien équipés jusqu'à la limite imposée par le rendement équilibré à long terme. Ces progrès ont cependant créé un certain nombre de problèmes. S'il n'y a pas de limite à l'efficacité technologique, il faut alors réduire la taille des flottilles de pêche. Cela veut dire qu'il faut trouver les moyens d'encourager le retrait des bateaux de pêche en surnombre et assurer le reclassement des pêcheurs.

Les pays en développement, où la pêche emploie une nombreuse main-d'œuvre, doivent donc adopter les technologies nouvelles avec beaucoup de prudence. S'ils sont en mesure d'exploiter leurs ressources efficacement avec les embarcations et les méthodes dont ils disposent, ils ont peu à gagner à investir dans des techniques sophistiquées pour obtenir les mêmes résultats.

Il existe, néanmoins, de nombreux domaines où la

science et la technique peuvent s'allier avec profit aux connaissances et aux compétences locales. Par exemple, les données obtenues par satellite permettent aujourd'hui de repérer la présence de chlorophylle et les différences de température en surface, qui déterminent l'abondance du phytoplancton ainsi que les zones de remontée d'eau où les poissons ont l'habitude de se concentrer. Les images de satellite servent aussi à mettre à jour les cartes et à les compléter (récifs de corail, atolls, îles océaniques et régions côtières). Les informations obtenues par satellite doivent cependant être contrôlées au niveau de la mer, mais ce contrôle peut souvent se faire au moyen de navires et de matériel relativement simples.

De nouveaux systèmes d'information géographique faisant appel à l'informatique sont maintenant largement utilisés pour la planification régionale et leur adaptation est en cours pour l'établissement de cartes indiquant les zones qui pourraient se prêter à la pêche côtière ou à certains types d'aquaculture.

Pour maintenir les stocks de poisson malgré l'accroissement de l'effort de pêche et l'épuisement des fonds de pêche traditionnels, il apparaît particulièrement judicieux d'améliorer l'environnement marin. Pour cela, on peut construire des récifs artificiels et d'autres types d'habitat pour les poissons, établir des mangroves, ensemercer les eaux et lutter contre la pollution. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer les conceptions et les matériaux les mieux adaptés pour attirer les populations de poisson et les retenir.

Un effort supplémentaire est aussi nécessaire pour mettre au point du matériel et des techniques qui soient à la portée des petits pêcheurs et transformateurs de poisson sur le plan aussi bien financier que technique. Des mesures utiles ont déjà été prises pour améliorer les embarcations à voile auxiliaire et pour fabriquer des métiers pour la confection des filets manuels. La FAO a joué un rôle d'animateur dans ces innovations, parfois en collaboration avec des ONG, mais les travaux de recherche et de développement nécessaires exigent un plus grand soutien de la communauté scientifique et des bailleurs de fonds.

Les ressources en poisson. Les recherches sur l'importance, l'emplacement et la nature des ressources ichthyologiques sont une condition préalable du développement et de l'aménagement. Les principaux progrès techniques à cet égard ont porté sur la surveillance et la prospection. Les techniques acoustiques, dont le potentiel est considérable, pourraient être beaucoup plus largement utilisées, en particulier pour les petites espèces pélagiques, dans les eaux tant marines que continentales. La télédétection par satellite pourrait être aussi beaucoup plus largement diffusée. Par exemple, l'enregistrement en

temps réel de la température de l'eau et l'estimation de la productivité primaire peuvent être précieux pour la pêche des thons, les relevés de la configuration des crues peuvent aider à définir les limites des plaines d'inondation, et la couverture géographique à grande échelle peut aider à localiser et à classer les masses d'eau continentales et leurs sources de pollution. La télédétection est aussi d'une grande utilité pour la mise en valeur et l'aménagement des zones côtières et des bassins de drainage. Les récents progrès de la micro-informatique ouvrent de nouvelles possibilités pour l'évaluation des stocks, l'élaboration de systèmes d'aménagement, et le stockage, l'interprétation et la diffusion des données. Ces techniques pourraient beaucoup aider les pays en développement à évaluer, surveiller et aménager leurs ressources, mais il faut former des spécialistes.

Les flottes industrielles de pêche lointaine. Les captures mondiales de poisson sont passées de 21 millions de tonnes en 1950 à près de 90 millions de tonnes en 1986. Ce sont les flottes de pêche lointaine des pays développés qui ont le plus profité des progrès de la technique. Les filets en fibres synthétiques, l'amélioration des appareils hydrauliques pour la manœuvre des filets, les installations de congélation et de transformation en mer, ainsi que les systèmes de détection à bord et de télédétection ont permis un accroissement spectaculaire de la taille, de la polyvalence et du rayon d'action des navires de pêche.

Le principe de la «liberté des mers», qui a longtemps prévalu en droit maritime et selon lequel la plupart des ressources océaniques en poisson étaient considérées comme le patrimoine commun de l'humanité, a conduit à de nombreux cas de suréquipement ruineux. Certaines populations de poisson se sont tout simplement effondrées et d'autres ont connu une baisse inquiétante de leur abondance qui s'est répercutee sur leur exploitabilité. Le nouveau régime juridique des océans, sanctionné par la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer, soumet maintenant à la juridiction et au contrôle nationaux la majeure partie des ressources halieutiques marines du monde. Toutefois, la concentration de l'effort de pêche sur des stocks en déclin ou faisant l'objet de contingents de capture a parfois réduit la saison de pêche à quelques semaines seulement. Dans bien des cas, des flottes beaucoup plus réduites que celles qui opèrent actuellement pourraient, en étalant leur effort sur plusieurs mois, être beaucoup plus efficaces.

Les technologies de pointe facilitent sans conteste l'épuisement des stocks, mais dans d'autres cas, les mêmes technologies permettent de protéger certaines espèces de dommages accidentels. Par exemple, les sonars utilisés pour la détection du poisson peuvent

aussi servir à éviter les bancs de mollusques, ou les cétacés qui se noient lorsqu'ils sont emprisonnés dans les filets. Des dispositifs excluant les tortues peuvent améliorer la sélectivité des filets et réduire ainsi les rejets. De récentes améliorations techniques et l'adoption de modèles plus sélectifs de chaluts à crevettes devraient réduire énormément les captures accessoires qu'il faut rejeter en mer et dont l'importance est source de préoccupations et de pertes économiques depuis de nombreuses années.

La revente à bas prix des navires en surnombre pourrait être l'occasion d'intéressants transferts de technologies, mais les opérations de ce genre ne peuvent être viables que si le pays d'accueil dispose d'infrastructures terrestres et de capacités de gestion suffisantes.

La petite pêche artisanale. La petite pêche artisanale produit environ 25 millions de tonnes de poisson, soit approximativement 45 pour cent des captures mondiales destinées à la consommation humaine. Elle emploie plus de 10 millions de personnes à plein temps dans le seul secteur de la capture et probablement beaucoup plus en aval. Si elle ne soutient pas toujours la comparaison avec la pêche industrielle sur le plan économique, elle a une importance considérable sur le plan social et nutritionnel.

Mise à part l'utilisation de matériaux synthétiques dans la fabrication des engins de pêche et (dans une moindre mesure) des coques de navires, rares sont les progrès technologiques adoptés par la grande pêche industrielle qui soient vraiment utiles à la pêche artisanale. La motorisation des petites embarcations n'a pas toujours été une réussite, en raison du coût élevé du carburant et du manque d'entretien.

Les priorités de la pêche artisanale en matière de recherche et de développement technique sont très différentes de celles de la grande pêche. D'autre part, c'est un marché trop complexe et trop dispersé pour attirer les intérêts commerciaux. Il faudrait développer de toute urgence des procédés plus simples et meilleur marché de réfrigération solaire et des moteurs utilisant de nouveaux carburants. Quelques progrès ont déjà été accomplis, notamment dans l'amélioration de la conception des bateaux traditionnels ainsi que des gréements.

Ces dernières années, l'enseignement a fait une plus grande place aux sciences sociales et aux techniques villageoises intéressant les communautés de pêcheurs. Un effort beaucoup plus important est nécessaire pour moderniser et préserver les outils et techniques les plus utiles et pour concevoir et mettre au point des technologies satisfaisantes sur le triple plan social, économique et écologique.

Aquaculture

L'aquaculture est beaucoup plus proche de l'agriculture, du point de vue de la production alimentaire, que de la pêche de capture. Alors que la production obtenue par les méthodes de pêche existantes approche déjà de la limite "au-delà de laquelle les stocks s'épuisent, les perspectives d'accroissement de la production de poisson et de coquillages qu'offre l'aquaculture sont considérables. En outre, alors que les rendements de l'agriculture et de l'élevage ne sont peut-être pas loin de leur limite biologique et que les systèmes utilisés menacent l'environnement, la science s'est jusqu'ici si peu intéressée à l'aquaculture que le potentiel d'accroissement des rendements et de la production aquacole est immense.

Néanmoins, l'aquaculture à grande échelle et à bas coût de production ne s'est développée qu'en Asie et, dans une moindre mesure, en Europe et en Amérique du Nord, où l'élevage de la carpe et de la truite était implanté de longue date. Aux Philippines, par exemple, la production est passée en l'espace de cinq ans de 300-400 kg à 1 000-2 000 kg par hectare et par an; dans la province chinoise de Taiwan, un accroissement net de 750 pour cent a été enregistré grâce à l'utilisation de nouvelles technologies, notamment l'apport d'éléments nutritifs dans les étangs, la lutte contre les parasites et la manipulation des populations de poisson. L'expansion rapide de la culture du saumon, de la crevette et du poisson-chat est particulièrement encourageante. Stimulés par les profits élevés, qui commencent cependant à diminuer à mesure que les marchés se saturent, des efforts ont été faits pour améliorer les techniques mises en œuvre ainsi que l'organisation et la réglementation de l'aquaculture.

Alors que dans le passé la recherche visait surtout à accroître la capacité de production des entreprises piscicoles commerciales, principalement dans les pays développés, à l'avenir elle devra s'attacher, dans les pays en développement, à améliorer la capacité de production de la petite pisciculture villageoise et familiale afin d'accroître l'approvisionnement local en poisson. L'association de la pisciculture à l'agriculture et à l'élevage contribuerait beaucoup à améliorer le bien-être de nombreuses populations souvent pauvres.

Ce type d'intégration existe déjà à petite échelle et il s'est révélé techniquement et, souvent, économiquement viable. Les systèmes de culture aquatiques et terrestres constituent une synergie: les déchets végétaux et animaux de la culture du sol servent à accroître la fertilité et la productivité des étangs piscicoles, et les boues recueillies au fond des étangs servent d'engrais pour les cultures.

Cette fusion de l'aquaculture et de l'agriculture a un impact social d'une grande importance. Des améliorations même modestes de la gestion des étangs piscico-

les, avec l'appui des laboratoires de recherche nationaux et autres, assurerait une capacité de production supérieure à celle de surfaces agricoles comparables. Le nombre de petits agriculteurs qui disposent d'étangs de pisciculture sur leurs terres est probablement inférieur à 1 pour cent. Si l'on peut démontrer que la pisciculture est rentable pour le petit agriculteur, à temps partiel ou à plein temps, le nombre des emplois rémunérateurs qui pourraient être ainsi créés serait très important. En effet, la superficie des terres arables disponibles par habitant étant en recul dans de nombreux pays en développement, la diffusion de la pisciculture parmi les petits agriculteurs pourrait beaucoup accroître leur production totale et leur procurer un supplément de nourriture et de revenus.

L'amélioration de la productivité des étangs piscicoles réalisée dans de nombreuses parties du monde, et notamment en Chine, est en grande partie le résultat de mesures empiriques. Ce n'est que par une meilleure compréhension des mécanismes biologiques, chimiques et physiques sous-jacents que l'on pourra rationaliser les méthodes de pisciculture en tenant compte de l'écologie du système interactif complexe que constituent la terre, l'eau, le poisson et une multitude de biotes associés. Il s'agit d'un système complexe et mal connu qui exigera un effort multidisciplinaire concerté de la part des biologistes et des chimistes. La science doit éclaircir le rôle des éléments nutritifs naturels et la dynamique des systèmes de pisciculture en étangs.

La recherche sur les besoins nutritionnels des diverses espèces cultivées constitue un autre domaine hautement prioritaire, car nombre des problèmes de croissance, de maladies et de reproduction s'avèrent être essentiellement des problèmes de gestion et nutrition. Il est indispensable d'améliorer encore les connaissances sur les caractéristiques nutritionnelles des aliments disponibles à un coût économique dans les différentes régions du monde. Ce n'est que lorsque ces problèmes seront mieux compris qu'il sera possible d'entreprendre une sélection génétique efficace pour améliorer les performances des stocks.

Le troisième axe de recherche serait celui de l'étude génétique des espèces cultivées, à commencer par les tilapias et les carpes. Les pisciculteurs peuplent leurs étangs de poissons non domestiqués aux caractères génétiques inconnus, de sorte que les rendements sont très inférieurs à leur limite théorique. Des recherches dans ce domaine permettraient certainement d'accroître spectaculairement la productivité, la production et la qualité du produit.

La pêche basée sur l'aquaculture dans les petits à moyens réservoirs d'irrigation et de centrales hydroélectriques, qui ont beaucoup amélioré l'approvisionnement local en poisson, mérite d'être développée. La

création d'écloséries, élément indispensable à ces pêches, constitue aussi un tremplin vers la promotion ultérieure de formes plus intensives d'aquaculture rurale.

L'utilisation et la commercialisation du poisson. L'utilisation optimale du poisson capturé est entravée, dans les pays développés comme dans les pays en développement, par l'insuffisance des installations de manutention, de transformation et de distribution. C'est plus particulièrement le cas des pays en développement et des petites espèces pélagiques qui pourraient être destinées à la consommation humaine directe au lieu de servir à la fabrication de farines et d'huiles, si les techniques de manutention et de transformation nécessaires étaient au point. La plus large utilisation de ces espèces passe aussi par le développement de nouveaux produits et l'éducation des consommateurs. La prise de conscience de la valeur diététique du poisson a déjà provoqué dans certains pays une augmentation de la demande.

L'utilisation de la technique traditionnelle du surimi japonais, qui est une pâte de poisson, pour la production de divers succédanés de fruits de mer à l'intention des pays développés a déjà eu un important effet sur l'utilisation des ressources en poisson blanc peu coûteux.

Les pays en développement ont subi des pertes sur les marchés d'exportation parce qu'ils n'ont pas réussi à satisfaire aux normes réglementaires imposées par les importateurs. Il semble cependant qu'on observe actuellement une baisse encourageante de ces pertes à la suite de l'amélioration du contrôle de la qualité et de l'inspection. D'autre part, les pays en développement ont accru leur part dans le commerce mondial du poisson. La mise en place de programmes régionaux de collaboration en matière de recherche sur la technologie du poisson, associant les institutions des pays en développement, a contribué utilement à l'application de la technologie aux problèmes de la manutention et de la transformation du poisson.

LES CONDITIONS DE BASE DU PROGRÈS

Les décideurs politiques et les gestionnaires scientifiques des pays en développement se trouvent aujourd'hui devant des choix particulièrement difficiles. Les budgets de la recherche agricole étant réduits à la portion congrue, il est difficile de justifier d'importants investissements dans la recherche biologique fondamentale à long terme. Dans les pays développés, la recherche se poursuit à un rythme ralenti, et dans les pays en développement les priorités sont en plein changement — changement qui probablement trouvera beaucoup moins d'échos que précédemment dans la recherche menée ailleurs. Pourtant, la justification économique à long terme de l'investissement dans la recherche agricole est concluante.

La justification économique de la recherche

L'expérience montre que l'investissement dans la recherche agricole peut avoir un rendement très élevé. Comme il ressort de la figure 3.6, le taux de rentabilité interne de la recherche agricole peut atteindre des niveaux proches de 100 pour cent par an, et souvent dépasser 50 pour cent. Au cours des années 80, par exemple, le GCRAI a analysé l'impact prévisible sur la production de six projets: amélioration du riz pluvial dans certaines zones d'Amérique latine, lutte biologique contre les ravageurs du manioc, tolérance à l'aluminium du blé, tolérance à la chaleur du blé, résistance au mildiou du maïs, et production de semences véritables de pomme de terre. Le taux de rentabilité annuel attendu de ces projets s'échelonne entre 20 et 40 pour cent, même si par mesure de prudence on n'attribue qu'une faible part des gains de production aux travaux menés dans les CIRA.

Les gains sont bien entendu loin d'être immédiats et, dans l'agriculture, il s'écoule en général un délai relativement long entre la recherche et ses effets économiques, ce qui est dû en grande partie au temps nécessaire au transfert et à la diffusion des nouvelles techniques. Cela explique peut-être en partie la réticence manifeste des pays en développement à investir dans la recherche agricole, même s'il est aujourd'hui amplement démontré que cet investissement a un rendement élevé et que ce rendement est en général encore plus élevé dans les pays en développement que dans les pays développés.

Le niveau de la recherche dans les pays en développement

Les perspectives sont incertaines. La recherche agricole ne progresse plus qu'à un rythme ralenti dans les pays développés, ce qui s'explique principalement par le

volume des excédents agricoles en Europe, au Japon et aux Etats-Unis, qui n'incite guère à accroître la production. Il semble par contre d'après certains indices que l'investissement dans la recherche agricole a connu durant les années 60 et 70 une expansion considérable dans les pays en développement (figure 3.7). Ainsi, au cours de cette période, les dépenses de recherche ont été multipliées par 5,8 en Amérique latine, 6,9 en Asie et 3,6 en Afrique²¹. Le rythme de croissance n'a pas été le même dans les pays développés: les dépenses de recher-

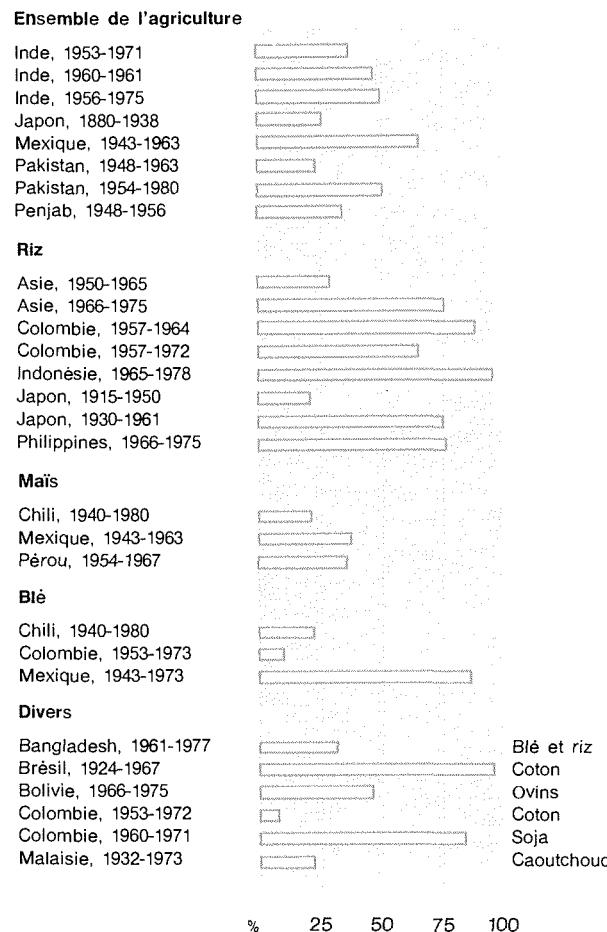
²¹ R.E. Evenson, *The importance of agricultural research during a period of farm surpluses*. Préparé pour le Forum de la Philadelphia Society for Promoting Agriculture, 1986.

che, au Canada et aux Etats-Unis, par exemple, n'ont augmenté au cours de la même période que de 1,9 et 2,4 pour cent.

Les raisons de cette expansion rapide des dépenses de recherche dans les pays en développement sont complexes. Elle tient probablement en partie à la pression politique exercée par les consommateurs pour obtenir un ravitaillement sûr durant les années 60 en Asie et durant les années 70 en Afrique. Les pressions économiques ont aussi joué un rôle, les populations urbaines réclamant avec une véhémence croissante l'importation de biens d'équipement et de consommation payables en devises. Les gouvernements ont vu dans l'expansion de la recherche un moyen de répondre à cette demande: l'accroissement de la production agricole qui en décou-

Figure 3.6

RENDEMENTS ANNUELS DE L'INVESTISSEMENT DANS LA RECHERCHE



Source: GCRAI, *Summary of International Agricultural Research Centers: a study of achievements and potential*. Washington, 1985.

lèrait conduire à une réduction des importations de produits alimentaires et à une augmentation des exportations de produits agricoles.

Si la croissance de l'investissement dans la recherche a été rapide, le niveau absolu de la recherche dans les pays en développement a encore beaucoup de retard sur celui des grands pays d'Europe, de l'Amérique du Nord et du Japon. Selon une récente enquête du GCRAI, 20 pays en développement comptaient encore moins de 50 chercheurs agricoles en 1985, et neuf employaient moins de 25 chercheurs par million d'hectares de terres arables. Par comparaison, l'Europe occidentale employait 206 chercheurs et dépensait 15,7 millions de dollars par million d'hectares de terres arables. Les chiffres correspondant pour deux pays en développement relativement avancés étaient de 14 chercheurs et 730 000 dollars pour l'Inde, et de 41 chercheurs et 2,44 millions de dollars pour le Brésil. Alors que l'Amérique du Nord consacre 3 pour cent environ de la valeur de sa production agricole à la recherche, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine en dépensent moins de 1 pour cent.

La capacité de recherche ne se mesure pas seulement en chiffres. Lorsque les chercheurs et les crédits sont rares, les structures sur lesquelles les scientifiques s'appuient pour accomplir leur travail laissent habituellement à désirer: le manque de bibliothèques, de laboratoires et de crédits pour les voyages est l'une des principales raisons pour lesquelles les chercheurs des

pays en développement sont souvent moins efficaces que leurs homologues des pays développés.

La priorité doit donc être donnée à la valorisation du capital humain de manière à accroître le nombre des chercheurs expérimentés qui soient capables d'identifier les vrais problèmes du développement agricole et de mettre au point des techniques appropriées pour les résoudre. Une infrastructure adéquate de recherches et d'essais des technologies mises au point doit être mise en place. Il n'est pas nécessaire qu'elle soit très sophistiquée: de simples ateliers et laboratoires peuvent être suffisants, en particulier s'il ne s'agit pas de recherche fondamentale et si les travaux sont axés sur l'adaptation et l'expérimentation de technologies existantes.

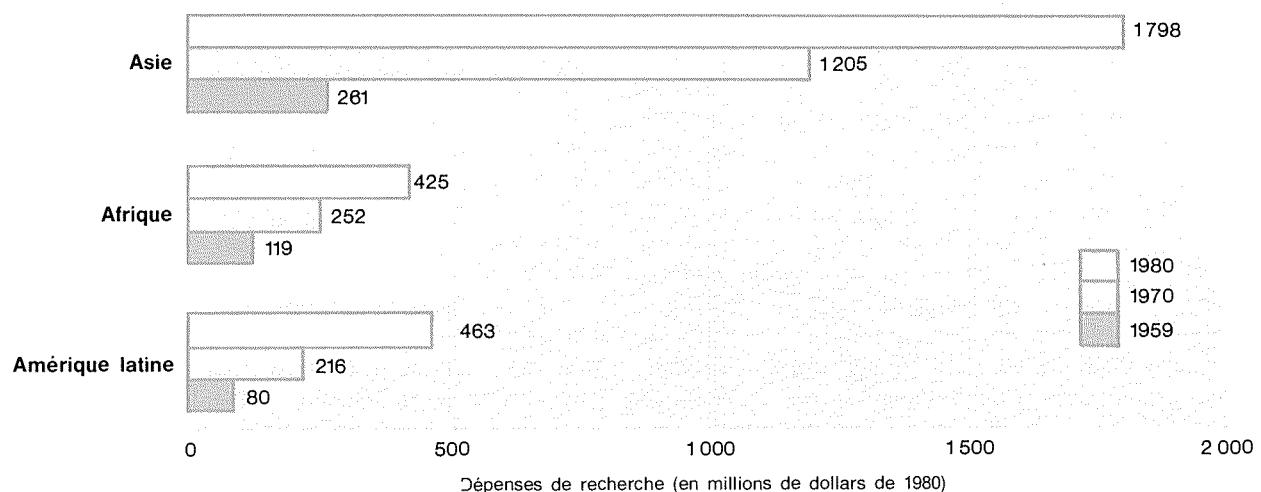
Enfin et surtout, il faut que la recherche bénéficie de financements plus importants et plus sûrs, de sources tant publiques que privées. De nombreux systèmes de recherche et de vulgarisation sont réduits à la portion congrue, en particulier en ce qui concerne les dépenses de fonctionnement (véhicules, matériel et fournitures).

Les types de recherche

Les données sur les dépenses de recherche fournissent en général des renseignements assez vagues sur la recherche agricole. On peut avoir une compréhension plus détaillée de la question en prenant en considération les quatre niveaux de la recherche, même si la division d'une activité sans solution de continuité comme la

Figure 3.7

DÉPENSES DE RECHERCHE PAR RÉGION



Source: R.E. Evenson, The importance of agricultural research during a period of farm surpluses. Préparé pour le Forum 1986 de la Philadelphia Society for Promoting Agriculture.

recherche est arbitraire. Ces quatre niveaux, tels qu'ils sont définis par le GCRAI, sont les suivants:

- la recherche fondamentale, c'est-à-dire la quête de nouvelles connaissances;
- la recherche stratégique, qui a pour but de résoudre des problèmes spécifiques;
- la recherche appliquée, créatrice de nouvelles technologies;
- la recherche adaptative, qui procède à l'ajustement fin des nouvelles technologies aux conditions et aux systèmes d'exploitation locaux.

Seule la première de ces catégories n'est pas affectée par l'apparition de nouvelles priorités de la recherche agricole dans les pays en développement. Les recherches stratégique, appliquée et adaptative ont toujours été étroitement liées aux plans de développement et à la politique économique. Dans le passé, par conséquent, elles n'ont pas été spécifiquement axées sur l'agriculture qui avait une priorité relativement faible dans de nombreux pays en développement, du moins jusqu'au début des années 70. Les fonds qui ont été consacrés à la recherche agricole n'ont certainement pas servi principalement à résoudre les problèmes de l'exploitant pauvre en ressources, ou la question connexe du maintien de la production et de l'amélioration de l'environnement. Au contraire, la recherche agricole s'est concentrée dans la plupart des cas sur des questions liées à la création de richesses, comme l'irrigation, les cultures d'exportation, et l'expansion de la production des grandes exploitations commerciales.

Fort heureusement, l'existence des Centres internationaux de recherche agricole du GCRAI et les autres instituts internationaux de recherche, financés pour la plupart par des donateurs bilatéraux (encadré 3.3), a pu tempérer cette tendance. Le budget global des CIRA est passé de quelque 140 millions de dollars par an en 1980 à 236 millions en 1986; même cette somme reste faible par rapport aux dépenses consacrées à la recherche agricole par tous les pays en développement (à peine plus de 5 pour cent). Néanmoins, la plus grande partie des dépenses des CIRA ont été faites dans des secteurs relativement négligés par les institutions tant publiques que privées des pays en développement. En 1980, par exemple, les CIRA ont financé 20 pour cent environ de la recherche des pays en développement sur les pommes de terre, 15 pour cent de celle sur le manioc et 11 pour cent de celle sur le maïs et les haricots²².

En grande partie du fait de son mode d'action, le GCRAI a joué un rôle beaucoup plus important que ne

le donneraient à penser les simples statistiques financières. Les CIRA ne se contentent pas de conduire des recherches, mais ils sont aussi des liens avec les programmes nationaux par le biais d'activités de formation, de conférences et d'une série de réseaux de recherche. En 1985, plus de 20 000 chercheurs des pays en développement avaient participé aux cours de formation des CIRA et quelque 25 000 autres avaient assisté à des conférences, à des séminaires et à des ateliers. Les réseaux de recherche ont encouragé les pays à développer leurs capacités et à coopérer pour partager les résultats obtenus. Ainsi, les scientifiques de nombreux pays en développement ont pu se mettre au courant des progrès réalisés dans d'autres parties du monde, ce qui les a sortis de leur isolement.

Le transfert de technologies

Pour les raisons mentionnées ci-dessus, l'accès à la recherche fondamentale, appliquée ou adaptative des pays présentant des problèmes et des conditions semblables est essentielle pour l'avenir du développement agricole. Le transfert de technologies rend cet accès possible.

Trois processus de transfert déterminent le succès de la contribution de la science et de la technologie au progrès agricole des pays en développement:

- les transferts Nord-Sud;
- la coopération Sud-Sud;
- les transferts entre chercheurs, vulgarisateurs et agriculteurs.

Les transferts Nord-Sud revêtent deux formes principales. Premièrement, le transfert des résultats de la recherche fondamentale et stratégique soit directement, soit sous forme de nouvelles techniques de recherche qui peuvent être facilement adoptées à condition que l'investissement et les autres dépenses d'appui nécessaires ne soient pas trop élevées. Deuxièmement, le transfert de technologies incorporées dans les biens intermédiaires ou les produits finis qui ne seraient peut-être pas disponibles autrement en raison de la protection des brevets.

L'un des plus importants transferts de technologies concerne le matériel génétique. On redoute de plus en plus que la mainmise du secteur privé, dans les pays développés, sur la sélection végétale et les biotechnologies, jointe à une réglementation plus stricte des brevets relatifs au matériel génétique, ne soit préjudiciable aux pays en développement. Cette crainte est fondée, bien qu'il existe des mécanismes institutionnels qui peuvent aider les pays en développement à protéger leurs intérêts, notamment la Commission des ressources phytogénétiques de la FAO. On peut aussi avancer que les

²² R.E. Evenson, *op. cit.*

ENCADRÉ 3.3

Instituts internationaux de recherche non affiliés au GCRAI

Nom, siège et date de création	Mandat
Centre de recherche et de développement sur les légumes en Asie (AVRDC), province de Taiwan (Chine), 1971	Améliorer la qualité nutritionnelle et le potentiel de production de légumes dans les zones tropicales humides et subhumides
Conseil international de recherches agro-forestières (CIRAF), Kenya, 1978.	Améliorer le bien-être nutritionnel, économique et social des populations des pays en développement par la promotion de systèmes agroforestiers inoffensifs pour l'environnement
Conseil international de la recherche pédologique et de l'aménagement des sols (IBSRAM), Thaïlande, 1985	Promouvoir des techniques améliorées et durables d'aménagement des sols pour réduire les contraintes que présentent les sols pour la production alimentaire et agricole
Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD), Népal, 1983	Promouvoir la mise en valeur progressive et efficace des écosystèmes de montagne très vulnérables
Centre international sur la physiologie et l'écologie des insectes, Kenya, 1970 (reconstitué en 1986)	Entreprendre des recherches sur la contribution de l'entomologie à la lutte contre les insectes ravageurs ou vecteurs de maladies tropicales du bétail et des végétaux
Centre international d'aménagement des ressources bioaquatiques (ICLARM), Philippines, 1977	Conduire ou stimuler des recherches sur la pêche et sur les ressources aquatiques vivantes afin de contribuer à répondre aux besoins nutritionnels, économiques et sociaux des pays en développement
Centre international de développement des engrains (IFDC), Etats-Unis, 1977	Recherche, développement et transfert de technologies appropriées aux pays en développement au plus bas coût possible
Institut international de gestion de l'irrigation (IIMI), Sri Lanka, 1984	Renforcer les efforts nationaux destinés à améliorer et à soutenir les performances des systèmes d'irrigation par la création et la diffusion d'innovations en matière de gestion
Centre international de la trypanotolérance (ITC), Gambie, 1982	Recherche visant à comprendre et utiliser la résistance naturelle à la trypanosomiase manifestée par les races de bétail de l'Afrique occidentale
Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), Autriche, 1973	Promouvoir la coopération internationale des études scientifiques concernant les forêts, y compris l'exploitation et les produits
Réseau international d'amélioration de la banane et du plantain (RIABP), France, 1984	Coordonner et stimuler la recherche sur l'amélioration des bananes et des plantains

Source: Informations fournies par les instituts.

intérêts des sociétés multinationales qui s'occupent de sélection végétale ne sont pas si différents de ceux des pays en développement. Ces sociétés voient l'expansion de leurs marchés traditionnels se restreindre dans les pays développés et elles cherchent des débouchés dans les pays en développement.

La plupart des multinationales sont naturellement originaires des pays développés. Leur contribution au développement agricole des pays en développement a toujours été limitée par le fait que rares sont les technologies agricoles qui peuvent être transférées directement dans d'autres régions où les conditions sont très différentes. Le transfert de technologies agricoles est en fait dans la plupart des cas indirect et, pour être adapté avec succès, il exige l'existence de capacités de recherche dans le pays bénéficiaire. Mais au moment où les pays en développement se dotaient de capacités de recherche, les règles ont changé: les nouvelles priorités de la recherche évoquées ci-dessus sont encore plus éloignées des intérêts des multinationales que les précédentes. Il en résulte un certain nombre de conséquences importantes. Premièrement, il est probable que le pouvoir des multinationales et leur aptitude à influer sur le progrès agricole des pays en développement diminueront. Deuxièmement, les pays en développement devront donc compter plus que dans le passé sur leur propre recherche et sur la recherche internationale axée sur leurs problèmes spécifiques. Troisièmement, le transfert de technologies Sud-Sud devient ainsi encore plus crucial que dans le passé.

Les transferts Sud-Sud ont joué un rôle important dans la révolution verte qui a porté sur le riz et le blé, à la fois au stade de la sélection et à celui de la diffusion. Ainsi, les variétés améliorées de riz mises au point par l'IRRI aux Philippines mettaient à profit du matériel génétique provenant de Chine et d'autres pays en développement, ainsi que du Japon. Ces variétés améliorées, à leur tour, ont été transférées à d'autres pays en développement, en particulier d'Asie, où leur rôle a été important dans l'expansion de la production à partir du début des années 70.

Trois mécanismes institutionnels joueront probablement un rôle majeur dans la mise au point et le transfert de technologies Sud-Sud. Premièrement, les CIRAs; deuxièmement, les réseaux de recherche soutenus par la FAO et les organismes donateurs pour encourager une meilleure circulation de l'information et une coopération plus étroite entre pays dans le domaine de la recherche; et troisièmement, les systèmes nationaux de recherche agricole, qui manquent généralement de fonds et de personnel pour profiter pleinement des travaux des CIRAs et des autres institutions internationales de recherche et de développement (voir l'encadré 3.3), ainsi que d'autres pays en développement.

Le dernier élément et le plus important du processus de transfert est la relation entre la recherche, la vulgarisation et l'agriculteur. Elle ne doit pas être à sens unique. Si l'agriculteur n'est pas impliqué, la solution proposée par le chercheur risque de ne pas correspondre aux objectifs et aux ressources de l'agriculteur, qui ne l'adoptera donc pas. De nombreuses solutions techniques ont échoué pour cette raison.

Ce sont principalement ces échecs qui ont stimulé un effort de recherche accru sur la situation socio-économique des familles de petits exploitants. On a constaté que les hypothèses relatives aux contraintes qui freinent l'accroissement de la production reposaient parfois sur une connaissance insuffisante des objectifs de l'agriculteur et de ses stratégies de gestion et que, par voie de conséquence, les nouvelles technologies proposées étaient inadaptées²³. La recherche adaptative doit donc partir d'une connaissance parfaite de la situation des agriculteurs, notamment au niveau de l'exploitation, pour que les facteurs techniques et socio-économiques puissent être pris en compte.

Dans cette optique, la recherche au niveau de l'exploitation sert non seulement à évaluer les nouvelles technologies, mais aussi à assurer une remontée d'informations qui guide les chercheurs de tous niveaux dans la planification de leurs travaux. On introduit ainsi dans le processus de recherche un nouvel élément itératif incorporant les réactions de l'agriculteur devant les perspectives et les limites de la technologie testée.

Mais les aspects socio-économiques de la recherche et du développement technologiques ont une dimension plus vaste. Pour que la recherche produise tous ses effets, il est indispensable que les pouvoirs publics offrent des incitations économiques réelles non seulement aux chercheurs qui la pratiquent, mais aussi aux agriculteurs, aux forestiers et aux pêcheurs qui l'appliquent. L'environnement politique de l'agriculture doit donc être spécifiquement adapté pour catalyser et faciliter l'adoption des nouvelles technologies par ceux qui sont appelés à en être les bénéficiaires.

²³ FAO, *Examen du retard dans les applications de la technologie*, Etude FAO: recherche et technologie n° 1. Rome, 1986.

TABLEAUX ANNEXES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
..... POURCENT												
BONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	1471181	1602019	1553162	1567131	1650919	1710412	1643302	1806138	1843345	1866318	1786627	2.18
BLE	387274	451174	428598	446479	455786	482678	494135	517652	505729	537493	516780	2.78
RIZ, PADDY	372260	388046	377301	399612	412497	424026	451336	470193	472714	473068	454320	2.65
ORGE	160238	179919	158285	160154	152095	164245	161925	172626	176582	182109	178518	1.03
MAIS	370995	393510	418793	396026	450433	450332	347574	453064	487367	486198	457365	2.17
MILLET ET SORGHO	94177	95339	91435	84326	101476	96758	94988	97451	105855	96274	86829	.27
TUBERCULES	571875	598232	587130	537701	555929	557388	560573	592296	583664	585443	593948	.26
POMMES DE TERRE	280446	292206	299040	241572	268589	266149	265369	292312	283548	290557	285009	.24
MANIOC	117397	121927	117254	124890	128353	127426	124062	130983	137024	135178	137291	1.58
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	42180	44087	40825	40482	41120	45224	46953	49045	51366	53368	53345	2.90
AGRUMES	51854	51355	52937	58531	58878	57947	61764	57239	59948	61819	63814	1.98
BANANES	33304	33595	33701	35512	36467	36624	36032	37620	38125	39493	39354	1.79
POMMES	30523	32453	36672	34145	32796	41564	39465	40027	38641	41668	36512	2.35
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	45473	47694	51367	50061	53731	57113	53356	59365	64738	64596	66324	3.82
GRAINES DE SOJA	73807	75381	88714	81078	88143	92103	79461	90656	101137	94248	98000	2.60
ARACHIDES NON DECORT.	17669	18487	17980	17115	20542	18082	18710	20213	20992	21443	20103	1.78
GRAINES DE TOURNESOL	12308	13338	15313	13616	14267	16358	15671	16548	18872	20642	20125	4.95
GRAINES DE COLZA	7904	10570	10609	12344	15086	13996	16529	19041	19677	22534	10.03	
GRAINES DE COTON	25654	24441	26411	26633	28716	27920	27474	35000	32297	28125	30857	2.38
COPRAH	4719	4863	4298	4511	4702	4852	4764	3953	4958	5556	5195	1.09
PALMISTES	1437	1366	1643	1781	1821	2152	2006	2346	2593	2765	2687	7.51
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	89660	90361	88358	84205	93280	102761	97453	100086	99283	101815	103358	1.77
CAFE VERT	4406	4722	4947	4826	6067	5079	5700	5132	5940	5133	6145	2.40
FEVES DE CACAO	1461	1487	1676	1665	1738	1612	1602	1769	2002	2027	2002	3.13
THE	1751	1792	1818	1873	1875	1946	2040	2162	2287	2252	2413	3.30
COTON, FIBRE	13964	13251	13935	13867	15272	14850	14289	18224	17344	15048	16634	2.32
JUTE ET FIBRES SIMIL.	3258	3910	3702	3557	3605	3211	3439	3580	6333	3824	3350	1.49
SISSAL	558	503	501	528	491	492	402	424	479	428	406	-2.70
TABAC BRUT	5546	5979	5416	5305	5967	6897	5943	6459	7033	5966	6253	1.62
CAOUTCHOUC NATUREL	3665	3736	3834	3826	3779	3804	4103	4185	4384	4570	4574	2.37
VIANDER, TOTAL	120772	125424	130283	134333	136689	137932	142361	146041	151209	155273	158787	2.65
LAIT, TOTAL	448105	454676	461087	467677	469778	480778	500327	504763	512684	521052	513059	1.61
OEufs, TOTAL	24887	25639	26458	27216	27868	28733	29283	30771	32466	33483	34395	3.40
LAINE ET SUINT	2646	2629	2688	2757	2820	2848	2882	2877	2955	2984	3061	1.49
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	7517	7468	7683	8052	8586	8888	9744	10210	11169	11214	4235	.44
POISSONS MARINS	53013	54806	55116	55413	57495	58398	57946	63252	64048	68795	52596	1.46
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	7458	7786	8126	8619	8726	9235	9169	9658	9814	10174	6118	.84
MAMMIFERES AQUATIQUES	3	2	18	19	13	9	3	2	3	3	3	-9.37
ANIMAUX AQUATIQUES	247	208	202	127	221	281	429	427	422	454	269	8.37
PLANTES AQUATIQUES	3095	3240	3204	3363	3075	3107	3261	3560	3718	3885	2016	-.72
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	619741	637208	645105	614128	581057	561163	623575	646965	656636	694931		
GRUMES DE FEUILLES	241036	253042	255976	262909	254142	242044	251605	260381	255260	264407		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	315850	332541	357378	370658	372407	361952	369606	386528	385619	393641		
BOIS DE CHAUFFAGE	1327875	1368049	1418626	1475970	1518286	1551678	1580284	1613830	1645904	1678448		
SCIAGES DE CONIFERES	343059	348675	346881	333564	315549	311467	327275	343137	346754	355527		
SCIAGES DE FEUILLES	103250	108061	110249	113441	110854	107943	110745	114501	115526	115966		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	101564	104399	106300	101098	100274	96251	105481	108640	112206	119152		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	114537	120644	125920	128924	128842	123472	132377	140242	141192	146538		
PAPIERS ET CARTONS	151867	159627	168991	169730	170403	166709	177128	189800	192367	201621		
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	153145	168193	164352	177537	167232	181368	173604	211654	195797	191219	185245	2.19
BLE	53460	63933	60248	70024	66271	73690	73720	92695	80270	81367	80526	4.21
RIZ, PADDY	1311	1650	1831	1702	1597	1705	1519	1750	1934	1950	1912	2.51
ORGE	51197	55362	52830	57235	50636	53714	49747	62890	58836	53716	52667	.47
MAIS	29539	28202	32384	31280	32623	35556	34534	36439	37684	39837	36198	2.97
MILLET ET SORGHO	604	764	649	618	601	510	466	501	399	391	400	-6.05
TUBERCULES	55022	53084	52002	49256	48603	48371	42526	50518	51553	47740	48346	-1.07
POMMES DE TERRE	54872	52940	51857	49110	48465	48240	42404	50412	51440	47639	48235	-1.06
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	1651	1774	1791	1873	1640	1916	2088	2676	3218	3739	4518	10.24
AGRUMES	6603	6305	6488	6627	6775	6737	8655	6416	7997	8058	7448	2.55
BANANES	422	431	436	511	522	492	500	489	455	531	470	1.26
POMMES	7713	10635	10720	10701	7646	12727	9152	10983	9207	10747	9263	.67
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	2596	2737	2677	3309	2930	3762	3638	4241	4693	4723	6259	8.51

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES
	. MILLIERS DE TONNES METRIQUES .											POURCENT
GRAINES DE SOJA	78	85	102	66	118	233	300	389	523	1132	1950	38.49
ARACHIDES NON DECORT.	19	20	21	19	15	14	17	15	17	17	19	-1.53
GRAINES DE TOURNESOL	10 10	1 149	1276	1302	1219	1736	1891	2474	2938	3 644	4 305	15.75
GRAINES DE COLZA	13 30	1 731	1696	2543	2522	3295	3141	4 160	4 390	4 396	6 508	15.37
GRAINES DE COTON	337	326	284	333	366	285	329	363	447	534	463	4.64
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	15 447	15 601	15 789	15 729	19 071	18 006	14 808	16 569	16 539	16 833	15 794	.37
COTON, FIBRE	173	165	146	178	196	156	176	196	238	292	253	5.37
TABAC BRUT	391	409	439	401	438	462	436	480	494	498	468	2.20
VIANDER, TOTAL	26 315	27 212	28 502	29 524	29 675	29 739	30 296	31 029	31 126	31 605	31 991	1.80
LAIT, TOTAL	132 359	136 901	139 554	141 823	142 416	146 249	150 639	149 285	146 962	147 774	141 741	.88
OEUVS, TOTAL	5 192	5 316	5 395	5 443	5 536	5 692	5 562	5 489	5 514	5 465	5 502	.44
LAINE EN SUINT	152	157	157	160	159	161	165	167	171	173	180	1.48
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	183	200	210	260	248	265	272	281	326	350	150	2.60
POISSONS MARINS	10 943	10 285	10 037	9 957	10 006	9 503	9 706	10 107	9 910	9 930	6 336	-2.61
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	947	953	917	1036	1048	1131	1171	1124	1175	1203	366	-2.52
MAMMIFERES AQUATIQUES			17	18	12	8	1					
ANIMAUX AQUATIQUES	3	5	2	1	1	1	1	1				
PLANTES AQUATIQUES	280	295	290	258	217	233	231	253	262	285	196	-1.99
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	87 161	89 561	96 073	97 381	90 791	89 591	94 371	96 551	93 783	94 644		
GRUMES DE FEUILLUS	21 885	24 084	23 882	24 240	23 938	22 524	21 723	22 929	23 385	23 873		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	73 403	75 913	83 392	83 788	86 401	84 045	82 462	87 598	89 023	91 260		
BOIS DE CHAUFFAGE	35 486	34 084	35 526	37 305	38 303	38 905	39 520	39 921	39 867	40 215		
SCIAGES DE CONIFERES	4 9219	4 9031	5 3613	54 877	50 554	50 134	52 307	53 491	51 936	52 139		
SCIAGES DE FEUILLUS	12 385	12 538	12 724	12 437	11 472	11 210	10 631	11 300	11 405	11 314		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	29 132	25 535	26 607	26 602	24 960	23 577	23 901	24 045	24 262	24 947		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2 3251	24 948	26 736	26 647	26 489	25 045	26 880	29 171	29 189	29 703		
PAPIERS ET CARTONS	39 230	41 472	45 174	44 736	44 707	43 738	45 551	49 890	49 912	51 611		
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	26 6091	31 2719	25 1009	26 4130	23 3882	26 9542	26 8617	26 0557	27 3674	30 3632	30 5116	-1.86
BLE	12 1253	15 1590	11 3566	12 7688	10 7425	11 3780	10 7436	10 5104	11 0339	12 7287	11 9879	-1.11
RIZ, PADDY	2381	2269	2584	2934	2666	2651	2818	2933	2817	2924	2982	2.25
ORGE	6 7038	7 8108	6 2927	5 9219	5 1413	5 9740	6 4843	5 8199	6 2261	7 0362	7 2466	.12
MAIS	30 9555	29 062	32 920	30 619	31 776	4 0048	35 967	37 924	39 395	44 263	47 503	4.57
MILLET ET SORGHOM	2231	2408	1744	2077	2035	2718	2709	2151	3154	2569	4090	5.05
TUBERCULES	14 5232	15 4405	16 3116	11 1125	13 5403	12 9664	13 5629	14 7334	13 4606	15 0737	13 6019	-1.40
POMMES DE TERRE	14 5229	15 4403	16 3113	11 1249	13 5399	12 9661	13 5627	14 7332	13 4603	15 0733	13 6016	-1.40
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	8231	8620	5052	7132	5290	7800	9866	10215	10883	9442	10026	4.65
AGRUMES	234	204	340	161	313	286	415	369	156	336	235	1.48
POMMES	10 946	8 967	11 301	8567	10 002	13 278	13 125	11 935	11 712	13 825	9 091	1.69
HAILES VEG. EQUIV. D'HUILE	4 689	4 472	4 436	4 364	4 365	4 676	4 556	4 481	4 784	5 184	5 349	1.44
GRAINES DE SOJA	862	1 012	1 042	1 118	907	1 007	953	997	857	1281	1 265	1.93
ARACHIDES NON DECORT.	4	5	6	7	9	9	8	8	7	9	10	6.62
GRAINES DE TOURNESOL	7 395	6 794	7 208	6 328	6 636	7 350	6 904	6 536	7 106	7 725	8 202	1.00
GRAINES DE COLZA	1 285	1 306	574	1 226	1 097	1 064	1 312	1 718	1 932	2 321	2 279	9.18
GRAINES DE COTON	5 366	5 210	5 615	6 100	5 901	5 690	5 647	5 278	5 361	5 045	4 973	-.89
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	13 889	13 621	12 229	10 842	10 943	12 450	13 563	13 434	12 979	13 434	14 093	.77
THE	106	111	118	130	137	140	146	151	152	146	150	3.66
COTON, FIBRE	2 709	2 744	2 514	2 816	2 905	2 800	2 598	2 354	2 791	2 658	2 661	-.34
JUTE ET FIBRES SIMIL.	47	44	48	52	45	45	45	45	45	45	45	-.53
TABAC BRUT	608	567	627	545	574	637	670	665	707	664	689	1.99
VIANDER, TOTAL	23 831	25 051	25 245	25 096	24 844	24 737	26 042	26 902	27 273	28 601	29 447	1.84
LAIT, TOTAL	13 4505	13 5205	13 3850	13 1386	12 7755	12 9237	13 7329	14 0562	14 1320	14 4815	14 5652	.95
OEUVS, TOTAL	5 174	5 397	5 498	5 630	5 818	5 853	6 053	6 172	6 264	6 464	6 553	2.31
LAINE EN SUINT	567	578	573	559	574	571	584	595	577	598	584	.41
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1 136	1 084	1 141	1 121	1 146	1 216	1 277	1 213	1 324	1 269	1 114	1.14
POISSONS MARINS	9 098	8 825	8 625	9 064	9 121	9 310	9 522	10 369	10 008	10 621	9 907	1.77
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	213	210	439	567	542	734	430	370	482	688	580	8.48
ANIMAUX AQUATIQUES	2	15	19	20	19	16	15	17	18	24	24	14.65
PLANTES AQUATIQUES												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	16 4533	15 8643	15 4849	15 5724	15 5698	15 3520	15 6432	15 8709	15 7298	16 3099		
GRUMES DE FEUILLUS	3 5079	3 4599	3 3545	3 3594	3 3619	3 3109	3 3368	3 4357	3 4124	3 5187		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	5 7068	5 5829	5 5277	5 5992	5 5666	5 6524	5 7323	5 9471	5 9346	6 2182		

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
BOIS DE CHAUFFAGE	94855	92055	91301	92415	96413	99294	95838	98756	103258	104207		
SCIAGES DE CONIFERES	110966	108612	102929	101494	100809	100153	100268	100630	101194	101652		
SCIAGES DE FEUILLUS	19551	19365	18638	18260	18269	18060	18272	18430	18202	18405		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	16518	17095	17005	17464	17598	17987	18562	19480	19682	21111		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	11843	12161	11489	11607	11774	12052	12869	13261	13432	13401		
PAPIERS ET CARTONS	14428	14520	13989	14102	14264	14356	14993	15379	15625	15761		
----- POURCENT -----												
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	308361	318607	338726	311336	381936	386618	255321	357704	395590	373164	331572	1.22
BLE	75529	69459	75277	84092	100608	101988	92363	91806	90251	88303	83637	1.93
RIZ, PADDY	4501	6040	5985	6629	8289	6969	4523	6296	6120	6049	5793	.57
ORGE	21115	20299	16821	19257	24033	25198	21289	23324	25263	27926	25856	3.49
MAIS	169484	189092	206659	174400	212895	215693	111974	201705	232448	215466	186444	.91
MILLET ET SORGHO	19837	18575	20509	14716	22247	21212	12384	22004	28456	23829	18819	1.77
TUBERCULES	19186	19727	18895	16715	18588	19565	18253	19833	22170	19737	21022	1.15
POMMES DE TERRE	18642	19129	18285	16215	18005	18889	17702	19241	21493	19159	20470	1.17
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	943	1304	1299	1676	1954	1717	1149	1360	1479	1755	2380	4.90
AGRUMES	13827	12932	12092	14954	13703	10938	12344	9790	9549	10026	10887	-3.46
BAHANES	3	3	2	2	3	3	2	4	4	4	5	6.67
POMMES	3468	3898	4121	4553	3933	4162	4283	4213	4073	3986	4988	1.65
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	11852	12875	15756	11883	13251	14351	10900	13010	14169	13214	13076	.24
GRAINES DE SOJA	48678	51376	62183	49612	54742	60459	45253	51565	58125	53762	52512	.22
ARACHIDES NON DECORT.	1685	1793	1800	1045	1806	1560	1495	1998	1870	1679	1627	.71
GRAINES DE TOURNESOL	1411	1943	3528	1863	2201	2513	1502	1783	1492	1250	1083	-5.43
GRAINES DE COLZA	1973	3497	3411	2483	1849	2246	2609	3412	3498	3787	3852	4.38
GRAINES DE COTON	5009	3873	5242	4056	5803	4304	2791	4671	4789	3448	5263	-.85
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	5403	5482	5167	5438	5774	5384	5217	5476	5527	6197	6760	1.58
CAFE VERT	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	.91
COTON, FIBRE	3133	2364	3185	2422	3406	2605	1692	2827	2924	2119	3206	-.88
TABAC BRUT	973	1034	771	918	1048	975	760	875	782	586	619	-4.36
VIANDS, TOTAL	26019	25869	26138	26978	27380	26809	27729	28003	28660	29011	29595	1.34
LAIT, TOTAL	63304	62716	63626	66099	68182	69691	71204	69535	73057	73204	72833	1.72
OEUVFS, TOTAL	4125	4276	4417	4463	4477	4459	4380	4373	4374	4385	4452	.36
LAINE EN SUINT	50	48	49	49	51	50	48	45	41	40	41	-2.12
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	356	396	433	476	502	485	499	491	568	527	543	3.82
POISSONS MARINS	2581	3032	3107	3153	3122	3518	3774	3949	4162	4446	4654	5.60
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1272	1347	1376	1350	1558	1378	1323	1647	1445	1372	1414	.90
ANIMAUX AQUATIQUES	19	20	10	2	2	10	10	9	11	17	17	3.07
PLANTES AQUATIQUES	195	196	195	191	78	103	29	63	105	82	82	-11.04
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	278553	299879	298266	260961	238884	220996	276510	289792	300989	333620		
GRUMES DE FEUILLUS	36846	40908	42727	43206	39834	29093	36240	37939	37921	41990		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	136788	146956	157282	163894	164429	156026	161024	168524	165561	168434		
BOIS DE CHAUFFAGE	35679	51645	71933	95976	107410	107595	108119	108119	108119	108119		
SCIAGES DE CONIFERES	117609	122491	122060	109483	98688	94908	109365	122090	124881	132534		
SCIAGES DE FEUILLUS	16614	17282	18432	18650	17087	12357	14222	15944	15494	15796		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	37274	37288	36649	31026	32011	28338	34842	36378	38250	41117		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	58462	61368	63750	65241	65672	61122	65863	69877	68364	72543		
PAPIERS ET CARTONS	65498	68440	70896	70229	71502	67307	72157	76588	75407	79718		
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	15315	26087	24143	17159	24472	15069	31940	29719	26361	25129	20512	2.71
BLE	9724	18415	16483	11162	16686	9168	22317	18981	16477	16519	12500	1.99
RIZ, PADDY	530	490	692	613	728	857	519	634	864	690	548	1.77
ORGE	2655	4265	3967	2910	3721	2295	5236	6125	5513	4107	3670	3.97
MAIS	355	305	348	307	325	382	282	392	466	466	358	2.73
MILLET ET SORGHO	975	747	1162	936	1231	1355	987	1929	1395	1448	1214	5.14
TUBERCULES	1008	1027	1012	1091	1089	1168	1127	1327	1277	1252	1303	2.95
POMMES DE TERRE	999	1010	1001	1071	1075	1157	1117	1314	1264	1239	1290	2.99
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	106	120	175	209	225	315	321	619	866	920	1973	31.48
AGRUMES	461	496	489	566	509	534	525	587	647	625	672	3.47
BANANES	98	113	125	124	130	140	146	145	134	108	147	2.29
POMMES	447	444	525	510	549	520	534	513	629	586	672	3.40
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	86	140	159	120	126	118	105	164	265	225	188	7.34
GRAINES DE SOJA	55	77	99	82	73	77	53	89	110	105	115	4.72
ARACHIDES NON DECORT.	32	39	62	39	43	58	23	47	42	43	45	.70

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALBINES
 2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRESSES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES
	. MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....											POURCENT
GRAINES DE TOURNESOL	75	158	186	142	139	115	104	170	293	215	145	5.58
GRAINES DE COLZA	16	24	41	18	15	7	18	33	88	84	75	16.04
GRAINES DE COTON	46	72	79	136	161	191	164	230	410	382	330	22.80
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	3318	2902	2963	3330	3435	3536	3170	3548	3379	3371	3450	1.13
COTON, FIBRE	28	44	53	83	99	134	101	141	249	258	214	23.19
TABAC BRUT	19	19	19	18	17	15	15	16	14	12	14	-3.88
VIANDER, TOTAL	4089	4307	4102	3799	3812	3855	3923	3583	3782	3816	4039	-8.80
LAIT, TOTAL	12582	11724	12202	12248	12079	12203	12593	13711	14077	14461	13433	1.71
OEUFS, TOTAL	264	274	268	265	278	274	275	264	250	249	252	-7.76
LAINE EN SUINT	1005	988	1025	1066	1082	1080	1073	1091	1188	1188	1237	2.07
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	5	5	5	5	4	4	4	5	5	4	5	-6.66
POISSONS MARINS	122	136	171	227	257	253	289	308	308	355	379	11.52
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	81	81	93	113	121	150	158	166	152	137	139	6.84
PLANTES AQUATIQUES	15	16	18	15	16	11	11	18	14	13	13	-2.47
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	7178	6913	7021	8443	8607	8357	7703	7308	8267	8297		
GRUMES DE FEUILLES	6518	6336	5846	5881	6077	5725	4569	4556	4911	4784		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8596	8335	8330	9890	10177	9513	9865	10455	11137	11577		
BOIS DE CHAUFFAGE	1619	1636	1447	1458	1818	2118	2524	2924	2924	2930		
SCIAGES DE CONIFERES	2917	2559	2743	3101	3370	3414	3141	3163	3496	3595		
SCIAGES DE FEUILLES	2340	2063	1986	2069	2145	2013	1790	1739	1830	1801		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1043	1059	1073	1166	1215	1228	1053	1210	1292	1330		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1661	1699	1699	1824	1913	1896	1794	1917	2065	2032		
PAPIERS ET CARTONS	1890	1867	1942	2104	2151	2188	2101	2214	2316	2267		
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	43624	46227	45544	49070	47344	51072	47259	46496	58544	62937	54745	2.78
BLE	3634	4789	4644	5419	4367	5639	4589	5021	6401	7303	6908	5.38
RIZ, PADDY	5725	5794	6063	6317	6507	6566	6691	6874	7232	7513	7609	2.94
ORGE	2468	3894	3769	4464	3150	4435	2882	3199	5522	5890	4333	4.52
MAIS	14970	14788	13468	13223	14894	15052	13824	14276	17693	18933	15727	1.96
MILLET ET SORGHOM	15598	15553	15930	17954	16953	17642	17884	15940	20325	21831	18837	2.62
TUBERCULES	80142	80640	81054	88139	86638	89542	87020	91725	102549	102482	101178	2.77
POMMES DE TERRE	2665	3044	3125	3264	3278	3543	3710	3553	4389	4340	4338	4.78
MANIOC	46706	45491	45523	48060	49693	51104	50084	53387	58622	59961	59002	3.00
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	4290	4632	5091	4789	4708	5201	5170	4427	5536	6643	5901	2.97
AGRUMES	2486	2699	2498	2617	2554	2510	2386	2555	2511	2809	2693	.42
BAHANES	3943	3990	4164	4483	4602	4609	4647	4641	4849	4978	5140	2.53
POMMES	61	61	64	73	81	82	83	103	118	126	124	8.48
HOUILLES VEG. EQUIV. D'HOUILLE	3734	3832	3650	3888	3756	3868	3786	3882	4095	4369	4422	1.58
GRAINES DE SOJA	142	172	178	204	184	202	170	184	202	211	234	3.13
ARACHIDES NON DECORT.	3629	4000	3281	3411	3600	3659	3142	3384	3482	3954	4058	.49
GRAINES DE TOURNESOL	149	157	150	140	134	137	139	155	170	194	187	2.38
GRAINES DE COLZA	22	22	21	22	16	16	24	16	23	25	24	.95
GRAINES DE COTON	934	957	893	896	850	857	944	1125	1220	1210	1355	3.99
COPRAH	161	170	180	178	173	187	195	195	199	204	207	2.36
PALMISTES	642	546	656	706	692	677	587	654	692	691	702	1.13
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	3039	3367	3494	3524	3740	3884	3956	3986	4007	4324	4080	2.94
CAFE VERT	1235	1064	1088	1161	1271	1194	1186	1058	1232	1287	1294	1.02
PEVES DE CACAO	944	902	1030	1025	1070	883	891	1069	1096	1092	1084	1.42
THE	192	202	197	186	195	208	215	231	263	260	279	3.97
COTON, FIBRE	498	512	485	503	468	484	534	593	684	670	768	4.39
JUTE ET FIBRES SIMIL.	7	8	8	8	8	9	9	9	9	9	9	1.26
SISAL	204	175	156	168	146	142	124	117	104	96	92	-7.44
TABAC BRUT	224	224	259	275	214	234	254	300	280	292	308	2.96
CAOUTCHOUC NATUREL	205	195	194	196	201	199	199	227	236	250	266	2.91
VIANDER, TOTAL	4216	4389	4510	4637	4757	4921	4940	4918	5115	5279	5387	2.30
LAIT, TOTAL	7051	7380	7599	7611	7741	8071	8072	7854	8179	8749	8743	1.91
OEUFS, TOTAL	548	571	612	644	675	734	797	817	878	942	970	6.16
LAINE EN SUINT	67	69	70	73	76	82	95	89	98	97	102	4.74
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1386	1338	1306	1271	1252	1315	1394	1389	1332	1363	49	-13.80
POISSONS MARINS	1586	1622	1545	1557	1700	1677	1740	1599	1688	1828	868	-1.97
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	57	69	80	104	119	131	164	165	152	145	76	7.14
ANIMAUX AQUATIQUES	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-5.80
PLANTES AQUATIQUES	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	5	-.39

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
..... POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	1292	1316	1032	1286	1241	1339	1177	1267	1269	1300		
GRUMES DE FEUILLUS	15591	15889	16418	17496	17339	16374	16046	16644	16890	16698		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2255	2610	2171	2002	2008	2037	2109	2297	2380	2166		
BOIS DE CHAUFFAGE	281392	289849	297957	307661	316770	326821	336485	347129	357336	367953		
SCIAGES DE CONIFERES	527	461	494	508	570	584	531	549	530	530		
SCIAGES DE FEUILLUS	3587	4354	4432	5194	5310	5089	4818	5117	5525	5505		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	831	891	931	1122	1141	1218	1246	1289	1382	1375		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	321	343	409	435	471	359	381	376	417	481		
PAPIERS ET CARTONS	265	281	344	378	399	396	414	443	534	591		
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	86099	85307	84105	88495	104437	105271	99800	107000	110467	106934	109876	3.02
BLE	11540	14969	15103	14874	15202	22727	20110	21917	20201	21793	23052	6.46
RIZ, PADDY	15111	13425	14445	16441	15623	17540	14764	16975	17039	17768	18240	2.36
ORGE	1376	1716	1330	1302	1262	1147	1161	1331	1268	1323	1387	-1.07
MAIS	43729	40151	39751	45242	55311	47861	47214	51015	55670	53046	55362	3.13
MILLET ET SORGHO	13215	13727	12281	9572	16052	14785	15083	14235	15156	11807	10645	-2.29
TUBERCULES	46047	46453	45627	44032	46438	45747	41586	43750	44801	47490	47877	-10
POMMES DE TERRE	10120	10903	10988	10355	11846	11751	10087	12150	11337	11547	11999	1.22
MANIOC	31966	31579	30941	30195	31236	30532	28075	27878	29642	32062	31929	-3.31
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	4583	4725	4587	4318	5337	5482	4341	5169	5085	4981	4642	-67
AGRUMES	14967	15492	16358	19220	20141	20753	20631	21514	22616	21827	24189	4.64
BAHANES	16274	16109	15764	16358	16542	16808	16131	16666	16413	17411	17323	.69
POMMES	1352	1475	1704	1694	1737	1799	1768	2152	2252	2009	2651	5.54
HIILES VEG. EQUIV. D'HUILE	5422	5273	5864	6528	6364	6190	6653	7430	8654	7956	7790	4.58
GRAINES DE SOJA	14960	12927	15464	19814	20499	18655	20331	24445	27168	22199	26032	6.60
ARACHIDES NON DECORT.	1157	1014	1389	1099	1012	881	817	906	968	869	917	-3.10
GRAINES DE TOURNESOL	959	1722	1550	1756	1353	2068	2463	2268	3524	4267	2340	11.19
GRAINES DE COLZA	91	61	75	96	64	32	17	17	44	109	87	-3.81
GRAINES DE COTON	3367	3218	3096	2956	2794	2447	2305	2968	3414	2722	2250	-2.32
COPRAH	232	236	214	235	227	282	281	239	280	266	250	1.75
PALMISTES	311	298	327	328	314	308	311	291	312	316	320	-0.01
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	27225	26909	26272	26394	27226	28887	28591	29373	28407	28266	27956	.75
CAFE VERT	2673	3096	3257	2981	4097	3165	3794	3403	3932	3086	4098	2.65
FEVES DE CACAO	459	520	572	552	561	607	572	536	732	729	671	3.66
THE	52	39	44	51	39	49	54	55	63	54	63	3.50
COTON, FIBRE	1897	1808	1727	1651	1556	1355	1314	1702	1895	1454	1235	-2.55
JU TE ET FIBRES SIMIL.	114	100	108	107	129	89	95	106	95	91	93	-1.88
SISAL	342	316	333	346	335	341	270	298	367	324	305	-64
TABAC BRUT	740	768	797	732	690	758	710	720	710	698	726	-.75
CAOUTCHOUC NATUREL	39	41	43	46	51	54	57	58	63	56	59	4.58
VIANDER, TOTAL	13948	14480	14572	15068	15830	15802	15863	15589	16009	15922	16282	1.38
LAIT, TOTAL	32658	32777	33759	35455	35840	36568	36155	36478	37812	38039	39221	1.76
OEUFFS, TOTAL	2013	2221	2429	2578	2624	2740	2710	2927	3129	3205	3289	4.62
LAINHE EN SUINT	314	298	301	306	314	315	324	320	306	310	317	.35
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	249	279	235	296	323	340	445	462	461	464	41	-3.34
POISSONS MARINS	6026	8053	9208	8692	9603	10416	8121	10904	12467	14665	12230	6.70
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	437	577	634	540	533	570	591	654	647	641	243	-1.78
ANIMAUX AQUATIQUES	71	52	54	50	49	36	30	46	77	59	54	-47
PLANTES AQUATIQUES	99	90	129	124	152	222	213	235	170	130	130	6.71
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	23930	22958	26802	29294	28493	29037	30038	31452	32475	31907		
GRUMES DE FEUILLUS	23694	23908	27100	30176	29789	29631	30049	30752	30906	32041		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	13667	19804	26641	29274	29135	29009	30748	31334	31493	31311		
BOIS DE CHAUFFAGE	216934	223409	229576	235281	239256	244763	251103	257211	263136	269339		
SCIAGES DE CONIFERES	10541	11289	12149	11552	11500	11177	12068	12580	13051	13022		
SCIAGES DE FEUILLUS	11725	11531	12167	13736	14496	14024	14365	15093	14860	15316		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3364	3514	3737	4283	4421	4327	4479	4613	4646	5225		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3734	4180	4485	5470	5335	5629	6162	6248	6594	6857		
PAPIERS ET CARTONS	5637	6263	7026	7730	7451	7723	7962	8756	9050	9849		
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	51617	54562	53834	56010	59613	58522	55829	55777	63029	67586	65415	2.24
BLE	29190	30312	30726	30952	32205	32548	30992	31562	33943	37232	37530	2.19
RIZ, PADDY	4569	4807	4739	4705	4862	5036	4565	4597	4987	5114	5226	.88
ORGE	7383	8177	8234	9573	10471	10588	10145	10282	11605	12384	11545	4.69
MAIS	5053	5497	5309	5546	5535	5721	6004	6221	6664	7204	7552	3.78

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRISE LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
MILLET ET SORGHO	4132	4557	3625	4161	5503	3733	3297	2325	5048	4905	2760	-2.16
TUBERCULES	5815	5875	6497	7217	7503	7775	7748	8158	9537	9728	9980	5.75
POMMES DE TERRE	5422	5468	6028	6756	7039	7281	7283	7720	9082	9283	9541	6.07
MANIOC	95	103	127	122	125	125	125	100	90	80	70	-3.54
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	1856	1733	1685	1856	1917	2282	2474	2342	2600	3066	3429	6.93
AGRUMES	3161	3306	3597	3454	3530	4111	4269	4161	3871	4424	4592	3.53
BANANES	298	270	260	291	295	335	339	368	400	412	417	4.90
POMMES	1685	1850	2359	2539	2513	2966	3212	3539	3337	3237	3003	6.64
HUILES VEG. EQUIV. O'HUILE	1422	1549	1396	1668	1339	1549	1320	1423	1344	1617	1672	-4.49
GRAINES DE SOJA	119	197	195	145	209	319	340	301	357	425	502	13.60
ARACHIDES NON DECORT.	1145	923	977	814	840	610	524	495	397	506	598	-8.54
GRAINES DE TOURNESOL	506	524	634	794	630	652	763	755	849	1004	1265	7.69
GRAINES DE COLZA	14	13	43	12	6	2						-43.15
GRAINES DE COTON	2609	2475	2332	2284	2222	2331	2467	2575	2524	2335	2388	-0.09
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	2678	2512	2587	2492	3104	3748	3823	3702	3652	3690	4142	5.37
CAFE VERT	5	5	5	5	5	4	4	5	5	5	5	1.06
THE	104	113	133	128	76	103	137	154	177	184	192	6.42
COTON, FIBRE	1520	1443	1372	1360	1328	1389	1442	1493	1473	1357	1375	-0.24
JUTE ET FIBRES SIMIL.	13	13	13	13	13	13	13	13	13	14	14	6.68
TABAC BRUT	298	343	274	295	238	277	303	246	232	226	252	-2.81
VIANOE, TOTAL	3095	3207	3309	3509	3739	3985	4091	4335	4530	4668	4737	4.73
LAIT, TOTAL	13586	14502	15173	15749	16466	16633	16862	16173	17298	17275	17687	2.29
OEUFS, TOTAL	691	758	709	744	840	906	966	1035	1101	1177	1213	6.28
LAINE EN SUINT	162	156	162	166	173	176	182	172	183	183	188	1.70
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE OIADR	132	140	161	174	176	185	198	202	202	213	44	-2.44
POISSONS MARINS	487	557	699	771	803	868	948	956	984	1048	143	-1.76
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	40	28	36	40	35	40	43	52	52	54	8	-3.50
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	5265	5216	4718	4964	5218	5214	4190	4150	4059	3874		
GRUMES DE FEUILLUS	1442	1859	1523	1315	1366	1366	1371	1353	1340	1294		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	984	1003	1043	672	714	712	765	513	380	382		
BOIS DE CHAUFFAGE	37801	37827	40679	41839	41021	41561	42055	41254	38633	39631		
SCIAGES DE CONIFERES	2917	4104	4114	4127	4107	4101	3787	3794	3792	3791		
SCIAGES DE FEUILLUS	871	1146	1146	1139	1121	917	1142	1719	1725	1722		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	761	797	797	652	629	623	654	888	978	979		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	340	273	463	494	487	487	517	588	588	588		
PAPIERS ET CARTONS	629	560	737	774	832	821	674	808	763	762		
EXTREME-ORIENT EN OEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	252274	267447	250759	273696	290003	276050	316883	318588	323338	325728	299188	2.57
BLE	38908	41013	46459	44140	49540	50449	57213	58446	57939	62826	59600	4.85
RIZ, PAOY	171767	181435	162613	186944	193463	184162	239043	211014	221915	217678	198949	2.50
ORGE	3320	3819	3819	2592	3366	2937	2901	2810	2292	2581	2413	-4.17
MAIS	15455	17940	17060	19227	20325	18141	22257	23852	22251	24334	20767	3.72
MILLET ET SORGHO	22738	23155	20725	20705	23226	20268	25390	22382	18857	18226	17372	-2.11
TUBERCULES	51005	56888	54855	58099	60249	59060	59480	65455	65084	57010	63085	1.66
POMMES DE TERRE	9455	10312	12459	10921	12424	12822	12994	15347	16042	13900	12623	5.03
MANIOC	33143	38236	33911	39443	40179	39066	38945	42563	41717	36240	39690	1.31
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	13783	13987	13772	11241	12948	13478	14883	15140	15120	16614	13893	1.60
AGRUMES	2885	3074	3325	3717	4268	4317	4652	4717	4685	4677	4719	5.35
BANANES	10211	10576	10705	11356	11930	11572	11532	12368	12427	11905	11577	1.54
POMMES	989	1070	1208	1179	1462	1586	1684	1660	1692	1667	1599	5.62
HUILES VEG. EQUIV. O'HUILE	10936	11415	11685	11862	13677	14211	13975	15213	16350	17299	16820	4.98
GRAINES DE SOJA	1128	1353	1387	1484	1423	1423	1602	2238	2503	2696	2433	8.83
ARACHIDES NON DECORT.	7495	7712	7159	6440	8790	6976	8372	8135	6902	7915	6231	-4.46
GRAINES DE TOURNESOL	141	154	114	41	91	236	349	513	517	523	793	24.89
GRAINES DE COLZA	1996	2042	2268	1820	2705	2764	2583	2965	3456	3072	2978	5.44
GRAINES DE COTON	3711	3747	4229	4214	4423	4407	3345	5072	5590	5163	5228	3.63
COPRAH	3965	4088	3502	3708	3901	3986	3886	3063	4001	4649	4299	.85
PALMISTES	431	465	600	691	739	1086	1024	1301	1486	1651	1552	15.42
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	12381	13511	12840	9660	12023	17954	16859	14231	14409	15206	16683	3.16
CAFE VERT	433	496	532	607	622	655	638	596	695	671	655	3.77
FEVES DE CACAO	27	33	44	54	71	90	105	131	137	170	208	22.48
THE	889	897	890	911	923	887	919	997	1033	979	1063	1.71
COTON, FIBRE	1856	1873	2114	2007	2195	2204	1673	2537	2796	2581	2601	3.71
JUTE ET FIBRES SIMIL.	2613	3165	2950	2792	2743	2484	2711	2605	4039	3137	2416	.33
TABAC BRUT	1000	1059	1002	950	990	1084	1135	1076	1104	1008	1009	.47

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALISES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
CAOUTCHOUC NATUREL	3269	3331	3431	3415	3346	3342	3612	3648	3824	3970	3965	2.02
VIANDE, TOTAL	4662	5020	5411	5625	5780	5889	6312	6732	7062	7138	7363	4.59
LAIT, TOTAL	39820	40849	42160	43841	45541	47679	52493	55597	57734	59822	56457	4.49
OEufs, TOTAL	1634	1757	1890	2038	2117	2264	2414	2491	2684	2890	3014	6.22
LAINE EN SUINT	.70	71	75	80	77	80	83	86	90	94	92	2.99
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	2362	2364	2405	2536	2818	2777	3026	3105	3124	3226	1838	1.14
POISSONS MARINS	7823	7947	7855	7784	8232	8198	8722	9016	9039	9680	5979	.20
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1799	1801	1972	2087	2140	2233	2247	2319	2397	2522	1675	1.68
ANIMAUX AQUATIQUES	100	83	75	23	55	132	241	222	205	212	55	9.31
PLANTES AQUATIQUES	371	352	372	442	538	477	534	586	642	745	772	8.40
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3250	2920	3629	3380	3461	3523	3743	3751	3843	3842		
GRUMES DE FEUILLUS	75645	80554	78791	81434	78401	79735	82966	83444	77683	79779		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3331	3367	3388	3436	3167	3123	3430	3507	2863	2893		
BOIS DE CHAUFFAGE	437787	447888	456967	467082	476699	486281	496536	506569	516757	526148		
SCIAGES DE CONIFERES	2810	3006	3454	3148	3854	4012	4580	4220	4402	4999		
SCIAGES DE FEUILLUS	22138	23533	23401	26184	25388	28810	30287	30472	31642	31464		
PANNEAUX A BASE DE BOIS	5290	5859	6055	5653	6278	7170	8219	8421	9149	10387		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1508	1666	1845	2069	2610	2724	3077	3261	3483	3549		
PAPIERS ET CARTONS	2913	3346	3764	3845	4211	4233	4704	5211	5351	6217		
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
CEREALES, TOTAL	264823	293700	313601	303114	310120	341362	373213	394945	370257	382848	389139	3.89
BLE	41724	54471	63333	55823	60338	69362	82589	88918	87226	91497	89219	7.62
RIZ, PADDY	149330	156372	163368	161102	165905	185667	193908	204239	195191	198793	199730	3.31
ORGE	3391	3809	4035	3125	3533	3678	3509	3887	3382	3266	3580	-.40
MAIS	51803	58522	62634	65434	62070	63491	71401	76815	67411	74546	80050	3.54
MILLET ET SORGHO	14434	15218	14412	12859	13055	14226	16587	15488	12439	10810	12207	-1.83
TUBERCULES	160397	172452	156236	158121	143638	147960	159003	155674	143286	140139	155861	-1.05
POMMES DE TERRE	28543	30751	27906	28342	26875	27823	29821	30347	28946	27379	31389	.33
MANIOC	5350	6378	6613	6925	6969	6444	6670	6863	6758	6650	6412	.98
LEGUMINEUSES SECHEES, TOT.	6436	6908	7131	7169	6879	6773	6492	6833	6319	5949	6339	-1.08
AGRUMES	973	948	1150	1353	1470	1682	2069	2252	2654	3389	2980	14.16
BANANES	986	1015	1128	1235	1281	1479	1585	1787	2222	2902	3001	12.29
POMMES	2519	2723	3331	2843	3501	2941	4083	3515	4208	3953	3633	4.27
HUILES VEG. EQUIV. D'HUILE	4020	4630	5066	5691	7065	7709	7779	8826	9588	9265	9918	9.69
GRAINES DE SOJA	7646	7957	7844	8339	9748	9480	10214	10173	11025	12157	12653	5.30
ARACHIDES NON DECORT.	2155	2568	2994	3788	4021	4119	4146	5072	7033	6256	6373	11.69
GRAINES DE TOURNESOL	170	279	340	910	1332	1286	1341	1705	1733	1544	1400	23.86
GRAINES DE COLZA	1173	1871	2404	2386	4067	5657	4288	4206	5607	5882	6730	16.76
GRAINES DE COTON	4112	4347	4424	5422	5959	7207	9286	12529	8310	7099	8403	9.07
COPRAH	40	46	61	64	65	70	98	112	115	119	117	12.12
PALMISTES	40	42	43	40	41	45	47	46	48	49	50	2.26
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	3154	3303	3690	3840	4486	5176	4841	5744	6818	6788	6733	8.92
CAFE VERT	21	14	14	16	21	19	20	22	28	35	38	8.77
THE	295	313	325	350	389	444	449	463	484	516	552	6.60
COTON, FIBRE	2056	2173	2212	2711	2973	3603	4643	6265	4155	3550	4202	9.07
JUTE ET FIBRES SIMIL.	463	578	584	665	570	564	800	2130	527	773	6.17	
SISAL	8	9	8	8	3	3	3	2	3	3	-13.19	
TABAC BRUT	1077	1338	1026	994	1591	2279	1485	1909	2553	1832	2032	7.94
CAOUTCHOUC NATUREL	149	166	162	164	177	204	232	249	256	289	279	7.40
VIANDE, TOTAL	10886	11874	14189	15717	16538	17680	18509	20160	22636	24226	24782	8.50
LAIT, TOTAL	3094	3232	3376	3579	4168	4467	4930	5357	5885	6322	7.71	
OEufs, TOTAL	2698	2840	2988	3151	3258	3472	3756	4771	5815	6186	6497	9.99
LAINE EN SUINT	156	157	174	196	210	223	214	202	197	202	227	3.09
PRODUITS HALIEUTIQUES 1/												
POISSONS EAU DOUCE DIADR	1422	1376	1468	1605	1785	1978	2289	2724	3439	3447	106	-4.82
POISSONS MARINS	4646	4532	4327	4466	4512	4752	4762	5073	5187	5313	1603	-3.42
CRUSTAC MOLLUSQ CEPHALOP	1166	1237	1122	1144	1152	1338	1435	1580	1720	1839	44	-10.86
MAMMIFERES AQUATIQUES	2	4	14	10	19	19	20	20	1	1		
ANIMAUX AQUATIQUES	13	4	14	10	1399	1393	1499	1639	1726	1778		
PLANTES AQUATIQUES	1434	1606	1519	1601								
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	28588	29311	30973	30984	27923	28442	29419	33965	34591	35011		
GRUMES DE FEUILLUS	18535	19005	20031	19665	18473	18779	19383	22283	22670	22957		
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	4671	4876	5089	5074	4670	4752	4893	5614	5614	5614		
BOIS DE CHAUFFAGE	173263	176538	179956	183467	187081	190792	194587	198435	202366	206398		
SCIAGES DE CONIFERES	12188	12745	13318	13887	14511	15162	15695	17410	18270	17819		
SCIAGES DE FEUILLUS	7445	7728	8025	8323	8652	9019	9291	9432	9898	9653		

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRESSES EN MILLIERS DE METRES CUBES

1. VOLUME DE LA PRODUCTION DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	VARIAT. ANNUELLES 1977-87
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES.....												
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1516	2023	2160	2303	2388	2566	2742	2807	3032	3155		
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3698	4295	4699	4932	4969	4942	5414	5976	7231	7513		
PAPIERS ET CARTONS	4580	5243	6031	6438	6509	7038	8433	9596	11280	11932		

1/ PRISES NOMINALES (POIDS VIF), NON COMPRIS LES BALEINES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE

	TOTAL						PAR HABITANT					
	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987
 1979-81 = 100						POURCENT 1979-81 = 100				
..... 1979-81 = 100												
MONDE	106	111	114	116	115	-1.21	100	104	105	105	102	-2.79
PAYS DEVELOPPE	100	107	108	110	108	-1.75	98	104	105	105	103	-2.40
EUROPE OCCIDENTALE	103	110	107	109	108	-2.24	102	108	106	107	106	-2.44
COMMUNAUTE ECON. EUROP.	103	110	108	109	109	.66	102	108	106	107	107	.48
BELGIQUE-LUXEMBOURG	96	106	106	113	111	-1.10	96	106	106	113	111	-1.18
DANEMARK	103	126	123	120	116	-3.41	103	126	123	120	116	-3.39
FRANCE	100	110	109	107	110	2.64	99	108	106	104	107	2.32
ALLEMAGNE, REP. FED. D'	106	113	108	115	108	-6.07	106	114	109	116	109	-5.90
GRECE	102	103	112	104	98	-6.16	100	100	109	101	94	-6.55
IRLANDE	100	111	111	107	105	-1.84	96	106	105	100	97	-3.06
ITALIE	108	100	102	100	103	2.99	107	99	101	99	102	2.89
PAYS-BAS	108	110	108	115	116	.35	106	108	106	112	112	
ROYAUME-UNI	105	116	110	110	108	-2.00	105	115	109	110	107	-2.02
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	106	110	104	109	102	-6.50	104	108	102	107	99	-6.78
AUTRICHE	107	111	109	110	105	-3.87	107	111	109	109	105	-3.88
FINLANDE	117	118	115	114	96	-15.64	115	115	112	111	93	-15.89
ISLANDE	102	104	106	99	99	-.22	98	99	100	93	92	-1.02
HALTE	115	106	113	115	118	2.30	112	103	108	110	112	1.47
NORVEGE	103	111	107	111	113	1.41	102	110	106	109	111	1.24
PORTUGAL	93	102	108	104	106	5.63	91	100	104	100	105	4.96
ESPAGNE	97	114	110	116	124	7.06	96	111	107	112	119	6.40
SUÈDE	105	115	108	106	97	-8.83	104	114	108	105	96	-8.73
SUISSE	105	108	108	111	109	-1.26	103	106	106	108	107	-1.29
YUGOSLAVIE	104	107	99	112	101	-9.50	102	104	95	107	96	-10.07
URSS ET EUROPE ORIENTALE	108	110	110	119	117	-1.76	105	107	106	113	111	-2.55
EUROPE ORIENTALE	104	111	109	117	114	-2.59	102	109	106	114	110	-3.08
ALBANIE	109	109	109	109	111	1.31	102	100	98	96	95	-.79
BULGARIE	101	109	96	106	104	-2.65	100	108	95	105	102	-3.02
TCHECOSLOVAQUIE	114	121	120	125	119	-4.73	113	119	119	123	117	-5.03
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	98	105	112	115	115	-.15	98	105	112	116	115	-.30
HONGRIE	109	115	108	108	110	1.46	109	116	108	109	111	1.54
POLOGNE	104	107	109	116	113	-3.12	101	103	104	110	106	-3.80
ROUMANIE	102	115	109	125	122	-2.94	100	113	106	121	117	-3.60
URSS	109	110	110	118	118	-.62	107	106	106	112	111	-1.54
AMERIQUE DU NORD DEVELOP	89	103	109	104	100	-3.90	87	99	104	98	94	-4.73
CANADA	109	108	112	123	118	-4.25	105	104	106	115	109	-5.21
ETATS UNIS	90	102	108	102	99	-3.30	87	98	103	97	93	-4.12
OCEANIE DEVELOPPEE	110	106	107	107	106	-1.30	106	101	100	100	97	-2.46
AUSTRALIE	116	110	107	107	104	-2.47	111	104	100	99	95	-3.68
NOUVELLE-ZELANDE	107	106	116	112	114	1.22	105	103	111	107	107	.34
AUTRES PAYS DEVELOPPE	95	101	104	105	107	1.51	92	97	99	99	99	.53
ISRAEL	117	111	125	114	112	-1.90	111	103	115	103	99	-3.51
JAPON	99	110	109	110	107	-2.23	97	107	106	105	102	-2.72
AFRIQUE DU SUD	79	89	95	97	101	3.41	74	81	84	84	85	.83
PAYS EN DEVELOPPEMENT	112	116	120	123	123	-.69	105	107	109	110	107	-2.59
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	103	104	115	121	117	-2.93	94	92	99	101	95	-5.92
AFRIQUE DU NORD-OUEST	104	105	121	132	124	-6.02	96	94	106	113	103	-8.89
ALGERIE	102	109	122	126	132	4.65	93	97	104	105	106	1.35
MAROC	105	106	117	143	115	-19.71	97	96	103	123	97	-21.53
TUNISIE	106	104	134	118	138	16.96	99	96	120	104	119	14.45
AFRIQUE OCCIDENTALE	101	110	120	126	122	-2.90	92	97	103	104	98	-6.02
BBBIN	104	126	132	139	128	-7.98	95	112	114	116	103	-10.80
BURKINA FASO	106	105	129	144	134	-7.20	98	95	114	125	113	-9.62
COTE D'IVOIRE	99	119	132	132	132	.28	89	103	110	106	103	-3.12
GAMBIE	90	112	136	151	145	-3.91	86	104	123	134	127	-5.92
GHANA	88	133	127	133	136	1.57	80	117	108	110	108	-1.78
GUINEE	100	102	103	111	109	-1.22	93	93	92	96	93	-3.65
LIBERIA	112	115	114	115	115	-.75	102	101	98	95	92	-3.93
MALI	121	107	114	122	115	-5.94	112	96	99	103	94	-8.67
MURITANIE	94	95	99	109	109	-.28	86	84	85	92	88	-3.31
NIGER	100	82	104	108	98	-8.83	92	74	91	91	80	-11.53
NIGERIA	107	113	125	131	126	-3.64	97	99	106	107	100	-6.94
SENEGAL	87	103	122	123	128	4.07	81	93	108	105	107	1.30
SIERRA LEONE	115	104	102	114	114	.13	109	97	93	102	100	-1.79
TOGO	95	105	105	106	106	-.04	87	93	90	89	86	-3.06
AFRIQUE CENTRALE	105	106	111	113	114	.99	97	95	97	96	94	-1.83
ANGOLA	102	102	102	103	104	.67	94	92	90	88	87	-1.98
CAMEROUN	106	104	110	116	117	.79	98	94	97	98	96	-2.00
REP. CENTRAFRICAIN	102	100	106	107	99	-6.92	96	92	94	93	84	-9.16
TCHAD	106	95	119	123	119	-3.26	99	87	106	107	101	-5.59
CONGO	102	103	106	108	110	1.66	94	93	93	93	92	-1.05
GABON	107	107	105	107	110	2.22	102	100	97	97	97	.17
ZAIRE	111	113	116	117	120	2.59	101	101	102	98	98	-.48
AFRIQUE ORIENTALE	104	96	110	116	112	-3.21	94	85	94	96	90	-6.29
BURUNDI	105	101	114	120	121	.76	97	91	99	102	99	-2.08

2. INDICES DE LA PRODUCTION ALIMENTAIRE (fin)

	TOTAL						PAR HABITANT					
	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987
	..... 1979-81=100.....						..... 1979-81=100.....					
..... 1979-81=100.....												
ETHIOPIE	100	91	99	109	105	-3.79	93	83	87	93	87	-6.44
KENYA	114	82	114	127	114	-10.20	101	69	92	99	85	-13.90
MADAGASCAR	109	111	114	114	118	3.30	101	99	99	97	97	.35
MALAWI	104	105	106	106	105	-4.0	95	93	91	88	85	-3.66
MAURICE	103	101	111	119	121	1.52	97	94	101	107	106	-1.17
MOZAMBIQUE	97	96	99	101	101	.53	89	86	85	85	83	-2.14
RWANDA	108	101	115	114	96	-15.72	98	89	97	94	76	-18.49
SOMALIE	102	105	115	122	120	-9.8	93	93	99	102	99	-3.04
TANZANIE	104	109	108	111	115	3.42	94	95	91	90	90	-.29
UGANDA	125	95	146	152	150	-1.25	113	83	124	125	119	-4.63
ZAMBIE	103	104	115	122	117	-3.96	94	91	97	100	93	-7.20
ZIMBABWE	78	82	123	126	87	-30.85	70	72	104	102	68	-33.30
AFRIQUE MERIDIONALE	98	98	101	107	106	-4.7	90	87	87	89	86	-3.42
BOTSWANA	99	93	91	89	90	-.60	88	80	75	71	69	-3.03
LESOTHO	87	89	100	93	97	3.98	81	80	88	80	81	1.31
SWAZILAND	110	113	115	138	126	-8.40	100	101	99	115	102	-11.18
AMERIQUE LATINE	106	109	113	112	116	3.23	99	100	101	98	99	1.02
AMERIQUE CENTRALE	108	108	108	111	111	.44	99	97	95	94	92	-2.05
COSTA RICA	97	106	105	108	105	-3.43	89	96	92	92	87	-5.76
EL SALVADOR	91	104	99	104	101	-2.94	83	92	86	87	82	-5.91
GUATEMALA	112	112	111	115	108	-6.33	103	100	97	97	88	-8.98
HONDURAS	95	96	95	95	95	.42	86	83	80	78	76	-2.64
MEXIQUE	109	110	110	110	111	.85	101	99	97	94	93	-1.53
NICARAGUA	95	91	92	92	85	-7.13	86	79	78	75	67	-10.21
PANAMA	107	107	110	114	107	-5.96	100	98	99	100	92	-7.87
CARAIBES	103	109	105	107	105	-2.19	99	102	98	98	94	-3.81
BARBADE	80	82	80	88	80	-9.89	80	81	78	86	77	-10.25
CUBA	106	115	111	114	106	-6.63	104	112	108	109	101	-7.55
REPUBLIQUE DOMINICAINE	111	115	112	111	112	.76	103	105	100	97	96	-1.45
HAITI	104	107	109	111	115	3.13	97	97	97	95	96	.45
JAHAIQUE	102	110	109	113	112	-.89	97	104	101	103	101	-2.37
AMERIQUE DU SUD	106	110	115	113	118	4.40	99	101	103	99	101	-2.25
ARGENTINE	104	108	106	109	107	-1.40	100	101	98	99	96	-2.83
BOLIVIE	84	107	115	112	113	.22	78	96	101	96	93	-2.52
BRESIL	108	114	124	117	128	9.34	101	105	111	102	110	7.10
CHILI	98	105	101	116	118	1.65	93	99	94	106	106	.11
COLONBIE	99	103	105	113	116	3.22	93	95	94	99	100	1.13
EQUATEUR	93	103	119	119	118	-1.04	85	92	103	100	96	-3.77
GUYANE	93	88	89	91	90	-1.31	88	81	81	81	79	-3.01
PARAGUAY	113	121	129	120	134	12.09	103	107	111	100	109	9.01
PEROU	103	115	113	112	115	2.63	95	103	99	96	96	.09
URUGUAY	115	105	106	106	108	1.74	113	102	103	102	103	.97
VENEZUELA	108	104	103	116	110	-5.56	99	93	89	98	90	-7.99
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	107	106	114	118	117	-1.09	99	96	100	101	97	-3.87
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	108	105	116	117	119	1.80	100	95	101	100	99	-.74
EGYPTE	113	114	120	126	132	4.92	105	103	106	109	111	2.56
LIBYE	140	138	175	148	156	6.00	124	118	144	117	120	2.18
SOUDAN	101	94	116	118	103	-12.42	93	84	101	99	84	-14.91
PROCHE-ORIENT EN ASIE	107	107	113	119	116	-2.03	99	96	100	102	97	-4.90
AFGHANISTAN	104	104	103	107	107	-.05	102	101	100	99	94	-4.76
CHYPRE	82	99	96	89	100	12.55	79	95	91	83	92	11.56
IRAN	109	113	115	119	121	1.41	100	101	100	100	99	-1.36
IRAK	110	121	154	146	128	-12.41	98	105	129	118	100	-15.26
JORDANIE	122	128	143	138	145	5.06	110	111	120	111	112	.95
LIBAN	108	112	120	112	119	5.48	110	114	120	110	114	3.25
ARABIE SAOUDITE	158	157	236	298	180	-39.64	138	132	190	231	134	-41.91
SYRIE	113	101	109	123	113	-8.06	102	88	91	100	88	-11.39
TURQUIE	105	106	109	115	115	.66	99	97	99	101	100	-1.40
REP. ARABE DU YEMEN	100	111	125	141	139	-1.53	92	100	109	120	115	-4.37
YEMEN DEMOCRATIQUE	99	99	101	104	103	-.67	91	89	88	88	85	-3.65
EXTREME-ORIENT EN DEV.	114	117	120	122	115	-5.60	107	107	108	108	100	-7.34
ASIE DU SUD	117	118	121	123	114	-7.71	110	108	109	99	99	-9.42
BANGLADESH	108	110	113	114	111	-2.71	99	98	97	92	92	-5.21
INDE	119	121	124	125	114	-8.86	112	112	113	111	100	-10.42
NEPAL	116	116	117	118	115	-2.78	108	106	105	103	98	-4.97
PAKISTAN	113	115	118	128	129	.04	103	102	101	108	106	-2.16
SRI LANKA	100	90	94	94	85	-13.34	95	84	86	85	75	-11.66
ASIE EST ET SUD-EST	109	114	118	118	117	-1.36	103	105	106	105	102	-3.14
BIRMANIE	121	127	134	135	140	3.11	114	117	122	121	122	1.18
INDONESIE	115	125	128	134	132	-1.39	108	115	117	120	116	-3.09
COREE, REPUBLIQUE DE	102	109	111	110	108	-1.50	98	103	103	100	96	-3.13
LAO	116	129	138	146	138	-5.25	109	119	124	128	118	-7.53
MALAISIE	93	99	115	119	122	2.15	87	90	102	104	104	.01
PHILIPPINES	102	103	105	108	107	-.62	95	93	93	91	81	-2.83
THAILANDE	113	116	120	115	114	-1.12	106	107	109	103	100	-2.70
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF	117	126	129	136	139	2.29	113	120	121	126	127	1.01
CHINE	117	126	129	136	140	2.52	113	120	121	127	128	1.32
KAMBUCHEA DEMOCRATIQ	139	154	167	167	161	-3.93	130	141	148	145	136	-6.29
COREE, REP. POP. DEM. DE	110	116	121	126	130	3.59	102	105	107	108	110	1.17
MONGOLIE	112	108	111	119	123	3.00	103	96	96	101	101	.24
VIEIT NAM	115	122	124	133	132	-.96	108	113	113	118	115	-2.97
AUTRES PAYS EN DEVELOPP.	97	105	106	107	107	.38	90	95	94	92	90	-1.87

3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE

	TOTAL							PAR HABITANT							VARIATION DE 1986 A 1987
	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987	1983	1984	1985	1986	1987	VARIATION DE 1986 A 1987	1983	1984	
	1979-81=100							1979-81=100							
POURCENT															
MONDE	106	111	114	116	115	-+67	100	104	105	105	102	-2.26			
PAYS DEVELOPPE	100	107	108	109	108	-1.35	97	104	104	105	103	-2.00			
EUROPE OCCIDENTALE	103	110	107	109	108	-+30	102	108	106	107	106	-+49			
COMMUNAUTE ECON. EUROP.	103	110	108	109	109	+62	102	108	106	107	107	+44			
BELGIQUE-LUXEMBOURG	96	106	106	113	111	-1.08	96	106	106	113	111	-1.17			
DANEMARK	103	126	123	120	116	-3.41	103	126	123	120	116	-3.39			
FRANCE	100	110	108	107	110	+6.44	99	107	106	104	107	+2.32			
ALLEMAGNE, REP. FED.	106	113	108	115	108	-6.06	106	114	109	116	109	-5.89			
GRECE	102	104	114	107	100	-6.75	100	101	110	104	96	-7.14			
IRLANDE	100	111	111	107	105	-1.83	96	106	105	99	96	-3.05			
ITALIE	108	100	102	101	103	+2.95	107	99	101	99	102	+2.85			
PAYS-BAS	108	110	108	115	116	+35	106	108	106	112	112	+0.01			
ROYAUME-UNI	105	115	110	110	108	-1.93	105	115	109	110	108	-1.96			
AUTRES PAYS D'EUROPE OCC	106	110	104	110	102	-6.66	104	108	102	107	100	-6.94			
AUTRICHE	107	111	109	110	105	-3.86	107	111	109	109	105	-3.88			
FINLANDE	117	118	115	114	96	-15.63	115	115	112	111	93	-15.89			
ISLANDE	102	104	106	99	99	-+21	98	99	100	93	92	-1.02			
MALTE	114	106	112	115	117	+1.98	112	103	108	110	112	+1.46			
NORVEGE	103	111	107	111	113	+4.40	102	110	106	109	111	+1.23			
PORTUGAL	93	102	108	104	110	+5.76	91	100	104	100	105	+5.08			
ESPAGNE	97	114	110	116	124	+6.93	96	111	107	112	119	+6.27			
SUEDE	105	115	108	106	97	-8.83	104	114	108	105	96	-8.73			
SUISSE	105	108	108	111	109	-1.25	103	106	106	108	107	-1.28			
YUGOSLAVIE	104	107	99	112	101	-9.85	102	104	96	108	96	-10.42			
URSS ET EUROPE ORIENTALE	107	109	110	118	116	-+66	105	106	106	112	110	-2.45			
EUROPE ORIENTALE	103	111	109	117	113	-2.64	102	109	106	113	110	-3.13			
ALBANIE	108	108	109	109	110	+2.26	101	99	97	95	94	-0.84			
BULGARIE	99	108	95	104	101	-3.05	98	107	94	103	99	-3.43			
TCHECOSLOVAQUIE	114	121	120	125	119	-4.63	113	119	119	123	117	-4.96			
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	98	106	112	115	115	+1.15	98	106	113	116	116	+2.29			
HONGRIE	109	115	108	108	109	+1.48	109	115	108	109	110	+1.55			
POLOGNE	104	107	109	116	112	+3.45	101	103	104	110	106	-4.12			
ROUMANIE	102	115	109	125	121	-2.76	100	113	106	121	117	-3.42			
URSS	109	109	110	117	116	-+52	106	105	105	111	109	-1.44			
AMERIQUE DU NORD DEVELOP	88	102	108	103	100	-2.64	86	98	103	97	94	-3.48			
CANADA	109	108	113	123	117	-4.52	105	104	107	115	109	-5.48			
ETATS UNIS	88	102	107	100	98	-1.74	86	98	102	95	92	-2.58			
OCEANIE DEVELOPPEE	109	106	109	109	108	-+67	105	101	102	101	100	-1.84			
AUSTRALIE	113	110	110	111	109	-1.43	109	104	103	102	100	-2.64			
NOUVELLE-ZELANOE	106	105	113	110	110	+51	104	102	109	104	104	+3.36			
AUTRES PAYS DEVELOPPE	96	101	104	104	106	+1.30	93	97	98	98	98	+3.32			
ISRAEL	116	110	124	109	106	-2.35	110	102	113	98	94	-3.96			
JAPON	99	108	107	107	105	-2.34	96	105	104	103	100	-2.64			
AFRIQUE DU SUD	81	89	95	97	100	+3.07	75	81	84	84	84	+50			
PAYS EN DEVELOPPEMENT	112	116	121	122	122	+05	105	107	109	109	107	-1.96			
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT	103	104	115	121	118	-2.20	94	92	99	101	95	-5.21			
AFRIQUE DU NORD-OUEST	105	106	122	133	125	-5.55	97	95	107	113	104	-8.04			
ALGERIE	103	110	122	127	133	+4.72	94	97	105	107	107	+1.42			
MAROC	105	106	117	143	115	-19.42	98	96	103	123	97	-21.26			
TUNISIE	106	104	133	118	138	+6.69	99	96	120	104	119	+4.18			
AFRIQUE OCCIDENTALE	101	107	119	125	122	-2.23	92	95	102	103	98	-5.37			
BENIN	104	126	136	142	133	-6.62	95	112	117	119	108	-9.48			
BURKINA FASO	106	105	130	148	137	-7.05	99	96	116	128	116	-9.47			
COTE-D'IVOIRE	99	106	127	126	127	+56	89	91	106	101	99	-2.84			
GAMBIE	90	112	135	150	144	-3.85	85	104	123	134	126	-5.86			
GHANA	88	132	126	132	134	+1.57	80	116	107	109	107	-1.78			
GUINEE	100	102	103	110	109	-1.16	94	93	92	96	93	-3.59			
LIBERIA	107	115	113	115	114	-0.08	97	101	96	95	92	-3.29			
MALI	121	108	115	123	117	-4.83	111	97	100	104	96	-7.59			
HAURITANIE	94	95	99	109	109	-28	86	84	85	92	88	-3.31			
NIGER	100	82	104	108	98	-8.80	92	74	91	91	80	-11.51			
NIGERIA	107	113	125	131	126	-3.41	97	99	106	107	100	-6.73			
SENEGAL	87	105	122	123	128	+4.01	81	94	107	105	106	+1.24			
SIERRA LEONE	112	100	101	115	115	+26	106	93	93	103	101	-1.67			
TOGO	95	104	107	109	111	+94	87	93	93	92	90	-2.10			
AFRIQUE CENTRALE	105	107	111	114	115	+1.03	96	96	97	96	95	-1.79			
ANGOLA	99	100	99	101	102	+92	92	90	87	86	85	-1.74			
CAMEROUN	101	107	109	116	115	+31	94	96	95	98	95	-3.07			
REP. CENTRAFRICAIN	102	102	106	107	101	-5.62	96	93	94	93	86	-7.89			
TCHAD	109	96	119	123	119	-3.08	102	88	106	107	101	-5.42			
CONGO	102	103	106	108	110	+1.65	94	93	94	92	91	-1.07			
GABON	107	107	105	107	110	+2.22	102	100	97	97	98	+0.17			
ZAIRE	111	114	117	118	121	+2.62	102	101	101	99	98	-4.45			
AFRIQUE ORIENTALE	105	99	111	116	114	-2.16	95	87	95	96	91	-5.27			
BURUNDI	106	101	111	118	120	+1.62	98	90	96	100	99	-1.24			

3. INDICES DE LA PRODUCTION AGRICOLE (fin)

	TOTAL					VARIATION DE 1986 A 1987	PAR HABITANT					VARIATION DE 1986 A 1987
	1983	1984	1985	1986	1987		1983	1984	1985	1986	1987	
	.....1979-81=100.....						.....1979-81=100.....					POURCENT
ETHIOPIE	102	90	98	107	103	-3.55	94	81	87	92	86	-6.21
KENYA	115	100	118	129	121	-6.41	101	85	96	101	90	-10.26
MAOAGASCAR	109	110	114	114	117	3.16	100	99	99	96	96	.21
MALAWI	105	110	111	111	111	-0.05	96	97	95	92	89	-3.32
MAURICE	103	104	113	121	121	.53	97	97	103	108	107	-1.13
MOZAMBIQUE	96	96	98	100	100	.50	88	85	84	84	82	-2.16
RWANDA	110	102	116	116	101	-12.04	100	89	98	95	80	-15.71
SOMALIE	102	105	115	122	120	-9.8	93	93	99	102	99	-3.04
TANZANIE	102	107	105	109	113	3.30	92	93	88	88	88	-4.40
UGANDA	125	97	147	153	151	-1.03	114	85	125	125	120	-4.42
ZAMBIE	103	106	115	122	120	-1.49	94	93	98	100	95	-4.81
ZIMBABWE	84	99	128	129	107	-16.61	76	86	107	104	84	-19.57
AFRIQUE MERIDIONALE	98	98	100	106	105	-4.45	90	87	86	88	85	-3.40
BOTSWANA	99	93	91	89	90	.60	88	80	76	71	69	-3.03
LESOTHO	89	91	102	95	99	3.58	83	83	89	82	82	.93
SWAZILAND	110	113	115	135	125	-7.72	100	100	99	113	101	-10.52
AMERIQUE LATINE	105	108	113	110	115	4.30	98	99	101	96	98	2.07
AMERIQUE CENTRALE	105	106	105	107	107	-1.19	97	95	92	91	89	-2.67
COSTA RICA	101	111	115	111	110	-3.39	93	100	100	94	92	-2.80
EL SALVADOR	86	92	77	84	83	-1.36	79	82	66	70	67	-4.38
GUATEMALA	103	105	103	103	98	-5.33	95	94	89	87	80	-8.02
HONOURAS	99	97	97	94	94	-2.34	89	84	82	79	75	-5.32
MEXIQUE	109	108	109	109	109	.09	101	98	96	94	92	-2.27
NICARAGUA	95	94	92	86	81	-5.60	86	82	78	70	64	-8.73
PANAMA	108	108	111	115	111	-3.60	101	99	100	101	96	-5.56
CARAIBES	103	108	106	107	105	-2.42	99	102	98	98	94	-4.04
BARBAOE	80	82	80	88	80	-9.89	80	81	78	86	77	-10.25
CUBA	106	115	112	114	107	-6.22	104	112	108	110	102	-7.14
REPUBLIQUE DOMINICAINE	111	115	113	110	106	-3.59	103	105	101	96	91	-5.71
HAITI	104	106	108	110	113	2.75	97	96	95	94	.08	
JAMAIQUE	102	111	108	115	114	-.87	97	105	101	105	103	-2.35
AMERIQUE DU SUO	105	109	115	111	117	6.01	99	100	103	97	101	3.83
ARGENTINE	104	108	105	108	107	-1.43	99	101	97	99	96	-2.86
BOLIVIE	85	106	114	111	112	.46	78	95	100	95	93	-2.28
BRESIL	108	113	125	113	128	13.44	101	103	112	99	110	11.11
CHILI	98	105	101	116	117	1.56	93	99	94	105	105	.03
COLombie	100	101	103	110	112	1.63	94	93	92	97	96	-4.44
EQUATEUR	92	103	120	120	119	-.95	85	92	104	101	98	-3.68
GUYANE	93	88	89	91	89	-12.4	88	81	81	81	78	-2.94
PARAGUAY	110	122	136	122	135	10.98	101	108	117	102	110	7.93
PEROU	101	112	111	109	112	3.25	93	101	97	93	94	.70
URUGUAY	115	106	108	108	111	2.80	113	103	104	104	106	2.03
VENEZUELA	107	104	104	116	110	-5.49	98	93	90	98	90	-7.93
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP	107	106	113	117	116	-.76	99	96	99	100	96	-3.54
PROCHE-ORIENT EN AFRIQUE	107	105	114	114	116	1.91	99	94	100	98	97	-.63
EGYPTE	108	109	115	120	125	4.34	101	99	102	103	106	2.00
LIBYE	139	137	175	147	156	5.99	124	117	144	117	119	2.17
SDUOAN	105	99	119	118	105	-10.57	97	89	103	99	86	-13.11
PROCHE-ORIENT EN ASIE	107	107	113	118	116	-1.63	100	97	99	101	96	-4.52
AFGHANISTAN	103	103	103	106	106	1.64	101	101	100	98	93	-4.71
CHYPRE	82	99	97	89	100	12.64	79	95	91	83	92	11.65
IRAN	109	113	115	119	121	1.33	100	101	100	100	99	-1.44
IRAK	110	122	154	146	128	-12.11	99	106	129	118	100	-14.97
JOROANIE	123	127	143	138	144	5.03	111	110	119	111	112	.92
LIBAN	108	112	119	111	117	5.67	109	113	119	109	112	3.43
ARABIE SAOUOITE	157	157	234	296	179	-39.43	138	132	189	229	134	-41.71
SYRIE	116	103	110	122	114	-6.62	105	89	93	99	89	-10.00
TURQUIE	105	106	109	114	114	.77	99	97	98	100	99	-1.29
REP. ARABE OU YEMEN	100	111	124	140	138	-1.44	92	99	109	119	114	-4.28
YEMEN DEMOCRATIQUE	100	101	102	105	105	-.62	92	90	89	89	86	-3.60
EXTREME-ORIENT EN DEV.	113	116	120	121	115	-5.24	106	107	108	107	99	-6.98
ASIE DU SUO	115	118	122	123	114	-7.20	108	108	110	108	99	-8.92
BANGLAOESH	107	109	114	115	110	-4.26	99	98	99	97	91	-6.73
INOE	118	120	124	124	113	-8.33	111	111	113	110	99	-9.89
NEPAL	115	115	116	118	114	-2.70	107	104	104	102	97	-4.89
PAKISTAN	109	117	122	132	132	-.35	100	103	105	111	109	-2.55
SRI LANKA	99	92	96	97	90	-7.17	94	85	88	87	80	-8.53
ASIE EST ET SUO-EST	109	113	117	118	116	-1.32	102	104	106	105	101	-3.10
BIRMANIE	120	126	134	135	138	2.53	114	116	121	120	121	.61
INDONESIE	114	123	127	132	130	-1.37	107	114	116	118	114	-3.06
COREE,REPUBIQUE OE	102	108	110	108	107	-1.43	97	102	102	98	95	-3.05
LAO	116	129	137	146	139	-4.68	109	118	123	128	119	-6.97
HALAISIE	96	99	109	114	116	2.19	89	90	97	99	99	.05
PHILIPPINES	103	102	105	108	107	-.64	95	93	93	94	91	-2.85
THAILANOE	113	116	121	117	116	-1.20	106	107	110	104	101	-2.78
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF	119	130	132	137	141	2.98	115	124	123	126	128	1.69
CHINE	119	131	132	137	141	3.24	115	124	124	127	129	2.04
KAMPUCHEA OEMOCRATIQ	140	155	168	170	164	-3.42	131	141	149	147	138	-5.79
COREE,REP.POP.DEM.DE	110	116	121	126	130	3.63	103	105	107	109	110	1.21
MONGOLIE	110	106	108	116	119	2.76	101	95	94	98	98	.01
VIET NAM	115	122	125	133	132	-.87	109	113	113	118	115	-2.88
AUTRES PAYS EN DEVELOP	98	104	105	105	106	1.02	91	94	93	91	90	-1.25

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
----- POURCENT -----												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	69064	74486	84921	81565	99527	105201	104979	111825	116411	105284	95730	4.32
RIZ USINE	8916	10853	9589	11644	12978	13093	12044	11471	12676	11125	12156	2.19
ORGE	13930	13112	14585	14106	16226	20278	18346	17754	23007	21900	25996	6.69
MAIS	62377	57763	68795	76097	80304	79442	70039	69056	68816	69732	57477	.01
MILLET	303	272	315	296	214	242	226	217	160	183	156	-6.60
SORGHO	11161	11937	10923	11365	11164	14464	13726	11731	12410	13334	8521	-2.23
POMMES DE TERRE	4411	4696	4037	4630	4920	4948	5255	4826	4805	5048	5540	1.93
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	23185	28985	26139	26686	27505	29347	30728	29618	28748	28287	28171	1.36
LEGUMINEUSES SECHEES	1906	1981	2116	2349	2815	3148	2968	3170	3306	3694	4628	8.45
GRAINES DE SOJA	19766	20025	24062	25489	26877	26219	28928	26585	25775	25496	27635	2.77
HAUILE DE SOJA	1839	2106	2610	2953	3196	3489	3406	3651	4026	3495	2940	5.76
ARACHIDES DECORTIQUEES	1035	874	745	744	723	831	739	771	746	840	926	-5.56
HAUILE D'ARACHIDE	561	581	418	503	477	322	449	524	304	323	344	-5.08
COPRAH	1148	941	703	443	461	415	431	255	289	392	403	-10.80
HAUILE DE COPRAH	1374	1110	1334	1142	1216	1358	1270	1325	991	1231	1643	.69
PALMISTES	391	279	181	160	201	138	136	120	132	101	108	-10.69
HAUILE DE PALMISTE	2186	2333	2404	2846	3616	3227	3773	4014	4307	5220	6272	10.49
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	18820	19110	21874	23222	25690	27698	27621	31915	28537	30765	32382	5.73
BANANES	6341	6658	7045	6948	6957	6996	7315	6334	7017	6813	7502	.72
ORANGES+TANGER+MANDAR.	5203	5404	5212	4966	5138	5002	5023	4877	5347	5035	6048	.45
CITRONS+LIMES	967	894	982	921	996	939	1016	950	1013	1050	1074	1.23
CAFE VERT+TORREFIE	3656	2934	3441	3796	3707	3697	3966	4033	4210	4418	4201	2.88
FEVES DE CACAO	1148	972	1085	930	1064	1332	1253	1207	1351	1401	1423	3.59
THE	852	904	885	903	983	950	925	980	1084	1103	2.51	
COTON,FIBRE	4049	3929	4472	4374	4829	4255	4414	4312	4314	4259	4664	.73
JUTE ET FIBRES SIMIL.	664	563	495	559	519	572	511	506	490	352	501	-3.16
TABAC BRUT	1306	1280	1439	1374	1353	1490	1429	1339	1396	1389	1301	.20
CAOUTCHOUC NATUREL	3249	3292	3317	3422	3329	3148	3115	3450	3648	3661	3787	1.31
LAINE EN SUINT	1010	1103	890	937	907	952	874	893	882	906	932	-1.22
BOVINS 1/	6769	6655	7580	7442	7024	7222	7667	7061	6879	6524	7272	-.03
OVINS ET CAPRINS 1/	10776	12430	14776	15267	18639	17607	18683	20514	19664	18598	19274	5.57
PORCINS 1/	6945	6942	7951	8421	10746	9846	9357	9575	10123	10146	11759	4.65
VIANDER,TOTAL	6264	6811	7099	7829	8095	8862	8576	8929	8780	8982	9780	3.98
LAIT SEC	457	586	602	662	871	868	816	742	827	844	872	5.43
OEUVS EN COQUEILLE	518	573	606	656	746	807	825	792	840	771	757	4.22
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	2964	3354	3868	4217	4380	4531	4590	5050	5260	5857	6717	7.20
POISSON,SECHE,SALE,FUME	422	394	393	431	442	463	430	409	406	408	424	.11
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	898	869	997	1157	1063	1136	1245	1428	1592	1622	1643	7.06
POISSON EN CONSERVE	847	790	853	889	1025	1064	940	915	991	989	1040	2.16
CRUST ET MOLL EN CONSERV	97	115	112	115	138	149	162	184	195	211	218	8.77
HAUILES DE POISSON	573	578	694	725	741	727	686	730	946	981	788	4.24
Farines de POISSON	2111	2054	2090	2343	2359	2164	2662	2327	2655	3058	3130	4.07
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	28411	28593	29773	31753	27909	22485	26315	29386	30888	32595	32646	1.02
GRUMES DE FEUILLUS	45376	47067	48311	45953	42001	32973	33260	32248	29593	29963	28866	-5.72
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	33858	35121	32616	35824	39944	38596	33372	33535	37338	38447	40159	1.20
BOIS DE CHAUFFAGE	1998	2423	1894	2243	2780	2248	2392	2784	2715	2424	2083	1.44
SCIAGES DE CONIFERES	56294	61710	65879	68743	65938	60646	61439	70576	72755	73473	73827	2.14
SCIAGES DE FEUILLUS	11425	11168	11994	13380	12545	10950	10923	12506	12579	11886	12495	.52
PANNEAUX A BASE DE BOIS	14384	14971	16401	16680	16323	16759	15443	17389	18217	19101	20542	2.86
PATE DE BOIS POUR PAPIER	15523	15594	17489	18704	19749	18746	17310	19805	20316	20586	22039	3.04
PAPIERS ET CARTONS	27090	28292	30273	33285	35041	35364	33667	36812	39902	40855	43408	4.48
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	14499	12860	13773	16091	19926	23693	22408	23811	27408	29646	27691	9.06
RIZ USINE	660	738	839	874	943	999	933	941	984	1198	1192	5.14
ORGE	5078	4408	8634	7199	8052	10796	7416	8390	11526	12791	13762	9.85
MAIS	5876	4457	4869	5050	5474	4808	5743	7705	7809	7025	9309	6.02
MILLET	11	12	12	13	15	20	20	26	20	24	17	7.93
SORGHO	771	385	262	308	206	240	269	159	165	190	124	-12.29
POMMES DE TERRE	2337	2707	2798	3016	3455	3543	3666	3517	3526	3778	4170	4.92
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	3072	3924	4448	4632	5628	6147	6466	6078	5631	5261	5561	5.16
LEGUMINEUSES SECHEES	226	302	353	450	458	448	419	606	814	1240	1205	16.74
GRAINES DE SOJA	189	120	237	353	327	160	207	127	88	95	153	-6.59

1/ MILLIERS DE TETES
 2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
***** MILLIERS DE TONNES METRIQUES *****												
HUILE DE SOJA	744	767	1099	1208	1204	1272	1380	1387	1427	1323	1264	5.63
ARACHIDES DECORTIQUEES	24	21	28	14	18	24	25	17	24	24	33	2.06
HUILE D'ARACHIDE	49	44	45	64	79	68	74	99	62	61	56	3.51
COPRAH	17	3	4	1	2	1	1					
HUILE DE COPRAH	269	163	119	61	43	58	87	60	57	51	51	-12.38
PALMISTES	1	1	1	2	3	1	2					
HUILE DE PALMISTE	98	111	97	92	123	114	94	123	131	141	171	4.60
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	2630	2518	3438	3957	4247	4921	5330	6420	6112	6364	5589	9.91
BANANES	25	31	41	43	43	48	46	35	47	35	76	5.68
ORANGES+TANGER+MANDAR.	2057	2113	1921	1907	1799	1659	1880	1702	2439	1957	2968	1.89
CITRONS+LIMES	525	464	505	483	512	433	574	449	532	542	595	1.25
CAFE VERT+TORREFIE	92	78	102	130	106	122	126	142	165	202	209	9.22
FEVES DE CACAO	15	30	34	31	44	48	52	52	66	76	78	14.57
THE	46	60	50	46	43	44	43	51	56	56	52	.86
COTON, FIBRE	89	70	71	60	57	55	75	69	69	98	78	1.07
JUTE ET FIBRES SIMIL.	18	17	19	16	17	17	15	15	16	14	13	-2.93
TABAC BRUT	179	153	223	234	197	210	247	249	265	243	253	4.10
CAOUTCHOUC NATUREL	32	27	21	21	16	14	15	16	23	23	22	-2.54
LAINE EN SUINT	64	57	60	65	69	61	57	69	65	62	63	.41
BOVINS 1/	3121	2979	3322	3340	3412	3620	3546	3493	3537	3422	3730	1.62
OVINS ET CAPRINS 1/	1183	1318	1732	1384	1418	927	784	1196	1142	1413	1553	-4.45
PORCINS 1/	3112	3106	3421	4004	4777	4747	4537	4737	4688	4751	6686	6.33
VIANOË, TOTAL	2395	2648	2822	3173	3673	3900	3785	4076	4303	4453	5025	7.14
LAIT SEC	334	433	450	516	661	673	599	531	641	623	615	5.16
OEUVS EN COQUILLE	335	349	382	444	506	538	601	596	586	541	554	5.91
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	1082	1136	1395	1691	1652	1796	1885	1994	1952	2073	2152	6.87
POISSON, SECHE, SALE, FUME	287	259	253	275	302	271	265	267	270	276	276	.02
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	277	234	266	283	279	327	314	344	406	422	435	5.97
POISSON EN CONSERVE	253	250	262	267	262	268	267	272	276	280	296	1.34
CRUST ET MOLL EN CONSERV	32	34	36	38	42	47	57	72	75	83	78	11.26
HAULLES DE POISSON	330	339	271	297	333	335	270	265	272	390	277	-6.67
FARINES DE POISSON	949	1020	871	951	922	846	825	934	1007	900	827	-8.82
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2428	2590	1899	2395	2937	2735	2429	2494	2786	3282	2898	2.65
GRUMES DE FEUILLUS	1833	2077	2017	2055	2257	2128	1928	2011	2335	2458	2623	2.49
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8173	7575	6846	8321	10313	10737	9666	8771	10595	12095	13620	5.39
BOIS DE CHAUFFAGE	816	1033	551	797	965	745	1010	1241	1172	940	918	3.15
SCIAGES DE CONIFERES	17061	16554	18051	20349	19783	17142	18334	20620	20377	19637	19375	1.50
SCIAGES DE FEUILLUS	2801	2494	2756	2514	2395	2037	1896	2017	2428	2261	2415	-1.97
PANNEAUX A BASE DE BOIS	6151	6194	6737	7386	7047	6696	6312	6459	6899	7150	7409	1.09
PATE DE BOIS POUR PAPIER	5697	5578	6705	6852	6654	6210	5612	6744	7068	7183	7396	2.09
PAPIERS ET CARTONS	13098	13753	15659	17385	17423	18108	17770	19661	21939	22707	23414	9.79
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	4164	5443	3969	5002	4170	4380	5092	4042	3680	4758	3852	-1.25
RIZ USINE	11	11	13	24	33	25	28	38	64	41	39	17.06
ORGE	943	1725	222	232	336	247	276	277	276	195	12.27	
MAIS	1536	1318	1493	554	1325	1770	1326	860	694	977	811	-5.14
MILLET	7	3	3	5	6	3	5	4	3	2	4	-4.05
SORGHO	11	5	7	7	5	9	6	4	4	6	9	-2.80
POMMES DE TERRE	442	682	371	655	322	323	299	185	141	268	302	-9.62
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	573	808	953	717	738	631	807	762	946	1028	1546	5.72
LEGUMINEUSES SECHEES	112	117	135	145	122	122	112	118	179	212	245	6.20
GRAINES DE SOJA	10	32	6	30	5	4	5	5	11	6	5	-9.90
HAULLE DE SOJA	12	13	7	10	17	14	20	15	35	25	15	9.39
ARACHIDIES DECORTIQUEES				1	1				2			
HAULLE DE COPRAH				1	1							
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	14	61	53	20	27	91	115	107	70	209	68	18.24
ORANGES+TANGER+MANDAR.					1	2	2	1	1	2		
FEVES DE CACAO									5	12		
THE	15	22	17	17	20	18	17	26	30	19	6	-2.67
COTON, FIBRE	887	976	865	807	863	928	970	826	663	698	724	-2.69
TABAC BRUT	101	99	89	102	103	90	88	85	81	80	89	-2.05
LAINE EN SUINT	1	1	2	3	3	1		1	1	1	1	-5.86
BOVINS 1/	498	540	544	676	577	460	607	705	707	673	655	2.92
OVINS ET CAPRINS 1/	3025	3504	3800	4719	4598	3720	3654	4179	4232	3166	3195	-2.26
PORCINS 1/	720	720	1158	1152	1144	1713	1091	973	857	995	1096	1.94
VIANOË, TOTAL	547	658	620	744	738	779	715	758	832	831	849	3.72

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
***** MILLIERS DE TONNES METRIQUES *****												
***** POURCENT *****												
OEUVS EN COQUELLE	101	120	114	104	90	78	59	55	65	44	38	-10.49
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	607	532	561	594	610	496	412	542	531	589	793	.91
POISSON, SECHE, SALE, FUME	12	11	15	21	17	11	6	18	6	6		
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	22	16	21	10	16	51	114	141	134	113	45.76
POISSON EN CONSERVE	47	46	37	33	36	35	29	37	38	65	66	2.93
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	1	1	1	2	1	2	2	1	1	2	-7.78
HUILES DE POISSON	2	1	1	1	1							
FARINES DE POISSON	18	14	21	20	22	12	9	12	8	11	12	-7.07
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	9534	9919	10281	8774	7430	6783	7025	7762	8085	8257	9791	-1.46
GRUMES DE FEUILLUS	201	315	296	404	384	285	289	315	232	208	201	-2.85
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	12401	12155	11375	11667	11463	11529	9631	10909	12616	12617	12898	.32
BOIS DE CHAUFFAGE	92	115	141	143	183	94	70	92	121	132	148	.58
SCIAGES DE CONIFERES	11009	10592	10782	9956	9513	9363	9630	9697	9476	9701	10238	-1.03
SCIAGES DE FEUILLUS	714	702	752	600	597	539	487	536	564	389	338	-6.51
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1702	1791	1875	1842	1827	1683	1548	1598	1437	1488	1593	-2.09
PATE DE BOIS POUR PAPIER	854	856	926	827	895	896	982	1162	1217	1227	1226	4.50
PAPIERS ET CARTONS	1480	1653	1779	1664	1732	1697	1745	1775	1806	1791	1732	1.18
AMERIQUE DU NORD OEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	38974	40736	50841	47174	54495	61342	61264	63319	65263	43504	42863	2.01
RIZ USINE	2107	2288	2279	2301	3054	3133	2540	2385	2141	1940	2392	-2.29
ORGE	5432	4343	4249	4654	4195	6853	7097	7258	5876	2938	7586	2.29
MAIS	44692	40580	50550	59414	63923	56067	49658	48099	49602	44362	27486	-2.52
MILLET			23	15	60	24	28	41	55	39	74	
SORGHO	5797	6139	5184	5950	8050	8032	6051	5325	6828	7239	4149	-6.63
POMMES DE TERRE	857	503	282	289	344	395	461	363	296	321	319	-5.18
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	122	166	149	135	654	1187	154	323	399	436	545	14.22
LEGUMINEUSES SECHEES	400	374	390	470	913	1141	854	679	635	646	841	7.58
GRAINES DE SOJA	15361	16234	20794	20951	21882	21980	25652	22791	19641	17052	21576	1.88
HUILE DE SOJA	506	768	916	1110	1081	809	911	786	1043	588	540	-1.10
ARACHIDOS DECORTIQUEES	130	302	381	356	285	146	201	224	266	311	276	1.40
HUILE D'ARACHIDE	48	45	40	5	18	20	10	2	7	17	35	-11.33
HUILE DE COPRAH	26	17	9	5	19	14	13	11	21	19	18	1.95
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	5370	4740	6793	6845	8009	7471	6917	7517	5551	5599	7378	1.55
BANANES	201	199	201	197	205	217	210	188	202	197	163	-1.04
ORANGES+TANGER+MANOAR.	461	410	356	318	482	443	353	497	374	412	417	.21
CITRONS+LIMES	225	236	237	173	171	176	135	163	148	144	148	-5.19
CAFE VERT+TORREFIE	69	106	59	79	79	70	60	43	63	52	77	-3.21
FEVES DE CACAO	10	14	9	9	7	14	14	16	12	11	14	3.38
THE	3	4	5	5	5	4	4	5	5	13	22	14.83
COTON, FIBRE	779	1017	1347	1527	1823	1269	1392	1201	1500	1095	657	-8.89
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1	2	1									
TABAC BRUT	293	314	364	299	293	300	290	264	275	277	247	-2.21
CAOUTCHOUC NATUREL	29	25	20	21	28	18	16	20	35	41	37	3.85
LAINE EN SUINT					1	1	1	1	1	1	1	
BOVINS 1/	684	651	592	436	424	441	563	440	479	506	355	-4.11
OVINS ET CAPRINS 1/	250	214	153	135	144	225	287	226	332	382	145	3.36
PORCINS 1/	56	54	201	145	254	171	342	483	1362	1171	515	33.63
VIANOE, TOTAL	693	700	721	777	973	1073	987	926	956	1013	1150	4.86
LAIT SEC	16	16	7	5	36	37	29	37	19	49	30	14.04
OEUVS EN COQUELLE	22	38	39	30	61	87	64	31	25	22	19	-3.60
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	252	345	383	424	480	638	801	918	1167	1465	1908	21.37
POISSON, SECHE, SALE, FUME	63	65	63	64	76	87	89	70	65	70	79	1.72
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	51	71	93	133	115	88	80	71	83	97	97	1.55
POISSON EN CONSERVE	46	52	63	64	81	93	68	82	96	85	100	7.01
CRUST ET MOLL EN CONSERV	10	9	11	11	11	11	4	3	3	6		-10.81
HUILES DE POISSON	91	60	110	101	137	117	98	191	188	133	92	5.40
FARINES DE POISSON	63	61	82	40	108	75	42	95	41	58	55	-1.98
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	14842	14362	15565	17865	15135	11676	15269	17395	18441	19320	18316	2.49
GRUMES DE FEUILLUS	470	481	522	630	784	751	506	755	761	602	779	4.15
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	8337	8710	8216	9463	9887	8382	6605	6422	5846	5613	5933	-5.01
BOIS DE CHAUFFAGE	162	200	170	98	63	108	85	85	90	89	82	-7.51
SCIAGES DE CONIFERES	26379	32305	34492	35407	33612	31770	31423	38296	40879	42219	42232	3.72
SCIAGES DE FEUILLUS	814	847	1341	1025	1190	1209	1083	1340	1373	1172	1513	4.57

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
***** MILLIERS DE TONNES METRIQUES *****												
PANNEAUX A BASE DE BUIS	1567	1774	2061	2053	2312	2533	2088	2401	2668	2754	2948	5.52
PATE DE BOIS POUR PAPIER	7666	7723	8132	8906	9838	9261	8531	9428	9611	9791	10917	2.94
PAPIERS ET CARTONS	10935	11232	11124	12326	13675	13134	11931	12918	13390	13372	14676	2.47
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	7875	8196	11134	6933	14955	10677	10998	8312	10647	15782	16171	5.74
RIZ USINE	218	255	277	241	457	281	596	405	246	341	178	1.01
ORGE	2022	2157	1375	1757	3047	1650	1599	852	3231	5482	4399	7.63
MAIS	88	79	32	75	37	52	24	73	30	164	117	3.36
MILLET	20	23	15	18	14	11	25	19	18	16	16	-1.15
SORGHO	815	829	385	516	580	463	1271	445	772	1594	1234	6.83
POMMES DE TERRE	25	29	20	18	23	21	23	26	21	24	19	-4.96
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	2002	2558	2481	1842	2203	2563	2502	2551	2361	2529	2760	2.01
LEGUMINEUSES SECHEES	33	42	36	45	72	64	71	106	78	100	219	16.72
GRAINES DE SOJA	32											
HUILE DE SOJA												
ARACHIDES DECORTIQUEES	2	4	2	2	12	4	4	8	5	3		
HUILE D'ARACHIOE												
HUILE DE PALMISTE												
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	3	2		1	1		1	1	2	1	13	
ORANGES+TANGER+MANOAR.	19	11	22	25	38	32	28	32	25	30	36	7.52
CITRONS+LIMES	1	1			4	1	2	1	1	1	5	
FEVES DE CACAO												
THE	1		1									
COTON+FIBRE	16	6	10	24	49	59	79	129	81	140	241	39.69
TABAC BRUT			1		1	1		1		1	2	
CAOUTCHOUC NATUREL												
LAINE EN SUINT	750	826	630	705	650	680	642	660	659	709	733	-4.68
BOVINS 1/	33	45	71	107	74	109	121	120	96	67	181	11.18
OVINS ET CAPRINS 1/	1847	3409	4143	3898	6172	5763	6097	7035	6350	6262	6554	10.73
PORCINS 1/	1		1	1	2	1		1	3			
VIANOE,TOTAL	1446	1643	1664	1814	1494	1602	1493	1666	1351	1323	1361	-1.77
LAIT SEC	67	113	125	123	157	137	157	146	153	158	207	7.43
OEUVS EN COQUILLE	2	1	1	1	1	1	1	3	6	2	2	
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	19	28	32	54	81	95	88	98	94	97	118	18.50
POISSON,SECHE,SALE,FUME					1	1	2	1		1	3	
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	15	17	20	32	56	57	70	68	78	70	61	18.40
POISSON EN CONSERVE	1		1	3	2	4	5	4	4	4	4	28.47
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	2	2	2	2	2	2	3	3	3	3	4.99
HUILES DE POISSON	8	6	5	4								
FARINES DE POISSON						1			4	1	2	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	958	1027	936	1236	971	529	479	508	452	361	389	-11.44
GRUMES DE FEUILLUS	1	3	2	1	4	4				1	1	
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	3866	5326	5074	5357	7064	6647	6240	6105	7345	7376	7188	5.27
SCIAGES DE CONIFERES	232	295	367	509	617	546	515	401	381	489	401	3.90
SCIAGES DE FEUILLUS	23	31	30	41	54	35	34	35	41	36	34	2.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	28	32	52	104	142	138	99	113	93	79	98	10.96
PATE DE BOIS POUR PAPIER	375	452	435	464	475	518	421	471	459	428	504	1.22
PAPIERS ET CARTONS	269	302	332	359	418	447	340	361	342	340	462	2.84
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	21	20	46	31	17	19	23	9	8	1	1	-28.56
RIZ USINE	55	46	13	12	22	18	9	8	5	4	2	-24.45
ORGE		1		2								
MAIS	472	434	652	365	69	245	380	738	385	376	800	3.34
MILLET	79	13	31	78	46	41	36	27	2	2		
SORGHO	2			53	12	3	15	24	29	13	2	
POMMES DE TERRE	91	82	58	50	55	36	30	49	63	60	83	-1.93
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	1365	1468	1296	1658	1586	1490	1683	1680	1586	1651	1777	2.28
LEGUMINEUSES SECHEES	410	262	150	150	220	127	166	189	77	64	101	-12.36
GRAINES DE SOJA	3	13	36	1	1	1		1				
HUILE DE SOJA	2	1	2	1								
ARACHIDES DECORTIQUEES	286	192	64	82	86	36	56	91	55	47	62	-11.95
HUILE D'ARACHIOE	290	258	94	160	92	38	161	206	105	49	92	-9.54
COPRAH	60	55	52	45	32	22	20	15	12	20	13	-15.72
HUILE DE COPRAH	11	6	9	14	15	18	21	21	30	32	33	16.78

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
PALMISTES	353	239	152	123	140	107	97	87	98	52	75	-13.66
HUILE DE PALMISTE	155	118	96	64	140	85	84	70	73	89	117	-3.27
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	760	712	456	668	480	362	490	487	336	425	450	-5.49
BANANES	317	308	344	292	243	205	187	193	216	214	204	-5.43
ORANGES+TANGER+MANDAR.	664	744	873	672	854	715	662	594	582	641	660	-2.11
CITRONS+LIMES	1	1	2	1	1	1	2	7	6	7	2	20.42
CAFE VERT+TORREFIE	1147	877	926	1015	896	963	1055	938	902	982	1090	.11
FEVES DE CACAO	862	691	777	601	757	973	823	787	891	838	888	1.79
THE	148	165	182	197	180	168	190	200	194	215	223	3.10
COTON,FIBRE	351	300	312	339	336	334	296	331	360	400	469	2.63
JUTE ET FIBRES SIMIL.				1								
TABAC BRUT	141	129	139	132	172	189	148	141	176	172	173	2.63
CAOUTCHOUC NATUREL	159	153	145	142	138	146	151	156	186	186	208	2.89
LAINEN SUINT	3	4	4	3	4	4	4	4	5	4	4	3.01
BOVINS 1/	1126	1105	1181	1255	1398	1466	1441	1167	1219	973	1013	-2.96
OVINS ET CAPRINS 1/	2548	2461	3066	3047	3644	3410	3569	2961	2570	3284	2929	1.14
PORCINS 1/	15	2	1	1	1	1	1	1				
VIANDER, TOTAL	112	118	99	97	48	44	46	50	54	46	36	-10.90
LAIT SEC	1		2	4					2	1		
DEUFS EN COQUILLE	1	1			1							
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON+FRAIS+CONGELE	60	83	128	117	113	144	152	146	164	183	198	10.12
POISSON+SECHE+SALE+FUME	13	12	12	13	14	11	11	11	11	10	9	-2.97
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	43	43	48	34	34	76	77	127	134	132	125	16.08
POISSON EN CONSERVE	74	69	62	77	79	94	82	101	98	108	112	5.37
HUILES DE POISSON	4	7	7	7	4	10	1	8	5	4	4	-24.58
FARINES DE POISSON	35	19	39	27	21	22	6	15	9	3	3	-20.64
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	11	2	2	2								
GRUMES DE FEUILLUS	6309	6434	6211	6175	5971	4599	4723	4547	5076	4207	3782	-5.06
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	127	100	75	112	84	173	173	173	173	173	173	7.43
BOIS DE CHAUFFAGE	47	51	51	51	5				28	28	28	
SCIAGES DE CONIFERES	113	119	116	126	108	94	81	79	82	78	80	-5.04
SCIAGES DE FEUILLUS	664	682	706	680	611	520	554	598	681	793	792	.93
PANNEAUX A BASE DE BOIS	220	241	261	236	272	283	264	287	293	302	294	2.82
PATE DE BOIS POUR PAPIER	235	173	218	240	240	229	192	202	252	244	244	1.32
PAPIERS ET CARTONS	22	19	16	24	21	20	9	8	12	11	6	-11.22
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	3345	6095	1833	4427	4620	3958	4042	10409	7491	9767	4187	8.34
RIZ USINE	535	999	732	573	548	638	512	511	533	608	446	-3.69
ORGE	43	130	18	58	72	32	24	59	95	86	45	2.35
MAIS	4560	6864	5927	5990	3557	9199	5827	7320	5732	7115	7397	3.10
MILLET	124	172	196	139	63	136	101	96	54	93	33	-11.33
SORGHOM	3499	4295	4625	3899	1544	5073	5369	5332	4252	3332	1936	-2.12
POMMES DE TERRE	99	106	67	77	61	45	44	34	43	56	68	-6.74
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	10533	13050	12429	12726	12025	12701	13035	12935	12849	12249	11623	.41
LEGUMINEUSES SECHEES	312	424	464	395	391	287	286	340	409	348	351	-.95
GRAINES DE SOJA	3934	3441	2845	3814	4493	3909	2877	3270	5168	7170	4494	4.31
HUILE DE SOJA	562	544	570	609	840	1355	1024	1369	1413	1505	1058	11.30
ARACHIDES DECORTIQUEES	24	53	52	97	97	86	61	101	104	137	127	13.30
HUILE D'ARACHIDE	140	181	155	209	207	80	113	104	57	109	55	-10.14
COPRAH	2						5					
HUILE DE COPRAH	5	5	9	8	4	5	6	6	17	4	5	.36
PALMISTES	2	3	9	7	5	1	4	4	3	2		
HUILE DE PALMISTE	5	3	4	5	1	5	11	14	24	36	37	30.59
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	5798	7354	7676	7497	8891	10912	10498	12366	12164	13438	12203	8.21
BANANES	4839	5231	5520	5366	5358	5470	5756	5080	5549	5375	6045	1.10
ORANGES+TANGER+MANDAR.	173	224	269	312	306	316	383	419	409	488	484	9.85
CITRONS+LIMES	25	29	47	74	53	51	34	56	64	144	106	13.13
CAFE VERT+TORREFIE	2032	1547	1960	2179	2199	2114	2263	2429	2523	2611	2190	3.20
FEVES DE CACAO	209	187	211	226	183	201	246	226	212	298	232	2.50
THE	32	34	41	39	44	35	43	53	54	53	59	5.92
COTON,FIBRE	607	689	903	733	637	599	600	527	481	640	383	-4.63
JUTE ET FIBRES SIMIL.	1		1	2	2			1		2		
TABAC BRUT	255	238	274	276	254	271	273	275	290	304	259	1.16
CAOUTCHOUC NATUREL	7	5	6	4	3	2	3	3	2	4	4	-8.43
LAINE EN SUINT	92	108	107	80	105	125	108	87	79	67	73	-3.39

1/ MILLIERS DE TETES
2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
BOVINS 1/	985	983	1551	1277	754	766	961	721	442	576	1025	-5+83
OVINS ET CAPRINS 1/	106	112	125	98	65	312	245	613	414	34	72	1+74
PORCINS 1/	65	31	24	16	1			2	7	1	5	-29+40
VIANDE, TOTAL	775	779	840	816	748	1000	1028	986	791	831	820	
LAIT SEC	34	18	10	4	3	11	18	17	2	4	6	8+88
OEUVS EN COQUILLE	3	3	2	4	12	14	6	2	4	6	9	
----- POURCENT -----												
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	209	303	347	362	418	373	410	383	374	480	392	4+95
POISSON, SECHE, SALE, FUME	4	7	4	6	8	5	4	4	4	5	3	-3+07
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	97	100	143	168	136	124	164	173	176	164	159	4+95
POISSON EN CONSERVE	29	48	79	81	143	170	95	55	64	44	63	1+62
CRUST ET MOLL EN CONSERV	6	5	2	5	4	5	4	5	6	6	7	4+39
HUILES DE POISSON	40	46	71	108	103	76	137	25	139	197	180	12+32
FARINES DE POISSON	846	741	834	1025	1053	962	1495	1025	1287	1764	1883	8+64
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	23	167	689	968	1029	377	906	1024	902	1271	1162	29+65
GRUMES DE FEUILLUS	86	49	60	86	114	65	54	55	68	47	19	-7+76
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	115	53										
BOIS DE CHAUFFAGE	21	106	152	214	167	71	23	57	10	7	6	-23+64
SCIAGES DE CONIFERES	1050	1429	1477	1678	1718	1319	1102	1172	1217	1004	1153	-2+42
SCIAGES DE FEUILLUS	629	838	727	1121	1130	994	892	851	911	894	747	+92
PANNEAUX A BASE DE BOIS	326	374	487	488	625	606	608	584	650	655	651	6+46
PATE DE BOIS POUR PAPIER	382	443	715	1024	1318	1374	1302	1566	1532	1515	1511	14+53
PAPIERS ET CARTONS	199	226	276	351	398	497	404	651	939	778	925	17+30
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	27	640	2131	877	540	649	709	1143	1038	890	303	11+56
RIZ USINE	256	276	223	211	259	159	59	78	108	34	109	-15+29
ORGE	366	302	50	88	229	424	1026	661	319	97	4	-13+11
MAIS	14	8	43	111	155	40	53	10	6	12	7	-11+83
HILLETT	6	3	4	2	2	3	8	2	4	1		-15+28
SORGHOM	75	137	66	196	286	256	423	186	25		3	
POMMES DE TERRE	382	438	291	314	453	393	536	470	511	354	396	1+83
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	48	64	55	37	45	71	224	318	592	329	12	12+22
LEGUMINEUSES SECHEES	121	176	256	303	299	500	573	658	609	386	556	15+18
HUILE DE SOJA	1				3	5	16	11	11	5	1	55+27
ARACHIDIES DECORTIQUEES	312	175	111	52	51	108	101	24	31	19	14	-23+40
HUILE D'ARACHIDIE	2	26	35	16	33	16	18	2	18	3	2	-12+24
HUILE DE COPRAH		1			1							
HUILE DE PALMISTE												
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	368	252	225	214	261	145	105	104	122	29	64	-17+76
BANANES	10	5	4	7	19	20	11	10	12	11	11	6+74
ORANGES+TANGER+MANDAR.	716	754	643	619	627	759	705	687	695	662	641	-4+46
CITRONS+LIMES	162	131	151	149	202	206	208	216	217	157	165	2+46
CAFE VERT+TORREFIE	3	3	3	3	2	6	5	6	8	3	2	2+91
THE	8	7	10	16	15	17	5	4	3	4	2	-13+98
COTON, FIBRE	1004	710	768	669	608	532	584	623	643	482	534	-4+80
TABAC BRUT	86	71	84	77	94	138	110	75	72	105	86	1+12
CAOUTCHOUC NATUREL												
LAINE EN SUINT	7	12	9	8	7	3	6	6	5	5	7	-5+29
BOVINS 1/	11	16	12	21	13	60	112	77	51	18	19	11+91
OVINS ET CAPRINS 1/	828	680	1209	1421	2026	2058	3505	3710	3866	3317	4012	20+14
PORCINS 1/	1	1	3									
VIANDE, TOTAL	9	11	15	15	22	74	96	74	88	62	60	26+80
LAIT SEC	1					1	1	1	1	1	1	
OEUVS EN COQUILLE	1	3	7	10	13	17	26	41	72	76	47	46+97
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	3	3	7	17	15	28	28	28	33	33	32	27+77
POISSON, SECHE, SALE, FUME	3	4	3	2	1	2	1	1	1	1	1	-9+56
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	9	9	8	11	10	5	7	7	6	7	7	-4+62
POISSON EN CONSERVE	3	2	4	5	8	3	2	1	1	1	1	-15+20
CRUST ET MOLL EN CONSERV	2	3	1	2	3	4	5	7	8	9	9	19+30
HUILES DE POISSON	1	2	1	1	1	1	1	2	5	5	5	
FARINES DE POISSON									1	1	1	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	3		1	1	1	2	7	11	20	15	15	44+22
GRUMES DE FEUILLUS	10	9	5	3	4	36	36	35	100	76	76	37+96
BOIS DE CHAUFFAGE	22	31	22	20	31	24	16	24	11	11	11	-8+55
SCIAGES DE CONIFERES	60	69	60	103	84	96	94	126	107	82	82	4+10

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
SCIAGES DE FEUILLUS	1	1	2	3	6	12	7	8	5	5	5	32.97
PANNEAUX A BASE DE BOIS	29	26	26	24	19	19	24	27	19	19	20	-3.08
PATE DE BOIS POUR PAPIER	2											
PAPIERS ET CARTONS	10	11	10	16	21	35	35	41	71	56	65	24.61
----- POURCENT -----												
EXTREME-ORIENT EN OEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	83	264	967	801	510	295	157	247	352	534	178	.09
RIZ USINE	3534	4732	3031	4965	5331	6033	6050	5495	7020	5840	6807	6.54
ORGE	32	39	13	73	259	275	907	252	1658	133	5	13.33
MAIS	2483	1767	2198	2146	2342	2721	3030	2859	3473	2912	4092	6.28
MILLET	8	1	6	2	2	1	2	1	2	1	2	
SORGHO	182	138	166	170	208	288	317	248	327	334	268	8.21
POMMES DE TERRE	95	73	55	99	106	72	69	89	85	94	96	1.54
SUCRE,TOTAL(EQUIV.BRUT)	3639	4511	2822	3269	2722	2930	4093	3762	3112	2958	2682	-2.01
LEGUMINEUSES SECHES	191	181	245	291	312	338	379	339	343	500	611	10.92
GRAINES DE SOJA	38	47	30	27	27	27	27	26	23	29	37	-2.61
HUILE DE SOJA	2	4	7	6	27	32	49	76	84	45	59	42.19
ARACHIDES DECORTIQUEES	174	69	24	40	55	113	106	84	72	72	91	2.18
HUILE D'ARACHIDE	10	5	6	16	5	5	6	28	8	10	9	3.50
COPRAH	878	683	445	193	234	172	232	77	73	156	196	-17.11
HUILE DE COPRAH	1004	845	1112	976	1061	1192	1064	1144	779	1045	1454	1.79
PALMISTES	33	30	13	23	45	24	15	14	13	25	8	-8.53
HUILE DE PALMISTE	1897	2067	2168	2638	3303	2963	3487	3709	3951	4811	5800	11.03
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	3353	2871	2582	3291	3054	2998	3220	3344	2931	3199	3874	1.48
BANANES	846	738	832	921	972	924	983	684	842	827	894	.16
ORANGES+TANGER+MANDAR.	86	113	65	89	78	50	62	74	69	61	57	-4.46
CITRONS+LIMES			1	2	1	7	2	3	3	3	3	
CAFE VERT+TORREFIE	264	267	339	335	370	371	403	409	485	516	557	7.47
FEVES DE CACAO	18	18	24	32	41	65	88	89	120	142	176	28.00
THE	512	499	459	445	539	546	488	483	562	558	539	1.26
COTON,FIBRE	218	56	128	133	396	415	329	398	199	388	935	18.12
JUTE ET FIBRES SIMIL.	642	541	465	520	465	514	451	454	431	278	439	-4.52
TABAC BRUT	210	232	224	212	198	259	238	206	197	173	159	-2.52
CAOUTCHOUC NATUREL	2967	3027	3080	3179	3101	2924	2886	3206	3347	3344	3444	1.22
LAINE EN SUINT	2		1		1	1	1			1	5	
BOVINS 1/	73	98	78	66	60	36	39	66	76	58	60	-3.14
OVINS ET CAPRINS 1/	80	215	70	100	120	60	26	155	241	236	274	9.09
PORCINS 1/	23	11	15	19	18	24	129	160	113	222	335	40.76
VIANDE,TOTAL	44	60	68	95	90	103	127	96	102	116	151	9.91
LAIT SEC	5	5	7	10	13	10	10	9	11	12	19	11.03
OEUVS EN COQUILLE	6	10	6	5	5	11	8	6	15	17	21	11.26
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	297	542	559	555	573	545	455	543	448	475	604	1.92
POISSON,SECHE,SALE,FUME	28	26	30	27	28	27	29	28	37	39	41	3.92
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	288	292	317	362	313	328	378	384	441	463	492	5.43
POISSON EN CONSERVE	28	37	49	47	55	80	100	112	146	153	171	20.39
CRUST ET MOLL EN CONSERV	21	38	35	36	50	55	61	68	72	79	87	13.30
HUILES DE POISSON	1	1	3	2	2	1	1	1	1	1	2	.07
FARINES DE POISSON	84	117	141	164	153	151	141	154	157	157	174	4.56
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	423	394	270	396	327	291	127	109	107	38	38	-22.29
GRUMES DE FEUILLUS	35758	37017	38457	35843	31534	24005	24286	23128	19372	20799	19714	-7.42
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	697	1033	860	736	1003	1033	909	1001	605	447	246	-7.94
BOIS DE CHAUFFAGE	810	841	731	799	1181	1164	1086	1229	1208	1141	813	3.25
SCIAGES DE CONIFERES	251	258	425	481	410	254	197	138	186	214	218	-6.30
SCIAGES DE FEUILLUS	5551	5374	5463	7236	6415	5511	5838	7003	6469	6239	6557	1.63
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3110	3198	3342	3159	2933	3590	3428	4772	5274	5847	6751	8.17
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3	2	2	6	6	10	8	9	15	16	16	24.34
PAPIERS ET CARTONS	175	139	154	153	298	309	228	223	249	326	526	10.34
ASIE A ECON.CENTR.PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	4	6	8	9	4	9	6	67	75	19	18	22.95
RIZ USINE	1540	1488	2096	1836	1637	948	994	1279	1466	1116	990	-5.01
ORGE	2		1	2	1			7	58			
MAIS	430	356	230	240	104	141	96	92	1043	6388	5657	27.78
MILLET	52	37	30	20	5	1	2	2	5	9	-24.57	
SORGHO					10	1	3	4	4	564	753	
POMMES DE TERRE	55	53	62	81	77	80	89	78	72	61	58	1.29

1/ MILLIERS DE TETES
2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

4. VOLUME DES EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT) LEGUMINEUSES SECHEES	678 97	777 89	493 76	514 90	657 71	440 111	463 103	257 134	189 159	406 195	453 476	-8.04 14.08
GRAINES DE SOJA	199	130	113	306	140	139	160	367	843	1144	1370	25.37
HUILE DE SOJA	1	2	6	4	4	1	2	9	1	1	1	-4.12
ARACHIDES DECORTIQUEES	45	25	30	49	84	250	136	201	180	201	290	26.93
HUILE D'ARACHIDE	16	5	13	18	21	57	55	72	39	57	77	25.10
COPRAH						1	2	2	11	9		
HUILE DE COPRAH							4	4	7	3		
PALMISTES							1		1	1		
TOURTEAUX+TOURT. HOULUS	36	30	31	49	87	208	337	1127	951	1298	2466	63.51
BANANES	96	140	101	117	109	103	112	134	135	143	101	1.40
ORANGES+TANGER+MANDAR.	52	74	81	73	70	54	57	62	52	67	76	-3.36
CAFE VERT+TORREFIE	12	4	5	5	4	1	10	15	13	11	22	12.57
THE	77	104	109	126	125	107	126	148	169	157	192	7.36
COTON, FIBRE	65	71	33	22	2	1	17	131	218	261	558	28.32
JUTE ET FIBRES SIMIL.	2	3	8	20	35	41	43	36	45	57	49	35.78
TABAC BRUT	33	37	35	35	32	28	30	35	32	27	22	-3.27
CAOUTCHOUC NATUREL	49	50	41	50	39	38	41	47	50	58	63	2.25
LAINES EN SUINT	25	21	22	24	23	21	16	16	14	13	10	-7.61
BOVINS 1/	195	195	181	224	272	263	257	252	257	220	229	2.31
OVINS ET CAPRINS 1/	873	482	443	463	448	330	312	438	515	502	540	-2.04
PORCINS 1/	2953	3016	3129	3079	4548	3189	3256	3217	3091	3007	3121	-0.02
VIANDES, TOTAL	201	155	210	246	251	250	274	271	284	295	313	5.58
OEUVES EN COQUILLE	38	35	42	51	54	56	57	60	56	64		5.46
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	135	133	163	129	144	166	165	183	229	238	249	6.84
POISSON, SECHE, SALE+FUME	6	4	6	10	9	6	7	6	9	5	7	1.26
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	75	56	64	69	66	70	71	87	99	101	101	5.40
POISSON EN CONSERVE	16	13	22	32	42	32	38	42	37	33	32	8.81
CRUST ET MOLL EN CONSERV	11	10	14	10	10	11	9	11	13	13	14	2.01
FARINES DE POISSON	1		1	1	1	1	1		1	2	1	
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	128	63	32	27	21	33	29	38	35	5	5	-20.43
GRUMES DE FEUILLUS	12	33	42	45	45	33	35	36	59	39	39	6.55
SCIAGES DE CONIFERES	103	19	28	19	10	12	13	13	12	12	12	-13.22
SCIAGES DE FEUILLUS	136	85	103	48	34	26	56	55	53	56	56	-6.40
PANNEAUX A BASE DE BOIS	872	949	1244	1096	885	957	834	884	614	565	520	-6.39
PATE DE BOIS POUR PAPIER	33	33	44	46	49	86	81	64	30	68	79	6.94
PAPIERS ET CARTONS	122	119	116	89	149	174	165	139	217	304	408	12.19

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

5. VALEURS UNITAIRES MOYENNES DES EXPORTATIONS MONDIALES DE CERTAINS PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
.....DOLLARS U.S. LA TONNE.....												
.....POURCENT.....												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE	153	125	131	163	186	188	173	162	157	145	135	.36
FARINE DE BLE	215	191	199	225	284	294	245	197	215	210	195	-.26
RIZ USINE	277	263	346	324	383	444	344	302	291	270	229	-1.46
ORGE	138	132	137	145	175	175	161	143	147	121	107	-1.36
MAIS	123	111	117	128	150	154	128	143	149	126	119	1.03
POMMES DE TERRE	246	197	157	188	185	178	186	168	209	124	151	-3.27
SUCRE CENTRIFUGE BRUT	376	295	341	355	537	505	403	420	419	382	402	1.86
GRAINES DE SOJA	216	272	250	271	264	282	243	256	278	217	202	-1.00
HUILE DE SOJA	456	586	617	675	625	542	483	498	715	644	416	-.46
ARACHIDES DECORTIQUEES	467	596	661	679	698	964	668	633	758	613	602	1.47
HUILE D'ARACHIDE	723	814	946	965	781	995	648	568	1008	912	672	-.88
COPRAH	183	314	369	571	393	308	263	355	582	333	145	-.84
HUILE DE COPRAH	361	552	627	936	650	536	461	555	1017	591	290	-.68
PALMISTES	160	266	262	357	267	235	222	263	330	231	129	-1.57
HUILE DE PALME	362	514	554	617	563	529	441	441	661	506	291	-.39
HUILE DE PALMISTE	393	554	617	896	653	540	450	574	906	535	270	-.92
HUILE D'OLIVE	1314	1259	1363	1649	1958	1774	1748	1509	1333	1184	1615	.39
GRAINES DE RICIN	251	334	319	341	318	325	284	291	376	278	188	-1.91
HUILE DE RICIN	557	883	801	803	970	856	824	908	1119	706	592	.45
GRAINES DE COTON	147	168	177	183	179	196	143	141	181	146	117	-2.12
HUILE DE COTON	555	599	607	682	628	627	534	548	748	648	455	-.59
GRAINES DE LIN	291	273	217	281	311	326	285	275	287	266	207	-.99
HUILE DE LIN	520	500	379	542	611	662	533	417	527	625	504	.97
BANANES	138	144	157	168	186	200	204	215	211	222	236	5.50
ORANGES	201	222	268	348	358	345	330	326	299	331	340	4.04
POMMES	274	350	410	399	436	411	437	337	330	325	398	.53
RAISINS SECS	677	965	1080	1563	1675	1479	1213	1078	882	912	1046	.25
DATTES	240	320	387	414	418	609	653	718	882	889	833	13.91
CAFE VERT	2264	4229	3168	3153	3319	2258	2302	2290	2562	2543	3606	-1.22
FEVES DE CACAO	1509	2800	3138	3283	2663	1770	1591	1631	2104	2079	2137	-2.30
THE	1240	2204	2055	1934	2051	1903	1776	2012	2647	2193	1851	2.47
COTON, FIBRE	1294	1536	1358	1527	1621	1717	1446	1499	1638	1430	1121	-.54
JUTE	267	277	338	383	378	313	285	266	336	553	302	2.16
FIBRE SIMIL. AU JUTE	207	250	245	248	259	190	234	310	304	170	191	-.87
SISAL	341	375	375	479	593	553	501	445	424	411	428	1.42
TABAC BRUT	2180	2361	2628	2740	2823	2952	3239	3128	2966	2918	2994	2.95
CAOUTCHOUC NATUREL	749	806	919	1214	1304	1125	818	988	1017	834	866	.26
CAOUTCHOUC NATUR SEC	723	796	916	1180	1312	1066	799	963	964	752	772	-.59
LAINE EN SUINT	1797	2160	2221	2463	2825	2959	2921	2518	2622	2502	2451	2.50
BOVINS 1/	290	310	355	416	440	424	401	383	365	376	426	2.30
BOEUF ET VEAU	1638	1861	2160	2390	2514	2377	2439	2213	1960	1891	2056	.66
MOUTTON ET AGNEAU	1009	1143	1390	1592	1761	1863	1809	1596	1513	1421	1461	2.77
PORCINS 1/	90	100	104	111	106	108	113	99	94	88	95	-.66
BACON, JAMBON	1990	1865	2248	2636	2903	2752	2649	2354	2235	2246	2756	1.87
VIANOE DE VOLAILLE	1175	1224	1295	1361	1431	1338	1161	1029	1072	1030	1197	-.1.74
VIANOE PREPAREE	1523	1512	1602	2126	2578	2457	2160	2098	1926	1815	1908	2.02
LAIT CONDENSE ET EVAPORE	626	647	746	846	905	901	920	805	769	762	954	2.72
LAIT ECREME EN POUDRE	812	637	742	844	1047	1106	1057	864	786	783	1036	2.09
BEURRE	1677	1733	2246	2280	2468	2631	2704	2405	2021	1706	1884	.36
FROMAGE	1959	2134	2550	2803	3013	2742	2655	2529	2310	2322	2926	1.57
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	889	1042	1144	1249	1264	1292	1215	1096	1082	1072	1171	.94
POISSON, SECHE, SALE, FUME.	1503	1737	1885	2147	2462	2595	2252	2026	1834	1900	2488	2.38
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	2509	2793	3330	3659	3922	3770	3733	3554	3300	3363	3900	2.59
POISSON EN CONSERVE	1464	1731	2035	2281	2343	2406	2314	2398	2267	2330	2576	4.11
CRUST ET MOLL EN CONSERV	3162	3254	3800	4449	4678	4347	4188	4343	4077	4033	4933	2.89
HUILES DE POISSON	363	432	433	426	432	399	343	344	348	302	257	-3.99
FARINES DE POISSON	323	427	427	399	468	473	370	428	391	302	350	-1.22
PRODUITS FORESTIERS												
GRUMES DE CONIFERES 2/	52	59	62	83	89	81	73	63	63	61	65	.51
GRUMES DE FEUILLUS 2/	50	54	57	93	105	88	87	85	71	70	74	3.07
BOIS DE TRIT+PART 2/	23	24	25	27	36	40	35	30	30	29	32	3.04
BOIS DE CHAUFFAGE 2/	23	21	21	27	34	34	29	25	25	25	28	1.68
SCIAGES DE CONIFERES 2/	93	101	108	131	138	127	114	114	110	105	117	.79
SCIAGES DE FEUILLUS 2/	134	152	164	216	245	223	209	215	201	195	213	3.47
PANNEAUX BASE DE BOIS 2/	197	211	228	283	316	294	280	268	248	236	261	1.72
PATE DE BOIS POUR PAPIER	335	313	282	361	444	451	411	357	416	353	384	2.04
PAPIERS ET CARTONS	406	421	453	505	572	567	556	503	519	528	595	2.94

1/ DOLLARS U.S. PAR TETE

2/ DOLLARS U.S. LE METRE CUBE

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
----- POURCENT -----												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV. DE BLE	72259	70923	80096	85542	98007	102951	108112	106432	115246	103979	96454	4.27
RIZ USINE	8656	9955	10164	12152	12995	13795	11470	12042	11394	12359	12179	2.55
ORGE	13703	12355	14749	14767	15016	18645	18664	17743	22987	20300	20370	5.49
MAIS	61873	55195	68114	75185	79545	80413	69675	68207	67640	69565	58049	0.24
MILLET	314	359	346	331	263	202	249	275	200	186	157	-7.17
SORGHO	10605	10928	10432	10181	10999	13689	13567	10153	13128	12926	8349	0.34
POMMES DE TERRE	4330	4724	3906	4569	4678	4696	5106	4777	4757	5269	5407	2.13
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	22646	27511	24525	26402	27024	28217	29618	27837	28118	27353	26783	1.30
LEGUMINEUSES SECHEES	1876	2054	2066	2355	2921	3195	3136	3173	3444	3916	4413	8.58
GRAINES DE SOJA	19979	19623	23411	26125	27048	26294	28703	26880	24629	25820	27279	2.69
HOUILLE DE SOJA	1616	2078	2404	2873	3246	3253	3773	3753	4151	3386	2826	6.64
ARACHIDES DECORTIQUEES	1030	815	805	777	709	719	814	762	746	816	908	-6.68
HOUILLE D'ARACHIDE	512	596	475	474	513	359	413	515	321	333	344	-4.92
COPRAH	1215	919	804	458	465	393	477	255	312	366	410	-11.23
HOUILLE DE COPRAH	1412	1096	1255	1198	1125	1400	1291	1293	1049	1125	1550	0.29
PALMISTES	349	292	169	161	182	161	123	127	124	98	106	-10.43
HOUILLE DE PALMISTE	2018	2471	2318	2701	3411	3223	3687	3907	3968	4862	6040	10.13
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	18476	19221	21972	23854	25376	27072	28478	33113	29371	31807	33935	6.28
BANANES	6346	6582	6875	7039	6735	6781	6783	6093	6612	7133	7298	0.57
ORANGES+TANGER+MANDAR.	5188	5288	4971	5067	5236	5023	5170	5105	5256	4935	5316	0.01
CITRONS+LIMES	936	912	961	965	991	969	1049	1002	990	1005	1010	0.90
CAFE VERT+TORREFIE	3777	3126	3435	3913	3790	3810	3878	3987	4037	4197	4258	2.13
FEVES DE CACAO	1160	1006	1096	1026	1068	1242	1270	1262	1325	1462	1399	3.32
THE	846	901	832	891	923	883	890	911	1051	1007	1040	2.01
COTON, FIBRE	4106	4037	4503	4521	5069	4419	4500	4354	4495	4580	4834	1.02
JUTE ET FIBRES SIMIL.	680	562	492	572	574	532	573	505	431	355	499	-3.60
TABAC BRUT	1298	1258	1423	1394	1409	1442	1409	1380	1433	1413	1338	0.56
CAOUTCHOUC NATUREL	3274	3368	3351	3493	3392	3282	3130	3426	3709	3661	3745	1.07
LAINE EN SUINT	1034	870	883	919	853	872	834	842	818	937	975	-0.38
BOVINS 1/	6581	6660	7209	7209	6657	6912	7291	6757	6568	6533	7165	0.03
PORCINS 1/	6802	6688	7749	8084	10498	9715	9022	9324	9925	10174	11659	4.89
VIANDER, TOTAL	6030	6617	6944	7570	7893	8402	8661	8662	8517	9050	9694	4.27
LAIT SEC	345	475	471	516	596	598	569	516	604	565	560	3.52
DEUFS EN COQUILLE	516	573	636	674	742	781	831	825	841	776	750	4.12
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	2988	3062	3388	3664	4188	4329	4357	4448	4624	4996	5448	5.92
POISSON, SECHE, SALE, FUME	363	305	329	364	397	396	359	420	418	464	440	3.27
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	951	900	1077	1230	1120	1145	1240	1355	1502	1622	1770	6.33
POISSON EN CONSERVE	890	792	876	923	1021	1065	955	891	920	991	1058	1.62
CRUST ET MOLL EN CONSERV	147	156	162	163	174	186	202	223	236	260	268	6.53
HAULLES DE POISSON	612	568	653	762	751	795	722	914	1004	928	4.96	
FARINES DE POISSON	2201	2237	2091	2475	2264	2052	2518	2266	2375	2692	2884	2.21
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	27708	29302	29858	31516	28054	23842	26400	30362	31164	33278	32325	1.16
GRUMES DE FEUILLUS	44190	45972	47694	48277	42243	34891	32704	32986	30879	29891	31177	-5.13
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	32398	36670	34187	39249	43086	41366	36452	37634	41358	41006	42712	1.97
BOIS DE CHAUFFAGE	2921	3082	2769	2908	3112	2533	3118	3502	3895	4064	4059	3.84
SCIAGES DE CONIFERES	54302	60767	65298	67388	63311	58325	59433	67672	70466	72894	74342	2.27
SCIAGES DE FEUILLUS	10400	11240	11669	13257	12662	11264	10847	11941	12327	12361	12504	1.01
PANNEAUX A BASE DE BOIS	14559	14548	15866	16789	15657	16637	15466	16890	17869	18859	20685	2.91
PATE DE BOIS POUR PAPIER	15497	15533	17563	18799	19316	18517	17299	19596	20422	20726	21995	3.07
PAPIERS ET CARTONS	26572	27816	30466	32283	33601	34024	33613	35528	39165	40296	43586	4.56
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE+EQUIV. DE BLE	13184	12602	13384	12981	14127	13336	13964	10586	12635	15531	16501	1.25
RIZ USINE	1212	1294	1461	1299	1291	1490	1687	1559	1703	1901	1796	4.27
ORGE	6329	6136	6567	5105	5247	5966	6194	6665	5119	4562	5012	-2.16
MAIS	26440	26733	24757	25117	23455	21740	21103	18873	15992	15035	10786	-7.67
MILLET	90	182	195	150	98	109	122	110	99	126	106	-2.77
SORGHO	3017	2216	1453	1196	1273	1103	2149	685	1145	244	174	-19.90
POMMES DE TERRE	3150	2999	2565	2808	3051	3026	3228	3167	3235	3629	3883	2.58
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	4608	4235	3521	3460	3139	3063	3195	3148	3789	3151	3086	-2.81
LEGUMINEUSES SECHEES	821	888	907	1054	1014	924	1067	1306	1429	1867	2093	9.01
GRAINES DE SOJA	11719	11612	14201	15311	16249	14414	16454	15009	13575	13843	13802	1.24

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
HUILE DE SOJA	532	502	559	580	675	643	681	743	702	682	604	2.81
ARACHIDES DECORTIQUEES	726	558	541	528	414	389	431	385	396	424	459	-4.37
HUILE D'ARACHIDE	351	355	325	407	446	297	349	396	255	274	273	-2.96
COPRAH	961	670	515	294	253	184	280	113	132	133	148	-17.89
HUILE DE COPRAH	427	331	395	390	414	561	537	512	372	419	583	2.88
PALMISTES	327	271	153	137	147	140	106	96	100	81	97	-11.29
HUILE DE PALMISTE	860	829	781	856	833	723	735	859	717	828	1156	1.00
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	12778	12863	15320	16704	17397	18205	19297	21471	19780	22424	23699	6.26
BANANES	2256	2430	2525	2460	2221	2172	2178	2018	2183	2306	2456	-5.58
ORANGES+TANGER+MANDAR.	3245	3322	3143	3227	3229	2969	3185	3117	3299	3010	3415	-0.07
CITRONS+LIMES	432	408	428	432	429	416	452	451	431	449	459	0.78
CAFE VERT+TORREFIE	1811	1543	1703	1955	1930	1999	1997	2062	1999	2098	2143	2.48
FEVES DE CACAO	566	561	590	569	616	664	721	649	738	793	778	3.77
THE	297	336	250	278	297	244	287	266	306	277	290	-3.37
COTON, FIBRE	1320	1154	1216	1150	1259	1017	1147	1246	1232	1343	1344	0.73
JUTE ET FIBRES SIMIL.	232	208	157	182	132	120	97	85	88	54	74	-12.47
TABAC BRUT	695	677	785	743	701	679	670	683	670	678	619	-1.14
CAOUTCHOUC NATUREL	941	950	861	925	892	838	844	830	865	929	932	-0.36
LAINES EN SUINT	528	418	437	444	399	394	353	316	395	422	409	-2.11
BOVINS 1/	3306	3175	3472	3529	3404	3210	3478	3401	3336	3694	3027	1.06
PORCINS 1/	3629	3284	3875	4382	5202	5496	4680	4889	4876	4973	7178	5.48
VIANOE, TOTAL	3333	3461	3776	3789	3761	3504	3778	3889	3835	4198	4322	2.00
LAIT SEC	125	108	115	137	156	132	145	147	145	135	120	1.33
OEUVS EN COQUILLE	307	327	366	399	431	431	445	441	467	466	482	4.30
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	1130	1233	1335	1474	1599	1613	1711	1564	1621	1666	1753	3.86
POISSON, SECHE, SALE, FUME	156	158	165	191	196	174	173	215	209	244	222	4.02
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	333	277	349	372	416	414	473	521	598	651	680	8.93
POISSON EN CONSERVE	310	297	286	312	335	337	317	350	362	378	403	2.91
CRUST ET MOLL EN CONSERV	64	68	73	80	87	86	90	97	97	104	108	5.20
HUILES DE POISSON	538	511	584	666	666	637	706	607	813	898	827	4.91
FARINES DE POISSON	1187	1115	1104	1245	1183	1027	1288	1230	1163	1303	1399	1.52
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	4417	4890	4094	4547	5103	4507	4660	4456	4356	4756	4391	-0.08
GRUMES DE FEUILLUS	8858	8793	7715	8044	8424	6889	6139	6174	6337	6032	6052	-4.31
BOIS DE TRITER.+PARTIC.	17252	16718	15037	17463	20877	22039	19447	19125	22488	23737	24503	4.15
BOIS DE CHAUFFAGE	1956	1940	1673	1784	2016	1539	1851	2238	2490	2631	2390	3.50
SCIAGES DE CONIFERES	23111	22096	23684	27274	25507	21507	22714	23839	22948	21753	24888	-0.16
SCIAGES DE FEUILLUS	5435	5521	5620	6724	6088	4933	4891	5386	5322	5516	5643	-0.58
PANNEAUX A BASE DE BOIS	7564	7524	8440	9652	8951	8956	8462	8980	9484	9981	10950	2.89
PATE DE BOIS POUR PAPIER	8441	8270	9435	10034	10013	9531	8807	9611	10057	10293	11024	2.01
PAPIERS ET CARTONS	12368	12631	13602	15046	15107	15728	15742	17301	18745	18578	20617	5.01
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	13099	11996	13101	16167	21293	24583	27316	26829	31394	24387	16950	7.55
RIZ USINE	647	725	710	940	994	1599	1127	601	490	586	713	-2.03
ORGE	4118	2225	4137	4559	4311	6019	3258	3531	3326	5907	6530	4.43
MAIS	17664	7493	17809	20175	18863	22097	14985	7861	13431	18014	9172	-2.45
MILLET			1	1	1	1	1	1	1	1	7	
SORGHO	1041	705	830	229	1567	3967	2709	2078	1990	1452	39	-5.24
POMMES DE TERRE	368	664	301	512	297	330	481	158	131	237	172	-10.55
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	4596	5634	4667	4933	5825	6397	8146	7028	6935	5838	6409	3.74
LEGUMINEUSES SECHEES	39	33	39	41	62	85	60	35	77	39	80	5.60
GRAINES DE SOJA	2089	1544	1409	2360	1707	1653	1906	1938	1205	1113	2550	-0.97
HUILE DE SOJA	72	94	103	126	154	198	313	255	197	382	157	13.14
ARACHOIDES DECORTIQUEES	54	59	57	46	54	61	67	54	68	71	73	2.94
HUILE D'ARACHIDE	2	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	
COPRAH	25	38	26	18	20	10	14	14	5	2	5	-20.83
HUILE DE COPRAH	93	48	66	58	89	77	99	79	68	60	66	-0.08
PALMISTES	4	4	4	3	4	4	4	4	5	2	5	
HUILE DE PALMISTE	28	67	58	113	112	184	384	329	292	250	249	24.88
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	3592	3704	3699	4033	4599	5331	5069	6664	4131	4122	3970	2.17
BANANES	224	281	299	298	269	232	155	167	200	217	152	-5.22
ORANGES+TANGER+MANDAR.	693	727	719	690	748	688	645	599	637	697	669	-1.02
CITRONS+LIMES	330	314	326	309	333	308	363	289	272	272	275	-1.87
CAFE VERT+TORREFIE	199	201	178	201	228	203	207	214	236	248	228	2.20
FEVES DE CACAO	256	175	202	198	201	199	178	243	246	253	248	2.01
THE	62	80	71	79	102	116	107	110	129	151	147	7.51
COTON, FIBRE	679	720	681	718	743	638	693	764	841	868	743	1.73

1/ MILLIERS DE TETES
2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
..... MILLIERS DE TONNES METRIQUES												
JUTE ET FIBRES SIMIL.	80	68	70	79	93	111	122	93	45	55	79	-1.49
TABAC BRUT	126	133	135	133	178	196	201	189	202	185	168	4.43
CAOUTCHOUC NATUREL	485	409	433	437	441	418	360	466	435	374	347	-1.96
LAINE EN SUINT	162	161	182	188	182	174	173	219	135	153	149	-1.12
BOVINS 1/	195	224	77	169	173	162	160	183	209	167	166	.97
PORCINS 1/	59	291	507	442	479	844	565	637	519	732	496	14.95
VIANDE, TOTAL	416	757	267	645	956	1226	1091	1132	923	854	907	8.88
LAIT SEC	28	43	29	42	71	78	90	47	58	70	85	9.61
OEUVS EN COQUILLE	37	43	43	47	43	34	36	31	28	21	24	-6.48
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	180	138	202	210	251	145	115	382	468	517	550	13.37
POISSON, SECHE, SALE, FUME	28	18	17	15	20	26	20	40	30	39	34	7.32
CRUSTACES ET MOLLUSQUES				2								
POISSON EN CONSERVE	52	41	39	34	38	39	37	34	32	32	33	-3.44
HUILES DE POISSON	4	7	6	5	22	13	25	16	23	23	24	20.65
FARINES DE POISSON	445	407	384	476	310	233	291	218	274	303	303	-5.09
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	787	885	960	720	1050	960	498	655	629	612	723	-3.66
GRUMES DE FEUILLUS	556	556	442	416	454	487	385	367	375	405	301	-4.66
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	1548	1490	1345	1446	1583	1390	1248	1286	1323	1248	1222	-2.05
BOIS DE CHAUFFAGE	31	31	27	25	25	25	20	25	25	12		
SCIAGES DE CONIFERES	2702	3157	3228	2644	2665	2884	2544	2685	2983	3661	3527	1.53
SCIAGES DE FEUILLUS	366	363	326	268	274	331	213	226	222	214	187	-6.34
PANNEAUX A BASE DE BOIS	1386	1314	1132	1045	1137	1115	939	831	764	795	888	-5.36
PATE DE BOIS POUR PAPIER	1040	1027	1053	1021	1173	1093	1031	1101	1067	1063	1019	.09
PAPIERS ET CARTONS	1706	1712	1709	1784	2044	1968	1965	1732	1689	1717	1717	-0.08
AMERIQUE DU NORD DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	24	36	1	6	8	11	74	63	110	282	279	44.14
RIZ USINE	80	80	82	91	94	106	126	128	141	174	207	10.00
ORGE	195	180	108	157	140	127	198	141	146	105	135	-2.62
MAIS	838	623	476	849	1228	1276	807	352	541	567	937	-1.46
MILLET		1					2		7			
SORGHO			1									
POMMES DE TERRE	213	301	235	242	212	340	344	278	303	330	305	3.41
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	5054	6383	4835	5406	4595	5459	3471	3665	4163	3672	3142	-5.39
LEGUMINEUSES SECHEES	34	53	43	39	43	61	47	48	55	51	56	3.25
GRAINES DE SOJA	419	318	325	351	483	382	468	315	285	247	166	-5.55
HUILE DE SOJA	31	28	35	22	12	9	4	35	17	42	15	-3.89
ARACHIDES DECORTIQUEES	62	55	66	63	55	72	61	67	70	69	79	2.27
HUILE D'ARACHIDE	8	7	6	5	5	4	4	6	5	4	6	-4.11
HUILE DE COPRAH	603	495	503	527	422	476	427	475	400	474	558	-1.30
HUILE DE PALMISTE	416	282	173	163	137	138	132	168	161	251	289	-2.21
TOURTEAUX+TOURT. HOULUS	386	374	426	491	431	443	457	525	690	750	791	7.56
BANANES	2411	2410	2543	2659	2669	2794	2935	2708	2942	3352	3350	3.26
ORANGES+TANGER+MANDAR.	339	380	303	294	320	333	317	329	307	299	330	-.77
CITRONS+LIMES	24	27	34	36	38	43	38	40	51	66	61	9.27
CAFE VERT+TORREFIE	1290	986	1195	1277	1190	1104	1150	1089	1178	1233	1282	.42
FEVES DE CACAO	252	186	226	179	162	264	213	233	218	292	224	1.78
THE	106	117	91	101	107	107	103	97	109	97	110	-.14
COTON,FIBRE												
JUTE ET FIBRES SIMIL.	73	53	59	61	65	63	52	61	59	57	54	-1.32
TABAC BRUT	161	142	173	188	191	176	167	163	214	202	207	2.68
CAOUTCHOUC NATUREL	818	903	846	862	695	759	713	772	906	923	872	.38
LAINE EN SUINT	17	12	15	11	14	20	16	20	22	17	24	5.03
BOVINS 1/	1183	1184	1337	758	731	816	1085	1004	792	893	1410	-.79
PORCINS 1/	46	44	204	137	248	147	295	448	1322	1227	502	35.48
VIANDE, TOTAL	862	755	875	912	854	766	866	808	666	1010	1064	1.80
OEUVS EN COQUILLE	13	19	18	21	12	12	11	22	30	19	20	3.37
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	713	727	800	776	699	735	676	700	688	760	810	.11
POISSON, SECHE, SALE, FUME	37	30	34	31	26	35	33	32	33	32	33	-.06
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	156	158	146	155	146	156	175	213	222	235	261	5.83
POISSON EN CONSERVE	103	78	89	95	99	104	112	126	153	187	218	9.09
CRUST ET MOLL EN CONSERV	35	41	40	41	39	47	54	69	73	84	76	9.46
HUILES DE POISSON	11	8	9	9	12	10	8	9	8	10	11	-.22
FARINES DE POISSON	128	74	40	82	45	56	79	68	81	234	171	7.05

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
***** MILLIERS DE TONNES METRIQUES *****												
POURCENT												
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	2025	2174	2043	2458	2146	1674	1772	2683	2887	2837	2826	3.47
GRUMES DE FEUILLUS	291	294	409	502	471	415	335	424	585	576	645	6.63
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	2039	2273	2516	2504	2249	2348	2000	2409	2173	1976	2805	.37
BOIS DE CHAUFFAGE	181	303	352	377	268	137	113	113	161	160	154	-7.86
SCIAGES DE CONIFERES	19583	25061	28675	26582	22839	22542	21694	28483	31316	34407	33653	4.01
SCIAGES DE FEUILLUS	1287	1351	1431	1571	1422	1557	912	1246	1407	1432	1496	.02
PANNEAUX A BASE DE BOIS	3645	3546	3956	3336	2378	2851	2283	3366	3548	3956	4268	.80
PATE DE BOIS POUR PAPIER	3271	3393	3522	3857	3528	3563	3245	3645	4085	4069	4150	1.99
PAPIERS ET CARTONS	6982	7017	8387	8322	8118	7595	7303	8291	10235	10631	11183	4.18
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	112				32	54	53	51	71	126	67	73
RIZ USINE	6	9	8		8	8	9	10	12	15	19	21
MAIS	1	2	3		3	4	5	11	14	9	11	9
MILLET					1	1	1	1	1	1	1	1
SDRGHD								4				
PODMES DE TERRE									1			
SUCRE+TOTAL(EQUIV.BRUT)	174	185	166	172	151	120	147	157	169	172	149	-1.07
LEGUMINEUSES SECHEES	13	12	13	12	14	13	16	16	22	12	11	1.39
GRAINES DE SOJA	10	21	15		13	41	10	23	36	38		
HUILE DE SOJA	38	33	29	26	32	29	45	53	48	31	21	-.04
ARACHIDES DECORTIQUEES	8	5	12	4	5	9	12	6	13	8	9	4.09
HUILE D'ARACHIDE	2	4	2	3		1	1	1	1	1	1	-13.45
COPRAH	10	11	5	7	4	6	6	4				
HUILE DE COPRAH	18	20	18	19	17	16	20	20	22	20	19	1.09
HUILE DE PALMISTE	17	23	23	28	26	24	20	4	7	9	15	-10.58
TOURTEAUX+DOUT+MOULUS	3	6	30	7	12	19	10	52	11	38	33	18.91
BANANES	29	35	38	35	37	36	36	40	30	60	37	2.63
ORANGES+TANGER+MANDAR.	15	17	18	14	16	16	17	18	24	21	18	2.59
CITRONS+LIMES				1	1	1	1	3	3	4	2	
CAFE VERT+TORREFIE	32	34	26	35	41	38	42	39	37	37	39	2.44
FEVES DE CACAO	16	20	17	15	14	15	13	13	10	7	6	-9.38
THE	33	35	30	30	32	28	30	28	28	27	26	-2.46
COTON+FIBRE	4	5	4	2	2	2	1	1	1	3	1	-15.77
JUTE ET FIBRES SIMIL.	14	12	11	12	9	11	8	8	6	8	9	-5.98
TABAC BRUT	17	13	16	13	15	15	14	14	14	23	24	3.27
CAOUTCHOUC NATUREL	61	55	52	53	54	50	47	40	40	44	43	-3.68
LAINEN SUINT	1	1	1	1					1	2		
BOVINS 1/	1	2	1	1	1				7			
VIANDE, TOTAL	2	2	1	2	4	4	4	5	8	7	5	16.38
LAIT SEC	1	1	1		1		1	1	1	1	1	
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON,FRAIS,CONGELE	19	20	21	22	29	33	33	29	35	41	38	7.91
POISSON,SECHE,SALE,FUME	4	5	3	5	4	4	4	4	5	5	5	1.75
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	3	2	4	4	6	6	8	8	9	10	16.99
POISSON EN CONSERVE	19	25	26	22	27	27	28	25	31	30	31	3.66
CRUST ET MOLL EN CONSERV	6	7	7	6	5	7	8	8	9	8	8	3.39
HUILES DE POISSON	1	1	1	1			1		1	1		
Farines de poisson	13	8	3	4	14	8	8	11	8	13	8	3.94
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	5	2	2					1				
GRUMES DE FEUILLUS	46	26	17	11	2	1	7	1	1	1	2	-32.79
BOIS DE CHAUFFAGE	4	2	2	2	1	1	1	1				
SCIAGES DE CONIFERES	693	754	638	682	697	781	881	642	823	1113	1044	4.16
SCIAGES DE FEUILLUS	346	445	311	304	317	306	290	210	282	317	265	-3.41
PANNEAUX A BASE DE BUIS	137	121	89	99	88	104	111	79	102	112	121	-.67
PATE DE BOIS POUR PAPIER	234	277	239	280	281	286	262	220	243	208	239	-1.38
PAPIERS ET CARTONS	470	652	584	671	739	736	794	558	670	899	813	3.84
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV.DE BLE	5350	6362	7946	7744	9067	8987	9337	9434	10254	11234	10641	6.48
RIZ USINE	887	1584	1885	2233	2266	2537	2827	2727	2405	2725	2756	8.81
DRGE	68	219	647	419	302	459	680	397	743	583	328	12.48
MAIS	685	880	1154	1287	2329	2356	2340	1770	2820	2424	2190	12.74
MILLET	123	112	83	101	106	35	61	100	53	6	6	-22.83

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
..... MILLIERS DE TONNES HETRIQUES												
SORGHO	118	99	149	132	106	153	157	215	399	375	137	9.96
POMMES DE TERRE	149	211	233	307	245	217	270	449	348	425	344	8.57
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	1481	1888	2043	2106	2252	2340	2121	2403	2217	2206	2746	3.85
LEGUMINEUSES SECHEES	77	91	118	209	217	145	153	220	230	215	199	9.44
GRAINES DE SOJA	16	50	22	31	25	11	35	16	20	22	17	-3.81
HUILE DE SOJA	121	256	312	357	336	337	448	405	363	300	233	4.56
ARACHIOES DECORTIQUEES	17	25	27	12	16	9	12	8	6	35	33	-0.86
HUILE O'ARACHIOE	30	22	10	10	16	16	18	27	10	4	16	-6.71
COPRAH	3	3	4	4	3	2	2	3	5	2	2	-3.62
HUILE DE COPRAH	18	20	10	9	7	14	12	10	17	10	19	-1.19
HUILE DE PALMISTE	68	81	106	98	165	243	289	260	190	206	349	15.86
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	54	102	122	157	188	241	259	230	298	295	375	17.49
BANANES	41	47	31	17	18	28	59	26	29	10	11	-9.66
ORANGES+TANGER+MANOAR.	10	12	12	12	10	9	9	9	9	6	7	-4.66
CITRONS+LIMES		1	1		1	1	1	1	1	1	1	
CAFE VERT+TORREFIE	78	59	83	76	80	103	67	115	97	103	89	3.78
FEVES DE CACAO	1	3	1	1	1	1	1	5	1	2	1	-0.08
THE	42	46	56	70	57	69	56	57	61	70	73	3.91
COTON, FIBRE	46	51	42	48	44	64	84	90	99	98	120	11.37
JUTE ET FIBRES SIMIL.	61	73	58	58	64	50	49	58	37	48	45	-4.31
TRBAC BRUT	46	49	62	62	56	49	48	52	46	53	59	.12
CAOUTCHOUC NATUREL	18	22	21	20	21	26	23	23	23	22	24	2.12
LAINE EN SUINT	3	3	4	3	2	2	1	2	1	2	2	-8.37
BOVINS 1/	632	690	776	835	824	895	839	919	1007	703	712	1.52
PORCINS 1/	1	1	1	1	1	2	2	3	4	1		
VIANOE, TOTAL	84	110	139	137	142	151	220	186	214	236	267	10.72
LAIT SEC	23	23	24	23	33	32	27	31	51	48	49	8.96
OEUVS EN COQUEILLE	13	21	44	35	50	52	71	78	49	47	16	5.79
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	348	249	291	328	838	859	736	630	562	628	696	9.83
POISSONS SECHE, SALE, FUME	55	21	34	44	56	70	40	46	30	30	31	-1.70
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	16	17	19	6	3	2	1	1	1	1	1	-29.04
POISSON EN CONSERVE	137	114	153	146	135	139	113	72	62	67	68	-0.62
HUILES DE POISSON	3	2	3	2		1	1					
FARINES DE POISSON	13	17	27	24	24	25	32	37	49	30	39	10.33
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	43	31	32	73	94	84	110	169	171	171	171	20.58
GRUMES DE FEUILLUS	172	286	197	204	326	225	241	321	318	325	305	5.05
BOIS DE CHAUFFAGE					1	1						
SCIAGES DE CONIFERES	829	1251	763	1019	905	1409	1531	1827	1790	1478	1227	6.46
SCIAGES DE FEUILLUS	168	155	202	203	194	232	193	183	183	154	166	-5.53
PANNEAUX A BASE DE BOIS	192	310	263	316	359	321	258	290	198	198	206	-2.51
PATE DE BOIS POUR PAPIER	95	97	102	104	120	135	116	149	143	141	147	5.03
PAPIERS ET CARTONS	456	496	519	529	537	671	579	563	538	559	567	1.72
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE, EQUIV. DE BLE	8981	8152	10787	10718	12099	11969	11357	12070	12135	11378	9447	1.94
RIZ USINE	489	428	432	1339	1064	792	609	950	622	1036	1991	9.92
ORGE	207	203	358	323	484	413	334	527	470	453	395	7.43
MAIS	2438	3590	4714	3954	8988	7027	3464	6857	5473	5324	5590	5.91
MILLET	6	2	4	6	3	2	3	4				
SORGHO	554	1440	1442	1876	2927	3578	3228	3005	3158	4550	1563	12.73
POMMES DE TERRE	174	198	205	251	340	191	191	166	187	158	236	-0.97
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	286	646	882	717	1567	1489	1424	1536	1103	380	428	1.82
LEGUMINEUSES SECHEES	299	400	291	284	816	878	740	517	508	608	523	6.81
GRAINES DE SOJA	444	628	971	952	1205	2235	2200	1393	1805	2120	1481	13.70
HUILE DE SOJA	243	245	351	372	432	433	656	554	724	551	562	10.35
ARACHIOES DECORTIQUEES	38	8	14	11	13	13	18	7	19	29	15	.92
HUILE O'ARACHIOE	64	136	85	9	2	4	1	2	1	1	1	-42.19
COPRAH	1											-4.35
HUILE DE COPRAH	88	26	39	15	25	19	21	14	13	10	34	-10.20
PALMISTES	2	1	2	1	1	1	1	3	1			
HUILE DE PALMISTE	16	16	8	6	16	12	7	2	2	3		
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	413	593	647	710	968	961	1135	1199	1221	1257	1226	11.08
BANANES	184	228	287	391	434	446	317	231	228	216	257	-5.53
ORANGES+TANGER+MANOAR.	19	26	22	44	57	36	25	20	19	21	17	-3.82
CITRONS+LIMES	3	4	6	4	2	3	2	2	2	5	2	-5.59
CAFE VERT+TORREFIE	86	54	58	93	49	60	59	49	55	41	25	-7.43

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUTS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
***** MILLIERS DE TONNES METRIQUES *****												
FEVES DE CACAO	7	3	3	2	3	10	13	3	6	7	9	8.76
THE	13	14	16	19	16	14	13	14	13	15	13	-0.84
COTON, FIBRE	56	85	71	91	79	93	79	76	121	115	170	7.56
JUTE ET FIBRES SIMIL.	30	15	12	18	36	34	14	13	13	3	4	-15.15
TABAC BRUT	17	18	16	17	28	24	21	19	15	16	14	-1.27
CAOUTCHOUC NATUREL	165	170	182	182	187	184	155	166	200	194	221	1.76
LAINEN SUINT	8	6	7	9	13	12	13	8	9	12	9	3.81
BOVINS 1/	516	490	583	928	419	464	430	155	192	184	120	-15.17
PORCINS 1/	59	36	32	21	10	26	58	17	9	7	4	-18.59
VIANDER, TOTAL	172	197	373	365	336	414	341	262	298	369	667	7.51
LAIT SEC	73	181	138	120	153	157	140	118	152	107	90	-0.82
DEUFS EN COQUILLE	9	14	11	17	19	18	25	14	10	9	13	-0.33
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	98	90	109	134	111	97	107	91	82	81	78	-2.87
POISSON, SECHE, SALE, FUME	56	48	46	46	56	52	52	47	47	49	49	-4.46
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	4	5	5	9	8	10	9	7	4	7	10	5.02
POISSON EN CONSERVE	43	49	60	74	92	87	79	44	41	44	43	-2.55
CRUST ET MOLL EN CONSERV	1	1	1	2	2	2	1	1	1	1	1	0.70
HUILES DE POISSON	43	27	36	67	43	64	35	69	34	20	15	-6.03
FARINES DE POISSON	75	64	108	138	163	126	108	61	97	87	91	-0.15
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	43	26	34	54	128	156	162	160	144	143	143	19.43
GRUMES DE FEUILLUS	73	69	105	65	57	30	29	30	75	88	97	-0.68
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.				31	35	24	16	16	8	8	8	
BOIS DE CHAUFFAGE	6	12	4	4	5	7	5	3	4	6	6	-4.18
SCIAGES DE CONIFERES	1467	1486	1715	1524	2184	1874	1477	1666	1938	1860	1995	2.38
SCIAGES DE FEUILLUS	427	520	679	692	917	642	652	597	735	696	777	3.49
PANNEAUX A BASE DE BOIS	184	234	304	401	493	499	482	519	454	429	420	7.78
PATE DE BOIS POUR PAPIER	536	462	530	653	760	762	735	645	766	773	814	4.87
PAPIERS ET CARTONS	1756	2162	1869	1856	2395	2437	2278	1958	1796	1735	1860	-0.59
PROCHE-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+ FARINE, EQUIV. DE BLE	7658	9207	10320	10703	12836	13999	14163	16787	19461	18160	16979	9.12
RIZ USINE	1106	1456	1548	1887	1790	2020	1991	2244	2391	2247	2121	6.33
ORGE	465	991	852	1493	2361	3290	5002	3873	9263	6148	5645	30.88
MAIS	1009	1492	1850	2369	2685	3745	3805	4083	4177	4525	4935	15.92
MILLET	10	6	4	4	2	2	3	4	4	5	2	-7.26
SORGOHO	197	189	254	109	101	132	340	59	317	34	11	-17.10
POMMES DE TERRE	164	230	231	282	353	426	422	373	380	317	286	5.89
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	1694	2266	2400	3463	3263	3405	3947	3427	3786	3348	3478	6.27
LEGUMINEUSES SECHEES	234	202	213	258	257	359	308	281	325	277	290	3.67
GRAINES DE SOJA	29	63	138	180	99	116	108	94	79	175	296	12.41
HUILE DE SOJA	332	233	281	381	442	504	529	717	667	604	443	8.80
ARACHIDIES DECORTIQUEES	8	15	6	8	16	9	7	7	7	8	6	-4.29
HUILE D'ARACHIOE	2	2	1	1	3	1	1	1	1			
COPRAH	7	1										
HUILE DE COPRAH	31	8	7	4	14	12	16	13	13	14	58	9.25
PALMISTES	5										1	
HUILE DE PALMISTE	76	148	164	187	148	291	376	418	456	496	656	21.29
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	238	379	459	442	406	543	674	860	1121	1304	1297	17.70
BANANES	308	277	289	319	300	316	285	255	226	182	146	-5.86
ORANGES+TANGER+MANDAR.	636	555	472	512	541	619	634	627	613	508	465	-5.52
CITRONS+LIMES	54	52	45	77	79	77	80	87	98	81	70	5.26
CAFE VERT+TORREFIE	51	53	42	40	46	56	74	75	64	64	57	4.09
FEVES DE CACAO	4	2	4	1	2	5	5	6	5	5	6	11.12
THE	157	150	205	188	183	171	168	194	239	213	218	3.22
COTON, FIBRE	7	37	21	41	22	24	27	27	29	56	78	13.21
JUTE ET FIBRES SIMIL.	40	31	24	41	20	25	37	34	32	28	30	-0.75
TABAC BRUT	45	45	52	60	47	61	75	79	83	69	67	5.78
CAOUTCHOUC NATUREL	50	49	46	37	40	52	65	86	82	79	90	8.25
LAINEN SUINT	27	32	17	18	18	19	13	18	18	21	21	-2.63
BOVINS 1/	184	389	390	386	503	736	728	598	582	436	414	6.54
PORCINS 1/		5										
VIANDER, TOTAL	334	482	582	676	980	1302	1284	1266	1238	1227	1229	13.62
LAIT SEC	5	10	11	20	14	24	28	24	28	26	14	12.81
DEUFS EN COQUILLE	77	83	84	75	109	153	161	156	166	124	98	6.30

1/ MILLIERS DE TETES
2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS
(suite)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
----- POURCENT -----												
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS+CONGELE	54	50	69	55	77	107	116	137	137	137	139	12.61
POISSON, SECHE+SALE, FUME	2	2	3	3	3	6	5	5	5	5	5	10.46
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	1	2	1	2	2	2	2	1	2	1	1	3.21
POISSON EN CONSERVE	36	39	55	51	70	64	57	56	43	44	44	.65
CRUST ET MOLL EN CONSERV				1	1	2	3	2	2	2	2	
HUILES DE POISSON	2	2	1	1	1	1	1	1	1	1	1	-11.31
FARINES DE POISSON	51	136	56	58	77	147	113	106	133	111	133	7.69
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	196	231	176	126	173	205	275	319	316	435	187	5.98
GRUMES DE FEUILLUS	86	55	68	42	57	46	5	6	11	37	23	-16.62
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	9	13	36	40	14	4	9	9	4	5	47	-5.54
BOIS DE CHAUFFAGE	180	159	163	119	126	146	183	169	202	157	214	2.34
SCIAGES DE CONIFERES	2202	3063	2441	2689	3242	3498	3938	4179	4563	4139	3021	5.36
SCIAGES DE FEUILLUS	406	659	620	469	630	550	630	758	811	838	669	4.06
PANNEAUX A BASE DE BOIS	597	749	804	931	1072	1425	1588	1324	1450	1510	1515	9.85
PATE DE BOIS POUR PAPIER	159	135	127	113	121	111	110	178	171	196	197	3.99
PAPIERS ET CARTONS	725	866	889	905	975	1042	1008	1006	1205	1532	1531	6.74
EXTREME-ORIENT EN DEV.												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+FARINE,EQUIV. DE BLE	13644	7213	8058	8808	8897	7794	9707	11519	10772	9825	11221	1.61
RIZ USINE	3698	3848	3465	3392	4497	4404	2083	3225	2467	2579	1185	-8.01
ORGE	8	327	107	106	206	270	916	450	1624	235	84	23.51
MAIS	1971	2662	3360	4328	4120	4740	5051	6439	5068	5640	5555	9.93
MILLET	29	10	1	2	3	3	6	4	5	4	5	-4.24
SORGHO	398	19	49	144	62	178	445	223	419	391	292	19.68
POMMES DE TERRE	93	104	117	143	155	145	147	160	148	151	161	4.76
SUCRE,TOTAL(EQUIV.+BRUT)	1116	1435	1866	1935	2607	2807	2310	2138	2317	4300	3761	10.71
LEGUMINEUSES SECHEES	90	91	167	207	207	377	380	373	469	562	841	23.64
GRAINES DE SOJA	433	370	489	728	874	1093	1219	1137	1355	1459	1678	16.24
HUILE DE SOJA	194	529	583	841	1004	981	976	927	1356	721	575	8.88
ARACHIDES DECORTIQUEES	43	23	28	39	67	93	152	144	82	110	173	19.77
HUILE D'ARACHIDE	48	64	42	36	38	34	36	55	38	43	42	-1.56
COPRAH	96	99	163	74	115	110	81	51	89	135	149	.45
HUILE DE COPRAH	55	87	158	91	58	151	83	90	86	64	123	1.22
PALMISTES	5	5	6	10	15	6	3	12	5	4	1	-11.70
HUILE DE PALMISTE	372	842	847	1058	1757	1436	1561	1679	1944	2565	2907	17.02
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	533	717	804	965	1005	1026	1339	1524	1737	1210	1939	11.59
BANANES	45	48	57	69	59	49	59	51	71	69	73	3.68
ORANGES+TANGER+MANDAR.	199	215	222	208	238	273	249	287	253	255	270	3.04
CITRONS+LIMES			4	6	7	8	8	9	10	13	14	
CAFE VERT+TORREFIE	42	32	19	27	19	36	51	72	96	91	107	16.21
FEVES DE CACAO	9	8	12	17	27	45	60	61	50	57	58	25.00
THE	70	81	77	84	86	97	94	110	127	114	113	5.46
COTON+FIBRE	794	843	860	827	888	775	788	865	993	962	1139	2.52
JUTE ET FIBRES SIMIL.	122	55	64	80	119	109	165	142	155	131	189	9.28
TABAC BRUT	58	68	64	69	82	88	69	63	68	66	62	-.04
CAOUTCHOUK NATUREL	142	160	193	215	182	208	226	198	277	250	296	6.20
LAINE EN SUINT	27	32	29	30	33	39	34	36	35	46	53	5.45
BOVINS 1/	279	293	324	356	343	362	367	363	320	293	297	.34
PORCINS 1/	3004	3023	3123	3095	4552	3194	3414	3323	3188	3226	3469	.02
VIANDER TOTAL	173	212	279	297	227	266	352	360	330	325	339	5.97
LAIT SEC	84	99	143	159	161	162	130	140	160	168	194	5.78
DEUFS EN COQUEILLE	57	64	68	75	76	75	80	78	89	87	95	4.41
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS+CONGELE	157	162	185	229	210	258	280	294	367	382	464	11.22
POISSON, SECHE+SALE, FUME	21	18	21	21	28	22	26	54	56	57	57	12.24
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	90	95	119	180	122	115	132	140	152	171	181	5.71
POISSON EN CONSERVE	112	84	83	79	96	78	92	51	48	49	53	-7.39
CRUST ET MOLL EN CONSERV	16	15	16	14	18	16	21	22	21	22	23	5.17
HUILES DE POISSON	7	4	4	4	2	2	3	3	5	22	20	11.90
FARINES DE POISSON	85	93	131	164	148	158	251	171	173	197	220	8.71
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	750	1200	2426	2128	1536	1186	1548	2116	2073	2217	2444	7.43
GRUMES DE FEUILLUS	7505	8558	9371	9355	6526	5985	5415	5789	4986	4337	5761	-6.23
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.		1	2	2	1	3	3	117	118	83		
BOIS DE CHAUFFAGE	462	546	489	519	560	588	741	749	727	773	776	5.78
SCIAGES DE CONIFERES	214	228	235	80	87	72	45	46	49	37	35	-18.75

1/ MILLIERS DE TETES

2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

6. VOLUME DES IMPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
----- MILLIERS DE TONNES METRIQUES -----												
SCIAGES DE FEUILLUS	1463	1741	1829	2345	1850	1762	1910	1840	1778	1361	1506	-1.24
PANNEAUX A BASE DE BOIS	472	495	575	610	724	821	680	794	652	585	667	2.99
PATE DE BOIS POUR PAPIER	423	555	696	735	728	815	791	1090	1045	1120	1181	9.55
PAPIERS ET CARTONS	1459	1495	1830	1995	2072	2247	2349	2313	2536	2495	2569	5.87
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES												
BLE+ FARINE, EQUIV. DE BLE	3798	9164	10271	11756	13243	15688	15565	12643	11234	6624	7460	2.44
RIZ USINE	282	214	250	619	652	441	578	205	497	705	943	10.04
ORGE	333	265	336	704	402	354	509	481	430	369	481	3.12
MAIS	2150	2222	3064	5412	4438	3287	4117	5569	3015	3108	3664	3.65
SORGHO	255	394	473	517	417	840	767	534	597	564	728	7.60
SUCRE, TOTAL (EQUIV. BRUT)	952	1895	1587	1368	1114	1294	2373	2130	1456	2088	1417	3.48
LEGUMINEUSES SECHEES	39	49	68	58	72	91	124	88	93	89	100	8.90
GRAINES DE SOJA	829	985	1172	1696	1529	1682	1516	1420	1345	1470	2032	5.73
HUILE DE SOJA	27	149	137	143	136	56	63	36	25	43	194	-3.32
ARACHIDES DECORTIQUEES			2	1			6					
HUILE D'ARACHIDE								20	1			2
COPRAH					1	3	3	7	1	3		7
HUILE DE COPRAH	29	22	19	27	31	26	31	26	27	29	54	4.92
PALMISTES						2	1					
HUILE DE PALMISTE	3	30	14	48	63	26	24	18	21	73	205	23.36
TOURTEAUX+TOURT. MOULUS	29	41	55	1	9	14	15	33	50	48	32	7.41
BANANES	15							20	20	40	50	
ORANGES+TANGER+MANDAR.			1		2	1	1	5	2	3	4	
CAFE VERT+TORREFIE	7	6	6	5	6	7	17	30	16	16	12	14.11
FEVES DE CACAO	11	12	15	17	17	4	23	10	12	6	27	.63
THE	5	5	6	5	5	4	4	5	6	6	5	.67
COTON, FIBRE	428	422	818	835	1235	1021	824	521	369	362	461	-3.55
JUTE ET FIBRES SIMIL.	27	34	39	36	47	25	44	36	24	3	41	-8.52
TABAC BRUT	13	15	19	22	32	54	46	21	28	45	33	9.57
CAOUTCHOUC NATUREL	248	316	300	333	358	220	232	337	321	264	335	.53
LAINE EN SUINT	22	22	28	51	60	94	112	116	85	149	194	24.58
BOVINS 1/	1				2		1	1	4	10	8	
PORCINS 1/	2	1	4	3	3	5	3	3	2	2	4	4.30
VIANDER, TOTAL	10	4	11	18	16	23	27	28	32	38	54	22.08
PRODUITS HALIEUTIQUES												
POISSON, FRAIS, CONGELE	4	6	4	4	2	3	3	3	4	5	5	.14
POISSON, SECHE, SALE, FUME	1	1	1	1	1	1						
CRUSTACES ET MOLLUSQUES	3	4	9	14	20	2	5	4	2	2	2	-12.35
POISSON EN CONSERVE	5	1	1	1	2	2	2	2	3	2	3	3.91
CRUST ET MOLL EN CONSERV						1	1	1	1	1	1	
HUILES DE POISSON	1	1	2	2	1	1	1	1	3	4	4	11.07
FARINES DE POISSON	136	124	142	168	154	160	226	205	262	262	286	8.86
PRODUITS FORESTIERS 2/												
GRUMES DE CONIFERES	618	419	389	422	630	1181	3115	5391	6776	7576	5976	41.50
GRUMES DE FEUILLUS	4437	5994	7170	6810	6509	5286	4762	5431	4634	4630	5634	-1.72
BOIS DE TRITUR.+PARTIC.	711	711	728	1069	843	1957	1192	2005	1563	811	811	4.73
SCIAGES DE CONIFERES	29	29	29	29	31	10	6	11	15	9	8	-13.65
SCIAGES DE FEUILLUS	30	38	56	96	139	197	293	423	519	529	700	39.48
PANNEAUX A BASE DE BOIS	12	13	24	36	51	260	287	314	710	551	592	58.19
PATE DE BOIS POUR PAPIER	235	175	208	210	427	525	440	683	672	737	822	17.70
PAPIERS ET CARTONS	217	297	411	427	650	662	510	678	634	987	1401	15.76

1/ MILLIERS DE TETES
 2/ TOUS LES PRODUITS FORESTIERS, A L'EXCEPTION DE LA PATE A PAPIER ET DES PAPIERS ET CARTONS, SONT EXPRIMES EN MILLIERS DE METRES CUBES

7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
*****1979-81=100*****												
POURCENT												
HONOE												
PRODUITS AGRICOLES	60	69	78	91	105	104	95	93	98	92	98	3.90
ALIMENTATION HUMAINE	59	65	75	88	104	107	96	92	97	90	94	4.12
ALIMENTATION ANIMALE	54	67	73	86	101	113	105	115	100	83	100	5.06
MATIERES PREMIERES	65	75	82	97	103	100	93	93	99	94	95	2.98
BOISSONS	67	97	93	105	110	85	89	90	103	106	133	3.29
PRODUITS FORESTIERS	60	65	73	94	107	98	89	91	97	95	110	4.80
PAYS DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	58	64	75	89	105	106	96	92	95	88	96	4.21
ALIMENTATION HUMAINE	58	62	73	87	105	107	96	91	93	85	93	4.07
ALIMENTATION ANIMALE	50	60	74	88	103	109	103	114	95	80	96	5.24
MATIERES PREMIERES	59	73	80	98	102	100	98	93	101	97	100	3.98
BOISSONS	54	69	79	101	103	96	96	93	98	106	135	6.30
PRODUITS FORESTIERS	61	66	74	93	107	100	91	92	99	98	115	5.03
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	54	62	76	92	105	103	97	94	96	97	118	5.95
ALIMENTATION HUMAINE	54	61	75	90	106	104	96	92	94	95	116	5.79
ALIMENTATION ANIMALE	47	58	71	87	98	115	118	129	117	102	103	8.23
MATIERES PREMIERES	59	63	83	105	100	96	96	97	104	106	124	5.85
BOISSONS	53	65	79	101	103	96	95	93	98	109	139	6.93
PRODUITS FORESTIERS	59	63	72	93	109	98	89	88	96	97	120	5.39
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	72	87	86	98	102	100	94	85	80	80	85	-0.06
ALIMENTATION HUMAINE	72	87	85	99	102	99	90	80	79	77	79	-0.75
ALIMENTATION ANIMALE	134	134	117	113	96	91	116	100	75	97	73	-5.10
MATIERES PREMIERES	70	89	87	93	103	104	104	95	81	84	95	.97
BOISSONS	65	78	90	104	103	94	97	103	96	94	109	3.20
PRODUITS FORESTIERS	74	84	88	97	104	99	97	100	100	99	104	2.49
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	58	60	73	86	104	110	95	94	99	76	69	2.54
ALIMENTATION HUMAINE	60	58	71	84	103	112	95	94	98	73	64	2.11
ALIMENTATION ANIMALE	51	58	75	88	107	105	93	106	82	67	95	3.88
MATIERES PREMIERES	54	69	80	95	104	101	96	92	109	96	83	3.91
BOISSONS	49	111	75	94	110	95	91	79	91	88	123	3.37
PRODUITS FORESTIERS	62	66	74	93	105	102	91	96	104	100	111	5.12
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	61	69	68	82	107	111	103	89	92	96	95	4.22
ALIMENTATION HUMAINE	60	62	65	77	109	114	104	88	91	94	91	4.57
ALIMENTATION ANIMALE	55	125	119	127	74	100	103	95	73	60	74	-2.81
MATIERES PREMIERES	62	84	74	95	103	102	99	90	93	99	105	3.52
BOISSONS	67	63	68	74	94	132	139	157	177	158	182	13.02
PRODUITS FORESTIERS	45	54	59	83	106	111	94	83	89	81	102	6.42
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	66	81	84	95	104	101	92	94	106	99	103	3.34
ALIMENTATION HUMAINE	62	72	79	91	102	107	95	95	108	102	98	4.25
ALIMENTATION ANIMALE	59	75	72	83	98	118	106	117	106	86	103	4.93
MATIERES PREMIERES	73	77	85	97	104	99	85	92	96	88	88	1.43
BOISSONS	74	112	100	107	113	80	85	88	106	106	133	1.98
PRODUITS FORESTIERS	54	59	66	101	110	89	82	88	83	80	88	3.47

7. INDICES DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (1In)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
*****1979-81=100*****												
POURCENT												
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	78	101	98	105	105	90	84	79	90	88	104	-1.15
ALIMENTATION HUMAINE	75	90	102	102	106	92	82	73	85	81	93	-1.76
ALIMENTATION ANIMALE	98	124	77	128	94	78	80	88	60	59	58	-6.35
MATERES PREMIERES	76	78	78	94	99	107	90	93	104	96	96	2.52
BOISSONS	82	129	102	115	105	80	84	81	93	99	127	-0.05
PRODUITS FORESTIERS	68	71	78	91	124	85	70	67	69	66	65	-1.86
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	65	81	85	94	104	102	91	97	105	101	100	3.31
ALIMENTATION HUMAINE	62	73	78	90	101	109	92	100	109	105	93	4.30
ALIMENTATION ANIMALE	52	76	71	79	95	125	104	122	109	84	93	5.12
MATERES PREMIERES	71	84	97	95	101	104	93	83	85	80	62	-1.47
BOISSONS	78	105	102	107	116	77	86	87	102	103	134	1.78
PRODUITS FORESTIERS	32	40	48	81	111	109	90	96	115	98	106	11.89
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	77	78	85	89	99	112	110	104	106	91	91	2.34
ALIMENTATION HUMAINE	56	63	76	82	98	120	123	115	113	96	103	6.44
ALIMENTATION ANIMALE	115	113	78	94	121	85	60	49	66	21	31	-13.47
MATERES PREMIERES	113	103	100	100	100	100	91	90	99	86	75	-2.80
BOISSONS	48	68	79	104	85	111	74	64	68	47	40	-3.45
PRODUITS FORESTIERS	49	56	46	78	86	136	152	164	205	156	174	16.66
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	58	72	74	91	105	104	91	93	111	96	97	4.48
ALIMENTATION HUMAINE	57	67	68	88	100	112	100	93	117	100	92	5.43
ALIMENTATION ANIMALE	66	71	78	90	104	106	110	99	98	81	103	3.39
MATERES PREMIERES	59	64	75	95	109	95	75	91	91	80	90	2.83
BOISSONS	59	115	95	95	115	90	81	98	139	126	135	4.97
PRODUITS FORESTIERS	57	62	67	110	108	82	80	88	75	76	85	2.20
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	68	66	80	93	106	101	100	107	123	140	160	8.31
ALIMENTATION HUMAINE	70	64	79	90	106	103	95	94	109	128	143	6.86
ALIMENTATION ANIMALE	17	14	10	24	97	179	177	335	251	295	502	50.45
MATERES PREMIERES	75	83	89	111	102	87	113	145	170	185	203	10.26
BOISSONS	43	81	93	106	105	89	107	116	149	140	170	10.18
PRODUITS FORESTIERS	55	62	82	101	96	103	87	93	85	84	95	3.45

8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
-----1979-81=100-----												
POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	79	81	89	93	102	106	105	105	109	107	106	3.20
ALIMENTATION HUMAINE	78	81	89	92	102	106	104	104	108	106	103	3.02
ALIMENTATION ANIMALE	73	75	90	90	100	110	115	122	116	123	133	6.07
MATERIES PREMIERES	93	94	100	100	101	99	97	100	102	102	107	.91
BOISSONS	90	84	88	100	97	102	104	103	110	116	108	2.78
PRODUITS FORESTIERS	87	90	96	101	102	97	94	103	108	109	114	2.21
PAYS DEVELOPPEES												
PRODUITS AGRICOLES	76	77	88	91	103	105	103	102	106	100	99	2.96
ALIMENTATION HUMAINE	76	77	88	91	104	106	102	101	106	100	98	2.84
ALIMENTATION ANIMALE	67	67	87	92	101	107	112	121	107	110	115	5.60
MATERIES PREMIERES	84	92	95	100	102	99	99	99	102	101	100	1.30
BOISSONS	82	83	82	100	96	104	105	103	111	115	105	3.30
PRODUITS FORESTIERS	86	88	94	100	102	98	95	105	110	112	117	2.79
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	77	75	85	91	99	109	108	115	124	131	135	6.35
ALIMENTATION HUMAINE	77	75	85	91	100	109	106	114	124	131	138	6.38
ALIMENTATION ANIMALE	63	64	85	92	94	114	136	144	139	152	127	9.24
MATERIES PREMIERES	88	85	94	98	98	104	100	109	120	124	126	3.97
BOISSONS	85	83	80	101	94	105	106	102	111	117	106	3.32
PRODUITS FORESTIERS	83	84	93	101	100	99	97	107	116	118	122	3.75
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	91	108	94	102	98	100	100	95	95	99	98	-.05
ALIMENTATION HUMAINE	90	108	94	102	98	100	100	94	95	100	99	.02
ALIMENTATION ANIMALE	141	126	118	109	96	95	111	93	76	118	73	-4.46
MATERIES PREMIERES	101	109	99	96	100	104	108	96	83	87	91	-1.72
BOISSONS	81	92	93	100	100	100	104	112	109	107	90	1.75
PRODUITS FORESTIERS	107	109	112	103	100	97	98	102	104	104	108	-.36
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	73	73	88	92	103	104	100	98	99	80	75	.80
ALIMENTATION HUMAINE	74	73	88	92	103	105	100	98	99	79	72	.54
ALIMENTATION ANIMALE	66	65	85	90	107	103	99	111	92	88	113	4.20
MATERIES PREMIERES	71	84	92	98	105	97	96	92	97	92	85	1.07
BOISSONS	44	64	75	87	111	102	98	94	96	104	113	6.97
PRODUITS FORESTIERS	84	88	91	99	103	98	92	103	106	107	114	2.46
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	74	85	93	78	123	99	105	94	107	140	140	5.43
ALIMENTATION HUMAINE	72	83	92	75	125	100	106	93	108	142	141	5.84
ALIMENTATION ANIMALE	119	141	134	150	67	83	102	98	67	74	96	-5.42
MATERIES PREMIERES	108	112	103	110	98	93	100	106	100	110	122	.41
BOISSONS	86	73	77	86	100	115	113	160	165	157	191	10.20
PRODUITS FORESTIERS	67	79	81	94	105	101	87	88	89	87	96	2.00
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	86	94	94	96	97	107	109	115	117	125	124	3.79
ALIMENTATION HUMAINE	86	97	93	97	96	107	109	115	117	125	119	3.55
ALIMENTATION ANIMALE	78	83	93	88	98	114	118	122	123	134	149	6.42
MATERIES PREMIERES	104	97	105	101	101	98	94	101	102	103	114	.47
BOISSONS	100	86	96	100	100	100	103	102	110	116	113	2.12
PRODUITS FORESTIERS	97	98	104	107	102	91	86	94	94	93	98	-.83

8. INDICES DU VOLUME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
-----1979-81=100-----												
POURCENT												
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	108	99	100	100	101	99	101	96	89	94	98	-1.01
ALIMENTATION HUMAINE	103	96	100	98	103	99	102	96	88	93	97	-0.73
ALIMENTATION ANIMALE	143	132	96	128	96	76	90	104	71	93	80	-5.07
MATIERES PREMIERES	108	93	96	100	98	101	92	94	104	105	115	.75
BOISSONS	125	105	106	104	94	102	104	87	90	98	105	-1.64
PRODUITS FORESTIERS	109	107	107	108	106	86	84	84	93	86	81	-3.15
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	82	100	95	98	92	110	104	121	116	127	108	3.25
ALIMENTATION HUMAINE	84	105	95	100	89	110	103	121	115	126	105	2.68
ALIMENTATION ANIMALE	69	85	88	85	98	117	113	133	129	141	128	6.86
MATIERES PREMIERES	90	98	130	103	102	95	85	84	80	89	67	-3.50
BOISSONS	93	73	92	101	102	98	104	111	118	125	113	3.74
PRODUITS FORESTIERS	49	59	71	92	105	103	94	113	127	118	124	9.01
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	78	79	98	88	97	116	137	136	133	110	111	4.85
ALIMENTATION HUMAINE	68	74	95	85	96	119	143	143	139	115	116	6.59
ALIMENTATION ANIMALE	174	116	102	101	122	77	53	54	62	20	33	-15.83
MATIERES PREMIERES	156	112	122	107	98	94	99	100	104	86	89	-3.96
BOISSONS	76	88	81	103	86	111	93	89	102	80	65	-0.63
PRODUITS FORESTIERS	66	69	59	90	85	124	138	163	219	173	190	14.17
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	86	88	89	94	100	107	118	107	120	118	140	4.62
ALIMENTATION HUMAINE	85	91	80	94	100	106	120	111	127	120	137	5.05
ALIMENTATION ANIMALE	83	80	103	91	98	111	124	102	113	121	155	5.18
MATIERES PREMIERES	99	94	95	99	101	100	96	105	104	103	122	1.57
BOISSONS	88	87	91	90	104	106	101	101	119	122	124	3.78
PRODUITS FORESTIERS	108	108	111	112	102	86	83	90	83	87	92	-2.83
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	92	87	91	96	111	93	97	114	128	191	208	7.97
ALIMENTATION HUMAINE	96	91	96	99	112	88	91	99	115	181	182	5.87
ALIMENTATION ANIMALE	19	15	11	27	94	179	184	342	298	363	579	51.11
MATIERES PREMIERES	114	106	92	108	98	94	117	181	229	245	410	13.26
BOISSONS	75	95	97	105	105	90	111	130	143	135	166	6.61
PRODUITS FORESTIERS	99	98	126	107	92	101	93	96	85	88	98	-1.70

9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
*****1979-81=100*****												
POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	60	69	77	91	104	104	96	93	98	94	99	4.09
ALIMENTATION HUMAINE	59	64	74	89	104	107	97	92	97	92	96	4.41
ALIMENTATION ANIMALE	53	68	72	87	101	112	106	115	101	86	100	5.43
MATIERES PREMIERES	66	75	83	98	104	98	91	92	101	96	96	2.93
BOISSONS	63	97	93	104	109	87	88	89	99	101	128	3.08
PRODUITS FORESTIERS	60	67	74	95	108	97	94	91	96	96	111	4.72
PAYS DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	64	73	81	95	104	101	94	91	96	94	104	3.44
ALIMENTATION HUMAINE	64	68	79	93	104	103	95	90	95	93	102	3.71
ALIMENTATION ANIMALE	54	68	72	88	101	112	104	112	94	81	95	4.50
MATIERES PREMIERES	71	78	85	102	103	96	90	92	100	96	94	2.21
BOISSONS	64	98	93	104	110	86	87	88	98	100	130	3.02
PRODUITS FORESTIERS	62	68	76	98	108	94	91	88	94	94	111	4.15
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	64	75	85	99	106	95	92	88	89	91	108	2.91
ALIMENTATION HUMAINE	64	73	85	98	106	96	93	87	87	89	107	2.81
ALIMENTATION ANIMALE	53	66	72	89	101	109	106	107	95	83	99	4.88
MATIERES PREMIERES	71	77	87	104	104	91	89	88	99	102	100	2.48
BOISSONS	61	96	91	104	110	86	86	86	92	95	130	2.91
PRODUITS FORESTIERS	62	67	72	94	110	96	89	84	88	87	112	3.92
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	61	62	68	84	102	114	99	94	97	90	82	4.01
ALIMENTATION HUMAINE	58	54	63	80	101	119	101	90	97	90	79	4.73
ALIMENTATION ANIMALE	57	73	69	82	94	124	100	133	79	63	69	1.62
MATIERES PREMIERES	70	80	81	98	104	98	93	103	99	94	90	2.33
BOISSONS	68	99	89	96	112	92	91	94	101	102	113	2.58
PRODUITS FORESTIERS	78	83	84	86	106	107	99	91	91	95	95	1.64
AMERIQUE DU NORD DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	67	79	87	98	102	100	92	95	113	112	119	4.57
ALIMENTATION HUMAINE	66	71	81	94	100	106	94	98	118	119	119	5.76
ALIMENTATION ANIMALE	73	82	88	104	93	102	91	108	132	111	122	4.70
MATIERES PREMIERES	71	74	81	99	95	105	90	96	108	89	88	2.38
BOISSONS	68	100	101	106	109	85	89	88	104	106	133	2.84
PRODUITS FORESTIERS	66	77	96	103	97	100	102	115	134	137	143	6.99
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	63	78	89	90	106	104	112	99	122	126	123	6.05
ALIMENTATION HUMAINE	64	74	86	91	103	106	128	111	136	134	129	7.41
ALIMENTATION ANIMALE	24	43	186	48	87	165	75	338	107	192	171	17.79
MATIERES PREMIERES	74	75	85	88	107	105	90	78	100	109	105	3.06
BOISSONS	49	94	100	90	114	96	92	87	111	120	128	5.50
PRODUITS FORESTIERS	58	73	70	85	104	110	122	83	103	117	115	6.16
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	48	57	67	81	105	114	102	97	103	92	87	6.05
ALIMENTATION HUMAINE	47	54	64	79	105	116	104	98	102	90	82	6.19
ALIMENTATION ANIMALE	40	66	70	81	100	118	123	142	164	129	148	12.72
MATIERES PREMIERES	53	66	76	89	106	105	93	91	101	96	101	5.16
BOISSONS	61	87	95	103	100	97	88	94	110	104	111	3.53
PRODUITS FORESTIERS	49	62	68	84	104	112	108	105	106	106	111	7.55

9. INDICES DE LA VALEUR DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
*****1979-81=100*****												
POURCENT												
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	49	61	72	81	105	114	100	94	93	93	87	5.24
ALIMENTATION HUMAINE	47	57	69	79	106	115	102	95	93	93	85	5.72
ALIMENTATION ANIMALE	23	46	60	79	99	122	116	93	124	114	141	14.85
MATIERES PREMIERES	60	74	85	94	99	106	106	102	107	115	111	5.30
BOISSONS	70	101	99	93	105	103	71	82	74	75	89	-1.33
PRODUITS FORESTIERS	58	73	71	82	94	124	108	110	97	93	92	4.61
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	48	52	63	79	110	111	87	78	85	75	70	3.75
ALIMENTATION HUMAINE	47	50	62	75	112	113	87	78	84	75	69	3.91
ALIMENTATION ANIMALE	37	64	62	81	102	116	118	125	126	95	94	8.97
MATIERES PREMIERES	50	63	72	96	106	98	80	73	94	84	87	3.59
BOISSONS	55	68	67	129	87	84	73	54	53	49	56	-3.43
PRODUITS FORESTIERS	54	63	63	74	111	115	114	89	84	83	85	4.37
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	43	54	63	76	101	122	116	113	127	109	98	9.42
ALIMENTATION HUMAINE	42	50	59	74	102	124	117	111	124	105	92	9.62
ALIMENTATION ANIMALE	42	73	83	83	87	130	136	199	240	252	246	19.06
MATIERES PREMIERES	57	76	81	91	96	113	106	126	134	127	130	7.96
BOISSONS	54	87	118	97	106	97	102	112	149	127	121	6.11
PRODUITS FORESTIERS	54	78	75	78	103	119	116	107	110	121	110	6.81
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	61	65	73	85	103	112	100	105	116	104	99	5.63
ALIMENTATION HUMAINE	61	60	71	83	104	113	100	105	111	99	90	5.33
ALIMENTATION ANIMALE	45	68	70	85	107	108	123	138	163	97	153	10.77
MATIERES PREMIERES	64	79	81	92	101	107	98	99	120	112	114	5.21
BOISSONS	68	92	83	95	97	108	112	136	182	194	214	11.47
PRODUITS FORESTIERS	47	56	71	99	101	100	96	95	100	92	99	6.19
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	37	54	64	86	107	108	102	83	72	60	68	3.50
ALIMENTATION HUMAINE	37	56	63	88	102	110	110	89	75	58	64	3.25
ALIMENTATION ANIMALE	49	71	98	49	92	158	124	155	213	151	114	11.66
MATIERES PREMIERES	37	47	67	81	118	101	82	69	65	63	75	3.74
BOISSONS	51	115	77	96	96	109	69	121	92	93	116	3.61
PRODUITS FORESTIERS	32	45	57	77	109	115	111	147	160	167	205	18.71

10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
-----1979-81=100-----												
POURCENT												
MONDE												
PRODUITS AGRICOLES	79	80	88	94	101	105	106	105	108	108	105	3.28
ALIMENTATION HUMAINE	79	79	87	94	101	105	105	103	108	106	103	3.09
ALIMENTATION ANIMALE	70	76	89	93	98	109	119	124	117	128	130	6.34
MATERIES PREMIERES	93	93	98	99	102	99	96	98	102	103	106	1.07
BOISSONS	90	86	89	100	98	102	103	103	108	112	107	2.36
PRODUITS FORESTIERS	86	90	96	102	101	96	94	101	106	108	115	2.27
PAYS DEVELOPPE												
PRODUITS AGRICOLES	89	85	92	97	99	104	104	100	104	107	103	1.97
ALIMENTATION HUMAINE	90	85	92	97	99	103	102	97	103	104	99	1.48
ALIMENTATION ANIMALE	72	76	89	93	98	109	118	122	111	124	124	5.70
MATERIES PREMIERES	102	99	101	102	100	98	96	99	104	106	104	.33
BOISSONS	90	84	89	100	98	102	103	102	107	112	107	2.47
PRODUITS FORESTIERS	89	91	97	104	101	94	92	99	105	107	114	1.82
EUROPE OCCIDENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	93	92	97	99	100	100	105	101	100	106	107	1.35
ALIMENTATION HUMAINE	98	96	98	100	102	98	102	97	96	101	103	.30
ALIMENTATION ANIMALE	70	74	91	95	97	108	121	118	113	126	126	5.97
MATERIES PREMIERES	104	103	105	104	100	96	95	97	103	108	110	.18
BOISSONS	90	85	88	102	97	102	103	101	102	109	105	2.07
PRODUITS FORESTIERS	86	87	92	103	101	96	94	102	106	106	116	2.45
URSS ET EUROPE ORIENTALE												
PRODUITS AGRICOLES	78	61	78	89	97	114	104	93	102	101	79	2.80
ALIMENTATION HUMAINE	77	58	77	88	97	115	104	89	102	101	78	2.98
ALIMENTATION ANIMALE	78	80	80	87	99	114	108	142	88	93	91	2.49
MATERIES PREMIERES	91	89	92	98	102	100	96	105	105	103	92	1.05
BOISSONS	99	95	88	94	103	103	99	96	102	103	81	-.21
PRODUITS FORESTIERS	94	97	96	92	105	103	95	90	90	95	93	-.44
AMERIQUE DU NORD DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	95	98	96	100	96	104	99	101	118	122	123	2.66
ALIMENTATION HUMAINE	96	101	95	99	96	105	98	100	117	121	123	2.42
ALIMENTATION ANIMALE	93	90	105	106	94	100	100	111	145	157	151	5.38
MATERIES PREMIERES	102	102	99	105	90	106	93	101	111	114	105	.84
BOISSONS	83	74	93	99	100	101	106	108	120	126	125	4.84
PRODUITS FORESTIERS	91	96	109	107	97	96	87	107	123	129	134	3.08
OCEANIE DEVELOPPEE												
PRODUITS AGRICOLES	104	97	93	94	107	99	114	120	129	132	117	3.08
ALIMENTATION HUMAINE	105	96	90	94	109	97	119	122	139	135	116	3.50
ALIMENTATION ANIMALE	27	48	227	56	94	150	85	393	82	298	259	19.27
MATERIES PREMIERES	118	107	105	99	103	98	91	84	89	106	96	-1.86
BOISSONS	91	99	82	94	104	102	111	102	114	123	124	3.36
PRODUITS FORESTIERS	83	100	86	96	100	104	113	83	100	125	117	2.60
PAYS EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	60	70	80	89	103	108	109	113	117	111	110	6.09
ALIMENTATION HUMAINE	60	69	79	89	103	108	109	113	116	110	108	6.07
ALIMENTATION ANIMALE	59	75	84	87	101	112	132	150	176	171	198	12.47
MATERIES PREMIERES	73	80	90	92	106	102	97	96	99	97	113	3.05
BOISSONS	94	103	95	99	97	105	104	108	114	109	106	1.47
PRODUITS FORESTIERS	72	84	89	93	101	106	104	110	112	114	120	4.52

10. INDICES DU VOLUME DES IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES, HALIEUTIQUES ET FORESTIERS (fin)

	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	VARIAT. ANNUELLES 1976-86
*****1979-81=100*****												
POURCENT												
AFRIQUE EN DEVELOPPEMENT												
PRODUITS AGRICOLES	61	76	88	90	102	107	110	110	118	121	116	6.04
ALIMENTATION HUMAINE	59	74	88	90	103	107	110	110	118	121	116	6.22
ALIMENTATION ANIMALE	31	53	66	81	97	122	130	117	148	149	184	16.20
MATERIES PREMIERES	89	98	94	97	102	101	102	105	109	114	118	2.41
BOISSONS	132	154	101	90	96	114	100	108	107	113	108	-1.51
PRODUITS FORESTIERS	75	91	83	90	93	117	105	115	105	101	98	2.84
AMERIQUE LATINE												
PRODUITS AGRICOLES	56	63	78	82	110	107	93	101	98	100	88	4.73
ALIMENTATION HUMAINE	55	62	78	82	111	108	92	100	97	99	86	4.61
ALIMENTATION ANIMALE	49	68	75	82	109	109	127	134	134	139	135	10.34
MATERIES PREMIERES	70	79	87	96	107	97	88	85	105	104	129	3.99
BOISSONS	72	72	79	113	92	95	90	76	69	61	58	-2.71
PRODUITS FORESTIERS	77	86	81	84	110	106	99	88	84	82	87	.51
PROCHE-ORIENT EN DEVELOP												
PRODUITS AGRICOLES	52	68	75	87	99	114	122	128	149	133	131	9.90
ALIMENTATION HUMAINE	51	67	74	87	99	114	121	127	148	132	129	9.87
ALIMENTATION ANIMALE	50	81	92	93	90	117	148	186	260	278	275	18.28
MATERIES PREMIERES	83	88	81	87	96	117	114	131	130	127	115	5.11
BOISSONS	76	82	110	99	99	103	115	117	135	117	112	4.13
PRODUITS FORESTIERS	70	88	83	86	101	112	121	122	134	141	126	6.66
EXTREME-ORIENT EN DEVEL.												
PRODUITS AGRICOLES	90	78	85	92	105	103	106	118	119	118	123	4.41
ALIMENTATION HUMAINE	91	77	84	92	106	102	105	117	116	117	118	4.09
ALIMENTATION ANIMALE	70	78	86	93	102	105	131	150	170	149	214	10.93
MATERIES PREMIERES	86	93	98	95	98	107	105	109	120	114	134	3.68
BOISSONS	90	94	86	94	98	107	115	133	157	150	160	6.93
PRODUITS FORESTIERS	75	85	101	108	95	97	96	103	103	100	110	2.35
ASIE A ECON. CENTR. PLANIF												
PRODUITS AGRICOLES	40	67	77	97	99	104	112	101	83	68	78	3.60
ALIMENTATION HUMAINE	39	68	76	98	97	105	114	103	83	68	78	3.72
ALIMENTATION ANIMALE	80	101	130	54	85	160	130	159	236	217	173	10.76
MATERIES PREMIERES	52	60	85	86	119	95	87	75	62	62	81	.78
BOISSONS	36	36	35	107	99	94	72	122	89	102	76	10.18
PRODUITS FORESTIERS	57	69	86	87	103	110	107	146	156	171	211	12.60

11. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE

PAYS	POPULATION AGRIC	EXPORT. AGRICOLES	IMPORT. AGRICOLES	EXPORT. AGRICOLES
	EN % DE LA POPULATION TOTALE	EN % DES EXPORT. TOTALES	EN % DES IMPORT. TOTALES	EN % DES IMPORT. TOTALES
	1986	1986	1986	1986
ALGERIE	26	1	20	1
ANGOLA	71	5	16	7
BENIN	65	53	19	16
BOTSWANA	66	9	14	11
BURKINA FASO	85	69	29	22
BURUNDI	92	94	13	77
CAMEROUN	65	57	12	48
CAP-VERT	47	19	35	1
REP. CENTRAFRICAINE	67	38	19	42
TCHAD	78	78	11	65
COMORES	81	60	29	30
CONGO	61	1	13	2
COTE-D IVOIRE	60	79	21	132
DJIBOUTI	79		36	
EGYPTE	43	18	33	7
GUINEE EQUATORIALE	60	69	12	62
ETHIOPIE	77	85	30	40
GABON	71		14	1
GAMBIE	82	38	48	17
GHANA	53	51	11	65
GUINEE	77	7	17	9
GUINEE-BISSAU	80	68	23	25
KENYA	79	74	11	55
LESOTHO	82	93	36	5
LIBERIA	72	27	41	46
LIBYE	14		24	
MADAGASCAR	78	86	17	69
MALAWI	79	93	4	88
MALI	83	84	15	38
MAURITANIE	67	10	44	17
MAURICE	25	42	16	42
MAROC	40	17	18	11
MOZAMBIQUE	83	39	29	8
MAURICE	38			
NIGER	89	20	24	21
NIGERIA	66	2	15	3
REUNION	14	83	21	9
RWANDA	92	86	12	34
SAO TOME'-ET-PRINCIPE	69	43	21	27
SENEGAL	79	17	28	12
SEYCHELLES	79	4	18	1
SIERRA LEONE	65	42	37	29
SOMALIE	72	85	38	22
AFRIQUE DU SUD	17	6	5	9
SOUDAN	65	94	31	44
SWAZILAND	70	71	17	53
TANZANIE	81	86	12	35
TOGO	71	52	25	31
TUNISIE	28	10	15	6
OUUGANDA	83	92	5	131
ZAIRE	68	38	23	39
ZAMBIE	71	3	7	3
ZIMBABWE	70	51	4	55
BARBADE	8	15	14	7
BELIZE	35	57	21	34
BERMUDES	3		20	
CANADA	4	8	6	8
COSTA RICA	27	70	6	65
CUBA	21	79	12	63
DOMINIQUE	30	83	17	37
REP. DOMINICAINE	40	64	16	37
EL SALVADOR	40	64	10	44
GRENADE	30	55	18	20
GUADELOUPE	11	86	22	12
GUATEMALA	53	86	11	86
HAITI	63	35	23	16
HONDURAS	59	88	8	69
JAMAIQUE	31	24	19	15
MARTINIQUE	10	67	21	16
MEXIQUE	33	16	13	21
NICARAGUA	41	65	9	16
PANAMA	27	44	11	11
TRINITE-ET-TOBAGO	8	3	22	4
ETATS-UNIS	3	14	6	8
ARGENTINE	11	67	6	97
BOLIVIE	43	5	13	4
BRESIL	27	35	13	56
CHILI	14	16	6	21
COLOMBIE	30	70	9	80
EQUATEUR	34	37	7	44
GUYANE FRANCAISE	28	8	19	1
GUYANA	24	48	7	32
PARAGUAY	49	90	7	36

1.1. IMPORTANCE DE L'AGRICULTURE DANS L'ÉCONOMIE (fin)

PAYS	POPULATION AGRIC	EXPORT. AGRICOLES	IMPORT. AGRICOLES	EXPORT. AGRICOLES
	EN % DE LA POPULATION TOTALE	EN % DES EXPORT. TOTALES	EN % DES IMPORT. TOTALES	EN % DES IMPORT. TOTALES
	1986	1986	1986	1986
PEROU	39	17	22	16
SURINAME	18	13	10	13
URUGUAY	14	86	9	60
VENEZUELA	12	2	10	2
AFGHANISTAN	57	39	15	23
BANGLADESH	71	20	22	6
BHOUTAN	91			
BRUNEI	55			
BIRMANIE	49	51	8	55
CHINE	70	18	6	13
CHYPRE	23	45	15	18
HONG-KONG	1	5	11	5
INDE	64	27	8	17
INDONESIE	48	17	9	23
IRAN	30	2	21	2
IRAK	24		41	1
ISRAEL	5	12	9	9
JAPON	8		14	1
JORDANIE	7	18	25	6
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	72	70	16	8
COREE, REP. POP. DEMOCR.	37	1	7	1
COREE, REP. DE	26	2	10	2
KOUEIT	2	1	18	1
LAOS	73	29	8	15
LIBAN	11	14	16	4
MALAISIE	34	24	13	31
MALDIVES	66			
MONGOLIE	34	16	5	11
NEPAL	92	25	13	14
ORAN	44	1	15	1
PAKISTAN	55	33	20	18
PHILIPPINES	48	24	10	22
KATAR	2		20	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	43		17	
SINGAPOUR	1	8	9	7
SRI LANKA	52	47	16	31
SYRIE	27	16	15	6
THAILANDE	63	40	6	39
TURQUIE	48	32	7	21
EMIRATS ARABES UNIS	3	1	13	2
VIEIT NAM	63	58	69	46
YEMEN, REP. ARABE DU	65	80	29	1
YEMEN DEMOCRATIQUE	35	1	13	1
AUTRICHE	6	4	7	3
BELGIQUE-LUXEMBOURG	2	11	12	11
BULGARIE	14	12	8	12
TCHECOSLOVAQUIE	11	3	9	3
DANEMARK	6	27	10	25
FINLANDE	10	4	7	5
FRANCE	6	17	12	15
REP. DEMOCR. ALLEMANGE	9	2	8	2
ALLEMANGE, REP. FEDERALE	4	5	14	7
GREECE	24	32	17	16
HONGRIE	14	20	9	20
ISLANDE	7	2	11	2
IRLANDE	15	26	13	28
ITALIE	8	7	17	7
MALTE	4	5	13	3
PAYS-BAS	4	23	15	23
NORVEGE	7	2	6	1
POLOGNE	21	8	12	9
PORTUGAL	21	7	15	6
ROUMANIE	21	7	9	10
ESPAGNE	13	15	12	12
SUÈDE	5	2	7	3
SUISSE	4	4	8	3
ROYAUME-UNI	2	8	13	7
URSS	15	3	17	3
YUGOSLAVIE	24	9	10	8
AUSTRALIE	6	36	6	34
FIDJI	42	37	18	23
POLYNESIE FRANCAISE	16	7	18	
KIRIBATI	16	6	26	2
NOUVELLE-CALEDONIE	48		19	
NOUVELLE-ZELANDE	10	55	6	53
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	71	31	15	34
ILES SALOMON	48	19	16	19
TOKELAOU	16			
TONGA	16	60	36	8
VANUATU	48	47	12	14

12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	TERRES ARABLES	TERRES IRRIGUEES	FORETS EN % DU	POPULATION AGRIC.	MAIN-D'OEUVRE
	EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1986	EN % DES TERRES ARABLES 1986	TERRITOIRE TOTAL 1986	PAR HA DE TERRE ARABLE 1986	AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1986
ALGERIE	3	5	2	.8	23
ANGOLA	3	43	1.8	42	
BENIN	17	33	1.5	48	
BOTSWANA	2	2	.6	34	
BURKINA FASO	10	1	2.3	54	
BURUNDI	52	5	3.4	53	
CAMEROUN	15	54	.9	40	
CAP-VERTE	10	5	3.9	37	
REP. CENTRAFRICAINE	3	58	.9	49	
TCHAD	3	10	1.3	35	
COMORES	45	16	3.8	46	
CONGO	2	62	1.6	40	
COTE-D IVOIRE	11	2	1.7	41	
DJIBOUTI				45	
EGYPTE	3	100	8.1	27	
GUINEE EQUATORIALE	8	46	1.0	43	
ETHIOPIE	13	1	2.5	44	
GABON	2	78	1.8	44	
GAMBIE	17	7	3.2	47	
GHANA	12	36	2.6	36	
GUINEE	6	41	3.0	46	
GUINEE-BISSAU	12	38	2.2	48	
KENYA	4	6	7.1	40	
LESOTHO	10	2	4.3	48	
LIBERIA	4	22	4.4	37	
LIEVRE	1	11	.2	25	
MADAGASCAR	5	28	2.6	45	
MALAWI	25	1	2.4	44	
MALI	2	9	3.3	32	
Mauritanie		7	6.5	31	
MAROC	58	15	2.5	37	
MOZAMBIQUE	19	12	1.1	31	
NAHIBIE	4	3	3.8	55	
NIGER	1	1	.9	31	
NIGERIA	3	2	1.5	52	
REUNION	34	3	2.1	38	
RWANDA	22	9	1.3	40	
SAO TOME'-ET-PRINCIPE	45	35	5.2	50	
SENEGAL	39	20	1.9	40	
SEYCHELLES	27	3	1.0	45	
SIERRA LEONE	22	31	10.3	44	
SOMALIE	25	2	1.3	37	
AFRIQUE DU SUD	2	18	3.2	43	
SOUDAN	11	9	.4	30	
SWAZILAND	5	15	1.2	32	
TANZANIE	10	34	2.6	42	
TOGO	6	6	3.6	49	
TUNISIE	26	48	1.5	42	
OUAGAANDA	30	6	.4	32	
ZAIRE	34	4	2.0	45	
ZAMBIE	3	29	3.2	39	
ZIMBABWE	7	77	.9	34	
		40	2.3	39	
BARBADE	77	52	.6	51	
BELIZE	2	4	1.1	33	
BERNUDES				49	
CANADA	5	2		50	
COSTA RICA	10	21	1.4	34	
CUBA	30	26	.6	40	
DOMINIQUE	23	25	1.4	42	
REP. DOMINICAINE	30	14	1.7	30	
EL SALVADOR	35	15	1.4	32	
GRENADE	41	5	3.2	42	
GAUDELOUPE	23	9	2.4	42	
GUATEMALA	17	7	.9	45	
HAITI	33	40	2.4	28	
HONDURAS	16	8	4.7	45	
JAMAIQUE	25	2	1.5	29	
MARTINIQUE	18	13	2.8	43	
MEXIQUE	13	17	1.7	46	
NICARAGUA	11	32	1.1	33	
PANAMA	8	5	1.1	31	
TRINITE-ET-TOBAGO	23	53	1.1	36	
ETATS-UNIS	23	44	.9	38	
	21	10	29	44	
ARGENTINE	13	5	.1	36	
BOLIVIE	3	5	.8	31	
BRESIL	9	3	.5	37	
CHILI	7	23	.3	35	
COLOMBIE	5	9	1.7	32	
EQUATEUR	9	21	1.3	30	
GUAYANE FRANCAISE			4.7	35	
GUYANA	3	26	.5	36	
PARAGUAY	5	3	.8	32	

12A. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	TERRES ARABLES	TERRES IRRIGUEES	FORETS EN % DU	POPULATION AGRIC.	MAIN-D'OEUVRE
	EN % DU TERRITOIRE TOTAL 1986	EN % DES TERRES ARABLES 1986	TERRETOIRE TOTAL 1986	PAR HA DE TERRE ARABLE 1986	AGRIC. EN % DE LA POPULATION AGRIC. 1986
PEROU	3	33	54	2.1	30
SURINAME		98	97	1.1	32
URUGUAY	8	7	4	.3	39
VENEZUELA	4	9	36	.6	36
AFGHANISTAN	12	33	3	1.2	30
BANGLADESH	68	23	16	8.1	29
BHOUTAN	2		70	13.0	45
BRUNEI	1	14	50	19.0	42
BIRMANIE	15	11	49	1.9	45
CHINE	10	46	12	7.6	59
CHYPRE	17	20	13	1.0	47
HONG-KONG	8	38	12	10.6	52
INDE	57	26	23	2.9	41
INDONESIE	12	34	67	3.8	42
IRAN	9	39	11	.9	30
IRAK	13	32	4	.7	27
ISRAEL	21	66	5	.5	38
JAPON	13	62	67	2.0	52
JO RDANIE	4	10	1	.6	23
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	17	3	76	1.8	49
COREE, REP. POP. DEMOCR.	20	48	74	3.2	45
COREE, REP. DE	22	58	66	5.2	45
KOBEIT		25		7.5	37
LAOS	4	13	57	3.4	49
LIBAN	29	29	8	1.0	29
MALAISIE	13	8	60	1.2	42
MALDIVES	10		3	41.6	36
MONGOLIE	1	3	10	.5	47
NEPAL	17	28	17	6.7	42
ONAN		87		12.0	29
PAKISTAN	27	77	4	2.7	28
PHILIPPINES	27	18	37	3.4	37
KATAR				1.8	46
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	1	36	1	4.4	29
SINGAPOUR	7		5	7.7	48
SRI LANKA	29	32	27	4.6	37
SYRIE	31	12	3	.5	25
THAILANDE	39	20	29	1.7	55
TURQUIE	36	8	26	.9	47
EMIRATS ARABES UNIS		26		2.4	51
VIEIT NAM	21	26	40	5.7	48
YEHEN, REP. ARABE DU	7	18	8	3.4	25
YEHEN DEMOCRATIQUE	1	37	5	4.7	26
AUTRICHE	18		39	.3	55
BELGIQUE-LUXEMBOURG	25		21	.3	40
BULGARIE	37	30	35	.3	51
TCHECOSLOVAQUIE	41	5	37	.3	53
DANEMARK	62	16	12	.1	55
FINLANDE	8	3	76	.2	50
FRANCE	35	6	27	.2	48
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	47	3	28	.3	57
ALLEMAGHE, REP. FEDERALE	31	4	30	.3	57
GRECE	30	28	20	.6	43
HONGRIE	57	3	18	.3	47
ISLANDE			1	2.1	61
IRLANDE	11		5	.7	39
ITALIE	41	25	23	.4	46
MALTE	41	8		1.3	36
PAYS-BAS	27	59	9	.7	41
NORVEGE	3	11	27	.3	47
POLOGNE	49	1	29	.5	59
PORTUGAL	30	23	40	.8	42
ROUMANIE	46	28	28	.5	56
ESPAGNE	41	16	31	.2	37
SUEDE	7	2	64	.1	45
SUISSE	10	6	26	.7	58
ROYAUME-UNI	29	2	9	.2	49
URSS	10	9	42	.2	51
YUGOSLAVIE	30	2	37	.7	50
AUSTRALIE	6	3	14		47
FIDJI	13		65	1.2	33
POLYNESIE FRANCAISE	20		31	.4	33
KIRIBATI	52		3	.3	36
NOUVELLE-CALEDONIE	1		38	3.7	32
NOUVELLE-ZELANDE	2		27	.6	44
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	1		85	6.6	48
ILES SALOMON	2		93	2.5	32
TOKELAOU					36
TO NGA	81		12	.3	32
VANUATU	10		1	.5	32

12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1985	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1985	CONSOMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1985	NOMBRE DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1985	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1986
ALGERIE			38	8	3.1
ANGOLA			6	3	1.6
BENIN			7		3.9
BOTSWANA	4.3	24.4		2	8.5
BURKINA FASO			5		6.0
BURUNDI			2		1.1
CAMEROUN			8		6.3
CAP-VERT					38.0
REP. CENTRAFRICAINE			1		11.0
TCHAD			2		8.2
COMORES					1.6
CONGO			7	1	33.7
COTE-D IVOIRE			12	1	8.4
DJIBOUTI					3.1
EGYPTE	260.7	123.0	347	17	8.1
GUINEE EQUATORIALE					2.5
ETHIOPIE			5		2.1
GABON	48.1	57.3	6	3	56.2
GAMBIE			24		11.4
GHANA			4	1	.9
GUINEE					10.9
GUINEE-BISSAU					10.9
KENYA	32.0	11.6	46	4	6.5
LESOTHO	48.7	24.5	12	5	5.5
LIBERIA			4	1	6.3
LIBYE	400.0	6197.8	26	13	
MADAGASCAR			3	1	7.9
MALAWI			14	1	10.2
MALI			13		11.2
MAURITANIE			10	2	26.3
MAURICE	85.0	92.9	261	3	38.8
MAROC			36	4	17.7
MOZAMBIQUE			1	2	2.8
NAMIBIE				4	
NIGER			1		10.7
NIGERIA			10		2.8
REUNION			259	31	6.8
RWANDA			1		155.8
SAO TOME*-ET-PRINCIPE				3	10.7
SENEGAL			4		67.0
SEYCHELLES			2	6	.4
SIERRA LEONE			4		26.7
SOMALIE			4	2	
AFRIQUE DU SUD	28.0	217.1	66	14	10.1
SOUDAN			7	1	6.9
SWAZILAND	104.2	80.9	46	21	6.5
TANZANIE	8.3	4.8	8	4	5.1
TOGO			7		
TUNISIE	67.5	485.0	19	5	64.8
UGANDA				1	.4
ZAIRE			1		1.4
ZAMBIE			15	1	10.6
ZIMBABWE	22.8	26.0	62	7	5.7
BARBADE			101	18	7.8
BELIZE			46	18	12.9
CANADA	61.1	5352.1	51	16	
COSTA RICA	92.1	227.3	154	12	24.3
CUBA			179	21	
DOMINIQUE			159	5	47.3
REP. DOMINICAINE			41	2	1.7
EL SALVADOR	12.7	13.2	116	5	3.3
GRENADE				2	
GUADELOUPE			231	34	
GUATEMALA	50.0	75.2	52	2	2.4
HAITI			4	1	3.1
HONDURAS			13	2	18.4
JANAIQUE			44	11	7.4
MARTINIQUE			795	39	
MEXIQUE			69	6	3.9
NICARAGUA			50	2	2.7
PANAMA			45	11	4.4
TRINITE-ET-TOBAGO			60	22	
ETATS-UNIS	77.2	4398.7	94	25	
ARGENTINE			4	6	11.5
BOLIVIE			2		3.6
BRESIL			43	10	7.0
CHILI			39	6	8.2
COLOMBIE			69	6	14.8
EQUATEUR			28	3	27.3
GUYANE FRANCAISE			201	42	2.7
GUYANA			25	7	7.6
PARAGUAY			5	4	2.0
PEROU			20	5	1.4

12B. LES RESSOURCES ET LEUR EMPLOI DANS L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	FCCB AGRICOLE \$ PAR HA DE TERRE ARABLE 1985	FCCB AGRICOLE \$ PAR TRAVAILLEUR AGRICOLE 1985	CONSOMMATION ENGRAIS PAR HA DE TERRE ARABLE KG/HA 1985	NOM. DE TRACTEURS PAR 1000 HA DE TERRE ARABLE 1985	ENGAG. OFFIC. POUR L'AGRICULTURE \$ PAR HABITANT 1986
SURINAME			198	28	8.2
URUGUAY			42	23	3.6
VENEZUELA	118.7	573.1	127	12	3.6
AFGHANISTAN			9		
BANGLADESH			59	1	3.7
BHOUTAN			1		8.2
BRUNEI			128	10	
BIRMANIE			20	1	4.0
CHINE	124	4.5	169	9	2
CHYPRE	157.2	943.1	115	84	1
HONG-KONG				1	
INDE	41.0	35.1	51	4	
INDONESIE			94	1	4.4
IRAN	120.3	438.3	61	7	
IRAK	242.0	1264.5	32	7	2.5
ISRAEL	401.9	2000.0	220	63	
JAPON	146.1	126.3	427	390	
JORDANIE			37	12	9.2
COREE, REP. POP. DEMOCR.			342	30	
COREE, REP. DE	899.9	380.8	376	6	
KOHEIT			233	20	
LAOS			2	1	2.3
LIBAN			119	10	
MALAISIE	104.4	205.8	140	3	21.6
MALDIVES					2
MONGOLIE			14	8	
NEPAL			19	1	10.6
OMAN			102	3	13.3
PAKISTAN	30.4	40.6	73	8	6.6
PHILIPPINES			36	2	4.2
KATAR			145	21	
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME			293	1	
SINGAPOUR			1040	11	
SRI LANKA			104	15	13.3
SYRIE	118.1	931.1	41	8	1.5
THAILANDE	30.0	36.4	21	6	4.7
TURQUIE			54	21	5.2
EMIRATS ARABES UNIS	7120.0	4450.0	221		
VIET NAM			55	6	6
YEMEN, REP. ARABE DU	85.6	110.4	12	2	7.1
YEMEN DEMOCRATIQUE			14	7	
AUTRICHE	492.5	2746.7	255	214	
BELGIQUE-LUXEMBOURG	439.3	3745.4	523	153	
BULGARIE			209	13	
TCHECOSLOVAQUIE			337	27	
DANEMARK	197.7	3072.8	242	63	
FINLANDE	480.0	4702.0	210	100	
FRANCE	177.1	1915.3	301	81	
REP. DEMOCR. ALLEMANDE			330	32	
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	537.0	3009.0	427	199	
GREECE	97.3	366.5	174	46	
HONGRIE			253	10	9.4
ISLANOE	7312.5	5318.2	3151	1650	
IRLANDE	309.1	1365.5	784	198	
ITALIE	455.1	2646.5	171	100	
MALTE	246.2	533.3	56	34	
PAYS-BAS	1468.0	4960.2	786	196	
NORVEGE	956.4	5977.2	278	175	
POLOGNE			230	62	
PORTUGAL	85.1	269.9	87	28	1.1
ROUMANIE			129	17	
ESPAGNE			82	31	
SUEDE	287.5	4333.3	141	62	
SUISSE			436	256	
ROYAUME-UNI	190.0	2124.5	357	74	
URSS			109	12	
YUGOSLAVIE	108.2	238.3	128	113	
AUSTRALIE			24	7	
FIOJI	36.6	100.0	72	20	32.8
POLYNESIE FRANCAISE			15	2	
KIRIBATI					17.3
NOUVELLE-CALEDONIE			20	63	
NOUVELLE-ZELANDE	937.9	3019.2	822	147	
PAPOUASIE NOUV. GUINEE			22	3	9.7
ILES SALOMON					20.9
TONGA	77.4	683.3	2	1	29.0
VANUATU					33.5

13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE

PAYS	IND. DE LA PRODUC. ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1979-81=100	IND. DE LA PRODUC. AGRIC. TOTALE PAR HABIT. 1979-81=100	DISPONIB. ENERGET. ALIMENT. PAR HABIT. DES EXPORT. AGRIC.	IND. DE LA VALEUR 1979-81=100
	1985-87	1985-87	1983-85	1984-86
ALGERIE	126	106	2669	47
ANGOLA	103	86	1953	50
BEWIN	133	115	2136	200
BOTSWANA	90	72	2221	102
BURKINA FASO	136	120	1985	80
BURUNDI	118	98	2254	150
CAMEROUN	114	96	2036	91
CAP-VERT	110	97	2706	53
REP. CENTRAFRICAINE	104	91	1945	124
TCHEKHOV	120	105	1587	130
COMORES	115	96	2104	98
CONGO	108	93	2574	101
COTE-D IVOIRE	132	102	2523	115
EGYPTE	126	104	3280	104
GUINEE EQUATORIALE				98
ETHIOPIE	104	88	1652	100
GABON	107	97	2464	66
GAMBIE	144	128	2268	82
GHANA	132	108	1648	66
GUINEE	108	94	1797	74
GUINEE-BISSAU	168	149	2067	122
KENYA	118	96	2179	118
LESOTHO	96	85	2322	110
LIBERIA	115	94	2347	88
LIBYE	160	127	3629	
MADAGASCAR	115	97	2425	93
MALAWI	106	92	2404	112
MALI	117	100	1954	102
MAURITANIE	106	88	2294	87
MAURICE	117	106	2724	93
MAROC	125	108	2827	65
MOZAMBIQUE	100	83	1638	38
NAIBIE	103	86	1875	87
NIGER	103	87	2333	76
NIGERIA	128	104	2084	60
REUNION	84	79	2948	75
RWANDA	108	91	1912	109
SAO TOME-ET-PRINCIPE	90	68	2387	38
SENEGAL	124	106	2307	81
SEYCHELLES			2285	36
SERRA LEONE	110	99	1892	90
SONALIE	119	100	2080	57
AFRIQUE DU SUD	98	84	2950	49
SOUDAN	112	96	2063	81
SWAZILAND	126	104	2543	76
TANZANIE	111	88	2204	72
TOGO	106	91	2166	116
TUNISIE	130	114	2889	80
UGANDA	150	123	2197	128
ZAIRE	118	99	2157	129
ZAMBIE	118	98	2159	152
ZIMBABWE	112	99	2098	103
BARBADE	83	81	3151	72
BELIZE	106	93	2575	80
BERMUDAS			2534	
CANADA	117	110	3394	106
COSTA RICA	106	96	2743	101
CUBA	110	107	3082	112
DOMINIQUE	140	133	2619	276
REP. DOMINICAINE	112	96	2437	80
EL SALVADOR	102	68	2142	70
GRENADE	90	85	2382	67
GUADELOUPE	126	123	2657	83
GUATEMALA	111	85	2280	89
HAITI	112	94	1903	99
HONDURAS	95	79	2093	98
JAMAIQUE	111	103	2579	111
MARTINIQUE	131	130	2767	155
MEXIQUE	110	94	3152	113
NICARAGUA	90	71	2436	51
PANAMA	110	99	2447	95
TRINITE-ET-TOBAGO	79	72	3045	58
ETATS-UNIS	103	96	3606	77
ARGENTINE	107	97	3159	94
BOLIVIE	113	96	2083	36
BRESIL	123	107	2631	107
CHILI	112	102	2576	149
COLombie	111	95	2554	107
EQUATEUR	118	101	2050	101
GUYANE FRANCAISE			2717	794
GUYANA	90	80	2450	57
PARAGUAY	128	110	2826	112
PEROU	113	95	2153	101

13. MESURES DE LA PRODUCTION ET DE LA PRODUCTIVITÉ DE L'AGRICULTURE (fin)

PAYS	IND. DE LA PRODUC.	IND. DE LA PRODUC.	DISPONIB. ENERGET.	IND. DE LA VALEUR
	ALIMENTAIRE PAR HABIT. 1979-81=100	AGRIC. TOTALE PAR HABIT. 1979-81=100	ALIMENT. PAR HABIT DES EXPORT. AGRIC.	1979-81=100
	1985-87	1985-87	1983-85	1984-86
SURINAME	113	106	2688	108
URUGUAY	107	105	2700	85
VENESUELA	110	93	2556	181
AFGHANISTAN	106	97	2289	63
BANGLADESH	113	96	1905	109
BHOUTAN	127	113		100
BRUNEI	157	121	2856	153
BIRMANIE	136	121	2564	70
CHINE	137	128	2608	163
CHYPRE	95	89		104
HONG-KONG	34	30	2743	222
INDE	121	107	2185	93
INDONESIE	132	116	2490	104
IRAN	118	100	3269	88
IRAK	143	116	2994	50
ISRAEL	117	102	3026	100
JAPON	109	102	2859	71
JORDANIE	142	114	2939	64
KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE	165	145	2116	175
COREE, REP. POP. DEMOCR.	126	109	3164	26
COREE, REP. DE	110	98	2849	71
KOUEIT			3105	83
LAOS	141	123	2236	964
LIBAN	117	113	3091	59
MALAISIE	119	98	2685	102
MALDIVES	128	105	2042	116
MONGOLIE	118	97	2817	73
NEPAL	117	101	2051	93
OMAN				97
PAKISTAN	125	108	2223	90
PHILIPPINES	107	93	2328	67
ARABIE SAOUDITE, ROYAUME	238	184	3048	100
SINGAPOUR	96	90	2813	137
SRI LANKA	91	85	2413	113
SYRIE	115	93	3262	98
THAILANDE	116	105	2302	101
TURQUIE	113	99	3102	114
EMIRATS ARABES UNIS			3714	62
VIEIT NAM	130	115	2221	162
YEMEN, REP. ARABE DU	135	114	2255	71
YEMEN DEMOCRATIQUE	103	88	2321	74
AUTRICHE	108	108	3408	118
BELGIQUE-LUXEMBOURG	110	110	3829	106
BULGARIE	102	99	3631	87
TCHECOSLOVAQUIE	121	119	3482	91
DANEMARK	120	120	3445	102
FINLANDE	108	105	3051	93
FRANCE	109	106	3222	102
REP. DEMOCR. ALLEMANDE	114	115	3770	77
ALLEMAGNE, REP. FEDERALE	111	112	3419	109
GRECE	105	103	3678	127
HONGRIE	108	109	3533	89
ISLANDE	102	95	3063	75
IRLANDE	108	100	3730	86
ITALIE	102	101	3462	105
HALTE	115	110	2888	75
PAYS-BAS	113	110	3208	103
MORVEGE	111	109	3193	89
POLOGNE	113	107	3270	94
PORTUGAL	107	103	3116	118
ROUMANIE	119	115	3336	63
ESPAGNE	117	112	3338	104
SUÈDE	104	103	3029	117
SUISSE	110	107	3450	104
ROYAUME-UNI	110	109	3198	99
URSS	116	108	3398	77
YUGOSLAVIE	104	100	3560	101
AUSTRALIE	106	102	3304	92
FIJI	102	91	2898	57
POLYNESIE FRANCAISE	116	102	2880	62
KIRIBATI			2942	109
NOUVELLE-CALEDONIE	112	99	2974	20
NOUVELLE-ZELANDE	114	106	3365	98
PAPOUASIE NOUV. GUINEE	109	92	2162	108
ILES SALOMON	114	91	2164	116
TONGA	101	88	2945	75
VAUATU	108	86	2356	105

14. STOCKS DE REPORT DE QUELQUES PRODUITS AGRICOLES

	1982	1983	1984	CAMPAGNE PRENANT FIN EN 1985	1986	1987 ¹	1988 ²
....EN MILLIONS DE TONNES....							
CEREALES							
PAYS DEVELOPPEES	188.7	235.7	157.7	198.5	287.6	316.4	277.9
CANADA	16.2	18.5	13.3	12.1	14.4	18.8	16.6
ETATS-UNIS	111.2	152.2	79.5	98.8	181.2	203.5	165.3
AUSTRALIE	5.3	2.5	8.2	8.8	6.2	4.2	3.2
CEE	19.0	23.7	16.4	29.2	36.1	30.7	31.6
JAPON	7.1	5.2	4.8	4.3	5.2	5.8	5.9
URSS	13.0	18.0	23.0	29.0	31.0	38.0	42.0
PAYS EN DEVELOPPEMENT	109.8	106.6	124.3	136.2	130.8	130.4	107.6
EXTREME-ORIENT	78.4	77.9	96.9	106.6	95.9	89.5	70.7
BANGLADESH	0.7	0.6	0.8	1.0	0.9	0.8	1.3
CHINE	46.0	51.0	58.0	64.0	51.5	45.8	43.0
INDE	7.7	7.6	12.8	18.1	17.1	15.2	8.6
PAKISTAN	2.2	2.2	2.2	1.7	2.0	3.6	2.0
PROCHE-ORIENT	13.1	12.4	14.0	14.9	15.1	18.7	16.7
TURQUIE	1.1	1.0	0.3	0.7	0.5	0.9	0.8
AFRIQUE	5.1	4.8	4.1	4.5	8.5	11.0	7.0
AMERIQUE LATINE	13.3	11.5	9.3	10.2	11.3	11.3	13.3
ARGENTINE	1.5	1.8	1.7	0.9	0.7	0.7	1.1
BRESIL	3.3	3.1	1.4	1.7	2.8	4.6	6.9
TOTAL MONDIAL							
DONT:							
BLE	298.6	342.3	282.0	334.6	418.3	446.8	385.5
RIZ (BASE RIZ USINE)	105.8	122.0	133.7	151.4	159.0	166.6	144.1
CEREALES SECONDAIRES	46.7	43.2	48.6	54.7	55.1	50.7	35.2
	146.1	177.1	99.7	128.5	204.2	229.5	206.2
SUCRE (BRUT)							
TOTAL MONDIAL 1 ^{er} SEPTEMBRE	33.3	39.1	39.9	40.3	37.9	37.1	...
CAFE³	2.97	3.26	3.08	3.05	2.50	2.14	...
LAIT ECREME EN POUDRE							
....MILLIERS DE TONNES....							
ETATS-UNIS	582	628	566	459	312	80	...
CEE	670	996	664	520	772	473	...
TOTAL	1 252	1 624	1 280	979	1 084	553	...

SOURCE: FAO, DIVISION DES PRODUITS ET DU COMMERCE INTERNATIONAL.

¹ ESTIMATIONS. - ² PREVISIONS. - ³ STOCKS BRUTS AU DEBUT DE LA CAMPAGNE CAFEIERE, 1^{er} OCTOBRE.

15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX À LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES

REGION ET PAYS	TOUS ARTICLES				PRODUITS ALIMENTAIRES											
	1970 A 1975	1975 A 1980	1980 A 1985	1985 A 1986	1970 A 1975	1975 A 1980	1980 A 1985	1985 A 1986								
	...EN POURCENTAGE ANNUEL....															
PAYS DEVELOPPE																
EUROPE OCCIDENTALE																
AUTRICHE	7.4	3.8	4.8	1.6	6.7	4.4	4.1	2.4								
BELGIQUE	8.3	6.4	13.3	1.3	7.5	4.6	7.5	1.9								
DANEMARK	9.5	10.4	7.9	3.6	10.7	...	8.1	2.0								
FINLANDE	2.0	10.6	8.5	3.6	12.4	10.8	9.3	3.6								
FRANCE	8.8	10.4	9.6	2.7	9.6	10.0	9.7	3.4								
ALLEMAGNE, REP. FED.	6.2	4.0	3.8	-0.2	5.6	3.3	3.2	0.6								
GREECE	13.1	16.3	20.5	23.0	14.7	17.6	20.6	20.3								
ISLANDE	24.8	42.0	50.5	21.3	28.3	41.0	53.1	22.9								
IRLANDE	13.0	12.9	12.1	3.9	14.3	13.7	10.0	4.4								
ITALIE	11.4	3.0	13.8	5.9	11.6	15.6	12.5	5.5								
PAYS-BAS	8.6	6.1	4.0	0.2	6.9	...	3.3	-- 0.7								
NORVEGE	8.3	8.4	8.9	7.2	8.3	7.4	6.6	...								
PORTUGAL	15.3	...	23.9	11.7	16.3	21.0	24.2	9.1								
ESPAGNE	12.0	18.6	12.3	8.8	12.1	16.0	12.3	10.6								
SUEDE	7.8	10.5	8.9	4.2	7.9	10.7	11.7	7.2								
SUISSE	7.9	2.4	4.1	0.8	7.3	2.9	4.9	1.3								
ROYAUME-UNI	12.3	14.4	6.8	3.4	15.1	13.9	5.5	3.3								
YUGOSLAVIE	19.3	18.2	45.7	89.0	19.1	19.4	47.1	90.0								
AMERIQUE DU NORD																
CANADA	7.4	8.4	7.3	4.0	11.1	9.9	5.9	5.0								
ETATS-UNIS	6.7	8.9	5.2	1.9	9.5	7.6	3.8	3.2								
OCEANIE																
AUSTRALIE	10.2	10.6	8.4	9.1	9.8	12.0	7.8	9.0								
NOUVELLE-ZELANDE	9.8	14.8	11.3	13.3	9.4	16.8	9.6	11.4								
AUTRES PAYS DEVELOPPE																
ISRAEL	23.9	60.0	193.7	48.1	25.1	65.0	192.9	54.8								
JAPON	12.0	6.5	2.6	0.6	13.0	5.5	2.6	0.2								
AFRIQUE DU SUD	9.3	12.0	13.7	18.6	11.7	13.0	12.9	20.3								
PAYS EN DEVELOPPEMENT																
AMERIQUE LATINE																
ARGENTINE	59.5	100.0	207.9	90.1	58.0	...	327.0	98.1								
BAHAMAS	9.5	6.9	5.5	5.5	11.8	7.7	5.1	8.6								
BARBADE	18.6	10.0	6.1	1.4	21.0	9.1	6.1	2.4								
BOLIVIE	23.7	17.0	51.6 ¹	276.3	27.2	16.4	...	276.7								
BRESIL	23.5 ²	46.0	133.7	130.0	25.9 ²	49.0	142.8	138.5								
CHILI	225.4	70.0	41.0	19.5	245.5	70.0	18.0	23.8								
COLOMBIE	19.5	23.0	21.9	18.1	24.0	25.0	22.5	19.3								
COSTA RICA	13.7	8.1	36.3	12.4	3.7	9.6	38.5	11.8								
REPUBLIQUE DOMINICAINE	11.1	8.3	10.6 ¹	9.8	13.3	3.4	8.6 ¹	11.9								
EQUATEUR	13.7	11.7	27.2	23.0	18.4	11.2	35.6	23.1								
EL SALVADOR	8.4	...	14.0	32.0	8.8	...	14.3	31.8								
GUATEMALA	2.9	10.7	...	37.1	3.3	9.4	...	39.2								
GUYANA	8.2	12.8	19.6 ¹	...	12.2	14.1	26.5 ¹	...								
HAITI	13.7	8.0	8.8	2.9	15.5	9.3	6.6	2.7								
HONDURAS	6.5	9.2	7.1	3.9 ³	8.0	9.6	4.2	2.9 ³								
JAMAIQUE	14.9	22.0	...	15.1	17.2	24.0	15.7	17.8								
MEXIQUE	12.4	21.0	18.9	86.3	13.9	19.5	63.7	85.6								
PANAMA	7.8	6.9	9.6	—	9.9	6.6	3.6	0.4								
PARAGUAY	12.6	14.7	3.1	...	15.4	14.9	...	...						
PEROU	12.1	37.0	100.2	77.7	13.9	50.0	87.8	...								
PORTO RICO	8.8	5.6	2.9	-0.2	12.6	5.5	2.8	1.1								
SURINAME	8.2	11.5	6.4	18.7	9.5	12.2	4.8	25.5								
TRINITE-ET-TOBAGO	13.7	12.9	13.1	7.7	17.1	11.1	14.8	10.6								
URUGUAY	73.4	55.0	43.7	76.3	76.0	55.0	43.1	91.8								
VENEZUELA	5.5	11.4	10.5	11.6	8.5	15.7	13.6	18.5								
EXTREME-ORIENT																
BANGLADESH	39.0 ⁴	7.6	10.1	11.6	42.0 ⁴	5.0	10.9	14.8								
BIRMANIE	17.8	3.8	4.5	9.2	21.0	2.6	4.2	6.3								
INDE	13.2	1.3	6.9	5.3	14.2	0.8	6.7	5.4								
INDONESIE	21.3	...	10.1	5.8	25.2	...	8.4	8.5								
COREE, REP. DE	14.3	17.2	6.3	2.3	16.8	17.2	5.4	1.1								
MALAISIE	6.7	4.6	4.5	0.7	10.4	3.7	2.5	0.2								
NEPAL	10.3	6.7	11.6	18.6	9.8	6.1	4.1	21.2								
PAKISTAN	15.2	9.0	7.6	3.8	16.6	8.0	7.5	2.1								
PHILIPPINES	18.7	12.0	20.6	0.7	20.1	11.0	20.2	-0.9								
SRI LANKA	8.0	9.9	12.6	7.9	9.1	10.7	12.6	7.2								
THAILANDE	9.8	10.4	4.6	1.8	11.9	10.6	3.0	—								

15. VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX À LA CONSOMMATION: TOUS ARTICLES ET PRODUITS ALIMENTAIRES (en %)

REGION ET PAYS	TOUS ARTICLES				PRODUITS ALIMENTAIRES			
	1970 A 1975	1975 A 1980	1980 A 1985	1985 A 1986	1970 A 1975	1975 A 1980	1980 A 1985	1985 A 1986
	...EN POURCENTAGE ANNUEL...							
AFRIQUE								
ALGERIE	5.1	12.4	7.1 ¹	...	7.2	15.7	4.0 ¹	...
BOTSWANA	...	12.4	8.5	10.1	...	13.8	...	9.5
BURUNDI	...	18.3	8.9	1.8	...	16.2	9.4	7.7
CAMEROUN	10.2	10.7	11.6	11.1	11.5	11.8	...	...
ETHIOPIE	3.7	15.7	6.6	-9.8	2.7	19.2	6.8	-15.2
GABON	11.4	12.9	10.1	6.2	2.7	...	...	...
GAMBIE	10.5	10.2	12.0	53.9 ⁵	12.8	9.7	13.4	60.3 ⁵
GHANA	17.4	70.0	118.5	24.6	20.3	45.0	51.3	20.3
COTE D'IVOIRE	8.2	16.7	11.7	10.0	9.3	19.3	4.2	9.6
KENYA	13.9 ⁴	9.8	15.3	2.7	14.7 ⁴	10.2	12.9	1.5
LESOTHO	14.7 ⁴	15.1	13.7	19.1	16.4 ⁴	18.6	13.1	12.8
LIBERIA	12.1	8.8	3.4	4.0	13.7	8.1	2.1	-1.4
MADAGASCAR	9.7	9.2	20.0	14.5	12.0	9.0	19.8	18.1
MALAWI	8.9	9.2	...	14.0	10.7	9.5	...	15.7
MAURICE	13.1	16.9	...	1.8	14.7	16.3	...	2.2
MAROC	5.4	9.7	9.7	8.8	7.2	9.3	10.3	9.3
NIGER	7.9	14.6	6.8	-3.2	10.6	14.8	8.4	-5.7
NIGERIA	11.5	14.4	19.9	5.4	13.1	20.0	21.3	0.1
SENEGAL	13.0	6.8	12.3	6.1	16.5	6.4	11.5	6.6
SIERRA LEONE	8.4	13.8	45.0 ¹	80.8	11.0	12.9	43.1 ¹	77.6
SWAZILAND	9.3	13.2	13.9	13.2	9.8	14.0	13.7	11.8
TANZANIE	13.1	14.5	30.2	32.4	17.7	13.4	30.5	34.8
TOGO	6.9	8.1	6.3	5.1 ^f	9.7	9.9	5.3	5.9 ⁶
TUNISIE	4.8	...	10.2 ¹	5.7	5.2	...	10.8 ¹	5.8
ZAIRE	18.6	...	...	...	21.2	...	...	...
ZAMBIE	7.1	15.2	19.4	51.6	7.4	13.7	19.9	49.6
ZIMBABWE	...	9.8	15.9	14.3	...	8.4	17.8	13.1
PROCHE-ORIENT								
CHYPRE	8.0	...	6.4	1.2	10.2	...	7.2	2.9
EGYPTE	5.8	12.9	14.9	22.6	8.6	14.4	15.9	23.7
IRAN	9.6	16.1	16.1	7.0 ⁷	10.0	18.9	15.4	...
IRAQ	11.3	...	14.5	...	18.1	...	...	...
JORDANIE	6.0	11.6	...	-0.1	9.2	9.8	...	1.6
KOWEIT	10.1	7.1	4.6	1.0	15.4	6.1	2.6	0.3
ARABIE SAOUDITE	...	11.3	-0.1	-3.1	...	9.5	0.9	-1.4
SOUDAN	11.6	16.8	27.2 ¹	...	12.0	14.2	26.6 ¹	...
SYRIE	16.7	10.9	12.0	36.0	18.2	...	11.2	41.0
TURQUIE	6.2	50.0	42.6 ⁸	34.6	7.7	47.0	...	30.4

SOURCE: BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL. *BULLETIN DES STATISTIQUES DU TRAVAIL*, 1988-1.

¹ 1980-1984. - ² 1972-1975. - ³ Janvier-octobre. - ⁴ 1973-1975. - ⁵ Janvier-juillet. - ⁶ Janvier-septembre. - ⁷ Janvier-juin. - ⁸ 1982-1985.

16. DISPONIBILITÉS ÉNERGÉTIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS CERTAINS PAYS DÉVELOPPÉS ET EN DÉVELOPPEMENT

PAYS	1971-73	1974-76	1977-79	1980-82	1983-85
	----- CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR -----				
ALGERIE	1923	2158	2432	2644	2669
ANGOLA	2012	1951	2144	2111	1953
BENIN	2088	2019	2176	2086	2136
BOTSWANA	2140	2121	2130	2170	2221
BURKINA FASO	1846	1961	2001	2035	1985
BURUNDI	2303	2275	2377	2385	2254
CAMEROUN	2235	2266	2211	2099	2036
CAP-VERT	1999	2168	2487	2571	2706
REP. CENTRAFICAINE	2254	2251	2135	2093	1945
TCHAD	1916	1760	1834	1710	1587
COHORES	2218	2091	2020	2083	2104
CONGO	2256	2272	2368	2487	2574
EGYPTE	2502	2677	2846	3126	3280
ETHIOPIE	1629	1580	1654	1765	1652
GABON	1871	2034	2152	2302	2464
GAMBIE	2175	2124	2178	2210	2264
GHANA	2201	2167	1917	1659	1648
GUINEE	1908	1966	1912	1854	1797
GUINEE-BISSAU	1923	1870	1856	1997	2067
COTE-D'IVOIRE	2347	2319	2428	2564	2523
KENYA	2256	2249	2242	2196	2179
LESOTHO	1966	2080	2342	2339	2322
LIBERIA	2231	2280	2392	2372	2347
LIBYE	2676	3497	3629	3648	3629
MAOAGASCAR	2450	2510	2461	2481	2425
MALAWI	2474	2477	2458	2410	2404
MALI	1738	1765	1724	1755	1954
MAURITANIE	1799	1798	1913	2152	2294
MAURICE	2383	2556	2705	2731	2724
MAROC	2550	2603	2740	2771	2827
MOZAMBIQUE	1982	1933	1848	1772	1638
NAMIBIE	1979	1935	1946	1931	1875
NIGER	1971	1963	2270	2372	2333
NIGERIA	2108	2084	2200	2251	2084
REUNION	2536	2710	2773	2866	2948
RWANDA	1900	1923	2004	2076	1912
SAO TOME*-ET-PRINCIPE	2113	1953	2251	2252	2387
SENEGAL	2284	2273	2340	2390	2307
SEYCHELLES	2229	2150	2271	2308	2285
SIERRA LEONE	1940	1942	2017	2043	1892
SONALIE	2113	1991	2038	2089	2080
AFRIQUE DU SUD	2792	2908	2889	2943	2950
SOUDAN	2141	2146	2312	2374	2063
SWAZILAND	2300	2465	2473	2524	2543
TANZANIE	1803	2096	2245	2267	2204
TOGO	2191	2003	2039	2175	2166
TUNISIE	2467	2603	2672	2778	2889
OUUGANDA	2263	2240	2191	2181	2197
ZAIRE	2275	2290	2163	2143	2157
ZAMBIE	2239	2321	2268	2182	2159
ZIMBABWE	2187	2129	2176	2156	2098
ANTIGUA-ET-BARBUA	2193	2073	1961	2152	2098
BAHAMA	2537	2310	2231	2627	2717
BARBADE	2995	2950	3029	3132	3151
BELIZE	2530	2598	2699	2660	2575
BERMUDA	2782	2578	2504	2518	2534
CANADA	3298	3286	3290	3314	3394
COSTA RICA	2479	2561	2603	2629	2743
CUBA	2637	2664	2751	2914	3082
DOMINIQUE	2151	2199	2325	2478	2619
REP. DOMINICAINE	2142	2237	2279	2344	2437
EL SALVADOR	1894	2026	2134	2145	2142
GRENADE	2352	2141	2208	2337	2382
GUADELOUPE	2359	2419	2425	2543	2657
GUATEMALA	2107	2154	2169	2217	2280
HAITI	1919	1921	1898	1891	1903
HONDURAS	2108	2109	2167	2164	2093
JAHAIQUE	2629	2659	2636	2552	2579
MARTINIQUE	2410	2489	2602	2684	2767
MEXIQUE	2734	2827	2932	3102	3152
ANTILLES NEERLANDAISES	2487	2575	2735	2800	2920
NICARAGUA	2396	2377	2379	2325	2436
PANAMA	2311	2339	2308	2389	2447
SAINTE-LUCIE	2220	2286	2301	2313	2325
SAINTE-VINCENT	2141	2138	2241	2360	2459
TRINITE-ET-TOBAGO	2353	2281	2307	2578	2738
ETATS-UNIS	3413	3409	3484	3525	3606
ARGENTINE	3161	3263	3245	3195	3159
BOLIVIE	1961	2014	2079	2110	2083
BRESIL	2466	2495	2553	2627	2631
CHILI	2672	2583	2575	2635	2576
COLOMBIE	2238	2347	2453	2529	2554
EQUATEUR	1956	2033	2052	2054	2050
GUYANE FRANCAISE	2508	2406	2476	2582	2717
GUYANA	2318	2304	2389	2418	2450
PARAGUAY	2701	2713	2771	2785	2826

16. DISPOBILITÉS ÉNERGÉTIQUES D'ORIGINE ALIMENTAIRE PAR HABITANT DANS CERTAINS PAYS DÉVELOPPEZ ET EN DÉVELOPPEMENT (in)

PAYS	1971-73	1974-76	1977-79	1980-82	1983-85
	CALORIES PAR HABITANT PAR JOUR				
PEROU	2290	2271	2177	2180	2153
SURINAME	2341	2351	2487	2606	2688
URUGUAY	2908	2920	2735	2782	2700
VENEZUELA	2352	2445	2652	2640	2556
AFGHANISTAN	2266	2288	2294	2302	2289
BANGLAODESH	1896	1861	1843	1879	1905
BRUNEI	2445	2575	2740	2849	2856
BIRMANIE	2030	2110	2182	2418	2564
CHINA	2023	2063	2202	2398	2608
HONG-KONG	2672	2654	2693	2735	2743
INDE	2040	2000	2126	2088	2185
INDONÉSIE	2119	2196	2322	2474	2490
IRAN	2425	2842	2921	3044	3269
IRAK	2252	2377	2573	2810	2994
ISRAËL	3064	3044	3023	2990	3026
JAPON	2816	2801	2821	2834	2859
JORDANIE	2478	2368	2583	2791	2939
KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE	2234	1877	1822	1910	2116
COREE, REP. POP. DÉMOCR.	2588	2765	2953	3080	3164
COREE, REP. DE	2643	2758	2821	2821	2849
KOWEIT	2732	2761	3063	3091	3105
LAOS	1969	1806	1800	2126	2236
LIBAN	2625	2633	2812	3013	3091
HACAO	2179	2198	2152	2212	2219
MALAISIE	2439	2510	2580	2597	2685
MALOIVES	1671	1721	1863	1979	2042
MONGOLIE	2414	2511	2609	2730	2817
NEPAL	1939	1999	1987	2016	2051
PAKISTAN	2051	2129	2182	2265	2223
PHILIPPINES	2028	2124	2283	2332	2328
ARABIE SAOUIITE, ROYAUME	1885	1976	2507	2881	3048
SINGAPOUR	2747	2701	2668	2694	2813
SRI LANKA	2186	2146	2326	2179	2413
SYRIE	2480	2544	2718	3073	3262
THAILANDE	2214	2286	2354	2301	2302
TURQUIE	2909	2965	3065	3130	3102
EMIRATS ARABES UNIS	3325	3552	3647	3614	3714
VIET NAM	2152	2007	2017	2107	2221
YEMEN, REP. ARABE DU	1965	2036	2152	2223	2255
YEMEN DÉMOCRATIQUE	1985	1912	2015	2276	2321
ALBANIE	2577	2565	2700	2752	2763
AUTRICHE	3279	3239	3283	3394	3408
BELGIQUE-LUXEMBOURG	3495	3522	3518	3716	3829
BULGARIE	3526	3549	3574	3656	3631
TCHECOSLOVAQUIE	3396	3411	3389	3459	3482
DANEMARK	3420	3341	3413	3531	3445
FINLANDE	3167	3149	3059	3106	3051
FRANCE	3114	3139	3214	3222	3222
REP. DÉMOCR. ALLEMANIE	3361	3452	3552	3659	3770
ALLEMAGNE, REP. FÉDÉRALE	3231	3204	3289	3356	3419
GRECE	3315	3510	3476	3600	3678
HONGRIE	3344	3413	3479	3519	3533
ISLANDE	2983	2942	2954	3017	3063
IRLANDE	3572	3553	3605	3753	3730
ITALIE	3486	3440	3520	3551	3462
MALTE	2938	2960	2970	2951	2888
PAYS-BAS	3208	3233	3261	3308	3208
NORVEGE	3110	3091	3253	3304	3193
POLOGNE	3377	3465	3492	3336	3270
PORTUGAL	2948	2950	2985	3085	3116
ROUMANIE	3144	3296	3393	3308	3336
ESPAGNE	3009	3255	3316	3333	3338
SUEDE	2881	2958	2961	3023	3029
SUISSE	3519	3335	3480	3512	3450
ROYAUME-UNI	3365	3270	3295	3221	3198
URSS	3311	3364	3374	3364	3398
YUGOSLAVIE	3343	3514	3528	3621	3560
AUSTRALIE	3223	3243	3343	3274	3304
FIOJI	2653	2468	2665	2809	2898
POLYNÉSIE FRANÇAISE	2786	2766	2813	2846	2880
KIRIBATI	2562	2671	2825	2928	2942
NOUVELLE-CALEDONIE	2866	2853	2885	2945	2974
NOUVELLE-ZÉLANDE	3398	3375	3335	3366	3365
PAPOUASIE NOUV. GUINÉE	2092	2083	2108	2178	2162
SAOMA	2155	2261	2365	2401	2446
ILES SALOMON	2126	2116	2136	2151	2164
TONGA	2680	2818	2888	2935	2945
VAUATU	2564	2554	2450	2411	2356

17. PART DE L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE) DANS LES ENGAGEMENTS PUBLICS EN FAVEUR DE TOUS LES SECTEURS, PAR SOURCES MULTILATERALES ET BILATERALES, 1979-1986

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ¹
....EN POURCENTAGE....								
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
INSTITUTIONS MULTILATERALES ²	36	38	36	35	35	29	31	34
BANQUE MONDIALE ³	37	35	32	32	38	27	28	32
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ³	33	45	44	43	27	30	33	34
OPEP ³	7	16	16	17	21	22	27	35
SOURCES BILATERALES	..	..	..	..	..	..	..	..
CAD/CEE	11	12	11	11	11	11	12	(13)
OPEP	..	..	..	..	..	..	..	..
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES + BILATERALES)	..	..	..	..	..	..	..	..
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
INSTITUTIONS MULTILATERALES ²	49	49	53	49	47	47	53	41
BANQUE MONDIALE ³	52	45	58	43	51	48	54	30
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ³	53	62	65	57	39	33	45	48
OPEP ³	7	15	14	30	26	46	65	45
SOURCES BILATERALES	16	13	14	16	15	15	15	15
CAD/CEE	18	16	18	17	17	17	16	(17)
OPEP	7	1	4	12	5	3	5	6
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES + BILATERALES)	21	19	21	22	20	20	21	(19)

SOURCES: FAO ET OCDE.

¹ DONNEES PRELIMINAIRES. - ² Y COMPRIS PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT ET FIDA. - ³ NON COMPRIS LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI.

18. VENTILATION DES ENGAGEMENTS PUBLICS MULTILATÉRAUX ET BILATÉRAUX EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1979-1986

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ¹
....EN POURCENTAGE....								
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
INSTITUTIONS MULTILATERALES	52	59	58	59	63	55	59	61
BANQUE MONDIALE ²	34	35	34	35	44	30	36	38
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ²	12	15	17	15	11	17	15	15
OPEP ²	—	1	1	2	2	2	2	3
AUTRES ³	6	8	6	7	6	6	6	5
SOURCES BILATERALES	48	41	42	41	37	45	41	39
CAD/CEE	44	40	40	35	35	44	39	37
OPEP	4	1	2	6	2	1	2	2
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES+BILATERALES)	100	100	100	100	100	100	100	100
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR UNIQUEMENT (APD)								
INSTITUTIONS MULTILATERALES	37	45	43	40	41	36	41	31
BANQUE MONDIALE ²	18	21	21	20	18	20	24	11
BANQUES REGIONALES DE DEVELOPPEMENT ²	11	12	12	7	11	6	7	9
OPEP ²	—	1	1	2	2	2	2	3
AUTRES ³	8	11	9	11	10	8	8	8
SOURCES BILATERALES	63	55	57	60	59	64	59	69
CAD/CEE	59	53	54	51	56	62	56	66
OPEP	4	2	3	9	3	2	3	3
TOUTES SOURCES (MULTILATERALES+BILATERALES)	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCES: FAO ET OCDE.

¹ DONNEES PRELIMINAIRES. - ² NON COMPRIS LES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI. - ³ Y COMPRIS PNUD, GCRAI, FAO/FF, FAO/PCT ET FIDA (A PARTIR DE 1978).

19. PAYS DU CAD: ENGAGEMENTS BILATÉRAUX D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT (APD) ET PART DE L'AGRICULTURE (AU SENS LARGE), 1982-1986

	APD BILATERALE POUR TOUS LES SECTEURS					1982	PART DE L'AGRICULTURE				
	1982	1983	1984	1985	1986 ¹		1983	1984	1985	1986 ¹	
EN MILLIONS DE DOLLARS.....					EN POURCENTAGE.....				
AUSTRALIE	545	536	694	532	532	11	5	10	9	14	
AUTRICHE	291	183	79	60	126	1	2	1	3	1	
BELGIQUE	320	187	180	132	357	3	5	1	23	12	
CANADA	807	1 139	1 575	1 172	1 179	15	25	22	24	24	
DANEMARK	282	260	288	340	480	51	22	38	33	29	
FINLANDE	123	96	171	233	276	11	24	13	12	27	
FRANCE	4 358	4 380	4 403	3 756	4 162	8	11	10	15	12	
ALLEMAGNE, REP. FED.	2 713	2 271	2 800	2 427	3 337	18	15	14	15	17	
IRLANDE	12	14	13	17	25	—	—	—	18	16	
ITALIE	641	882	903	1 178	2 327	17	20	20	27	17	
JAPON	3 622	3 483	3 968	4 076	4 342	18	17	19	25	18	
PAYS-BAS	934	901	902	731	1 299	22	23	27	18	29	
NOUVELLE-ZELANDE	47	40	41	47	34	30	15	15	23	15	
NORVÈGE	309	288	350	346	548	25	17	35	23	20	
SUÈDE	579	526	576	566	779	32	24	26	25	19	
SUISSE	207	239	218	307	329	31	55	22	32	27	
ROYAUME-UNI	1 112	927	1 009	731	1 081	8	12	14	14	17	
ETATS-UNIS	6 112	6 989	8 144	9 157	8 746	14	14	14	9	11	
TOTAL DES PAYS DU CAD	23 014	23 341	26 314	25 808	29 959	15	15	16	16	16	

SOURCE: OCDE.

¹ CHIFFRES PRÉLIMINAIRES.

20. VENTILATION DES ENGAGEMENTS PUBLICS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE (NON COMPRIS LES DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE), PAR AFFECTATION, 1979-1986

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ¹
....EN POURCENTAGE....								
MISE EN VALEUR DES TERRES ET DES EAUX ²	18	22	15	17	17	21	19	17
SERVICES AGRICOLES	10	13	7	12	15	17	11	19
APPROVISIONNEMENTS EN INTRANTS	3	6	5	4	6	7	4	3
PRODUCTION VEGETALE	7	7	6	8	7	7	6	6
ELEVAGE	3	3	3	1	2	2	4	2
PECHES ³	3	3	3	2	3	2	2	2
RECHERCHE, VULGARISATION, FORMATION ⁴	3	3	4	4	5	7	5	5
FORETS	3	2	2	3	2	3	5	3
AGRICULTURE (MONTANTS NON ATTRIBUES)	17	9	15	11	9	10	18	20
TOTAL, AGRICULTURE AU SENS ETROIT	67	68	60	62	66	76	74	77
DEVELOPPEMENT RURAL/INFRASTRUCTURE	16	19	23	23	21	13	15	13
FABRICATION D'INTRANTS ⁵	11	1	10	4	1	5	2	5
AGRO-INDUSTRIES	6	8	5	4	6	3	4	3
DEVELOPPEMENT REGIONAL	—	4	2	7	6	3	5	2
TOTAL, AGRICULTURE AU SENS LARGE	100	100	100	100	100	100	100	100

SOURCE: FAO, BANQUE INFORMATISEE DE DONNEES SUR L'AIDE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE.

¹ DONNEES PRELIMINAIRES ET ESTIMATIONS PARTIELLES. - ² Y COMPRIS L'AMENAGEMENT DES RESEAUX HYDROGRAPHIQUES. - ³ Y COMPRIS DES MOYENS DE PRODUCTION TELS QUE CHALUTIERS ET ENGINS DE PECHE. - ⁴ Y COMPRIS DES ENGAGEMENTS EN FAVEUR DU GCRAI. - ⁵ PRINCIPALEMENT DES ENGRAIS.

NOTE: DANS CE TABLEAU, L'AGRICULTURE AU SENS ETROIT INCLUT LES FORETS.

2.1. RÉPARTITION PAR RÉGIONS ET GROUPES ÉCONOMIQUES DES ENGAGEMENTS PUBLICS EN FAVEUR DE L'AGRICULTURE AU SENS LARGE (NON COMPRIS LES DONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE), TOUTES SOURCES CONFONDUES, 1979-1986

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986 ¹
....EN POURCENTAGE....								
ENGAGEMENTS, Y COMPRIS LES ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	46	46	42	49	41	47	46	40
AFRIQUE	24	22	28	28	26	27	25	27
AMERIQUE LATINE	22	24	23	18	24	19	19	24
PROCHE-ORIENT	8	8	7	5	9	7	10	9
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	66	65	62	63	59	64	62	53
PAYS LES MOINS AVANCES ³	21	22	21	21	23	18	21	17
ENGAGEMENTS A DES CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	55	50	48	46	48	53	51	50
AFRIQUE	23	26	32	39	31	34	30	36
AMERIQUE LATINE	13	14	12	9	12	7	11	6
PROCHE-ORIENT	9	10	8	6	9	6	8	8
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	74	77	74	75	72	75	71	69
PAYS LES MOINS AVANCES ³	29	31	31	33	38	28	33	35
ENGAGEMENTS SANS CONDITIONS DE FAVEUR								
EXTREME-ORIENT ET PACIFIQUE	24	37	31	53	33	39	39	32
AFRIQUE	27	12	20	11	19	17	18	18
AMERIQUE LATINE	42	47	44	33	40	37	32	41
PROCHE-ORIENT	7	4	5	3	8	7	11	9
TOTAL 4 REGIONS EN DEVELOPPEMENT DONT:	100	100	100	100	100	100	100	100
PAYS A BAS REVENU ET A DEFICIT VIVRIER ²	47	37	39	43	40	46	46	39
PAYS LES MOINS AVANCES ³	3	1	2	1	1	1	2	1

SOURCE: FAO, BANQUE INFORMATISEE DE DONNEES SUR L'AIDE EXTERIEURE A L'AGRICULTURE.

¹ DONNEES PRELIMINAIRES ET ESTIMATIONS PARTIELLES. - ² 67 PAYS D'UN PNB PAR HABITANT DE 790 DOLLARS AU MAXIMUM EN 1984. - ³ 41 PAYS (EN MAI 1988).



WHERE TO PURCHASE FAO PUBLICATIONS LOCALLY
POINTS DE VENTE DES PUBLICATIONS DE LA FAO
PUNTOS DE VENTA DE PUBLICACIONES DE LA FAO

• ALGERIA

ENAMEP – Entreprise nationale des messageries de presse
 47, rue Didouche Mourad, Alger.

• ANGOLA

Empresa Nacional do Disco e de Publicações, ENDIPU-U.E.E.
 Rua Cirilo de Conceicao Silva, No. 7, C.P. No. 1314-C Luanda.

• ARGENTINA

Libreria Agropecuaria S.A.
 Pasteur 743, 1028 Buenos Aires.

• AUSTRALIA

Hunter Publications
 58A Gipps Street
 Collingwood, Vic. 3066.

• AUSTRIA

Gerold & Co.
 Graben 31, 1011 Vienna.

• BAHRAIN

United Schools International
 PO Box 726, Manama.

• BANGLADESH

Association of Development Agencies In Bangladesh
 1/3 Block F,
 Lalmatia, Dhaka 1209.

• BELGIQUE

M. J. De Lannoy
 202, avenue du Roi,
 1060 Bruxelles. CCP 000-0808993-13.

• BOLIVIA

Los Amigos del Libro
 Perú 3712, Casilla 450, Cochabamba;
 Mercado 1315, La Paz.

• BOTSWANA

Botsalo Books (Pty) Ltd
 PO Box 1532, Gaborone.

• BRAZIL

Fundação Getulio Vargas
 Praia de Botafogo 190,
 C.P. 9052, Rio de Janeiro.
 Livraria Canuto Ltda
 Rua Consolação, 348 – 2º andar,
 Caixa Postal 1918, São Paulo.

• BRUNEI-DARUSSALAM

SST Trading Sdn. Bhd.
 Bangunan Tekno No. 385, Jln 5/59,
 PO Box 227, Petaling Jaya, Selangor.

• CANADA

Renouf Publishing Co. Ltd
 1294 Algoma Road,
 Ottawa, Ont. K1B 3W8.
 Editions Renouf Ltée
 route Transcanadienne, Suite 305,
 St-Laurent (Montréal), Québec.
 Toll free calls: Ontario, Quebec and
 Maritime – 1-800-267-1805;
 Western Provinces and
 Newfoundland – 1-800-267-1826.
 Head Office/Siège social:
 1294 Algoma Road, Ottawa, Ont.

• CHILE

Libreria – Oficina Regional FAO
 Avda. Santa María 6700,
 Casilla 10095, Santiago.
 Teléfono: 228-80-56.

• CHINA

China National Publications
 Import Corporation
 PO Box 88, Beijing.

• CONGO

Office national des librairies
 populaires
 B.P. 577, Brazzaville.

• COSTA RICA

Libreria, Imprenta y
 Litografia Lehmann S.A.,
 Apartado 10011, San José.

• CUBA

Ediciones Cubanas, Empresa
 de Comercio Exterior de
 Publicaciones
 Obispo 461, Apartado 605,
 La Habana.

• CYPRUS

MAM
 PO Box 1722, Nicosia.

• CZECHOSLOVAKIA

ARTIA
 Ve Smeckach 30,
 PO Box 790. 111 27 Prague 1.

• DENMARK

Munksgaard Export and
 Subscription Service
 35 Nørre Sogade,
 DK 1370 Copenhagen K.

• ECUADOR

Libr Mundi, Libreria Internacional
 Juan Leon Mera 851,
 Apartado Postal 3029, Quito.
• LIBRERIA CIA. LTDA.
 Garcia Moreno 1172 y Mejia,
 Apartado Postal 2556, Quito.

• EL SALVADOR

Liberaria Cultural Salvadoreña, S.A. de C.V.
 7^a Avenida Norte 121,
 Apartado Postal 2296, San Salvador.

• ESPAÑA

Mundi-Prensa Libros S.A.
 Castelló 37, 28001 Madrid.
• LIBRERIA AGRICOLA
 Fernando VI 2, 28004 Madrid.

• FINLAND

Akateeminen Kirjakauppa
 PO Box 128,
 00101 Helsinki 10.

• FRANCE

Editions A. Pedone
 13, rue Soufflot. 75005 Paris.

• GERMANY, FED. REP.

Alexander Horn
 Internationale Buchhandlung
 Kirchgasse 39,
 Postfach 3340, 6200 Wiesbaden.

• UNEO Verlag

Poppelsdorfer Allee 55,
 D-5300 Bonn 1.

• Triops Verlag

Raiffeisenstr. 24, 6060 Langen.

• GHANA

Ghana Publishing Corporation
 PO Box 4348, Accra.

• GREECE

G.C. Eleftheroudakis S.A.
 4 Nikis Street, Athens (T-126),
 John Mihalopoulos & Son S.A.
 75 Hermou Street,

• GUATEMALA

Distribuciones Culturales y
 Técnicas "Artemis"
 5^a Avenida 12-11, Zona 1,
 Apartado Postal 2923, Guatemala.

• GUINEA-BISSAU

Conselho Nacional da Cultura
 Avenida da Unidade Africana,
 C.P. 294, Bissau.

• GUYANA

Guyana National Trading
 Corporation Ltd
 45-47 Water Street,
 PO Box 308, Georgetown.

• HAITI

Librairie "A la Caravelle"
 26, rue Bonne Foi,
 B.P. 111, Port-au-Prince.

• HONDURAS

Escuela Agrícola Panamericana,
 Librería RTAC
 Zamorano, Apartado 93,
 Tegucigalpa.
• OFICINA DE LA ESCUELA AGRÍCOLA
 Panamericana en Tegucigalpa
 Blvd. Morazán, Apts. Glapson,
 Apartado 93, Tegucigalpa.

• HONG KONG

Swindon Book Co.
 13-15 Lock Road, Kowloon.

• HUNGARY

Kultura
 PO Box 149, 1389 Budapest 62.

• ICELAND

Snaebjörn Jónsson and Co. h.f.
 Hafnarstræti 9, PO Box 1131,
 101 Reykjavik.

• INDIA

Oxford Book and Stationery Co.
 Scindia House, New Delhi 100 001;
 17 Park Street, Calcutta 700 016
• OXFORD SUBSCRIPTION AGENCY,
 Institute for Development Education
 1 Anasuya Ave, Kilpauk,
 Madras 600010.

• INDONESIA

P.T. Inti Buku Agung
 13 Kuitang, Jakarta.

• IRAQ

National House for Publishing,
 Distributing and Advertising
 Jamhuria Street, Baghdad.

• IRELAND

Agency Section, Publications Branch
 Stationery Office, Bishop Street,
 Dublin 8.

• ITALY

Distribution and Sales Section, FAO
 Via delle Terme di Caracalla,
 00100 Rome.

• LIBRERIA SCIENTIFICA

Dott. Lucio de Biasio "Aeiu"
 Via Meravigli 16, 20123 Milan.
• LIBRERIA COMMISSIONARIA
 Sansoni S.p.A. "Licosia"
 Via Lamarmora 45,

• LIBRERIA RIZZOLI

Galleria Colonna, Largo Chigi,
 00187 Rome.

• JAPAN

Maruzen Company Ltd
 PO Box 5050,
 Tokyo International 100-31.

• GREECE

G.C. Eleftheroudakis S.A.
 4 Nikis Street, Athens (T-126),
 John Mihalopoulos & Son S.A.
 75 Hermou Street,

• GUATEMALA

Distribuciones Culturales y
 Técnicas "Artemis"
 5^a Avenida 12-11, Zona 1,
 Apartado Postal 2923, Guatemala.

• GUINEA-BISSAU

Conselho Nacional da Cultura
 Avenida da Unidade Africana,
 C.P. 294, Bissau.

• GUYANA

Guyana National Trading
 Corporation Ltd
 45-47 Water Street,
 PO Box 308, Georgetown.

• HAITI

Librairie "A la Caravelle"
 26, rue Bonne Foi,
 B.P. 111, Port-au-Prince.

• HONDURAS

Librería "Aux Belles Images"
 281, avenue Mohammed V, Rabat.

• MAURITIUS

Nalandra Company Limited
 30 Bourbon Street, Port-Louis.

• NETHERLANDS

Keesing b.v.
 Hogelweg 13, 1101 CB Amsterdam.
 Postbus 1118, 1000 BC Amsterdam.

• NEW ZEALAND

Government Printing Office
 Bookshops
 25 Rutland Street
 Mail orders: 85 Beach Road,
 Private Bag, CPO, Auckland;
 Ward Street, Hamilton;
 Mulgrave Street (Head Office),
 Cubacade World Trade Centre,
 Wellington;
 159 Hereford Street, Christchurch;
 Princes Street, Dunedin.

• NICARAGUA

Libreria Universitaria,
 Universidad Centroamericana
 Apartado 69, Managua.

• NORWAY

Johan Grondt Tanum Bokhandel
 Karl Johansgate 41-43,
 PO Box 1177. Sentrum, Oslo 1.

• PAKISTAN

Mirza Book Agency
 65 Shahrah-e-Quaid-e-Azam.
 PO Box 729, Lahore 3.
 Sasi Book Store
 Zaibunnisa Street, Karachi.

• PARAGUAY

Agencia de Librerías Nizza S.A.
 Casilla 2596, Eligio Ayala 1073,
 Asunción.

• PERU

Libreria Distribuidora "Santa Rosa"
 Jirón Apurímac 375, Casilla 4937,
 Lima 1.

• POLAND

Ars Polona
 Krakowskie Przedmiescie 7,
 00-068 Warsaw.

• PORTUGAL

Livraria Portugal,
 Dias y Andrade Ltda.
 Rua do Carmo 70-74, Apartado 2681,
 1117 Lisboa Codex.

• REPUBLICA DOMINICANA

Editora Taller, C. por A.
 Isabel la Católica 309,
 Apartado de Correos 2190.
 ZI Santo Domingo.
• FUNDACION DOMINICANA DE DESARROLLO
 Casa de las Gárgolas.
 Mercedes 4, Apartado 857.
 ZI Santo Domingo.

• ROMANIA

Ilexim
 Calea Grivitei No 64066, Bucharest.

• SAUDI ARABIA

The Modern Commercial
 University Bookshop
 PO Box 394, Riyadh.

• SINGAPORE

MPH Distributors (S) Pte. Ltd
 71/77 Stamford Road, Singapore 6.
• SELECT BOOKS PTE. LTD
 215 Tanglin Shopping Centre,
 19 Tanglin Rd., Singapore 1024.

• SOMALIA

"Samater's"
 PO Box 936, Mogadishu.

• SRI LANKA

M.D. Gunasena & Co. Ltd
 217 Olcott Mawatha,
 PO Box 246, Colombo 11.

• SUDAN

University Bookshop,
 University of Khartoum
 PO Box 321, Khartoum.

• SUISSE

Librairie Payot S.A.
 107 Freiestrasse, 4000 Basel 10.
 6, rue Grenus, 1200 Genève.
 Case Postale 3212, 1002 Lausanne.
• BUCHHANDLUNG UND ANTIQUARAT
 Heinemann & Co.
 Kirchgasse 17, 8001 Zurich.

• SURINAME

VACO n.v. in Suriname
 Domineestraat 26,
 PO Box 1841, Paramaribo.

• SWEDEN

Books and documents:
 C.E. Fritzes
 Kungl. Hovbokhandel
 Regeringsgatan 12,
 PO Box 16336, 103 27 Stockholm.
 Subscriptions:
 Vennergren-Williams AB
 PO Box 30004, 104 25 Stockholm.

• TANZANIA

Dar-es-Salaam Bookshop
 PO Box 9030, Dar-es-Salaam.
 Bookshop, University
 of Dar-es-Salaam
 PO Box 893, Morogoro.

• THAILAND

Suksapan Panit
 Mansion 9, Rajadamnern Avenue,
 Bangkok.

• TOGO

Librairie du Bon Pasteur
 B.P. 1164, Lomé.

• TUNISIE

Société tunisienne de diffusion
 5, avenue de Carthage, Tunis.

• TURKEY

Kultur Yayınlari Is-Turk Ltd Sti.
 Ataturk Bulvari No. 191,
 Kat. 21, Ankara
 Bookshops in Istanbul and Izmir.

• UNITED KINGDOM

Her Majesty's Stationery Office
 49 High Holborn,
 London WC1V 6HB (callers only).
 HMSO Publications Centre,
 Agency Section

• UNITED KINGDOM

51 Nine Elms Lane,
 London SW8 5DR (trade and London
 area mail orders);
 13a Castle Street,
 Edinburgh EH2 3AR;
 80 Chichester Street,
 Belfast BT1 4JY;
 Brazennose Street,
 Manchester M60 8AS;
 258 Broad Street,
 Birmingham B1 2HE;
 Southgate House, Wine Street,
 Bristol BS1 2BQ.

• UNITED STATES

OF AMERICA
 UNIPUB
 4611/F, Assembly Drive,
 Lanham, MD 20706.

• URUGUAY

Liberaria Agropecuaria S.R.L.
 Alzaba 1328, Casilla Correo 1755,
 Montevideo.

• YUGOSLAVIA

Jugoslovenska Knjiga, Trg.
 Republike 5/8,
 PO Box 36, 11001 Belgrade
 Cankarjeva Zalozba
 PO Box 201-IV, 61001 Ljubljana.
 Prosvesha

Terazije 16, Belgrade.

• ZAMBIA

Kingstons (Zambia) Ltd
 Kingstons Building,
 President Avenue, PO Box 139,
 Ndola.

• OTHER COUNTRIES

Autres Pays

Otros Paises

Distribution and Sales Section, FAO
 Via delle Terme di Caracalla,
 00100 Rome, Italy.

P-70

ISBN 92-5-202660-6

ISSN 0251-1460